

Directeur : Jacques Fayet

(Live nos informations page 6.)

Le Monde

idées

A propos des radios libres... un peu de droit

par MONIQUE PELLETIER (*)

LES soubresauts de l'audiovisuel ont quelque peu occulté les questions que posent les radios libres et qui sont bien loin d'être résolues. Chaque jour, elles sont nombreuses à naître et à vivre : certaines, faute d'ailleurs, meurent vite ; toutes, pour leur territoire et sont menacées en permanence de « brouillage ». Néanmoins, cette expression vivante dans sa recherche et sa diversité attire un public de plus en plus fidèle.

Nul, désormais, n'accepterait de les voir condamnées ou, pire... aliénées et conformes. Or, depuis le 10 mai, seules les radios libres qui placent au pouvoir peuvent émettre sans gêne. Celles qui dépassent l'objet d'un brouillage systématique de la part des puissances émetteurs de la Société nationale Télé Diffusion de France (S.N.T.D.F.) qu'aucun texte n'autorise à agir ainsi. Cela augure mal de l'avenir !

Lié par les engagements pris pendant la campagne présidentielle, mais inquiet de voir se développer contre-pouvoir et contestation, le pouvoir s'est doté des moyens de n'écarter cette liberté-là qu'avec réticence et précaution. Encore doit-il, lui aussi d'abord, respecter le droit.

Sans doute n'est-il pas inutile, au moment où la commission se prépare à exercer ses choix, de rappeler aux partenaires concernés les bornes du droit de chacun ?

1) La nouvelle loi du 9 novembre 1981 assait sans équivoque le monopole de radio-télé-diffusion au profit de l'Etat et de ses délégués, les sociétés nationales de radio-télé-diffusion ; tout au plus prévoit-elle des possibilités de dérogation, précaires et révoquables, soumises à des conditions draconiennes et subordonnées à l'avis d'une commission quasi gouvernementale.

2) D'emblée, rappelons que la liberté d'expression est un droit constitutionnel, réaffirmé dans la convention européenne des droits de l'homme, dont l'article 10 prévoit que la liberté d'expression comprend la liberté de recevoir et de communiquer des informations ou des idées, sans qu'il puisse y avoir ingérence de l'autorité publique.

Certes, cette liberté d'expression ne peut s'exercer que dans le respect du monopole puisque la loi en dispose ainsi. Mais ce carcan doit être compris strictement : la loi, rien que la loi.

Le monopole, il n'est pas inutile de le rappeler, englobe trois fonctions distinctes :

- la définition des programmes destinés à être diffusés au public ;
- la diffusion de ceux-ci par tous procédés de télécommunication ;
- l'organisation, la constitution, l'exploitation et l'entretien de ces réseaux d'installation, et c'est tout.

C'est le premier ministre ou un membre du gouvernement délégué qui assure le respect du monopole, c'est-à-dire en premier lieu - et les textes de loi le disent expressément - le respect des obligations de service public pesant sur les sociétés de radio-télé-diffusion.

Des centaines de demandes de dérogation sont déjà déposées ; bien peu seront accordées.

Quels critères de sélection seront retenus ? Seront-ils aussi arbitraires et tendancieux que ceux qui président actuellement aux décisions de brouillage ?

Le brouillage : un abus de droit

Formulons des vœux pour que les autorités délinquantes des dérogations n'oublient pas que « les dérogations au monopole et le partage des fréquences qui en résultent doivent assurer l'expression libre et pluraliste des idées et des courants d'opinion » (article 3-4 de la loi du 9 novembre 1981).

On a, hélas ! de bonnes raisons de craindre que cette disposition essentielle ne soit bafouée, faute de garanties assurées par la loi... Il n'est pas exagéré de dire que les défenseurs de la liberté ne se trouvent pas, aujourd'hui, dans le camp du pouvoir en place.

Que dire des radios qui se voient refuser la dérogation, sinon que rien dans les textes en vigueur n'autorise l'administration à procéder au brouillage des radios libres, même si leur existence est illégale ? La loi prévoit des sanctions pénales, et rien d'autre.

Ces sanctions sont précises : amendes, peines de prison, confiscation du matériel pour toutes violations du monopole ou perturbations des émissions de service public.

Ainsi, tout est prévu, tout... sauf le brouillage. Il s'agit donc là d'un bel exemple d'abus de droit. L'administration use de sa toute-puissance de fait pour se faire justice à elle-même. Elle exerce en toute impunité des pouvoirs que ne lui confèrent pas les textes.

La cour d'appel de Paris vient de lui donner raison. Pour autant, il y a là matière à un débat juridique fort intéressant et nouveau qui ne manquera pas de s'instaurer à nouveau car le contentieux n'est assurément pas clos.

Si encore l'administration traitait également tous les contrevenants, son attitude aurait au moins le mérite d'une certaine logique car, effectivement, toutes les radios privées sont aujourd'hui illégales, dans l'attente d'une dérogation administrative.

Mais pourquoi brouiller certaines d'entre elles et pas les autres ? La loi ne serait-elle pas la même pour tous ? En fait, disons-le clairement, il s'agit-là encore de choix politiques. Les méthodes utilisées pour faire respecter ce monopole relèvent du mépris le plus total des grands principes d'égalité et de liberté proclamés haut et fort et de l'injustice la plus criante.

Atteinte à la liberté d'expression, abus de droit, justice faite à soi-même et inégalité de traitement, voilà un beau palmarès.

La guerre des radios libres ne fait que commencer. Nous ne saurions accepter que seules les radios d'inspiration socialiste puissent librement émettre. Il nous faudra défendre envers et contre tout le pluralisme et la liberté de cette nouvelle forme d'expression.

Ce combat est essentiel. Il doit être poursuivi clairement sur sa voie naturelle, celle du droit. Et non en s'égarant comme le pouvoir actuel sur la voie de fait et l'arbitraire.

(*) Avocat à la cour.

Les écrans de l'archange

par GABRIEL MATZNEFF

Saint Georges est le patron de la cavalerie, l'archange Gabriel est le divin protecteur des télécommunications. L'Eglise catholique fête l'archange de l'audiovisuel à la veille de l'Annonciation, et l'Eglise orthodoxe le lendemain. Quant aux protestants, leurs relations avec le céleste messager sont nettement plus réduites, mais ils ne savent pas ce qu'ils perdent, car, comme l'écrit Boscuet dans les Elevations sur les mystères, « dès que nous voyons l'ange saint Gabriel, nous devons attendre quelque excellente nouvelle ». Si la psychanalyse s'est principalement développée dans les pays touchés par la réforme, c'est à cause de ce dédain de l'angélologie. En revanche, là où triomphe l'archange Gabriel, le docteur Freud est inutile.

Qu'il croie à l'action salvatrice des chérubins et des séraphins, ou qu'il n'y croie pas, celui qui, de nos jours, n'a pas de téléviseur cause délibérément un fossé entre ses contemporains et lui. Au comptoir du bistrot où il aime, chaque matin, à prendre son petit déjeuner, il lui est impossible de se mêler aux conversations de ses voisins, qui, de façon très éotérique, font allusion à des choses vues le veille, et dont il n'a pas la moindre idée. « Avez-vous vu le film ? » Non, j'ai regardé le match ! » Ces gens ne jugent pas nécessaire de préciser le film ou le match dont il s'agit, et de fait cela ne l'est pas : ils comprennent à mots couverts. Pour celui qui ne regarde jamais la télévision, c'est un langage chiffré dont il ne possède pas la grille. La grille des programmes, bien entendu.

Tous les godels sont dans la nature, et le meilleur est celui

qu'on a. Vaut-il mieux aller, parmi quelques dizaines d'originaux, voir la Dame de Shanghai à l'Olympie, ou faire partie de ces millions de citoyens disciplinés qui subissent « le film » prescrit par l'Etat ? Il n'y a pas de réponse à une telle question. Dans une vie bien organisée, il y a de la place pour tout, et il doit être possible de conjuguer les joies du grand écran et celles du petit. Comme le chante Marie Dubois dans un film de Truffaut, « la télévision est un cinéma, où on peut aller en rentrant chez soi ». Cependant, il me semble que, lorsqu'on est à la maison, bien au chaud, il y a mieux à faire qu'à regarder un film. La télévision est au cinéma ce que la messe retransmise par TF 1 le dimanche est à la messe dans une église : il y manque la présence réelle.

C'est un psychanalyste freudien - donc quelqu'un qui, en principe, ne croit guère aux anges - qui m'a expliqué que, selon lui, les films enregistrés sur cassettes constituaient la Cinéma-thèque de l'avenir.

Pour revoir les Contrebattants de Moonfleet ou Folies de femmes, nos enfants n'auront plus, comme jadis leurs aînés, à faire la queue rue d'Ulm, à Chailot ou à Beaubourg. Baricades dans leurs appartements, les pieds dans de moelleuses pantoufles, ils leur suffira d'appuyer sur le bouton du téléviseur pour recevoir à domicile Lang et Stroheim. Nous retrouvons ici Boscuet et les « excellentes nouvelles » dont est porteur mon saint patron : l'Annonciation, d'une certaine manière, c'était déjà la télévision à domicile. Décidément, on ne s'ennuie jamais avec l'archange Gabriel.

L'œuf de Christophe Colomb

par CHARLES AGNÈS (*)

L'ORGANISATION de la télévision suscite des polémiques tous azimuts sans que, pour autant, des solutions cohérentes soient proposées. Il semble pourtant que Radio-France présente un exemple de spécialisation qui, transplanté aux chaînes de télé, serait susceptible de satisfaire les Français.

France-Musique n'est écoutée que par ceux qui la musique intéresse ; les autres ignorent. France-Culture traite de problèmes scientifiques, sociologiques, métaphysiques et autres. Tous ceux, et ils sont très nombreux, que ces questions ennuiant ne prennent pas ce poste. France-Inter, R.T.L., Europe 1, FIP et beaucoup d'autres couvrent le large public que la musique et la culture indiffèrent.

Il serait facile d'établir une spécialisation de même nature en télévision. Une chaîne, disons FR 3, se consacrerait à la musique, à la culture et aux analyses politiques en profondeur ; vaste programme. Antenne 2 pourrait s'occuper de cinéma, de théâtre et de téléfilms. Cela pourrait aller de la recherche aux classiques reconnus de ces disciplines.

plines. TF 1 s'adresserait au large public des variétés, des jeux, des sports, des faits divers, du théâtre de Boulevard et des films grand public. Les informations seraient centrales et régionales, émises sur les trois chaînes à des heures différentes, échappant ainsi à la stupide émission des deux journaux de 20 heures.

La réforme giscardienne, en brisant l'O.R.T.F., a mis les trois chaînes en concurrence pour la répartition des recettes publicitaires. C'est elle qui, de ce fait, est à l'origine des difficultés. On a même assisté à des records absolus

d'absurdité : plusieurs fois, deux chaînes ont retransmis, à la même heure, des matches de rugby du Tournoi des cinq nations !

Il faudrait pour la télé, comme pour Radio-France, une direction centrale coiffant les directions des trois chaînes qui seraient elles-mêmes diversifiées selon des orientations spécialisées : variétés, sports, jeux, cinéma, téléfilms, théâtre, sciences, histoire, philosophie, musique, politique, etc.

Cette solution ressemble à l'œuf de Christophe Colomb tant elle semble s'imposer. Mais peut-être le fait d'être si évidente l'empêche-t-elle d'être perçue ?

(*) Artisan du taxi.

TF 1, chaîne privée ?

par BRIGITTE GROS (*)

LES Français ne regardent plus la télévision. Ou presque. En tout cas de moins en moins. Pourquoi ?

La qualité des programmes baisse. L'information n'est ni indépendante ni pluraliste. En vérité, l'uniformité qui s'installe sur les trois chaînes provoque l'ennui du téléspectateur.

La morosité de l'opinion à l'égard de ce média a pour cause principale la verrouillage progressif des ondes par le pouvoir d'Etat.

La réforme proposée par la commission Moineau est-elle susceptible de libérer l'audiovisuel du monopole des gouvernants pour consacrer le droit de chaque Français à une communication indépendante ? En raison des deux actions que cette réforme se propose de mettre en œuvre, le risque serait plutôt celui de l'étouffement des ondes que celui de leur libération. La centralisation des structures ne peut qu'accroître le phénomène de « bureaucratisation ». Et la création d'une haute instance dotée de tous les pouvoirs, dont la moitié des membres seraient nommés par l'exécutif, ne peut qu'accroître le maintien de l'Etat sur l'information télévisée.

La réforme Moineau reste l'œil fixé sur l'Hexagone et se refuse à tirer les leçons des expériences étrangères, pourtant aujourd'hui symbole de la liberté de l'information audiovisuelle.

Ces expériences nous apprennent que seules des sociétés de télévision indépendantes les unes des autres peuvent assurer la liberté d'expression et dynamiser la création.

A cet égard, l'exemple anglais n'est-il pas significatif ? Il prouve que les structures qui sont en place contribuent au respect du pluralisme, car elles créent les conditions d'une concurrence authentique entre deux chaînes de télévision à l'échelon national : la chaîne d'Etat et la chaîne privée.

Ni au niveau de l'Elysée ni à celui de Matignon, depuis deux ans, personne n'a osé prendre la responsabilité de couper le cordon ombilical qui lie le pouvoir d'Etat à la télévision en faisant « folater » l'O.R.T.F.

Si la prochaine réforme de la télévision pouvait aller jusque-là, M. François Mitterrand montrerait qu'il est capable, plus que ses prédécesseurs, de franchir un pas décisif pour libérer le petit écran de l'Etat. Ainsi serait-il logique dans le cas où A 2 resterait rattaché au monopole que TF 1 le quitte et devienne une chaîne privée.

(*) Sénateur, (G.D.), rapporteur pour la commission des affaires culturelles du budget de l'information et de la presse.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication Claude Julien.

Imprimerie : du « Monde » 5, rue des Filles du Calvaire PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437.

ISSN : 0395 - 2037.

BOUCHARD
PÈRE & FILS
Depuis 1731



250 ans de
grands vins

"Domaines du Château de Beaune"
"80 hectares dont 68 hectares
de premiers crus et grands crus"

- Côte de Beaune Villages
"Clos Royer"
- Savigny-lès-Beaune
"Les Lavrières"
- Beaune-Clos de la Mousse
(cuvée Propriétaire)
- Beaune-Tourons
- Beaune-Mareuillet
- Beaune-Grèves
- "Vigne de l'Enfant Jésus"
(cuvée Propriétaire)
- Vulnay-Chaulin
- Vulnay-Taillepieds
- Vulnay-Frémieux
- "Clos de la Rougeotte"
(cuvée Propriétaire)
- Vulnay-Caillevet
- "Ancienne Cuvée Carnot"
Pommard 1^{er} cru
- Le Corton
- Chambolle-Musigny
- Chambertin
- Beaune-Clos Saint-Landry
- Meursault-Genevrières
- Corton-Charlemagne
- Chevalier-Montrachet
- Montrachet

Documentation : Un sur demande à Maison
Bouchard Père & Fils, Négociants au Château
21200 Beaune. Tél (03) 22.14.41 - Tél. 205.33.7

Distributeur exclusif de la Région
du Nord-Pas-de-Calais : Les Régions
du Nord-Pas-de-Calais - 1 rue de la
Liberté - 59000 Lille

ARTS MÉNAGERS : stand 47,
allée C, niveau 5, façade Perronet.
SALON AGRICOLE : stand 666,
allée B, bâtiment 3.

Silence radio pour les communes !

par PAUL GRAZIANI (*)

LE goût du paradoxe et l'art d'assumer ses propres contradictions dans ce qui reste encore de l'état de grâce semblent caractériser notre gouvernement. Une illustration exemplaire de ce comportement original nous est donnée par son attitude à l'égard des radios locales libres et des communes.

S'il ne sait plus très bien comment faire face à la multiplication des émissions sur la fréquence modulée, une chose, en tout cas, est sûre pour le ministre de la communication : les villes de France doivent faire silence radio.

Au moment où l'on veut faire de la décentralisation et de la renaissance du pouvoir local l'un des points forts d'une politique, on prive les communes de ce moyen d'expression, d'affirmation d'une identité propre, que peut constituer une radio locale.

Qui ne sait, qui ne sent, que les municipalités de toutes les villes de France sont pourtant, quelle que soit leur couleur politique, au moins autant que quiconque, à l'écoute de la vie locale, économique, culturelle, associative ? Et les seuls à qui l'on refuse la possibilité de parler de la vie locale sont justement ceux qui ont reçu démocratiquement la charge de la gérer et de l'animer.

On se refuse à croire qu'il s'agit là d'une quelconque suspicion à l'égard de ce qui fait, pourtant, le tissu de la démocratie et de la liberté depuis les origines de la république, et même avant : la commune. On se refuse à penser que l'interdiction qui pèse sur les villes d'accéder à ce nouveau moyen d'expression n'est, en fait, que le premier symptôme d'un dessein plus vaste : réduire la place qu'occupent les communes de France dans la structure démocratique du pays. Interdira-t-on aussi au nouveau pouvoir régional ou départemental de s'exprimer en tant que tel sur ses propres ondes ? Ce sera là un test révélateur. De plus, en interdisant la

publicité aux radios locales, quelle solution réelle leur laisse-t-on, concrètement, pour vivre ? Tout financement réellement privé devient impossible, alors que, simultanément, l'interdiction est faite aux communes de financer à elles seules le lancement d'une radio.

Qui ne sait que les associations susceptibles d'apporter leur concours à la mise en œuvre de radios dépendent, elles aussi, le plus souvent de soutiens publics : aides plus ou moins directs, ou de fonds publics ?

Et peut-on ignorer que la promotion radiophonique des activités économiques au plan local pourrait jouer un rôle dans la nécessaire relance pour les commerces et les P.M.E.

Les « tambours de ville »

Dans cette affaire, si sérieuse, le paradoxe est que les draconiennes contraintes techniques d'émission imposées par M. Filloud pourraient sans doute être assez facilement acceptées et remplies par les principales villes de France, et surtout par elles, car elles répondent, assez souvent, à leurs stricts besoins en ce domaine.

Le gouvernement du changement gènerait sans doute ainsi, sans trop de frais, un peu de crédibilité en laissant la parole à ceux à qui il prétend le rendre par ailleurs. Du même coup, il accorderait ses actes à ses paroles.

A moins qu'il veuille, par on ne sait quelle crainte, et au moment où va exploser la révolution des télécommunications, réduire les villes, cellules vivantes de la communauté nationale, à faire ressortir dans les rues les sympathiques mais dérisoires « tambours de ville » ?

(*) Vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine, premier adjoint au maire de Boulogne-Billancourt, conseiller régional de l'Ile-de-France (P.R.P.).

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Filles
75427 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.

273 F 442 F 611 F 789 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

483 F 862 F 1 241 F 1 620 F

ÉTRANGER

(par mandat)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

313 F 522 F 731 F 940 F

II - SUISSE, TUNISIE

386 F 607 F 940 F 1 230 F

Par voie aérienne

Taux sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) ; les abonnés sont invités à faire leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les virements en capitales d'imprimerie.

Le Monde

AMÉRIQUES

la plus grande confusion

Deux ans

La plus grande confusion

La plus grande confusion

La plus grande confusion

La plus grande confusion

La plus grande confusion

La plus grande confusion

La plus grande confusion

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

Suriname

La plus grande confusion règne dans le pays à la suite de la tentative de coup d'État

La plus grande confusion régnait, ce vendredi 12 mars, au Suriname (la capitale), qui sert de quartier général à l'armée. Après une brève fusillade, les soldats ont été dispersés. Les officiers et sous-officiers modérés — voire de droite — contre le régime d'orientation procubaine du lieutenant-colonel Bouterse. On ne savait toujours pas, en effet, si les putschistes étaient parvenus à contrôler la situation. Les affrontements ont commencé jeudi à l'aube, lorsque les insurgés, commandés par le sergent-major Gorro et le lieutenant Rambocus, sont entrés dans la

casernes de Paramaribo (la capitale), qui servent de quartier général à l'armée. Après une brève fusillade, les soldats ont été dispersés. Les officiers et sous-officiers modérés — voire de droite — contre le régime d'orientation procubaine du lieutenant-colonel Bouterse. On ne savait toujours pas, en effet, si les putschistes étaient parvenus à contrôler la situation. Les affrontements ont commencé jeudi à l'aube, lorsque les insurgés, commandés par le sergent-major Gorro et le lieutenant Rambocus, sont entrés dans la

Deux ans après la révolution des sergents

De notre envoyé spécial

Paramaribo. — Symbole de la nouvelle orientation imposée par les militaires, un modeste monument à la révolution du 25 février 1980 a fait son apparition en bordure du fleuve Suriname, à l'emplacement de l'ancien quartier général de la police Suriname, à l'emplacement du flic.

Les auteurs de la révolution étaient des sergents. En deux ans, ils sont montés en grade. Les effectifs de la petite armée locale sont passés de huit cents hommes à peine à plus de deux mille et ils se sont affirmés comme les véritables maîtres du pouvoir.

L'air emporté sur les affaires publiques s'est encore renforcé avec la destitution, le 4 février dernier, du président civil, M. Chin A Sen, médecin d'origine chinoise qu'ils avaient pourtant eux-mêmes mis en place. A titre intermédiaire, le président de la cour de justice, M. Ramdat Misier, a certes été désigné pour lui succéder. Mais ces nouvelles péripéties ont surtout consacré la prééminence du lieutenant-colonel Desi Bouterse, commandant des forces armées.

Après deux ans d'atmosphère de valse-hésitation, l'orientation révolutionnaire nationale et désocialiste du régime devait se confirmer. M. Chin A Sen avait été porté à la tête de l'Etat en août 1980 après la mise à l'écart des éléments de l'armée les plus marqués à gauche. Sa nomination avait été interprétée comme un premier pas vers le rétablissement des normes constitutionnelles. Des élections, avait-on promis, auraient lieu avant la fin de 1982. Mais, entant, un compromis avait été trouvé avec les officiers de gauche, qui ont été réintégrés dans l'armée.

La mise en chantier d'une nouvelle Constitution avait fait apparaître des divergences croissantes entre l'ancien président Chin A Sen et le lieutenant-colonel Bouterse. Les forces armées ont manifesté leur opposition à un projet visant à les renvoyer dans leurs casernes et à rétablir le système parlementaire. En novembre dernier, elles ont créé un Front révolutionnaire dirigé par le lieutenant-colonel Bouterse. Ce Front regroupe les syndicats et d'autres organisations populaires, mais laisse de côté les partis traditionnels, dont les activités ont été suspendues.

Se proclamant anti-impérialiste, le nouvel organisme entend « réunir toutes les forces patriotiques pour assurer la défense de la révolution du 25 février 1980 et se proposer d'ordonner la société sans oppresseur ni opprimé, dont les moyens de production seront aux mains de la nation ». Devant quelques centaines de personnes réunies pour la circonstance, des délégations de Cuba, du Nicaragua et du Salvador ont assisté à la naissance officielle du Front. Quelques jours plus tard, le 24 décembre, Cuba a ouvert une ambassade à Paramaribo.

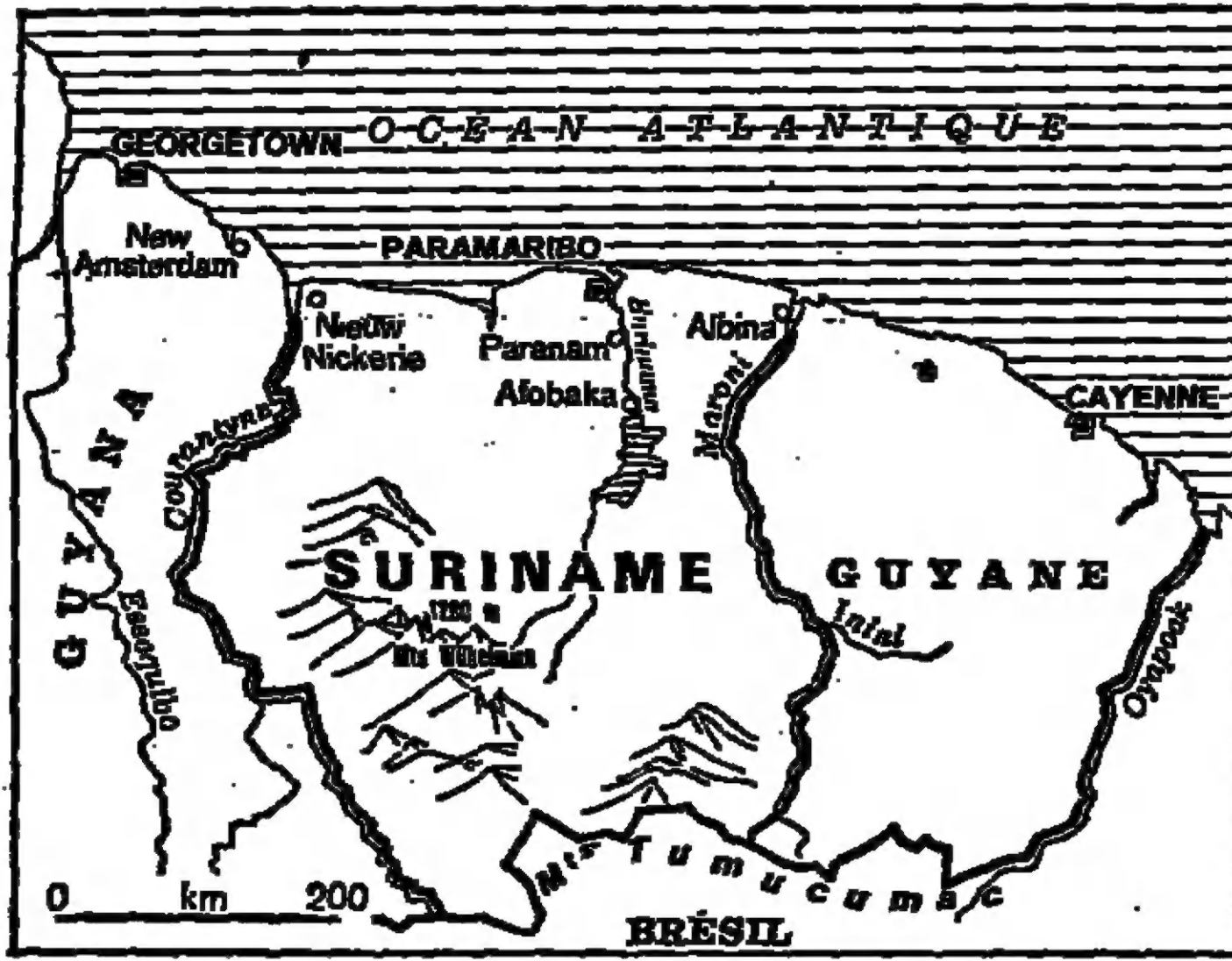
de 300 000 habitants, pour un territoire cinq fois plus grand que les Pays-Bas, les Amérindiens autochtones forment à peine 3 % de la population. Les hindous sont les plus nombreux (38 %), suivis par les Créoles (31 %), les Javanais (15 %), les Noirs « marron » (10 %), les Chinois (2 %) et enfin les Européens (1 %). De plus, haute de débouchés sur le marché du travail, 180 000 Surinamiens vivent aux Pays-Bas.

Un pays relativement prospère

Si le néerlandais est encore la langue officielle, les militaires favorisent le développement du « sranan tongo », la langue créole locale. Avec le même souci de créer une

identité nationale, ils rejettent la reconstitution des anciens partis, fondés sur des bases essentiellement ethniques. Pour les remplacer, ils ont créé des « comités populaires » qui ne suscitent qu'un intérêt mitigé.

La Suriname est un pays relativement prospère si on le compare à ses voisins. Grâce à la baoutie, dont il est le quatrième exportateur du monde, son P.N.B. s'élève à 2 840 dollars par habitant. Mais avec une économie dépendante qui repose sur l'aide hollandaise, la baoutie et le riz, il n'échappe pas aux difficultés de la plupart des pays en développement. L'année dernière, les revenus de la baoutie (qui assure 80 % des exportations) ont diminué de 20 % et, pour la première fois depuis l'indépendance, la balance commerciale a été déficitaire. « Si



Guatemala

Les autorités contestent le massacre de deux cents paysans

La situation demeure tendue dans tout l'isthme centro-américain, et singulièrement dans les trois pays du nord, le Guatemala, le Salvador et le Nicaragua.

Dans une résolution adoptée le jeudi 11 mars, par 84 voix contre 38 et 4 abstentions, le Parlement européen de Strasbourg a dénié toute « légitimité » aux élections pour une Assemblée constituante organisées par la junte militaire et démocratique chrétienne de San Salvador. La consultation, prévue pour le 28 mars, ne saurait, en effet, être considérée comme libre, ont estimé les députés socialistes, communistes et libéraux qui ont approuvé la résolution : les tenants de l'opposition ne sont-ils pas, en effet, menacés de mort ?

Préconisant une politique de « dialogue entre le gouvernement et l'opposition », la majorité du Parlement a, ainsi, soutenu la proposition de médiation formulée le 21 février à Managua par le président mexicain, M. Lopez Portillo. Il a, en revanche, désavoué la politique du président Reagan, comme ne conduisant à aucune solution. La résolution était proposée par le groupe socialiste de Strasbourg. Le député démocrate-chrétien, M. Wilton Verwer (Pays-Bas), a cependant souligné, au cours du débat, que la hiérarchie épiscopale salvadorienne, soutenue en cela par le pape lui-même, avait lancé un appel en faveur des élections du 28 mars.

● Au Guatemala, un appel des groupes d'opposition conservateurs à une grève nationale des secteurs de production a été lancé à la suite de l'accusation de fraude portée par les trois adversaires du général Guzmán.

proclamé vainqueur de l'élection présidentielle du 7 mars. Le militaire, l'indépendant, M. Alvarez Ruiz a qualifié cet appel, pourtant soutenu, entre autres, par l'extrême droite, de « tactique communiste ».

Depuis, la presse de Guatemala s'est fait l'écho, le jeudi 11 mars, d'un nouveau massacre de paysans, qui aurait eu lieu le 6 mars, dans quatre localités du département du Quiché, dans l'ouest — nord-ouest du pays. Des groupes d'hommes armés auraient été impliqués à la machette contre habitants, y compris des femmes et des enfants des localités de Patzún Viejo, Kicjojo, San José et San Antonio-Silmar. C'est le secrétaire de la municipalité voisine, Zacualpa, qui a alerté les autorités à propos de cet événement. L'armée, pourtant, a indiqué que les troupes militaires envoyées sur place n'avaient trouvé aucune preuve de la réalité de ce massacre.

Enfin, l'aide américaine au Nicaragua devrait être maintenue en 1982, a indiqué le département d'Etat, à Washington. Cette assistance, pourtant, tout comme celle fournie en 1981, ira aux seules « forces démocratiques » du pays, c'est-à-dire, pour l'essentiel, au secteur privé. Son montant pour l'année en cours serait de 7,4 millions de dollars.

Les relations entre les gouvernements des Etats-Unis et du Nicaragua se dégradent chaque jour davantage. Le dernier épisode est une protestation officielle de Managua contre le survol du territoire de la petite République centro-américaine par des avions-espions de Washington. M. Jaime Wheelock, ministre de l'Agriculture, a accusé la C.I.A. de mettre en application un plan de déstabilisation du régime sandiniste.

Etats-Unis

Comment M. Williams a dû démissionner du Sénat pour ne pas en être expulsé

De notre correspondant

Washington. — M. Harrison Williams n'a pas voulu être le premier sénateur américain expulsé du Congrès depuis la guerre civile. Devançant le vote de ses pairs, ce démocrate du New-Jersey, reconnu coupable de « corruption et conspiration » dans l'affaire ABSCAM, a donné sa démission jeudi 11 mars à l'issue d'un débat très particulier.

L'affaire ABSCAM avait été créée de toutes pièces par le F.B.I. pour démasquer des hommes politiques « prédisposés » aux actes illégaux. Des agents déguisés en chahuts arabes étaient allés proposer des sommes alléchantes à plusieurs élus, si ceux-ci leur procuraient des documents d'immigration et facilitaient leurs projets d'investissements aux Etats-Unis. Toutes ces tractations étaient enregistrées et filmées à l'insu des intéressés.

Le scandale éclata en février 1980. Un sénateur (M. Williams) et six représentants furent traduits en justice pour avoir accepté des pots-de-vin. Des condamnations furent prononcées et le Congrès dut en tenir compte. C'est ainsi que M. Michael Myers fut expulsé de la Chambre le 2 octobre 1980 ; les autres représentants démissionnèrent ou furent battus aux élections.

Restait le sénateur. Il se démit comme un beau diable, malgré sa condamnation par la cour fédérale de Brooklyn en mai

1981. Tous les télespectateurs américains avaient pourtant vu la fameuse séquence où il déclarait à un « faux » chahut : « Je t'ai tout ce qui est en mon pouvoir pour vous aider. »

Ses collègues étaient très embarrassés : M. Williams était au Sénat depuis vingt-trois ans. Il y faisait figure de libéral généreux et efficace, de défenseur des droits civils et des travailleurs. Son plaidoyer-réquisitoire frappa par sa solennité. Accompagné d'un pasteur, l'accusé provoqua saint Paul et récita : « Ne nous soumettons pas à la tentation. » Il laissait venir à lui micro et caméras avec un étrange sourire.

M. Williams a donné sa démission quelques heures avant le vote fatidique. Un soupçon de soulagement a traversé l'hémicycle. Toute l'assistance a défilé devant l'intéressé pour lui serrer la main. « Le temps, l'histoire et Dieu tout-puissant me vengent », s'est-il exclamé.

M. Williams s'est dit très satisfait qu'un débat sur le F.B.I. soit proposé par deux de ses collègues. Cela risque, en effet, d'être le prochain épisode de cette étrange histoire. Beaucoup d'élus pensent que la police fédérale devrait combattre le crime au lieu d'y infliger ou, au moins, obtenir l'autorisation de la justice avant d'entreprendre de tels « tests de criminalité ».

ROBERT SOLÉ.

Colombie

● La Banque mondiale a accordé, le 8 mars, à la Colombie, un prêt de 359 millions de dollars, le plus important jamais octroyé par la BIRD à un pays d'Amérique latine et qui est destiné au financement de la centrale hydroélectrique du Guavio. La

centrale, d'un coût total de 1,2 milliard de dollars, aura une capacité de 1,5 million de kW et devrait être achevée en 1986. La Banque a, depuis 1968, accordé à la Colombie quatre-vingt-cinq crédits totalisant 3,4 milliards de dollars. — (A.F.P.)

D'ARAGON

A ZOLA

506* AUTEURS

SONT DANS

FOLIO

Vous aimez Homère, Flaubert, Molière ? Ou bien Tourneir, Yourcenar, Dèon, Boudard, d'Ormesson ? Ou encore Wolinski, Buzzati, Claire Etcherelli ? Peu importe, vous serez dans Folio.

Folio, c'est une incroyable diversité : 506 auteurs, 1 582 titres. Pour l'instant, chaque mois, il y a 6 nouveaux Folio. Et les jeunes lecteurs ne sont pas oubliés : pour eux, Folio a créé Folio-Junior, une série où Jules Verne et la Comtesse de Ségur rencontrent Goscini, Pierre Gascar... et bien d'autres.

Cette année, Folio fête son 10^e anniversaire et organise un grand concours doté de 10 voyages à Ceylan avec U.T.A., et de millions de livres Folio. Pour jouer, c'est facile : demandez à votre libraire le poster et le catalogue "spécial concours Folio".

folio

la bibliothèque idéale

* au 1/2/1982

AFRIQUE

Zimbabwe

M. Mugabe a fait arrêter deux des lieutenants de M. Nkomo

Plus de neuf cents conducteurs d'autobus, en grève depuis deux jours, ont été arrêtés, jeudi 11 mars, dans tout le Zimbabwe, et leurs collègues qui poursuivent leur mouvement revendicatif ont été licenciés. C'est la deuxième fois cette année que le gouvernement utilise la force pour briser une grève dans les transports. En janvier, il avait déjà ordonné l'arrestation de près de deux cent cinquante grévistes employés des chemins de fer. Ceux-ci avaient été jugés et condamnés à des peines avec sursis pour avoir entravé le bon fonctionnement d'un service essentiel de l'Etat.

D'autre part, comme nous l'indiquait notre correspondant en Afrique orientale, M. Mugabe, premier ministre, a fait arrêter deux anciens chefs de la guérilla, compagnons d'armes de son adversaire politique, M. Joshua Nkomo.

De notre correspondant en Afrique orientale

Harare. — Le conflit opposant M. Robert Mugabe, premier ministre du Zimbabwe, au président de la ZAPU P.F. Cette découverte avait entraîné la saisie des biens des compagnies incriminées, puis l'exclusion du gouvernement de M. Nkomo et de trois autres dirigeants de son parti soupçonnés d'avoir voulu fomenter un coup d'Etat.

L'arrestation des deux militaires ne constitue qu'une demi-surprise. En effet, M. Mugabe avait, dès l'origine, annoncé que des mesures pourraient être prises contre « d'anciens commandants de la ZAPU » qu'il soupçonnait d'avoir eux-mêmes organisé la mise en place des dépôts d'armes. Le général Masuku avait été nommé commandant-adjoint en août 1981 lors de la refonte de l'Etat-major. Le général Dabengwa avait démissionné l'an dernier après avoir refusé un poste qu'il jugeait ne pas correspondre à ses qualités.

L'arrestation des deux anciens lieutenants de M. Nkomo pourrait hâter la passation de ce dernier en jugement, alors que la décision de la ZAPU P.F. d'autoriser trois de ses membres à rester au gouvernement avait contrarié depuis deux semaines à apaiser les tensions. Reste à savoir si ce nouveau choc contre la ZAPU provoquera des réactions de ses partisans. M. Mugabe s'estime à l'évidence assez maître de la situation pour les contenir. Le limogeage de M. Nkomo n'avait provoqué ni manifestations de rue ni mouvements de colère au sein d'une armée comprenant un tiers d'anciens soldats de la ZAPU. M. Mugabe, séparant le bon grain de l'ivraie, avait pris soin dès le début de la crise de rassurer ces derniers en jetant l'exclusion sur une « petite clique de délinquants ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Centrafrique

DÉTENTE A BANGUI

(De notre envoyé spécial.)

Bangui. — Une démission de démission, pour la première fois depuis la tentative avortée de putsch du 3 mars, les soldats français n'étaient plus consignés, jeudi soir 11 mars, dans la capitale centrafricaine. Ils ont pu, en civil, aller faire un tour dans leurs bars habituels. Il y a eu cependant un incident quand la police a interpellé devant l'hôtel de France et interrogé, pendant plus de deux heures — un journaliste de Radio-France internationale soupçonné d'avoir réussi l'impossible exploit de recueillir une interview de M. Ange Patasse. D'un autre côté, un homme d'affaires centrafricain résident en France, soupçonné de liens avec les « putschistes », a été interpellé dans sa chambre d'hôtel jeudi en fin d'après-midi.

En l'absence de bilan officiel, des sources sûres indiquent que la tentative de coup d'Etat aurait fait de trois à cinq morts et une trentaine de blessés sur la soixantaine de personnes arrêtées en huit jours, une vingtaine auraient déjà été relâchées.

Les deux anciens officiers généraux en fuite donnent cependant du fil à retordre aux autorités. M. Maikoua aurait été repéré jeudi à l'extérieur de Bangui, tandis que M. Bonze, le plus recherché des deux, se cacherait toujours dans la capitale. — J.-C. F.

Somalie

WASHINGTON VA AUGMENTER SON AIDE MILITAIRE

Washington (A.F.P.). — Le général Siyad Barre, président de la Somalie, a obtenu une augmentation de son aide militaire américaine à son pays après sa rencontre, jeudi 11 mars, avec le président Reagan, à la Maison Blanche.

Les Etats-Unis fournissent 30 millions de dollars d'aide militaire en 1982, contre 20 millions en moyenne chaque année depuis trois ans. D'autre part, les U.S.A. poursuivront leur aide économique et humanitaire à la Somalie à concurrence d'environ 90 millions de dollars.

Les responsables américains ont indiqué, d'autre part, au général Siyad Barre que Washington se félicite de son refus de pourchasser la livraison à la Somalie de matériel militaire commandé en 1980, lors de la signature de l'accord sur l'utilisation par les Etats-Unis de facilités militaires à Berbera, à 250 kilomètres au sud-ouest de Djibouti. Il s'agit essentiellement d'équipements de communications et de radars. Pour le moment, a-t-on cependant souligné de source officielle américaine, les U.S.A. n'envisagent pas de faire stationner de façon permanente des forces américaines à Berbera.

EUROPE

Grande-Bretagne

Le gouvernement britannique se propose d'acquérir soixante-quatre Trident-2

De notre correspondant

Londres. — Le secrétaire d'Etat à la défense, M. John Nott, a annoncé le jeudi 11 mars que le gouvernement britannique avait finalement opté en faveur du missile américain Trident-2 (ou D-5) pour remplacer les Polaris de sa flotte de dissuasion nucléaire, de préférence au Trident-1 (ou C-4) qu'il s'était engagé, il y a deux ans, à acquérir (le Monde du 10 mars). Cette décision porte sur un programme estimé actuellement à 7,5 milliards de livres.

Les fusées Polaris sont en service dans la flotte de frappe britannique depuis 1967. La Grande-Bretagne possède quatre sous-marins transportant 16 missiles à trois têtes d'une portée de 4 000 kilomètres. Elle se propose d'acquérir 64 Trident-2, répartis sur quatre nouveaux sous-marins. Le Trident-2, qui comporte 14 têtes nucléaires à guidage indépendant (MIRV) a une portée de 9 600 kilomètres.

Répondant aux arguments de ses

détricteurs qui considéraient que la dépense était démesurée par rapport aux besoins stratégiques et aux possibilités financières de la Grande-Bretagne, M. Nott a indiqué que le programme s'étalerait sur quinze ans et qu'il ne représenterait que 3 % du budget de la défense. Il aurait été d'autre part irresponsable de s'en tenir au Trident-1 alors que ce missile sera abandonné par les Etats-Unis au moment où il sera entré en service dans la marine britannique. Les Américains se sont en effet engagés à faire construire une partie des missiles par des entreprises britanniques.

Le Trident-2 ne sera opérationnel dans la marine britannique que dans les années 80. La décision définitive pourra donc être prise seulement après les prochaines élections générales. Les Britanniques auront ainsi la possibilité de se prononcer, indirectement au moins, sur leur politique de défense.

DANIEL VERNET.

Le « Times » est sauvé au prix de 400 suppressions d'emplois

De notre correspondant

Londres. — Le Times et le Sunday Times ont été sauvés. M. Murdoch, le propriétaire australien du groupe, a annoncé le jeudi 11 mars qu'un accord avait été conclu avec les principaux syndicats sur les réductions d'effectifs. Le mois dernier, M. Murdoch avait menacé de fermer le célèbre quotidien britannique et son supplément dominical s'il n'obtenait pas le départ de six cents salariés à plein temps, soit près d'un quart du personnel, et plus une centaine de travailleurs à temps partiel. Il a obtenu 70 % des réductions exigées, par mises à la retraite anticipées, départs volontaires et un minimum de licenciements. Quatre cents suppressions d'emplois à plein temps ont été décidées, essentiellement parmi le personnel administratif. Selon M. Murdoch, les économies ainsi réalisées représenteront 8 millions de livres par an, alors que le groupe Times a perdu 12 millions l'année dernière.

A peine la survie du Times paraissait-elle assurée qu'un nouveau conflit éclatait avec la rédaction, cette fois, M. Murdoch aurait demandé par deux fois au cours des derniers jours à M. Harold Evans, rédacteur en chef, de donner sa démission. Il lui reprochait de n'avoir pas su imposer des économies et de n'avoir pas réussi à augmenter le nombre de lecteurs (le tirage du Times tourne autour de trois cent mille). Il regretterait aussi l'orientation trop « centrée » du journal qu'il voudrait voir prendre des positions plus ouvertement favorables au gouvernement. M. Murdoch souhaiterait remplacer M. Evans par son adjoint, M. Charles Douglas Home, mais les cinq personnalités extérieures chargées de veiller à l'indépendance du journal ont jusqu'à maintenant refusé d'accepter le départ de M. Evans. La rédaction, pour sa part, apparaît divisée. — D. V.

Autriche

Le chancelier Kreisky voit dans le voyage du colonel Kadhafi « l'amorce d'une ouverture libyenne vers l'Europe »

De notre correspondante

Vienne. — Le colonel Kadhafi, « guide de la révolution libyenne », n'ayant pas d'autre titre officiel, les fonctions de chef d'Etat ayant été abolies à Tripoli, n'a pas misé ses mois à Vienne où il séjourne depuis mercredi 10 mars comme hôte du chancelier Kreisky. Il a profité de sa première visite officielle dans un pays occidental pour s'en prendre aux Etats-Unis et au président Reagan qualifié de « terroriste » et de « futur destructeur qui empêche l'Europe et la Libye d'entretenir de bons rapports ». Il juge « prioritaire » la décision de Washington de boycotter le pétrole libyen et invite les pays européens à se démarquer de la politique américaine parce qu'elle risque de plonger le monde dans une « troisième guerre mondiale ».

En dépit de ces attaques, l'impression prévalant à Vienne que le colonel Kadhafi est venu en Autriche pour amorcer un dialogue avec l'Occident, y compris les Etats-Unis, que sa visite avait été préparée depuis un certain temps mais que les deux parties s'étaient engagées à la tenir secrète aussi longtemps que possible. En outre, d'autres déclarations laissent à penser qu'en décidant d'être le premier chef d'un gouvernement occidental à recevoir le colonel Kadhafi officiellement, le chancelier Kreisky ne veut pas isoler son pays. Dans le jargon qu'il a prononcé au dîner offert jeudi soir en l'honneur de son hôte libyen, il a déclaré qu'il avait « toujours rêvé de voir l'Europe et la Libye se rapprocher ». Il a conclu que cette visite, pour arriver à la conclusion qu'elle serait importante pour l'avenir, dans la mesure où elle peut être l'amorce d'une ouverture de la Libye vers l'Europe ». Il semble aussi jouer

indirectement le rôle de médiateur entre la Libye et l'Europe en fournissant le cadre à la « rentrée » du colonel sur la scène politique occidentale.

L'Autriche, a encore déclaré le chancelier Kreisky à l'issue de ses entretiens avec le chef de la délégation libyenne, est prête à aider à cette ouverture vers l'Europe. Le colonel Kadhafi a précisé que sa visite devait servir à dissiper l'image fautive que « presse et télévision » par les « services secrets » de son pays, M. Wilhelm Pahr, ministre autrichien des affaires étrangères, effectuera, le week-end prochain à Washington, un voyage prévu de longue date — mais qui lui permettra d'informer le gouvernement américain de la teneur des entretiens. On relève l'absence de toute protestation des Etats-Unis à la suite de la visite de leur « ennemi numéro un dans le monde arabe ».

Le colonel Kadhafi s'est présenté en uniforme à la conférence de presse et a répondu dédaigneusement aux questions. Interrogé sur le voyage de M. Mitterrand en Israël, il a invité les journalistes à demander leur avis aux Palestiniens, « leur cause qui est juste le mien ». En ce qui concerne Mme Dupont et ses fils, emprisonnés en Libye, il a regretté que des « Français aient accepté de travailler pour les services secrets américains » et s'est borné à dire que leur condamnation est « une décision de justice dans laquelle le mien pas à intervenir ». Il a ensuite indiqué qu'il aimerait se rendre dans d'autres pays occidentaux et laisser entendre qu'il existe des possibilités à cet égard, sans vouloir préciser sa pensée.

WALTRAUD BARYLL.

Pologne

Nouvelles consignes d'épuration dans le parti

De notre correspondant

Varsovie. — Après les opposants et les esprits critiques, l'épuration en cours depuis l'instauration de l'état de guerre va maintenant toucher les « têtes ». Ceux qui, dans le parti ou l'administration, ne mettent pas de zèle à soutenir l'entreprise de « renaissance » menée par le général Jaruzelski, tous ceux pour tout rôle de simple exécutif et la passivité auront à faire preuve d'enthousiasme dans les trois mois, sous peine de devoir quitter le parti ou d'être démis de leurs fonctions.

Publié jeudi 11 mars, sur une pleine page de Trybuna Ludu, l'organe du comité central, une longue déclaration du bureau politique fixe le calendrier de cette nouvelle étape de la reprise en mains. D'ici à la fin du mois prochain, les instances et organisations du parti devront procéder à une « évaluation de la situation politique » dans les cellules de base, du « style de travail » des personnes, membres ou non du parti, occupant des postes de direction et, enfin, de « l'attitude sur leur lieu de travail » des membres du P.O.P.

A la même date, les sections du comité central chargées de la science et de l'éducation, de l'idéologie, de la culture et de la presse devront avoir terminé une analyse de la situation politique et des questions de personnes dans les milieux des écoles supérieures, des lycées et écoles techniques, de la culture et des journalistes. Cette analyse servira à définir pour le bureau politique un « programme de travail à long terme » dans ces domaines.

Deux mois plus tard, fin juin, les membres du parti qui ne remplissent pas les conditions requises auront dû se prêter à des « conversations d'explication » qui commanderont les décisions à leur sujet. Enfin, les directions régionales du P.O.P. devront, dans les trois semaines à venir, examiner l'activité et les programmes de toutes les « structures non statutaires » qui s'étaient formées ces deux dernières années au sein du parti.

Cette dernière consigne semble viser aussi bien les « forums » créés par les durs que les structures horizontales, où s'étaient regroupés les partisans les plus déterminés du renouveau.

On s'en prend indirectement à tous les groupes de pression au sein du parti, mais, en dépit de ces éliminations « vont essentiellement toucher dans les faits ceux qui ont accueilli sans joie le coup d'Etat et la suppression de Solidarité.

Le P.O.P., ainsi remodelé dans « l'action et la lutte pour le caractère socialiste des réformes et contre les ennemis du socialisme », devrait en principe retrouver le rôle dirigeant que lui réserve le modèle soviétique.

Cette perspective risque pourtant de rester théorique dans la mesure où le bureau politique (c'est-à-dire le général Jaruzelski) présente, dans sa déclaration, le « soutien aux décisions du comité militaire de salut national » comme une condition d'aptitude au parti. Dans la pratique, le parti paraît destiné à jouer pour tout rôle de simple exécutif et la passivité d'un pouvoir reposant totalement sur la force et ne disposant pas aujourd'hui d'instrument politique. Pour l'instant au moins, le retour en scène du P.O.P. passe par l'affirmation de sa subordination à l'armée, dont l'état-major est implicitement présenté comme un élément institutionnel stable.

Tout aussi implicitement, la déclaration du bureau politique repousse la réapparition de syndicats à un avenir encore lointain. Il est fait « devoir » aux militants de participer à la « discussion » qui aura en cours sur leur organisation future, mais dans le même temps on appelle à développer les « commissions sociales » créées dans les entreprises comme substituts aux sections syndicales. Ce provisoire tend à maintenir à l'écart (quoique sous le nom de « syndicats ») ces commissions et il est demandé, dans le même optique, que soient mises en place dans les usines, sous direction des directeurs, des « commissions sociales de consultation » valablement destinées à tenir lieu de conseils d'autogestion.

BERNARD GUETTA.

LE COMITÉ DE COORDINATION DE SOLIDARITE EN FRANCE LANCE UN APPEL A UNE JOURNÉE DE SOUTIEN LE 13 MARS.

Le comité de coordination de Solidarité en France lance un appel pour faire du 13 mars, trois mois après l'instauration de l'état de guerre en Pologne, une journée nationale de solidarité avec les ouvriers polonais, en arborant un badge de Solidarité. Dans cet appel, le comité déclare notamment : « Il y a trois mois que la guerre était déclarée au peuple polonais. Malgré les promesses sur la levée de l'état de guerre, rien ne laisse prévoir sa fin rapide ».

« Le coup d'Etat militaire, pour être la déclaration, a augmenté encore l'isolement du peuple communiste. Une guerre se poursuit en Pologne de toute la société contre le pouvoir, une guerre où la nation applique la résistance civile alors que seule la force reste au pouvoir... »

Le comité, qui a réuni en France plus de 4 millions de francs pour Solidarité, estime que la vigilance de l'opinion publique démocratique « empêche la justice d'acquiescer la guerre, favorise d'éventuelles négociations avec la société ». « Les Polonais ne peuvent rester seuls dans leur lutte », conclut le communiqué.



Rallye du Portugal Championnat du monde des rallyes.

1ERES
MICHELE MOUTON
FABRIZIA PONS
AUDI QUATTRO TURBO



LA FOI AUTOMOBILE.

La faille

La faille... (Text continues in a column on the far right of the page, partially cut off.)

Notre correspondant... (Text continues in a column on the far right of the page, partially cut off.)

La faille... (Text continues in a column on the far right of the page, partially cut off.)

La faille... (Text continues in a column on the far right of the page, partially cut off.)

La faille... (Text continues in a column on the far right of the page, partially cut off.)

La faille... (Text continues in a column on the far right of the page, partially cut off.)

La faille... (Text continues in a column on the far right of the page, partially cut off.)

La faille... (Text continues in a column on the far right of the page, partially cut off.)

La faille... (Text continues in a column on the far right of the page, partially cut off.)

La faille... (Text continues in a column on the far right of the page, partially cut off.)

EUROPE

Italie

La faillite des Brigades rouges

I. - Conflits théoriques, déroute tactique

De notre correspondant PHILIPPE PONS

La « faillite » des Brigades rouges vient d'être proclamée par un de leurs idéologues, le professeur Emilio Fenu, incarcéré à Gênes. « La lutte armée, écrit-il, a manqué tous les rendez-vous politiques et sociaux qu'elle s'était fixés depuis dix ans. » Il conclut : « Il faut avoir le courage de la refuser en bloc, sinon on se condamne à la folie. »

Notre correspondant à Rome, Philippe Pons, évoque ici l'évolution qui a conduit à cette situation.

Rome. — Pour la première fois, les Brigades rouges paraissent durablement atteintes dans leur organisation et leur système logistique. Depuis le début de l'année, et à une cadence accélérée ces derniers semaines, pas un jour ne passe sans des arrestations de brigadistes ou de sympathisants ou des découvertes de bases : plus de trois cents personnes ont été appréhendées, dont une cinquantaine ces dix derniers jours.

Le démantèlement de la plus active des organisations terroristes italiennes est certes encore du domaine de l'hypothèse. Si certaines « colonnes » passent encore entre les mailles des filets de la police, comme celle de Naples (qui a, au début février, parfaitement réussi l'attaque d'une caserne à Caserta), les plus importantes, celles de Vénétie, de Rome et de Milan — dont la célèbre colonne Walter Alasia, — sont pratiquement détruites.

La police se sent-elle proche du but ? L'enchaînement des arrestations, les aveux, des recoupements, ont accéléré son action. Elle frappe dans toutes les couches de la population, cherchant non seulement à atteindre l'organisation elle-même mais aussi à mordre dans cette « nébuleuse » terroriste, cette arrière-garde des B.R. qui constituent sympathisants et « infiltrés » dans les divers secteurs de la vie sociale.

La chasse aux « taupes » a donné lieu à des arrestations en série : dans les administrations, à la RAI-TV, dans les hôpitaux. Pas plus le Parlement (récentement perquisitionné) que les milieux syndicaux ne sont épargnés.

L'ère du soupçon

S'il paraît légitime que la police veuille aller vite, cette « grande rafle » a ouvert une « ère du soupçon » : toute personne qui a, ou a eu, des liens avec l'extrême gauche devient un suspect potentiel. Chacun est à la merci d'une dénonciation de ceux qu'on nomme les « repents ». Ayant tout intérêt à donner des noms pour obtenir une remise de peine, ceux-ci sont loin d'être « au-dessus de tout soupçon » lorsqu'ils sont pris de logorhée dénonciatrice. De là, des arrestations pour des affaires datant de plusieurs années. De là, des cas « problématiques » comme celui du responsable des relations internationales de la confédération syndicale U.I.L.L., M. Luigi Scricciolo, arrêté ainsi que sa femme sur la dénonciation de son cousin.

Malgré ces bavures, dont les moindres ne sont pas des gardes à vue prolongées bien au-delà du délai légal, sans même que les parents soient avertis de l'arrestation, l'opération de la police est incontestablement un succès.

Comment expliquer cette défaite des B.R. qui passaient pour invincibles ? D'abord, par la nouvelle efficacité des forces de l'ordre, due tant à l'opération des services de renseignements, après le scandale de la loge P2, qu'à une plus grande coor-

donation des opérations sous l'égide du ministre de l'Intérieur.

Dans un communiqué, après la libération du général Dozier, les B.R. avaient pour leur part mis le succès de la « bourgeoisie » sur le compte des tortures auxquelles recourait la police dans ses interrogatoires. Quelle que soit l'importance de cette question, touchant aux libertés et à la notion d'« état de droit » en Italie, elle n'est qu'une explication réductrice d'un phénomène beaucoup plus complexe : l'affaiblissement politique et tactique des B.R.

De l'affaire Moro, en 1978, à l'enlèvement et à la libération du général Dozier en janvier 1982, les B.R. sont passées du sommet au niveau le plus bas de leur parabole. La première opération a été parfaitement gérée suivant sa macabre logique. La seconde a été une faillite sur toute la ligne. En fait, ce n'est pas seulement l'affaire Dozier mais toute la « campagne d'automne-hiver » qui a été un échec : aucune des actions des B.R., excepté une évacuation de la prison de Rovigo, n'a réussi.

La vaste opération de police en cours révèle deux caractéristiques du terrorisme rouge aujourd'hui. D'abord son extrême diffusion dans le tissu social, l'étendue de cette « nébuleuse » de sympathisants, d'informateurs, de prête-noms (pour la location d'un appartement par exemple), allant de personnes « insoupçonnables », dont certaines travaillaient même dans des ministères (justice, industrie), jusqu'au monde de la pègre.

Seconde caractéristique : l'apparition d'une nouvelle génération de terroristes, sans formation politique, mal préparés idéologiquement et psychologiquement à la clandestinité et offrant une faible résistance lorsqu'ils sont pris. La capillarité de l'organisation liée à l'expérience des nouvelles recrues lui a fait perdre rigidité et solidité : le cloisonnement entre les colonnes étant en particulier moins strict qu'auparavant, la police est parvenue à démanteler des réseaux entiers.

La colonne de Vénétie, responsable de l'enlèvement du général Dozier, est symptomatique de l'évolution des B.R. C'est une colonne relativement jeune, née à la fin de 1978 et qui va se consolider dans les premiers mois de 1979. Ses chefs viennent de Turin, et la « troupe » est composée d'éléments politisés en prison ou de jeunes qui passent directement de l'A.G. universitaire à la mitrailleuse ; aussi la plupart de ceux-ci sont-ils inconnus de la police. Nouvelle levée de terroristes mais aussi fracture de l'unité politique de la colonne, qui en décembre 1981 se scindera en deux, sont les deux caractéristiques que l'on retrouve à des degrés divers dans toute l'organisation des Brigades rouges.

Le débat interne

La crise politique interne est l'un des facteurs d'affaiblissement des B.R. A partir de l'affaire Moro, le consensus est altéré : les B.R. ont réussi certes à infléchir le cours de l'histoire politique italienne en enlevant un homme, symbole d'un processus qui aurait pu conduire, dans la ligne du compromis historique, à l'entrée au gouvernement des communistes et qui, du fait de sa disparition, va capoter. Mais en apparaissant comme une « froide machine à tuer », elles se sont aussi aliénées la frange de l'extrême gauche qui avait pu, sans approuver leur action, comprendre le choix de la lutte armée dans une « société bloquée ».

Selon la logique des B.R., après l'assassinat d'Aldo Moro, il fallait encore « hausser le tir » et passer à l'insurrection. Or non seulement l'affaire Moro, qui a bouleversé l'Italie, n'a pas pour autant fait s'effondrer le régime, mais encore les B.R. vont se couper de la gauche intellectuelle et de leur référence historique : les masses. Coupure consommée avec l'assassinat à Gênes, en 1980, d'un militant syndical communiste qui en aurait « donné » un autre à la police.

A l'intérieur même des B.R. commencent à poindre une certaine démolition : Patrizio Peci, le premier grand repenti, membre de la direction stratégique, qui par ses aveux permettra de nombreuses arrestations, est un peu le symbole de ce malaise. Le flottement idéologique au sein des B.R. conduira à des dissensions internes qui se sont avérées destructives avec l'affaiblissement du groupe en butte à une police plus efficace.

Schématiquement, ces dissensions introduisent un clivage entre deux lignes : celle des « orthodoxes » (ou militaires) et celle des « mouvementistes ». A l'origine, et jusqu'en 1981, lorsque vont se structurer de véritables courants divergents, voire rivaux, il ne s'agit que du débat traditionnel à tout mouvement de lutte armée : celui du rapport entre mouvement de masse et bras armé. Ou bien privilégier le renforcement d'un parti armé de type léniniste, rejetant le spontanéisme (thèse des « orthodoxes »), et en cela les B.R. se situent bien dans l'« album de famille » communiste ; ou bien cultiver les liens avec les masses, s'insérer dans les luttes sociales en jouant davantage de la spontanéité (thèse des « mouvementistes »).

D'après polémiques

Jusqu'à l'affaire Moro, ces deux « âmes » des B.R. coexistent dans un rapport de dialectique interne. Par la suite, les antagonismes vont se durcir, chaque ligne cherchant à l'emporter sur l'autre, mais chaque camp se déplaçant sur le terrain de l'idéologie et de la pratique de l'autre pour démontrer qu'il est aussi capable d'y agir.

Si, dans le contexte de flottement idéologique et de répression des années 79-80, la ligne « orthodoxe » va d'abord prévaloir (c'est dans cette perspective que se situent les assassinats de carabinieri et de juges progressistes), la sensibilité « mouvementiste » ne s'en affirme pas moins : la mini-scission du groupe Morucci-Faranda de la colonne romaine en est un exemple. Des membres seront arrêtés : selon certains, ils ont été « domés ».

Tant les arrestations qui se succèdent — parmi lesquelles celles de plusieurs chefs du courant « orthodoxe » comme Moretti (en avril 1981) — qu'une évolution dans le recrutement vont sinon renverser le rapport de force au sein de la direction stratégique du moins renforcer considérablement la tendance au « réformisme armé » qui cherche à agir sur la société en faisant éclater les contradictions partout où elles se trouvent par un élargissement du champ d'action aux « nouveaux sujets révolutionnaires ». Pour les « mouvementistes » le « sujet révolutionnaire » n'est plus l'« ouvrier en bleu », le prolétariat au sens léniniste, mais le « prolétariat métropolitain » formé de marginaux, de précaires, de ceux qui s'excluent ou sont exclus du corps social (d'où l'ouverture à cette « contre-société » que seraient les prisons). Une opération « mouvementiste » sera par exemple l'enlèvement en 1981 de l'assesseur de Campanie chargé de l'urbanisme : une manière pour les B.R. de s'insérer dans les luttes de l'après-tremblement de terre à Naples.

En fait, toute la « campagne de printemps » 1981 est marquée, dans les documents mêmes des B.R., par d'âpres polémiques. Celles-ci vont s'envenimer à la fin de l'année, au point que l'enlèvement du général Dozier est précédé et suivi de deux épaves : « résolutions stratégiques » divergentes. En Vénétie sont apparues deux colonnes distinctes : un

communiqué du 13 décembre annonçant que « la partie la plus sûre » de la colonne de Vénétie (dénommée « Anna Maria Ludmann-Cecilia », du nom d'une militante) est réorganisée sous le nom de colonne du « 2 août » (référence à un affrontement entre ouvriers et police survenu à Porto Marghera en 1970).

Tandis que ce qui reste de la colonne « orthodoxe » Ludmann enlève le 17 décembre le général Dozier, début janvier, les « mouvementistes » de la colonne du « 2 août » attaquent la prison de Rovigo et font évader quatre terroristes. Une fracture analogue s'est opérée auparavant dans la colonne romaine. Cette division opérationnelle confine à la rivalité conflictuelle (au point qu'Antonio Savasta, le chef du commando tenant prisonnier le général Dozier, pensera à une intervention violente des « mouvementistes » lorsque la police fit irruption). Elle va affaiblir considérablement l'organisation.

Prochain article :

« DE L'ALLIANCE AVEC LA PÈGRE A LA MONTÉE D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION »



Austrian Airlines, 10 vols par semaine à destination de Vienne. Au départ d'Orly-Sud.

En Première classe comme en classe Touriste, des hôtesse attentionnées contribueront à rendre encore plus agréable votre voyage à bord de nos DC9. Renseignez-vous sur les nouveaux tarifs... Et redécouvrez Vienne!



AUSTRIAN AIRLINES

Lignes Aériennes d'Autriche
47, avenue de l'Opéra, Paris.
Réservations : 266.34.66, ou votre agent de voyages.
Renseignements touristiques par l'Office National Autrichien du Tourisme : 742.78.57

GALERIES LAFAYETTE

LA SEMAINE FANTASTIQUE
DU 12 AU 27 MARS

PRIX FANTASTIQUES CREDIT GRATUIT 6 MOIS SUR TOUT LE MAGASIN

à partir de 2.000 F d'achats, sauf sur les services et les articles marqués d'un point rouge. Dès acceptation du dossier, après versement comptant 20% Les frais de crédit Cetelem, sauf assurance facultative, sont pris en charge par les Galeries Lafayette.

Galeries Lafayette

Hausmann - Montparnasse - Belle-Épine - Entrepôt Ile St-Denis

Alfa Romeo
la maestria automobile.

VENEZ ESSAYER L'ÉTONNANTE ALFASUD

GAP Paris-est
CONCESSIONNAIRE

NOISY-LE SEC 93130
122, Rue VAILLANT COUTURIER Tél. : 1/ 843.93.39
PARIS 12^e 37, Av. Michel BIZOT Tél. : 1/ 340.80.47

DIPLOMATIE

La « diplomatie de l'indignation »

(Suite de la première page.)

Tout le monde admet pourtant qu'il faut un peu de l'une et de l'autre. Comment en tracer les limites à chacune ? Les cas du Salvador et de la Pologne permettent de mieux cerner les données du problème.

Grâce en partie à l'action de la France, le Salvador est en passe de devenir pour les Européens ce qu'il était déjà pour les Américains du Nord : un « petit Vietnam » du type de ceux que « Che » Guevara appelait de ses vœux.

A bien des égards, la cause est propice aux indignations : des massacres, des structures sociales archaïques, des soldatesques au service de la droite, des Yankees dominateurs, mais pas trop sûrs d'eux, inhibés par les scrupules du Congrès et de la presse, mais d'autant plus inquiets qu'il s'agit cette fois de leur « arrière-cour ».

Bref, une « juste lutte de libération nationale », digne des sympathies d'un gouvernement français qui cherche à compléter le tiers-mondisme économique et social déjà manifesté sans grand succès à Ottawa, à Cancun et à Mexico par un tiers-mondisme politique : avec la déclaration franco-mexicaine reconnaissant la représentativité de

l'organisation politique de la guérilla au Salvador, puis avec ses fournitures d'armes au Nicaragua, la France a, en fait, « choisi son camp » dans les combats en cours.

Son attitude a sa valeur d'exemple au sein de l'Internationale socialiste et auprès d'un grand nombre de gouvernements européens. Après le refus de la Belgique, du Danemark, de la Grèce, des Pays-Bas, de la R.F.A. et du Canada, seule la Grande-Bretagne semble décidée à envoyer des observateurs aux élections organisées par la junte salvadorienne, un processus dont le parti socialiste et le gouvernement français contestent l'avance la validité.

Mais il s'y ajoute un calcul qui, lui, est plus contestable : en soutenant la gauche au Salvador comme au Nicaragua, M. Mitterrand entend faire preuve moins d'idéalisme que de « réalisme intelligent » : empêcher ces mouvements de tomber dans l'orbite communiste, en l'occurrence dans les bras de Fidel Castro et sous la dépendance de l'arsenal soviétique. Comme l'expliquait à *Time*, en octobre dernier, le président de la République, « le communisme naît de la misère ». Il faut donc récupérer ces gens (les révolutionnaires) qui ne sont pas des adversaires naturels de l'Occident, mais qui le deviennent par la logique de la situation qui leur est imposée ».

Un mouvement permet de lui éviter de devenir communiste, elle aura répondu à son but immédiat. Mais si ce mouvement est communiste depuis le début, elle n'aura servi qu'à fournir une caution de plus à l'installation d'un régime détestable. Cela ne signifie pas, bien entendu, qu'il convient de soutenir l'autre camp et les entreprises coloniales des Américains : l'engagement des Etats-Unis au Vietnam reste une aberration, compte tenu des conditions dans lesquelles il a été décidé et conduit, et cela quel qu'il ait été l'adversaire. Tout de même, le spectacle qu'on donne depuis 1975 les régimes vainqueurs, à Saigon comme à Phnom-Penh, devrait inciter à une extrême prudence, au nom de la morale précitée. C'est probablement une injustice dans beaucoup de cas, mais l'ombre de Poi Poï plane dorénavant sur les maquis. Et il ne suffit plus d'être anti-américain pour se voir décerner un brevet de bonne conduite.

Les Américains ont de leur côté un argument. Ceux de leurs représentants qui reprochent aux Français leur engagement au Salvador en avançant : « Que diriez-vous si nous soutenions les nationalistes corseos ou bretons ? », exagèrent. Jusqu'à nouvel ordre, le Salvador est un pays indépendant, il ne doit pas être à ce point une « chasse gardée » américaine. Mais les Français qui leur répondent : « Vous avez bien, vous-mêmes, soutenu le F.L.N. algérien ! », se trompent tout autant. Si Kennedy appuyait, en effet, en sous-main les adversaires de la France en Algérie, c'était au nom du même argument que celui qu'emploient aujourd'hui les socialistes français à propos du Salvador : pour empêcher le F.L.N. de tomber dans l'orbite communiste. Or les événements lui ont donné nettes-

ment raison : les dirigeants algériens successifs ont amplement montré qu'ils étaient de purs nationalistes, farouchement indépendants de l'U.R.S.S. comme de toutes les autres grandes puissances. On aimerait pouvoir en dire autant du F.D.R. et du Front Farabundo Martí de libération nationale au Salvador.

De toute manière, le rôle joué par le P.S. dans la diplomatie risque de faire problème : c'est le parti, plus que le gouvernement, qui est à la pointe du combat pour le Salvador, et l'on relève parfois dans les hautes sphères la souplesse qui en résulterait dans l'action extérieure. Mais c'est oublier qu'un parti au pouvoir ne peut se comporter comme s'il ne l'était pas.

Les gouvernements étrangers ne s'y sont pas trompés, d'autant que M. Chénouet proclamait à qui voulait l'entendre, après la formation du gouvernement, que la diplomatie française était désormais « socialiste ». C'est de moins le cas de celui de l'Éthiopie, qui a expulsé plusieurs diplomates français en poste à Addis-Abeba à la suite d'un communiqué du P.S. soutenant les combattants de l'Erythrée. Or cette mesure intervient alors que les diplomates français estimaient, à tort ou à raison, qu'une action judicieuse menée « en souplesse » avait de fortes chances de distendre les liens trop exclusifs noués depuis 1978 entre le régime éthiopien, l'U.R.S.S. et son allié égyptien. Un échec qui est précisément celui que s'assigne le P.S. en Amérique centrale et ailleurs.

MICHEL TATU.

Prochain article :

QUE VEUT-ON EN POLOGNE ?

Une délégation japonaise se rend en Europe pour évoquer les problèmes commerciaux

M. Jobert attendu à Tokyo

M. Michel Jobert, ministre du commerce extérieur, est attendu, lundi 15 mars, à Tokyo, où il évoquera le contentieux commercial franco-japonais, à quelques semaines de la visite officielle de M. Mitterrand au Japon, du 14 au 18 avril. Cette visite intervient alors qu'une mission japonaise se rend dans plusieurs capitales européennes pour expliquer le point de vue de Tokyo sur les problèmes commerciaux entre le Japon et l'Occident.

De notre correspondant

Tokyo. — Une délégation japonaise de haut rang quitte Tokyo en cette fin de semaine pour une visite de quinze jours à Bruxelles, Londres, Paris et Bonn. Dirigée par M. Masumi Esaki, président du Comité des relations économiques internationales du parti libéral démocrate et ancien ministre de l'Industrie et du Commerce, cette mission s'efforcera de convaincre ses interlocuteurs — parmi lesquels figurent notamment Mme Thatcher — de l'importance des mesures récemment prises par Tokyo pour faciliter l'accès de son marché aux Occidentaux. Il souhaite, nous a-t-il dit, « dissiper les malentendus », inciter les gouvernements européens à suivre l'exemple japonais en démantelant leurs barrières protectionnistes et en faisant un effort accru pour pénétrer le marché nippon.

Une référence particulière à la France

Il a été fait tout particulièrement référence à la France. Une démarche similaire, effectuée au début du mois par M. Esaki à Washington dans une atmosphère

de récriminations n'avait guère permis de dissiper les menaces protectionnistes proférées par les Américains à l'égard du Japon. Les deux gouvernements poursuivent néanmoins très activement les négociations.

Pour tenter d'en sortir, les Français ont proposé à Tokyo de compenser les déficits par l'achat d'avions de transport civils et militaires (Airbus, Transall et hélicoptères), de missiles « Roland », d'armement et de pièces de Nouvelle-Calédonie (le monde du 23 décembre). Ils se sont heurtés, pour l'essentiel, à une fin de non-recevoir. « Nous comprenons cet intérêt, nous a-t-il dit, mais ce n'est pas notre gouvernement en tant que tel qui achète : il faut voir les ministères concernés ou le secteur privé ».

Quoi qu'il en soit, dans les domaines adossés à la défense, l'armement la France a assez peu de chances de succès. L'industrie japonaise répond de plus en plus à la demande en matière de défense. Pour le reste, pour des raisons politiques et par nécessité de standardisation, Tokyo fait appel aux Etats-Unis ou cède à leurs pressions. — R. P.

Le « cas Houphouët-Boigny »

Il s'agit là chez M. Mitterrand d'une attitude très ancienne, inspirée notamment par l'exemple de Fidel Castro au début de la révolution cubaine, mais en fait bien avant, par le « cas Houphouët-Boigny ». N'a-t-on pas, à droite, au début des années 50, vivement reproché à celui qui était alors président de l'U.D.S.R. (1) d'avoir intégré dans son mouvement le dirigeant ivoirien qui siégeait jusque-là à l'Assemblée nationale comme apparenté communiste ? L'évolution de M. Houphouët-Boigny ayant donné raison à M. Mitterrand, celui-ci resta convaincu que les communistes, ou supposés tels, du tiers-monde sont en fait des nationalistes parfaitement assimilables pour peu qu'on leur manifeste un peu de compréhension. Il fait aujourd'hui la même observation à propos de M. Ungo, le président du Front démocratique révolutionnaire salvadorien.

Or le raisonnement n'a pas toujours été convaincant. Il s'applique sans doute à Fidel Castro, que l'embargo américain et l'expédition de la baie des Cochons ont poussé, au début des années 60, vers une U.R.S.S. qui elle-même hésitait à l'époque à accepter un pareil cadeau et vers un « marxisme-léninisme » qui n'était certainement pas son credo initial. Mais l'on a dit souvent la même chose de Ho Chi Minh et des dirigeants de Hanoi, oubliant que ces hommes étaient dès l'origine de fidèles stalinistes qui ne pouvaient guère instaurer dans leur pays autre chose qu'un régime très proche de leur modèle soviétique. Ils étaient certes aussi des nationalistes — et ils le sont restés, ce qui n'est pas tout à fait impossible quand on a la chance de vivre à dix mille kilomètres de Moscou.

(1) Union démocratique et socialiste de la République.

PROCHE-ORIENT

DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS PAR ISRAËL

Le « comité d'orientation nationale » groupant les personnalités favorables à l'O.L.P. est mis hors la loi

De notre correspondant

Jérusalem. — Le ministre israélien de la Défense, M. Ariel Sharon, a décidé le 11 mars de déclarer hors-la-loi le « comité d'orientation nationale » qui, en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza, regroupait les personnalités les plus proches de l'O.L.P. et notamment les maires des principales villes — à l'exception de ceux de Bethléem et de Gaza. En fait, cette décision prise en application d'une réglementation d'exception héritée du mandat

britannique ne modifie guère la situation, mais elle paraît significative des intentions du gouvernement israélien qui souhaite progressivement transformer à l'échelle de la Cisjordanie et du territoire de Gaza des territoires occupés et peuplés, à terme, remplacer les personnalités qui ont été élues à la tête des municipalités en 1976 — ces élections avaient donné une large majorité au « mouvement national » favorable à l'O.L.P.

ENTRETIEN « CORDIAL »
MAIS « FRANÇ »
ENTRE M. CHEYSSON
ET M. KADDOUMI

Entretien « cordial », qui s'est déroulé dans une très bonne atmosphère, a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay après la rencontre, jeudi 11 mars, de M. Kaddoumi, chef du département politique de l'Organisation de libération de la Palestine, avec M. Cheysson, ministre des relations extérieures. L'entretien « franc », a dit de son côté, le dirigeant palestinien.

M. Kaddoumi a exprimé l'espoir en quittant le Quai d'Orsay, que la France adopte une attitude positive à l'égard du peuple palestinien. « J'ai été déçu du discours de M. Mitterrand à la Knesset dans lequel il donne la priorité à la sécurité d'Israël sur les droits légitimes du peuple palestinien », a-t-il ajouté. On confirme, de part et d'autre, qu'il n'a pas été question d'une visite de M. Arafat à Paris, que M. Kaddoumi a jugée « inopportune dans les circonstances présentes ».

La décision, qui a été prise pour but de rassurer les membres des « ligues de village », organisations souterraines, sinon créées par les autorités israéliennes. Ces ligues rassemblant des Palestiniens favorables au projet d'autonomie se sont développées depuis un an dans une dizaine de localités rurales de Cisjordanie. Elles sont vivement dénoncées dans les milieux nationalistes comme des instruments de « collaboration » avec l'occupant. La tension s'est encore accrue lorsque voici trois mois les autorités ont commencé à fournir des armes aux militants de ces ligues sous le prétexte d'assurer leur protection.

FRANCIS CORNU.

CORRESPONDANCE

Un hommage à M. Mitterrand

M. René Weil, avocat à Jérusalem, nous écrit : « Je tiens sous silence le geste éloquent et spontané d'un groupe d'Israéliens d'origine française qui ont pris l'initiative de faire planter un bouquet de mille arbres à l'occasion du premier voyage d'un président de la République française en Israël et en hommage à François Mitterrand. J'espère que vous voudrez bien rectifier cette omission ».

Iran

Un hebdomadaire de Téhéran fait état de tortures et d'exécutions sommaires à la prison d'Evine

Téhéran (A.F.P.). — L'hebdomadaire Kargar, organe du mouvement trotskiste Kargar et Enghelehi, autorisé en Iran, publie dans sa dernière édition parue à Téhéran le témoignage d'un de ses responsables, incarcéré pendant quatre-vingt-deux jours à Evine, sur le traitement des détenus dans cette prison. « On entendait souvent les cris de ceux qui recevaient les coups de fouet du Tazir (châtiment islamique), normalement infligé quand le verdict est prononcé, mais qui étaient beaucoup de détenus dont les interrogatoires n'étaient pas finis ».

« Deux autres méthodes étaient également employées : l'une consistait à pendre le prisonnier par les mains, attachées à un clou des heures durant, entraînant des blessures graves, l'autre était d'approcher des boulets aux mains des prisonniers, croisés dans leur épaule pendant des heures ».

Selon ce témoin, les blessures consécutives aux coups de fouet « étaient jamais soignées » et ceux qui avaient subi ce châtiment « ne pouvaient pas travailler de leur famille ». « Ces traitements étaient décidés de manière autonome par les responsables de la prison », ajoute-t-il.

L'exécution de Paknejad

M. Bahramali Aïal parle aussi d'exécutions qui n'ont pas été rendues publiques, comme celle de Chokrolah Paknejad, ancien dirigeant du groupe Palestien, qui avait été condamné à mort et exécuté par le chah à la suite d'une campagne internationale.

« Paknejad se trouvait, raconte-t-il, dans une salle de 6 mètres sur 4 mètres, entouré de quatre autres détenus de divers mouvements politiques de gauche, parmi lesquels quelques Tudeh (militants du P.T. iranien), dont la plupart n'avaient pas pris part à la lutte armée et ne s'étaient pas vu signifier les motifs de leur arrestation ».

« La première semaine de janvier », écrit Aïal, « Paknejad et quelques autres ont été appelés au-dehors et j'ai vu à l'extérieur à Paknejad, affirme que « celui-ci demandait qu'on le condamnerait à mort et regretterait que l'opinion ne connût pas son arrestation ». « On entendait une fois par semaine des rafales de coups de feu, ajoute le responsable trotskiste, puis on comptait

Une lettre de la princesse Azadeh Chafik

A la suite de la publication dans le *Monde* du 9 mars d'une information du *New York Times* du 7 mars, selon laquelle l'aide de la C.I.A. « trait (...) sans doute aussi » des monarchies iraniennes, la princesse Azadeh Chafik, chef du mouvement Iran libre et fille de la princesse Achraf, nous écrit : « Le mouvement Iran libre que je dirige et qui regroupe des monarchistes iraniens est, de toute évidence, une organisation qui lui cause une très grande gêne. Or jamais l'Iran libre n'a reçu de fonds d'une quelconque organisation étrangère. Il n'y a aucune allégation contraire à diffuser. L'International Herald Tribune, dans son numéro daté du 8 mars, a donné des informations diffusées par le *New York Times* une version totalement différente de la nôtre, mettant hors de cause les monarchistes iraniens et reconnaissant que leur indépendance est totale vis-à-vis de la C.I.A. ».

[L'article en cause du *New York Times*, que nous avons cité en reprenant un communiqué fourni par l'A.F.P., écrit, en effet, que l'aide américaine se portait sur « des camps de droite allant jusqu'aux monarchistes sans inclure ceux-ci ». Nous nous tenons à cette affirmation, l'auteur, Leslie H. Gabb, reconnaît certes ne pouvoir établir l'existence de lien entre la C.I.A. et le général Oveissi, et pas davantage entre la centrale de renseignements et la princesse Achraf, mais il rapporte que « le financement de la C.I.A. en faveur de ces groupes a été estimé (à was said) à plusieurs millions de dollars sans qu'on puisse avoir connaissance d'un montant précis ». Il laisse donc planer une incertitude dont rendrait compte le « sans doute aussi » figurant dans la dépêche d'agence (reproduite par la princesse Azadeh Chafik).

JUSQU'AU 17 MARS : remise de caisse

30%

TAPIS D'ORIENT

Atighetchi

DEPUIS 1884, SPÉCIALISTE DU TAPIS PERSAN

4, RUE DE PENTHIEVE
Paris-8 - Métro : Mithridate - 265.90.43 +
du lundi au samedi inclus, de 10 à 19 heures

OUVERT DIMANCHE 14 MARS

(Publié)

VENTE AUX ENCHÈRES DU PATRIMOINE IRANIEEN

C'est avec angoisse et douleur que le Mouvement national de la Résistance iranienne dénonce la dernière trahison des maîtres actuels de l'Iran : pour sauver sa « révolution » sanguinaire et aussi ses intérêts sordides, la monarchie vient de décréter la vente publique des trésors de l'Iran, le patrimoine de chaque Iranien.

C'est la vente aux enchères des richesses des musées nationaux, des bijoux de couronne, bref, la vente aux enchères de l'Histoire de l'Iran.

A quand la braderie des villes et des provinces entières, et à qui ?

Nous tenons enfin à avertir les acheteurs potentiels que de tels objets seront considérés comme illégaux et criminels par tous les patriotes iraniens, puisque l'on ne peut impunément acheter des objets volés, surtout quand la victime est toute une nation.

MOUVEMENT NATIONAL DE LA RÉSISTANCE IRANIEENNE
B.P. 75224 PARIS CEDEX 05 FRANCE

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 220 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 270 F/mois (sans apport, ni caution)

26 MARQUES REPRÉSENTÉES

Couvert du lundi au samedi : 9 h-19 h

DAUDÉ

73 BIS, AV. DE WAGRAM, 17^e
227-88-54 / 763-34-17

LA VISITE À PARIS DU PREMIER

Fidji juge positive la

en Nouvelle-Calédonie

LE MONDE diplomatique

de mars EST PARU

fjords d'Islande

avec votre voiture

Car Ferry « SMYRL »

départs d'Ecosse

navire ou Danemark

A TRAVERS LE MONDE

LA VISITE A PARIS DU PREMIER MINISTRE DE L'ARCHIPEL

Fidji juge positive la politique française en Nouvelle-Calédonie

M. Mitterrand a reçu, jeudi 11 mars, pendant une heure, le premier ministre de Fidji, Ratu Sir Kamisese Mara. Il s'est ensuite entretenu brièvement avec le ministre des affaires étrangères de Papouasie-Nouvelle-Guinée, M. Noel Levi, et avec le haut-commissaire de Tonga à Londres, M. Inoke Faletau.

Cette visite de Ratu Mara, sans aucun doute l'homme d'être le plus marquant du Pacifique Sud, avait été annoncée en août lors de la réunion à Port-Vila (Vanuatu) du Forum du Pacifique. Celui-ci avait décidé d'envoyer une mission à Paris pour discuter de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, dont les pays de la région pressentent l'indépendance. Entre temps, la situation a changé avec l'annonce en décembre à Nouméa par M. Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, d'un plan visant à préparer la territoire à l'autodétermination à travers le renforcement des droits et des responsabilités des Calédoniens.

Toutefois Paris pouvait difficilement accepter la venue d'une délégation : c'est pourquoi seul Ratu Mara s'est vu accorder une audience par le président. Les représentants des trois Etats ont en outre été reçus par M. Emmanuelli : ils se sont montrés fort satisfaits des intentions françaises dans le territoire. Les pays du Pacifique Sud sont fort modérés et s'ils sont en faveur de l'indépendance de tous les territoires de la région, ils souhaitent qu'elle se produise sans heurts et s'accompagne du maintien de bonnes relations avec l'ancienne puissance de tutelle. Cette région est à la fois foncièrement méfiante à l'égard de l'URSS, et fort attachée à la démocratie. Les gouvernements papou et fidjien doivent faire prochainement face à des élections où l'opposition a toutes ses chances : il y a quelques jours, les élections qui ont eu lieu aux Samoa occidentales ont été désastreuses au premier ministre sortant, M. Tupuola Efi.

M. Cheysson qui avait assisté à l'entrevue de Ratu Mara avec M. Mitterrand et offert jeudi un dîner en l'honneur de ses hôtes, a rappelé que le gouvernement « était décidé à abolir (en Nouvelle-Calédonie) les injustices et les déséquilibres que vous avez justement dénoncés ». La France a aussi un « sens aigu de ses responsabilités » et veut éviter un « démantèlement sanglant » : elle veut « permettre aux populations de décider elles-mêmes de leur avenir dans des conditions qui ne contraindraient pas les plus faibles à subir la domination des plus forts ». M. Cheysson a aussi rappelé que « l'extrême des nucléaires étaient « absolument nécessaires » pour garantir l'indépendance de la France. Ces essais sont dénoncés par l'ensemble des pays du Pacifique.

Le premier ministre fidjien s'est félicité du « succès retentissant » de sa mission et de la franchise de ses interlocuteurs. « La France a répondu par anticipation à nos préoccupations » par les propositions présentées par M. Emmanuelli, nous a-t-il dit. Il a toutefois souligné que Paris fixe clairement le but à atteindre — « l'indépendance » — ce qui, à son avis, permettrait d'apaiser certaines tensions. Il nous a aussi redit, en des termes modérés mais

● Le Gabon a fait savoir, jeudi 11 mars, à Genève, que, faute de moyens financiers, il n'était pas en mesure d'accueillir, comme il l'avait souhaité, en mai et juin 1982, la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement. L'Assemblée s'est tenue après que les Etats-Unis aient indiqué qu'ils ne se rendraient pas à Cuba si cette réunion devait se tenir à La Havane. — (Reuters.)

Namibie

● HUIT PERSONNES TUÉES PAR UN COMMANDO NATIONALISTE. — Un commando de l'Organisation du Peuple du sud-ouest africain (SWAPO) a tué mercredi 10 mars, huit Namibiens dans une ferme à Oshikutu, dans le nord de la Namibie. L'armée sud-africaine, rapidement alertée, n'a pas pu intercepter le commando qui se serait réfugié en Angola, à une trentaine de kilomètres du lieu du drame. — (A.F.P.)

Philippines

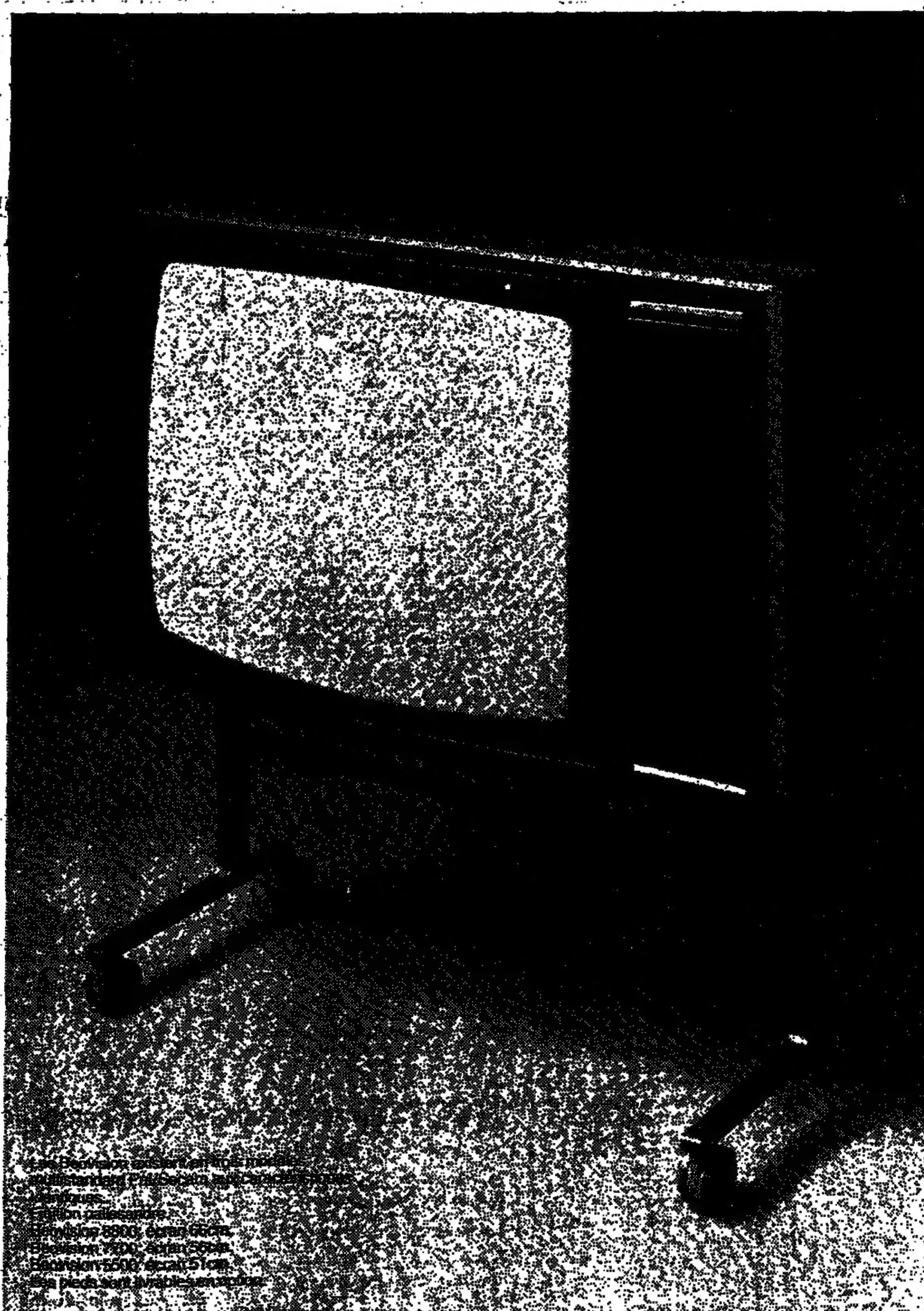
● VINGT-CINQ PERSONNES ONT TROUVÉ LA MORT et vingt-six ont été blessées à la suite d'affrontements entre militaires et séparatistes musulmans dans la province méridionale de Lanao-del-Sur, ont annoncé les autorités militaires jeudi 11 mars. D'autre part, dans l'île de Negros, des maoïstes ont tué le maire de la ville de Kabangalan, où le pape Jean-Paul II s'était

rendu lors de son voyage aux Philippines, et où il avait plaidé pour les droits des travailleurs des plantations de canne à sucre. Cet assassinat pourrait être une réponse à la découverte dans la propriété du maire en 1980 des cadavres de sept ouvriers. — (U.P.I.)

République

● CONDAMNATION DE DEUX OPPOSANTS. — En vertu de la loi anti-terrorisme sud-africaine, M. Khosro Seatholo, vingt-cinq ans, ancien président du Conseil représentatif des étudiants de Soweto, aujourd'hui interdit, a été condamné, jeudi 11 mars, à dix ans de réclusion. Mlle Mary Masabatha Lote, vingt-trois ans, s'est vu infliger cinq ans de prison. Les deux jeunes gens, arrêtés l'un dernier, ont été reconnus coupables d'appartenir aux Jeunes du Congrès national africain (A.N.C. interdit). — (Reuters.)

Bang & Olufsen. La perfection en télévision couleurs. Par l'image et par le son.



Bang & Olufsen

We think differently.



En termes de qualité d'image, de reproduction sonore, de facilité d'emploi, de fiabilité et de design, les Beovision de Bang & Olufsen, sont certainement les téléviseurs couleurs les plus proches de la perfection.

La qualité exceptionnelle de l'image.

En télévision le plus important c'est l'image. Elle est exceptionnelle. Parce qu'un circuit breveté contrôle et corrige automatiquement les couleurs. Il règle l'équilibre des 3 couleurs fondamentales 50 fois par seconde. Et cela pendant toute la vie de votre téléviseur. Une cellule photo-électrique ajuste le contraste en fonction de la lumière ambiante de la pièce. La vision est excellente, même à la lumière du jour.

La qualité exceptionnelle du son.

Celle de Bang & Olufsen. La qualité de la reproduction sonore est trop souvent négligée dans la plupart des téléviseurs. Bang & Olufsen a appliqué à tous ses téléviseurs la technique haute-fidélité qui a fait son incontestable réputation de qualité. Ils sont équipés d'un amplificateur hi-fi de 14 W RMS, conforme aux normes en vigueur actuellement. Les basses et les aigus sont réglables séparément. La qualité sonore des enceintes Uniphase et Log line est remarquable.

La fiabilité et la facilité de la commande à distance.

Elle est la clé de votre confort. Vous pouvez commander un des 16 programmes de n'importe quel endroit de la pièce. Vous pouvez régler le volume sonore, l'interrompre, régler la couleur selon vos goûts, revenir aux réglages pré-établis, modifier le contraste et corriger instantanément le numéro du programme en cours. Sans quitter votre fauteuil favori.

La télévision de l'avenir. Au présent.

Les Beovision sont programmés pour l'avenir. Vous pouvez l'utiliser comme base avancée d'un centre de communication audiovisuelle. Ordinateur domestique, télé-surveillance, vidéo moniteur ou lecteur et tous systèmes de télématique.

L'économie d'énergie et la sécurité.

Le chassis froid 100% module économise l'énergie. La consommation est faible : 75W/h. La garantie de 2 ans, (1 an sur le tube), couvre tout le territoire français.

Venez découvrir les Beovision au Centre National d'Information Bang & Olufsen 182bis, rue Ordener - 75018 Paris. (ouvert du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h).

Pour recevoir le catalogue Bang & Olufsen 1981-82 renvoyez ce bon à Beoclub BP 149/75883 Paris/Cedex 18.

Nom _____
Adresse _____
Code Postal _____
Ville _____

MO-TV

LE MONDE diplomatique

de mars
EST PARU

- Sommaire :
- M. Mitterrand en Israël : l'impasse de l'Europe ou Proche-Orient.
 - Enquête : les travailleurs américains victimes de la restructuration.

fjords d'Islande

avec
votre voiture
Car Ferry « SMYRIL »
départs d'Ecosse
Norvège ou Danemark

Votre agent de voyages
ou
Agent général
Voyages AGREPA
42, rue Blomet-Mercier
75002 PARIS, tél. 506.81.50

riches
ter Krilsky
du colonel Kadhaï
e libyenne vers l'Europe

Indirectement, le rôle de Mitterrand est d'être le plus marquant du Pacifique Sud, avait été annoncée en août lors de la réunion à Port-Vila (Vanuatu) du Forum du Pacifique. Celui-ci avait décidé d'envoyer une mission à Paris pour discuter de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, dont les pays de la région pressentent l'indépendance. Entre temps, la situation a changé avec l'annonce en décembre à Nouméa par M. Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, d'un plan visant à préparer la territoire à l'autodétermination à travers le renforcement des droits et des responsabilités des Calédoniens.

WALTRAUD FANTIL

signe

épuration dans le parti

apprenant

Quelques jours après son retour de son voyage en Israël, M. Mitterrand a été reçu par le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, à Jérusalem. Cette rencontre a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation en Israël et sur les relations franco-israéliennes. M. Mitterrand a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays, notamment dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et de la promotion du développement économique.

FRANÇOIS GUTH

LE COMITÉ DE COORDINATION

DE SOLIDARITÉ EN FRANCE

LANÇE UN APPEL À L'ACTION

POUR LE DÉVELOPPEMENT

DE LA RÉGION DE L'EST

ET DE LA RÉGION DE L'OUEST

DE LA FRANCE

ET DE L'ÉTRANGER

POUR LE DÉVELOPPEMENT

DE LA RÉGION DE L'EST

ET DE LA RÉGION DE L'OUEST

DE LA FRANCE

ET DE L'ÉTRANGER

POUR LE DÉVELOPPEMENT

DE LA RÉGION DE L'EST

ET DE LA RÉGION DE L'OUEST

DE LA FRANCE

ET DE L'ÉTRANGER

POUR LE DÉVELOPPEMENT

DE LA RÉGION DE L'EST

ET DE LA RÉGION DE L'OUEST

DE LA FRANCE

ET DE L'ÉTRANGER

POUR LE DÉVELOPPEMENT

DE LA RÉGION DE L'EST

ET DE LA RÉGION DE L'OUEST

DE LA FRANCE

ET DE L'ÉTRANGER

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION

CENTRE : la conquête des terres modérées par les socialistes

EURE-ET-LOIR : rivalités entre P.S. et M.R.G.

De notre correspondant

Chartres. — Avec huit M.R.G. et deux divers gauche, les radicaux tiennent l'assemblée départementale aux côtés de sept socialistes contre les dix élus de l'opposition (trois U.D.F., quatre R.P.R. et trois divers droite). Le président, M. Robert Huwart, maire (M.R.G.) de Nogent-le-Rotrou, se représente et a des chances d'être réélu à la présidence. Même si les socialistes l'emportent dans deux nouveaux cantons de Mainvilliers et de Dreux-Ouest, il apparaît évident que radicaux et opposition auront intérêt à la reconduire. D'autant que les relations entre socialistes et radicaux ne sont pas au beau fixe.

Le parti socialiste n'a pas ménagé, en effet, ses efforts pour ébranler, en Eure-et-Loir, les bastions du radicalisme. Faisant fi de la tradition toujours respectée dans le département, la commission fédérale exécutive du P.S. a inventé un candidat dans quatorze des seize cantons renouvelables. Restent Authon-du-Perche et La Loupe, où MM. Marcel Alcover (M.R.G.) et Maurice Georgeaud, président départemental du Mouvement, seront les représentants uniques de la majorité non communiste.

Dans le canton de Lucé, issu du redécoupage de Chartres-Nord-Ouest, le maire du chef-lieu, M. Edmond Deschamps, « patriarche du radicalisme », président d'honneur du conseil général, se voit opposer le secrétaire fédéral du P.S., M. James Benoit. « Nos militants ne comprennent pas que nous ne soyons pas présents partout », explique ce dernier. « C'est une atteinte à la règle républicaine en vigueur dans le département depuis un siècle », rétorque M. Philippe Morel, secrétaire départemental du M.R.G. Il rappelle qu'une stratégie jusqu'alors bien réglée entre socialistes et radicaux a fait élire des hommes de gauche dans des cantons de sensibilité plutôt conservatrice. « On veut nous chercher quand on a besoin de nous », note-t-il, en regrettant qu'aucune rencontre officielle n'ait eu lieu au plan départemental entre les deux formations depuis le 10 mai. Le secrétaire fédéral du P.S. tient cependant à ne pas envenimer les choses. « Dans le cadre de l'union gouvernementale, un accord de désistement sera conclu après le premier tour et les fédérations locales n'auront qu'à s'y tenir », précise-t-il.

M. Georges Lemoine, maire de Chartres et secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense, retrouvera, peut-être dès le premier tour, dans le canton de Chartres-Sud-Est, le siège où il avait été élu en 1973, lors d'un redécoupage, et réélu en 1976. Mais il ne briguera pas la présidence du conseil général. Malgré son incontestable autorité dans le département, il ne présenterait pas le profil du « rassembleur », notamment auprès des radicaux blessés par l'intransigence du P.S. Le candidat socialiste à la présidence serait M. Claude Nespoulous, conseiller général sortant de Brezou.

De son côté, l'opposition joue front commun, comme l'ont clairement exprimé M. Tanguyrou, président départemental du R.P.R., et Mme Monique Pelletier, présidente départementale de l'U.D.F. L'ancien ministre de la Condition féminine de M. Valéry Giscard d'Estaing n'a pas renoncé à ses ambitions en Eure-et-Loir, bien qu'elle soit mal remise de son « parachutage » contre M. Georges Lemoine aux dernières législatives. Si elle ne s'est pas lancée dans la bataille des cantons, c'est, semble-t-il, parce qu'elle se réserve, à Chartres, pour les prochaines municipales. La volonté d'union dans l'opposition se traduit par des primaires dans cinq cantons seulement. Partout ailleurs un candidat unique a reçu l'investiture des deux formations.

L'opposition espère bien conserver ses sièges dans les cantons de Courville, Nogent-le-Roi, Anet, Senonches et Dreux-Est, où M. Jean Cautcheon (C.D.S.) laisse la place à son fils, Yves, sous la même étiquette. Elle compte aussi conquérir les cantons de Voves, Auneau et Bonneval, où le candidat sortant, M. Gaëtan Lamiarut (div. gauche), soutenu par M. Huwart, se voit opposer un socialiste, M. René Haricot, soutenu par M. Lemoine.

La querelle entre socialistes et radicaux a récemment trouvé son point d'orgue lors du banquet Marcen dont c'était la reprise après dix ans de léthargie due à l'éclatement de la famille radicale. Aucun membre du P.S. n'a partagé le pain de la réconciliation lors de ces agapes radicales dont l'invité d'honneur était M. Roger-Gérard Schwarzenberg, président national du M.R.G.

A. B.

Dans la région du Centre, qui regroupe, de part et d'autre de la Loire, des départements aussi différents que l'Indre-et-Loire au nord et le Cher au sud, la progression de la gauche lors de l'élection présidentielle s'est confirmée de manière éclatante aux élections législatives de juin dernier. Le parti socialiste, qui ne comptait qu'un seul député en Eure-et-Loir — conquiert douze autres sièges, tandis que le P.C. en gagne un dans la première circonscription du Cher.

Des élections cantonales peut venir la confirmation de cette poussée brutale de la gauche dans une région de tradition modérée.

INDRE-ET-LOIRE : le P.S. cherche à confirmer ses récents succès

De notre envoyée spéciale

Tours. — Comme chaque soir depuis le 1^{er} mars, M. Michel Debré (R.P.R.), conseiller général sortant du canton d'Amboise, anime une réunion électorale. Cette fois, c'est à Montreuil-en-Touraine, petite commune rurale au nord du canton. A ses côtés, le maire, devant lui, une trentaine de personnes, des agriculteurs essentiellement. « L'élection du 14 mars a un caractère particulier, explique-t-il, il faut qu'elle attire autant d'électeurs que les municipales, voire les élections nationales. Durant une petite heure, le député de la Réunion souligne les différents aspects de la nouvelle loi de décentralisation, le caractère politique que « le gouvernement veut donner aux élections cantonales », et rappelle les efforts entrepris au niveau du canton. « Je souhaite ardemment », dit M. Michel Debré, « que vienne du fond de l'instinct populaire un élan qui impose une réflexion à ceux qui nous gouvernent. » Après cet exposé, les questions sont lentes à venir. On parle du T.G.V. qui va couper le canton, des offices fonciers qui, selon M. Debré, « vont conduire à l'étatisation des terres », des mesures financières qui devront accompagner la loi de décentralisation.

A quelques kilomètres de là, à Saint-Denis-Vignes, le principal adversaire du maire d'Amboise, M. Michel Blondeau (P.S.), professeur et président de deux sociétés d'H.L.M., participe au même type de réunion. D'entrée, il attaque : « Ceux qui pensent que le parti socialiste veut collectiviser les terres en créant des offices fonciers sont déraisonnables. » Il n'en faut pas plus pour délier les langues. Les questions fusent : « Comment le gouvernement veut-il améliorer la compétitivité des entreprises ? Comment vont être financées les retraites des agriculteurs qui n'ont pas pu cotiser ? Est-ce que la loi de décentralisation va améliorer la situation des communes ? Que prévoit-on pour faciliter l'installation des jeunes agriculteurs ? »

La commune ailleurs, le candidat socialiste s'efforce d'expliquer la politique gouvernementale et souligne l'importance nouvelle de l'assemblée départementale.

A Amboise, le P.S. espère bien, au vu des bons résultats obtenus à la présidentielle et aux législatives, gagner un siège d'autant que M. Debré, qui, en 1970, ne s'était

pas représenté, avait été élu de justesse en 1976. Mais il reste le maire d'Amboise et bénéficie de ce que l'on peut appeler une clientèle. La candidature d'un jeune royaliste peut lui retirer des voix. Ses inquiétudes lui viennent des nouveaux électeurs qui, selon lui, « n'ont pas conscience des efforts et des réalisations entreprises depuis des années », et de l'attitude des agriculteurs, nombreux dans le département, à appartenir à la Fédération française de l'Agriculture (F.F.A.), favorable au P.S.

La gauche, après avoir perdu la mairie de Tours en 1959, a entrepris depuis 1970 un lent travail de reconquête. Si elle a fini par faire élire en 1979 onze conseillers généraux (neuf P.S., un M.R.G., un P.C.) sur trente, il lui faut cette fois, compte tenu de la création de trois nouveaux cantons, gagner six autres sièges, mais aussi maintenir son avantage dans les six cantons renouvelables qu'elle détient. A Saint-Pierre-des-Corps, la candidate communiste, M^{me} Marie-France Beaulieu, qui est venue soutenir M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, devrait sans difficulté succéder à M. Marcel Longuet (P.C.), conseiller général sortant.

De son côté, la majorité de l'assemblée départementale devrait garder les cantons de Neuillé-Pont-Pierre, Saint-Cyrin-Loire, Sainte-Maure-de-Touraine et Tours-Centre. A Chinon, M. Yves Dauge (P.S.), à Descartes, M. Serge Petit (P.S.), à Preuilly-sur-Claise, M. Yves Maveyraud, président du groupe socialiste du conseil général, ont toutes les chances de se maintenir. Le parti socialiste estime aussi, raisonnablement, être en bonne position pour gagner dans le canton de Tours-Val-du-Cher où il présente M. Jacques Durand, professeur à l'I.U.T. de Tours.

Les résultats sont plus incertains à Châteauneuf-sur-Loire, où le sortant, M. Jean Delaune, président du conseil régional, a été battu aux dernières législatives. Mais aussi, à Langeais, à Loches, à Montbazon, à Vouvray où les voix de gauche se sont dispersées avec la candidature de M. Bernard Pipeaux, soutenu par le M.R.G. Dans ces deux der-

nières cantons, le vote des vignerons aura son importance. A Montbazon, le candidat de l'opposition, M. James Bordes, est président de la chambre d'agriculture. L'issue de la bataille est aussi incertaine dans les trois nouveaux cantons, dont le découpage a fait naître une polémique au sein du conseil général.

Un premier décret, publié au Journal officiel du 20 janvier 1982, reprend, à la grande surprise des élus socialistes, le découpage proposé par M. André Voisin (app. R.P.R.), président du conseil général, et adopté par la majorité de ses membres. Ce découpage favorisait ouvertement l'élection des modérés. Le 5 février, un deuxième décret annule les dispositions précédentes et revient aux dispositions suggérées par le préfet. Les trois cantons créés sont ceux de Tours-Nord-Est, Ballan-Miré et Saint-Avertin. Au cours d'une séance animée de l'assemblée départementale, M. Voisin dénonce « la pagaille des ministères et des services », parle de « maigreur » et fait voter l'introduction d'un recours en Conseil d'Etat.

Des doutes, M. Voisin affirme ne plus en avoir. Il se montre très optimiste et prédit même des « surprises ». Après avoir perdu son siège de député aux dernières législatives, peut-être se sent-il moins le « patron » du département et, pour cette raison, a-t-il décidé de présenter une liste de candidats modérés. Liste dont la composition est très subtile puisqu'elle se divise en trois catégories : les candidats d'action cantonale et départementale dans laquelle on note les noms de MM. Debré (R.P.R.), Delaune (U.D.F.-P.R.), Ferretti (U.D.F.-C.D.S.), ou de Beaumont (U.D.F.-rad.). Une deuxième catégorie regroupe les trois candidats de la ville de Tours, soutenus par le maire M. Royer. Enfin une troisième série de noms comporte les candidats se présentant à titre individuel : candidats qui dans trois des cinq cantons concernés sont deux à avoir reçu cette « investiture ». On en arrive à quelques situations paradoxales.

Pour M. Voisin, qui a présenté seul, devant la presse, cette liste, « il est normal que, comme président du conseil général, je sois l'animateur d'une majorité qui va du centre gauche aux divers droite. Il n'était pas

pensable, ajoute-t-il, de constituer une liste R.P.R. ou U.D.F. dans un département où les candidats de l'opposition supportent mal les éti- quettes. » Le seul engagement pris par ceux qui figurent sur la liste est, en cas de maintien de l'actuelle majorité à l'assemblée départementale, de se prononcer pour l'élection d'un président modéré. Ce qui paraît d'une logique irréfutable. Il est plus probable qu'avec cette formule M. Voisin espère se maintenir à la tête d'une assemblée qui, lors des dernières réunions, a pu le contester.

Il est vrai cependant que, si le P.S. et le P.C. sont entrés en campagne derrière leurs candidats, l'U.D.F. peut structurer dans le département, et le R.P.R., qui a souffert de la candidature de M. Michel Debré à l'élection présidentielle, peuvent trouver comme mode de se réfugier derrière cette liste.

Dans ces élections, il ne faut pas négliger l'influence de M. Jean Royer, maire de Tours, qui soutient dans les trois cantons de Tours-Centre, Tours-Nord-Est et Tours-Val-du-Cher, M. Yves Bertaud, M^{me} Michèle Beuzelin et Pierrette Vieilfaul.

Dans les trois nouveaux cantons, le P.S. nourrit quelques inquiétudes. A Saint-Avertin, M. Paul Lussault, membre du comité directeur du P.S. et ancien premier secrétaire de la fédération d'Indre-et-Loire, doit compter avec les deux candidats de l'opposition, le maire de Veuil, M. René Perizon, et M. Robert Poizieux, premier adjoint au maire de Saint-Avertin, commune qui vote traditionnellement à droite.

A Ballan-Miré ce sont aussi deux maires de l'opposition qui affrontent le candidat socialiste, M. Jean-Charles Henry, qui bénéficie du soutien de M. Provenç, député de la circonscription. Il s'agit, pour La Roche, de M. Roger Guion et pour Ballan, de M. Michel Lezeau.

A Tours-Nord-Est enfin, M^{me} Michèle Beuzelin, adjointe au maire de Tours, peut inquiéter M^{me} Marie-Renée Jamet (P.S.).

Au parti socialiste, les plus optimistes envisagent, à un siège près, un changement de majorité au conseil général, les plus pessimistes pensent gagner quelques sièges supplémentaires.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

INDRE : tests à Châteauroux et Issoudun-Sud

De notre correspondant

Châteauroux. — Sur les treize sièges à pourvoir, sept sont tenus par la gauche (P.S., P.C. et divers). Six appartiennent à l'opposition (R.P.R.-U.D.F.). La majorité de l'électorat se situe dans les zones rurales où les sortants se trouvent, pour la plupart, en position favorable.

C'est le cas à Vatan où M. Francis Levasseur (U.D.F.) bénéficie du soutien de l'opposition.

A Levroux, M. François Gerbaud (R.P.R.), ancien député, ténor de l'opposition à l'assemblée départementale, aurait un vraisemblablement sa réélection assurée au premier tour si un indépendant, notable du chef-lieu de canton, M. Alain Fried, n'avait fait acte de candidature.

A Buzançais, la réélection de M. Jean-Bernard Monseigneur, sénateur, maire (C.N.I.P.), paraît assurée. Son principal adversaire du côté majorité est un jeune avocat du barreau de Châteauroux, M. Jean-Paul Thibault (P.S.), président de la Ligue des droits de l'homme. Le sortant, qui bénéficie du soutien des deux formations de l'opposition, retrouvera face à lui comme à chaque élection un médecin de Buzançais, le docteur Roger Mariard (R.P.R.), qui, faute d'avoir reçu l'investiture de son parti, se présente comme indépendant.

A La Châtre et Neuville-Saint-Sépulchre, les sortants (M.R.G.) ne semblent pas menacés. La situation est plus confuse dans le canton d'Ardenne où le sortant, M. Bernard de Fongères (U.D.F.), se trouve face à un indépendant, M. André-Pierre d'une importance considérable de la périphérie de Châteauroux (Le Poinçonnet). Celui-ci a fait acte de candidature afin de ne pas laisser le terrain libre à deux de ses adjoints, l'un communiste et l'autre socialiste, qui briguent le siège de conseiller général. Le canton de Châtillon, où M. René Tixier (P.S.), conseiller sortant, se représente pas, risque fort d'être enlevé par le candidat de l'opposition, M. Michel Testé (R.P.R.), ancien président de la chambre des métiers de l'Indre.

Le test politique de ces élections se situe dans deux cantons de Châteauroux et à Issoudun-Sud. Dans ce dernier, M. André Laignel, président du conseil général de l'Indre, député P.S. de la deuxième circonscription, se trouve confronté à deux candidats de l'opposition, un R.P.R., M. Patrick Creuzet, directeur d'une agence bancaire à Issoudun, et un candidat U.D.F. peu connu dans la région. Le vote des quelques communes rurales qui composent ce canton, et celui des commerçants, avec lesquels M. Laignel a eu des difficultés, peuvent influencer les scrutins précédents.

A Châteauroux-Sud, la forte position du conseiller sortant, M. Jacques Massonneau (P.S.), va se trouver menacée par une candidature de dernière heure : celle d'un indépendant, conseiller municipal de Châteauroux, M. Georges Bernardet, qui, bien que P.R., n'a pas le soutien de l'opposition, accordé à une candidature C.D.S.

A Châteauroux-Centre, le candidat sortant, M^{me} Claude Janet (U.D.F.-P.R.), dont l'éclectisme a constitué en majorité par des commerçants, des professions libérales, devrait retrouver son siège.

Au Blanc, M. André Gasmier, candidat sortant, radical de gauche, se présente comme indépendant. Ancien président du conseil général, il se trouve confronté à deux candidats de la majorité, M. André Boissau (P.C.), adjoint au maire du Blanc, et M. Jean-Paul Chanteguet (P.S.), suppléant du député de la circonscription, M. Amédée Renault (P.S.). M. Gasmier devrait, au second tour, bénéficier des voix du candidat de l'opposition (P.R.), un notaire du Blanc, M. Jean-Marie Girault. — M. I.

ARCHITECTES Copies couleurs

Qualité photographique professionnelle. FORMAT 21x29.7 ou 29.7x42 DELAI 24 H. - URGENCES 6 MINUTES. ETABLI 38 AV. DAUMESNIL PARIS-12^e - 347.21.32

CHER : une opposition sereinement majoritaire

De notre correspondant

Bourges. — Dix-huit sièges de conseillers généraux sont à pourvoir dans le Cher qui, avec la création de Bourges V et de Saint-Douchard compte désormais trente-cinq cantons.

Les trois députés du département sont candidats : à Bourges-I, M. Jacques Rimbault (P.C.), conseiller général sortant, maire de la ville, à Gragay, M. Jean Rousseau (P.S.), adjoint au maire de Vierzon, à Dun-sur-Auron, Mme Berthe Fievet (P.S.) adjoint au maire du chef-lieu de canton. Le sénateur (C.N.I.P.), M. Jacques Genton se porte candidat, pour la première fois aux cantonales, à Sancerre dont il est le maire, tandis que l'ancien préfet, démissionnaire au lendemain du 10 mai, M. Camille Michel, inscrit à Bourges V, a reçu le soutien de l'opposition.

Le docteur Jean-Henri Besson est le doyen des candidats. Il affronte le député communiste M. Rimbault, mais c'est à M. Jean Rousseau qu'est allée l'investiture de l'opposition.

Au total, l'U.D.F. et le R.P.R. ont, avec MM. Jean-Claude Péan et François Deschamps, tous deux R.P.R., un candidat unique dans les quatre cantons renouvelables de Bourges. Seule l'élection de Châteauneuf-sur-Cher donnera lieu à une primaire entre MM. François Lesage (R.P.R.) et Daniel Doucy (U.D.F.-P.R.) qui tentent l'impossible : battre le sortant communiste, M. Daniel Perrot, maire du chef-lieu.

L'opposition, qui compte vingt-deux élus au conseil général, devrait en toute tranquillité garder la majorité. — L. T.

LOIR-ET-CHER : une présidence sociale-démocrate

De notre correspondant

Blois. — Cinquante-cinq candidats sont en lice pour pourvoir les quinze sièges de conseillers généraux renouvelables sur les vingt-huit que compte le Loir-et-Cher. La consultation ne devrait pas modifier l'équilibre politique de l'assemblée que l'ancienne majorité contrôle avec dix-neuf sièges (neuf U.D.F., quatre R.P.R. et six mod.). Cinq au parti socialiste et deux au parti communiste. L'originalité de ce conseil général est toutefois d'avoir pour président un ancien membre du parti socialiste, M. Kéber Lousau, ancien ministre, qui avait démissionné du P.S. en 1976 et qui se déclare aujourd'hui social-démocrate.

M. Lousau, dont le mandat est renouvelable dans le canton de Selles-sur-Cher, devra affronter un candidat socialiste et un candidat communiste tandis que l'U.D.F. et le R.P.R., sans aller jusqu'à le soutenir, ne présentent personne contre lui. S'il est réélu, M. Lousau devrait retrouver son siège de président. Les onze autres conseillers généraux sortants (trois U.D.F., un R.P.R., un P.C. et six sans étiquette) devraient être réélus et pour beaucoup dès le premier tour.

On votera dans deux nouveaux cantons, l'un créé à Blois par le redécoupage du canton de Blois IV, l'autre à Vendôme. A Blois, le conseiller général sortant, M. François Morellet (P.S.), élu député en juin 1981, ne se représente pas pour se consacrer à son mandat parlementaire. C'est sa fille, Mme Bernadette Buteau, vingt-neuf ans, qui sera la candidate du parti socialiste dans un secteur de la ville nouvelle

particulièrement favorable à la gauche. Un autre parlementaire, M. Jean Desmils (U.D.F.-P.R.), devrait être réélu dès le premier tour dans le canton de Saint-Amand.

A Vendôme, le maire de la ville, M. Robert Lasneque, qui n'a jamais siégé au conseil général, se présente sans étiquette.

Dans le nouveau canton de Blois V, le R.P.R. et l'U.D.F. organisent une primaire. Partout ailleurs, ils soutiennent soit le conseiller gé-

néral sortant, soit un candidat unique. Une exception toutefois, le canton de Mennetou-sur-Cher, où le sortant, M. Georges Daudu, vice-président du conseil général, se voit opposer un adversaire par le R.P.R. et l'U.D.F.

Les communistes et les socialistes sont présents dans les quinze cantons renouvelables : le P.S. devrait normalement emporter un siège supplémentaire, celui du canton de Mer, où le sortant, M. Robert Bauer (sans étiquette), ne se représente pas.

B. H.

LOIRET : un rééquilibrage ville-campagne

De notre correspondant

Orléans. — Soixante-dix-huit candidats, dont neuf femmes, vont s'affronter dans vingt-deux cantons. Aucun changement de majorité ne devrait intervenir dans ce département, conservateur depuis des lustres. Les vingt-cinq élus actuels de l'opposition représentent 193 000 inscrits environ, contre 142 000 pour les douze élus de gauche (9 P.S., 2 P.C. et 1 M.R.G.). Avec la création de quatre nouveaux cantons, tous situés dans l'agglomération orléanaise, l'assemblée va perdre un peu de son caractère rural mais l'équilibre de la représentation entre la ville et la campagne ne sera pas encore atteint.

Aucun duel spectaculaire n'est prévu pour cette consultation. Dans le canton d'Orléans-Saint-Marc, M. Michel de La Fournière, secré-

taire national du P.S. aux droits de l'homme, est candidat tandis que l'actuel président du conseil général, M. Kéber Malécot (U.D.F.-C.D.S.), se représente à Neuville-aux-Bois. Dans six cantons, l'opposition n'est pas parvenue à un accord. Les rivalités entre l'U.D.F. et le R.P.R. restent particulièrement vives à Orléans, où M. Douffignies n'a pas réussi au sein même de son conseil municipal à faire respecter les accords nationaux. Six de ses adjoints ou conseillers municipaux appartenant aux deux formations de l'opposition s'affrontent dans les cantons d'Orléans-Saint-Marc, d'Orléans-Saint-Marceau et d'Orléans-Carmes. De son côté, l'Union socialiste démocrate, de sensibilité centre gauche, présente deux candidats. — R. G.

DES ÉLECTIONS C
LANGUEDOCAUDE :
le pouvoir
socialiste
grignote
par le P.C.

Quarante

Rennes. — At

l'Union démocr

de la majorité d

compte que quel

quatre ou cinq

l'ensemble des

voix en 1973, 2,3

en 1979. Elle p

quatre-vingt-cinq

voix en 1979, 2,3

en 1979.

Cher. — At

de la majorité d

compte que quel

quatre ou cinq

l'ensemble des

voix en 1973, 2,3

en 1979.

DES ÉLECTIONS CANTONALES

LANGUEDOC-ROUSSILLON : le P.S. peut-il progresser davantage ?

AUDE : le pouvoir socialiste grignoté par le P.C.

De notre correspondant

Carcassonne. — Faire reculer dans l'Aude le pouvoir socialiste communiste : l'intention, affichée par M. Jean-Pierre Cassabon, secrétaire départemental du R.P.R. et maire de Castelnaudary, relève du baron d'honneur. S'il est un département de tout repos pour le P.S., c'est bien celui de l'Aude, où depuis bien longtemps déjà la « vague rose » submerge tout — ou presque — à chaque scrutin. C'est un fait indéniable : l'étiquette socialiste reste, dans ce département, le meilleur passeport pour réussir une carrière politique. Un homme de droite y est, en général, voté à l'échec sans si sous le masque de l'apolitisme, il vient à point nommé supplanter une « vieille figure » socialiste sur le déclin. C'est ainsi qu'à Narbonne M. Hubert Mouly (s. é.), solidement installé à la mairie, s'est offert le luxe d'entrer, avec un de ses adjoints, au conseil général. Personne, à l'heure actuelle, ne paraît de taille à pouvoir le déloger.

M. Pierre Guindon, député, vice-président de l'Assemblée nationale, qui vise la reconquête de la mairie, n'a pas voulu s'y frotter, et c'est un homme nouveau, pratiquement inconnu, M. Alexis Vovry, que le P.S. a envoyé au « casse-pipe » dans ce canton de Narbonne. L'opposition, qui soutient M. Hubert Mouly à Narbonne, est en lice dans quinze cantons sur les dix-sept renouvelables (à Saint-Hilaire et à Faissac, seule la majorité sera représentée avec un socialiste sortant opposé à un communiste). Bien qu'elle ne présente qu'un candidat par canton sous l'étiquette Union de l'opposition, ses chances sont très faibles. A Castelnaudary, M. Cassabon, qui fut député de 1968 à 1973, aura du mal à récupérer le siège que lui avait pris, il y a six ans, son rival socialiste, M. Henri Dolny. L'autre leader gaulliste andois, M. Raymond Châtea, est peut-être un peu mieux placé à Carcassonne, où il peut tirer avantage du duel qui oppose le conseiller général communiste sortant, M. Pierre Mofre, à M. Fernand Ancey, maire sortant de la ville. Ce dernier, devenu maire au printemps après le décès de son collègue, Antoine Gayraud, avait raté, en juin, son entrée au conseil général.

M. Mofre l'avait coiffé sur le poteau. Il tente à nouveau sa chance. Un deuxième échec n'améliorerait guère l'image de marque d'un maire qui affiche une hostilité envers le parti communiste et qui, s'il est habile gestionnaire, n'a pas la popularité de son prédécesseur. Excepté à Quillan, où le maire de la ville, M. Paul Mullet, peut inquiéter M. Pierre Bastié, sénateur socialiste, conseiller général sortant, l'opposition, dans tous les cantons restants, devra se contenter d'un rôle de figurant.

La compétition se situera surtout à l'intérieur de la majorité où, au premier tour, dans tous les cantons, socialistes et communistes vont compter leurs voix. Le P.C. qui, depuis quelques années, grignote patiemment les positions socialistes, ne peut certes renverser la tendance. Mais si, à Conques, le conseiller général communiste, M. Félix Roquefort, constamment réélu depuis la libération, est assuré de l'emporter une fois de plus, d'autres candidats de ce parti pourraient créer la surprise. C'est ainsi que, outre le maire de Carcassonne, deux autres notables socialistes sont particulièrement visés : M. André Baurat, à Carcassonne II, contre lequel se présente M. Henry Garau, secrétaire fédéral du P.C., et M. Robert Bedoc, maire de Limoux, qui aura affaire non seulement à la candidate communiste, Mme Marie-Jeanne Rivera, mais aussi à l'unique candidat radical de gauche du département, M. Englebert Tournié.

Un seul des cinquante-deux candidats se réclame d'un mouvement écologiste : il s'agit de M. Bernard Gils, qui a décidé d'affronter dans son propre fief, à Montréal, le député socialiste, M. Joseph Vidal. Ce dernier, qui se veut le pionnier de l'énergie solaire dans le département et qui a toujours manifesté son opposition aux centrales nucléaires, est devenu la bête noire des écologistes locaux depuis qu'il a approuvé le programme énergétique du gouvernement.

En tout état de cause, le pouvoir socialiste dans l'Aude n'est guère menacé. Le président du conseil général, surtout M. Robert Capdeville, dont le siège n'est pas renouvelable, est d'ores et déjà assuré de conserver sa présidence. — B. R.

HÉRAULT : les socialistes sur deux fronts

De notre correspondant

Montpellier. — La lutte pour les vingt-trois cantons renouvelables sera strictement triangulaire : P.C., P.S. et opposition toutes tendances confondues. C'est très net dans les cantons ruraux, où vont s'affronter seulement les trois représentants de ces forces politiques. A Béziers et à Montpellier, le nombre de candidats augmente. Le P.S.U., le Front national, des candidatures isolées faisaient référence au socialisme, à l'écologie ou à l'opposition, sollicitent les suffrages, mais leurs chances de réussite sont très minces.

Un fait paraît certain : la prépondérance du parti socialiste persiste dans le département. La seule question qui peut se poser est de savoir si, moins d'un an après l'élection présidentielle et les législatives, elle sera accentuée. Les socialistes combattent sur deux fronts : contre les candidats de l'opposition, spécialement à Montpellier, et contre les communistes, spécialement dans les cantons ruraux.

C'est à Montpellier que la lutte sera sans doute la plus chaude et la plus politisée. L'élection peut s'y jouer à quelques dizaines de voix, comme lors des précédents scrutins cantonaux. Aux dernières législatives, le P.S. avait enregistré des résultats très favorables. Dans le premier canton, M. François Delmas, ancien secrétaire d'Etat à l'environnement, n'avait devancé que de 145 voix M. Georges Fréché, maire de la ville, élu député. Dans le deuxième, le P.S. atteignait plus de 51 % des suffrages. L'avantage était plus net encore dans le quatrième

canton tenu par l'un des siens, et dans le sixième qu'il veut, cette année, arracher à M. Willy Dimeglio (P.R.), considéré comme le dauphin de M. Delmas. Dans ces cantons, le P.S. dépassait respectivement 53 et 54 % des suffrages.

Les urnes seront certainement, dans ces cas précis, un bon baromètre de l'état de grâce. Ce scrutin se caractérise, d'autre part, par l'effacement des « anciens ». Plusieurs conseillers généraux ne se représentent pas, notamment à Montagnac, M. Charles Allès, ancien sénateur socialiste ; à Gignac, M. Gilbert Senes, député socialiste ; à Béziers, M. Pierre Brousse (rad.), ancien ministre, et à Montpellier, M. Robert Nothac (P.R.). Le retrait de M. Nothac a pour but de permettre à M. François Delmas de briguer à nouveau un siège qu'il a décliné pendant plusieurs mois. L'ancien secrétaire d'Etat aura pour adversaire M. André Lévy (P.S.), professeur à la faculté de médecine, adjoint au maire de Montpellier.

Avec le retrait de M. Allès, doyen de l'assemblée départementale, une des dernières figures de la libération s'efface. Après son départ, il ne restera plus à l'assemblée comme représentant régulièrement réélu de la Résistance que M. Paul Balaigues (P.C.), député, maire de Béziers, si, bien entendu, les électeurs d'Agde renouvellent à celui-ci leur confiance. — R. B.

LOZÈRE : la bataille de Mende

De notre correspondant

Mende. — Quarante-quatre candidats, dont deux sortants, sont en lice pour les treize sièges à pourvoir, mais le scrutin ne bouleversera pas l'univers politique lozérien. L'opposition investit ou soutient des candidats uniques dans dix cantons, mais à Mende-Sud et à Saint-Chély des primaires auront lieu entre l'U.D.F. et le P.R. Le P.C. présente des candidats dans tous les cantons, le P.S. dans douze. Un seul conseiller général sortant, M. Pierre Couderc, U.D.F., maire de Mende, n'est pas candidat. Il avait démissionné en novembre 1981, à la suite de la création de deux cantons à Mende. C'est dans cette ville que la bataille est la plus âpre et l'issue la plus incertaine. A Mende-Sud, l'opposition a de fortes chances de l'emporter. Ses deux candidats seront M. François Brager, U.D.F., et Jean-Claude Mourgues (au P.R.). A Mende-Nord, le résultat des cantonales constituera un test décisif avant les élections municipales.

Sont en compétition, M. Raymond Fabre (P.S.), conseiller municipal, adjoint au maire, et M. Henri Trémolet de Villers, ancien maire de Mende, ancien député, conseiller municipal et candidat indépendant. Parmi les conseillers généraux sortants, le seul qui risque d'être mis en difficulté est M. Auguste Roudil (mod.), opposé à Grandrieu, à Mlle Pages (U.D.F.), et à MM. Roger Durand (P.S.), André Chazal (mod.), et Jacques Beluch (P.C.). Dès le premier tour, seront vraisemblablement réélus MM. Jacques Blanc, secrétaire général du P.R., et conseiller général de La Casse, Jules Roujon, sénateur U.D.F., conseiller général de Marvejols, et Joseph Campert, U.D.F., conseiller général du Bleymard et président de l'assemblée départementale, où l'opposition déclinait, jusqu'à présent, dix-neuf sièges sur vingt-quatre. — J.-M. G.

Quarante-six candidats autonomistes en Bretagne

De notre correspondant

Rennes. — Autonomiste et socialiste, fondée en 1964 par une poignée d'étudiants et d'enseignants, l'Union démocratique bretonne est aujourd'hui la troisième composante de la majorité en Bretagne où elle compte une quarantaine d'élus municipaux et un conseiller général. Souvent victime d'un « vote utile », à l'occasion des législatives (quelque 20 % des suffrages en 1978 et en 1981), l'U.D.B. est plus à l'aise sur le terrain des cantonales (4,46 % des voix en 1973, 5,27 % en 1976, 7,5 % en 1979). Elle présente cette année quarante-six candidats, dont le chanteur Gilles Servat, dans le canton de Nantes-VIII au lieu de trente-quatre en 1979.

Outre sa volonté de « battre la droite et ses notables coloniaux », l'U.D.B. s'inscrit, à l'occasion de la prochaine consultation, critique de « l'autoritarisme du parti socialiste » qui, déclare M. Henri Gourmelon, responsable des relations extérieures, « aurait tort de ne pas considérer à leur juste valeur les soutiens réels de la majorité en Bretagne ». Et de souligner que c'est l'U.D.B. qui a permis en mars 1977

à la gauche d'emporter des villes comme Nantes ou Brest.

Dans les domaines culturels, économique et social, l'U.D.B. évoque la déception des Bretons qui ne constatent guère les effets du changement, tant sur la politique de l'énergie qu'au niveau institutionnel. L'U.D.B. comprend mal que le gouvernement n'applique pas à cette région le raisonnement mis en avant pour la Corse, alors que, dans les deux cas, se retrouvent « la colonisation économique et la négation de l'existence nationale d'un peuple ».

Tout en se défendant de se tromper d'adversaire, « battre la droite est un préalable », assure-t-elle, l'U.D.B. entend bien non pas « le censeur du parti socialiste » mais « la force politique qui l'oblige à prendre en compte sur chaque point la situation réelle du peuple breton ».

CHRISTIAN TUAL

N.D.L.R. — Le Monde a analysé la situation dans les départements de la région Bretagne dans son numéro daté du 2 mars 1982.

En Languedoc-Roussillon, la seule question qui se pose véritablement est de savoir si le parti socialiste, dont l'influence traditionnelle s'est encore accrue au printemps dernier, puisqu'il compte désormais dix députés sur seize, peut prétendre progresser davantage. Le parti communiste fait, pour sa part, un gros effort, notamment dans le Gard, pour reconquérir le terrain qu'il a perdu aux législatives dans plusieurs zones de la région, tandis que l'opposition en est réduite, sauf en Isère, à des résistances ponctuelles. C'est dans les Pyrénées-Orientales, où le maire de Perpignan, M. Paul Alduy,

membre du Mouvement démocrate socialiste, tente de reconquérir un siège perdu en 1976, que les socialistes mènent le plus intensément campagne pour essayer de prendre la présidence du conseil général. M. Pierre Mauroy devait d'ailleurs se rendre à Perpignan vendredi 12 mars pour soutenir ses camarades catalans, et en particulier leur nouveau député, Mme Renée Soum, élue en juin aux dépens de M. Alduy, qui participe à la compétition en songeant aux prochaines municipales.

PYRÉNÉES-ORIENTALES : le retour de M. Alduy ?

De notre correspondant

Perpignan. — Dix-sept sièges sont à pourvoir dans le département des Pyrénées-Orientales, où le remodelage a créé cinq nouveaux cantons. Ils sont brigués par soixante-huit candidats, dont douze femmes et quatorze maires. Parmi ces derniers, M. Paul Alduy, maire de Perpignan, tentera de récupérer le siège qu'il avait perdu en 1976 quand, député et membre du parti socialiste, il avait refusé l'alliance avec les communistes dans le cadre du programme commun de la gauche, ce qui lui avait valu d'être exclu du P.S. après le scrutin. Victime du flux socialiste de juin dernier, M. Alduy, qui est devenu membre du Mouvement démocrate socialiste, a centré sa campagne sur la gestion, les réalisations municipales et une farouche volonté de voir la ville de Perpignan correctement représentée au conseil général. Le chef-lieu catalan, en effet, représente la moitié du département en population et en ressources fiscales.

La rupture intervenue il y a quelques mois entre le maire et M. Jacques Farran (mod.), ancien premier adjoint, conseiller général non renouvelable, a montré que M. Alduy préférerait être lui-même le représentant de sa ville à l'assemblée départementale.

Le nouveau député socialiste, vainqueur du maire de Perpignan en juin dernier, M. Renée Soum, est entré dans la compétition afin de donner à la campagne de son parti le plus d'effet dynamique possible. Si la poussée socialiste du printemps se confirmait, l'assemblée départementale pourrait basculer à gauche et ouvrirait à M. Soum, cette fois, l'accès à la présidence du conseil général, et le meilleur des tremplins pour se préparer à affronter M. Alduy aux élections municipales de 1983.

A l'exclusion d'un canton — celui d'Elne, — où le conseiller sortant,

M. Narcisse Planas, ex-communiste, a obtenu le soutien de son ancien parti et affronte un candidat unique de l'opposition, des primaires auront lieu dans tous les cantons entre le P.S. et le P.C., qui appliqueront la règle du désistement réciproque. En revanche, le masque d'accord préalable entre le M.R.G. — qui présente trois candidats — et le P.S. pourrait être à l'origine de difficultés au sein de la gauche.

Les candidats de droite, et plus spécialement ceux qui sont étiquetés « modérés », espèrent ainsi profiter de certaines « bavures ». Dans le canton nouveau de la Côte radiée, le conseiller sortant, M. Parrot (P.C.), risque d'être inquiété par M. Olibo (soc. ind.), qui pourrait recueillir, grâce à sa notoriété, à la fois des suffrages de droite et de gauche, notamment parmi les anciens républicains espagnols. De même, dans le canton de Perpignan-Centre, le conseiller sortant, M. Camo, actuellement R.P.R., après avoir été membre du P.R., paraît en mesure de conserver son mandat. Ce qui lui permettrait de préparer une succession « douce » à l'un de ses challengers, M. Courty, conseiller municipal de Perpignan, qui se présente sous l'étiquette locale d'« aldyste ».

Dans le canton de Céret, le doyen de l'assemblée sortant, M. Sagelohi (P.S.), quatre-vingt-trois ans, maire de la localité, ne se représente pas et son départ a créé une aspiration dans laquelle se sont engouffrés six candidats. Quoi qu'il en soit, la présidence du conseil général est en jeu. Le président sortant, M. Grégory, sénateur (mod.), non renouvelable et écarté des affaires par la maladie depuis de longs mois, de même que le vice-président, M. Malé (M.R.G. de fraîche date), pourraient être les victimes d'une nouvelle avancée socialiste. — J.-C. M.

GARD : pugnacité communiste

De notre correspondant

Nîmes. — Détenant de vingt des quarante-trois sièges du conseil général sortant, le P.S. ne doit qu'au ralliement à son groupe de deux radicaux de gauche de détenir la majorité face aux quatorze communistes, aux quatre U.D.F. et aux trois modérés qui complètent l'éventail politique de l'assemblée. Une majorité que le président, M. Baumet, sénateur et son élu-major de parlementaires, M. Rouvière, sénateur, et MM. Benedetti et Journet, députés, entendent non seulement préserver mais conforter. Ce programme, soutenu très activement par Mme Georgina Dufour, secrétaire d'Etat, pourrait paraître ambitieux, compte tenu de la pugnacité avec laquelle le P.C. (qui a perdu en juin deux sièges de députés au bénéfice de son allié de gauche) a abordé cette consultation, et de la volonté des partis de l'ancienne majorité de s'installer moins symboliquement dans la future chambre haute.

Le P.C. a estimé que la création de deux nouveaux cantons — le sixième de Nîmes et celui, semi-rural, de Vistrenque dans la couronne sud de la préfecture — était inévitable. Deux autres cantons à Nîmes et un à Alès lui auraient sans doute offert des possibilités de fortifier sa représentation. Mais le ministre de l'Intérieur répugne à de telles générosités. C'est donc en milieu rural que la lutte s'est engagée, d'autant plus qu'un au moins des trois cantons n'ont renouvelables n'est pas véritablement une chasse gardée. La venue de M. Marchais, le 26 février, n'a pas révélé un enthousiasme défilant des militants communistes gardois malgré la perfection de l'opération de sensibilisation mise sur pied par M. Jean-François Meyer, premier responsable du parti dans le Gard. La fédération communiste a donc décidé de porter tous les efforts sur les points chauds menacés, où elle peut prétendre conquérir, au détriment des cantons où le parti n'a aucune chance véritable. Sa campagne est très active à Alès-Sud-Est, à Beauchamp, où son candidat, M. Bernard Deschamps, ancien député, croit pouvoir garder le siège que lui abandonne le maire, M. José Boyer, à Nîmes-I, dont l'environnement est bien défendu par deux candidats écologistes, dont la fraternité n'est pas sans faillir, et où le siège de M. Fayet, adjoint communiste au maire, vacille sous les coups de boutoir de deux « jeunes loups », MM. Bruguierolles (P.S.), et Andrieu, candidat de l'opposition, à Nîmes-VI, nouveau canton, où M. Clary, un enseignant communiste, se fait traiter de « parachuté » par les tenants de M. Sigal, un enseignant socialiste ; à Saint-Hippolyte-du-Fort, où M. Léonard, enseignant communiste et poète, est attaqué vigoureusement, à droite, par M. Teissier du Cros, qui imprègne sa campagne des méthodes strictes du Conseil d'Etat, dont il émane.

A Nîmes, surtout, la campagne a un fort avant-goût de municipales. C'est ainsi que le P.S. n'a pas dénoncé en plein conseil municipal le mariage de M. Schwartz, adjoint au maire, candidat dans la campagne Nîmes-II, par des couleurs d'affiches nocturnes et officiellement anonymes. De l'autre côté de la scène politique, l'étiquette commune « opposition », qui rassemble anciens U.D.F. et R.P.R., recouvre des démarches mal coordonnées.

A Aramon, M. Poudevigne, ancien député C.D.S., défend son siège contre les attaques de M. Julian, adjoint socialiste du maire de Nîmes, chargé des affaires culturelles.

A Saint-Gilles, le candidat R.P.R., M. Olivier Lapiere vient compliquer la tâche de M. Louis Girard, indépendant, conseiller sortant, installé de père en fils dans le canton.

A Vauvert, l'électorat modéré a le choix entre un R.P.R., un libéral et deux écologistes, ce qui n'inquiète pas outre mesure le socialiste sortant, M. Richard.

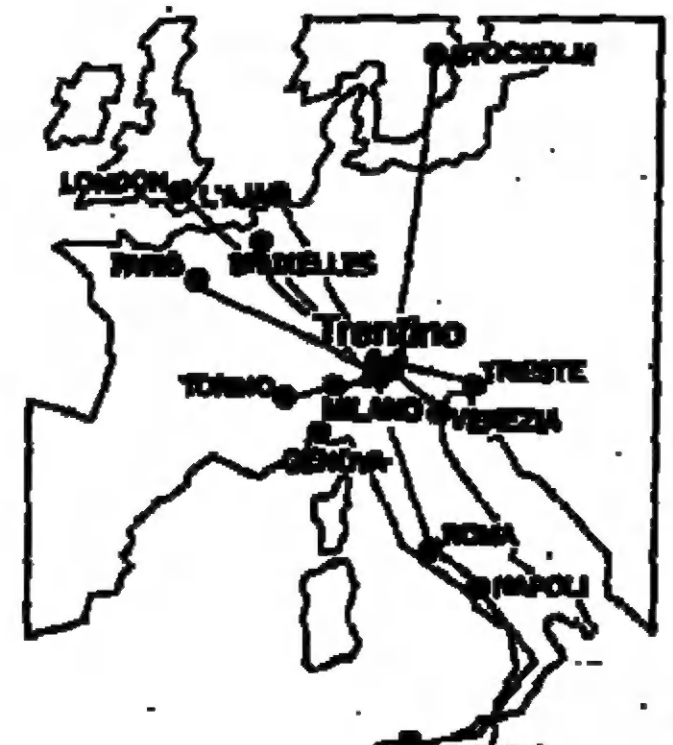
Enfin, on constate que le nouveau canton de Vistrenque est fort convoité par le P.S. puisque son candidat, M. Pierre Barrière, a reçu l'aide de plusieurs membres du gouvernement. On dénombre au total quatre-vingt-cinq candidats, dont trois femmes, quatre écologistes et, signe des temps, seulement deux candidats de Défense des intérêts cantonaux. — J.-C. L.

Pour votre
DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 208 10-30

Des vacances dans
LE TRENTINO
DOLOMITES LAC DE GARDE
c'est aussi... la santé.
Grand air absolument pur.
Ambiance idéale en toute saison
pour se débarrasser de la tension
et de la pollution de la vie en ville.
Eaux thermales, forêts, 290 lacs, calme.
Accueil et équipements spécialisés.

Pour renseignements:
OFFICE NATIONAL ITALIEN
DE TOURISME (EN.I.T.)
Paris 75002 - 23, Rue de la Paix
Tel. 266-56-58
06048 Nice Cedex
14, avenue de Verdun, tel. 57-75-81.

PROVINCIA AUTONOMA
DI TRENTO
Assessorato al Turismo
C.so III Novembre 132
38100 TRENTO - Tel. 980000



Pour tout renseignement, programmes et réservations
adressez-vous à votre agence de voyage.

ARCHITECTES
Copies couleurs
10 av. Daumesnil
75013 PARIS 13^e

POLITIQUE

LE RENOUVELLEMENT DES CONSEILS GÉNÉRAUX

En dépit de l'absence d'« enjeu national », le scrutin est très « politisé »

Quelque 18 900 000 électeurs de métropole et d'outre-mer sont convoqués, dimanche 14 mars, pour le premier tour des cantonales, destinées à pourvoir 2 029 sièges de conseillers généraux. Ces sièges se répartissent ainsi : 1 766 en métropole et 84 outre-mer appartenant à la série renouvelée les 7 et 14 mars 1979, 14 en métropole faisant partie de la série renouvelée les 10 et 25 mars 1979 sont vacants du fait du décès ou de la démission de leurs titulaires, et 185 en métropole sont issus du découpage de la carte cantonale.

Première consultation depuis l'élection présidentielle des 28 avril et 10 mai et les législatives des 14 et 21 juin 1981, le scrutin prend valeur de test, même s'il ne concerne qu'un peu plus de la moitié du corps électoral.

Dix mois après son installation, le gouvernement — et M. Defferre le premier — considère que les résultats donneront une « indication » sur l'état de l'opinion mais ne pourront « en aucun cas être un contre-test » aux dernières législatives, dit le premier tour avait donné à la gauche socialiste et radicale de gauche 37,5 % des voix. Ce score exceptionnel ne doit pas, estiment les socialistes, servir de référence. Ainsi M. Poperen, au micro de R.T.L., jeudi 11 mars, a-t-il assuré : « Ces législatives concernent un autre type d'élections. Tout le monde sait bien qu'il s'agit, dans la foulée de l'élection présidentielle, d'un des moments d'exception [...] qui nous a situés au-dessus de notre niveau moyen supérieur. » Pour le numéro deux du P.S., le scrutin devrait marquer, « en votant en sièges, la consolidation de la majorité et particulièrement celle de son parti ».

On comprend d'ailleurs que l'opposition préfère rester comme référence le scrutin de juin. Il s'agit pour elle de manifester sa remobilisation. Elle avait reçu comme un encouragement son quadruple succès aux législatives partielles du 17 janvier : elle y avait vu un indice sérieux du mécontentement et du désenchantement d'une partie de l'électorat, peu convaincu des bienfaits du changement. Elle en attend la confirmation et, pour ce faire, elle n'a pas hésité à « politiser » la campagne. Chacun,

au R.P.R. comme à l'U.D.F., a répondu à considérer les cantonales comme la simple désignation d'administrateurs locaux, même si nombre de ses représentants, comptant d'abord sur leur implantation et leur image personnelle au niveau local, ont tendance à mettre leur « drapeau » dans leur poche.

A l'inverse des précédentes consultations de ce type, le nombre de candidats se réclamant de l'opposition et ne se prévalant que de la seule défense des intérêts cantonaux est sensiblement en baisse. Moins de candidats donc. En 1975 et en 1979, le nombre moyen des candidats par canton était supérieur à 4, il est cette fois de 3,8.

Selon le ministère de l'Intérieur, les candidats en lice en métropole et outre-mer se répartissent ainsi : 254 extrême gauche, 1 977 communistes, 1 897 socialistes, 249 radicaux de gauche, 301 « divers gauche », 914 U.D.F., 885 R.P.R., 1 018 « divers droite », 65 extrême droite et 177 écologistes.

Le parti communiste, s'il n'a officiellement que 1 937 candidats en métropole, est en fait présent dans tous les cantons par le soutien qu'il apporte à des personnalités qui lui sont proches.

En métropole, le parti socialiste ajoute au nombre officiel de ses représentants 21 candidats qu'il considère comme lui étant apparentés. Trente-cinq radicaux de gauche ne se voient pas opposer de socialistes. Le P.S. apporte son soutien à 14 « divers majorité », dont des représentants du Mouvement des démocrates, et 2 P.S.U. Dans 16 cantons, où il est trop faiblement implanté, il sera purement et simplement absent.

U.D.F. a investi ou soutient 1 864 candidats, dont 599 R.P.R. et 891 de ses adhérents, soit 1 490 candidatures uniques. Dans les 394 autres cantons, il y a 232 primaires officielles U.D.F.-R.P.R., 102 primaires U.D.F.-divers modérés.

Les chiffres donnés par le R.P.R. sont légèrement différents. Le décompte établit à 1 500 le nombre des candidats uniques, dont 587 R.P.R. Au total, le Rassemblement évalue à 881 le nombre des

candidats R.P.R. et apparentés, dont 294 participant à des primaires.

La CNIP n'a participé aux négociations U.D.F.-R.P.R. et n'a établi d'accord tripartite que dans une quarantaine de départements. Le Centre national des indépendants et paysans a dénombré quelque 200 de ses représentants, dont une centaine ne se voient opposer ni U.D.F. ni R.P.R. Il participe à une cinquantaine de primaires organisées.

L'U.D.F., ayant participé en tant que telle aux négociations avec le R.P.R., chacune de ses composantes se montre réticente à divulguer la liste de ses propres candidats. Le parti républicain revendique 577 représentants dont 133 sortants (40 des siens ne se représentant pas). Le C.D.S. s'attribue quelque 300 candidats, le parti radical une centaine et le M.E.S. « une bonne centaine ».

120 députés et 80 sénateurs

Sur les 1780 conseillers généraux sortants de métropole, 331 ont décidé de ne pas solliciter le renouvellement de leur mandat. Parmi eux, figurent un certain nombre d'élus qui ont gravement ou radicalement décliné la vie publique, mais aussi des élus qui entendent limiter le cumul des mandats. Cent vingt députés et 80 sénateurs sont candidats. Quarante-cinq des 105 sièges de présidents de conseil généraux sont soumis à renouvellement.

La majorité, qui détiendait 44 présidences, enregistre suffisamment de sièges pour en gagner quelques-uns supplémentaires. Elle vise no-

tamment les quatre départements où l'opposition et la majorité, étant à égalité de sièges, le président du conseil général a été élu au bénéfice de l'âge. C'est le cas dans l'Aisne, les Ardennes, la Corrèze et la Somme. Dans l'Ardèche, où elle est majoritaire en sièges, la gauche a pu confirmer son avantage aux dépens de M. Henri Torre (U.D.F.-R.P.R.).

Quant à l'opposition, le vote blanc de M. René Haby (U.D.F.-R.P.R.) en 1979 avait donné la présidence de la Meurthe-et-Moselle à M. Poltan (P.C.).

Les situations « paradoxales » devaient être réglées lors de la désignation des futurs présidents. Ces derniers seront dotés, avec la loi de décentralisation, de nouveaux pouvoirs, jusqu'à devoir aux préfets. L'élection de ces « nouveaux patrons du département » constitue un enjeu supplémentaire qui renforce l'intérêt du scrutin.

En enregistrant des gains substantiels lors des cantonales de 1976 et de 1979 et les municipales de 1977, la gauche avait tiré profit, sous le septennat précédent, de l'attitude de l'électorat lors des consultations locales. Il lui reste à faire la démonstration que son propre électorat peut lui être fidèle et ne profite pas de l'absence d'enjeu national pour se démolir. L'ancienne majorité avait parfois souffert de la désaffection qui touche les partis au pouvoir, soit pour lancer un « avertissement » sans frais au gouvernement.

ANNE CHAUSSEBOURG.

M. MARCHAIS : le scrutin n'est pas de nature à modifier l'échiquier politique

Interrogé sur Europe 1, jeudi 11 mars, M. Georges Marchais a fait deux observations au sujet des déclarations du président de la République sur le déficit budgétaire. « La première, a-t-il dit, c'est que nous pouvons faire des économies en matière budgétaire, mais pas par rapport aux mesures de progrès social qui ont été décidées. En revanche, je pense que nous devons trop dépenser pour les dépenses de dépenses publiques alors qu'elles ne sont pas créatrices d'emplois. Là, il y a à faire. Deuxième observation : l'absence de la question de la procédure à la fois, ce qui est une question de procédure, ce qui est une question de procédure, ce qui est une question de procédure ».

Le secrétaire général du P.C.F. estime que M. Marchais a tenu le langage que M. François Ceyrac, son prédécesseur à la tête du C.N.F.P., « a été blanc bonnet et bonnet blanc », a-t-il dit. « Il a dit : je ne fais pas de débat d'opposition simple et pouvoir d'achat ».

M. Marchais a déclaré que l'affirmation selon laquelle « les pouvoirs politiques (...) ne reposent sur absolument rien de sérieux ».

« Il reste de graves problèmes à résoudre »

Saint-Etienne. — M. Marchais s'est adressé à quelque trois mille personnes, jeudi 11 mars, à Saint-Etienne, où il était venu soutenir les dix-neuf candidats communistes aux élections cantonales dans la Loire. Le secrétaire général du P.C.F. a notamment estimé que « le gouvernement et la majorité ont été décevants ». « Nous sommes, a-t-il dit, qui reste de graves problèmes à résoudre ». Le premier d'entre eux étant celui de l'emploi. M. Marchais a préconisé de « développer la production nationale, industrielle et agricole dans son ensemble, ce qui suppose de produire français ».

et de reconquérir le marché intérieur ». C'est à cela que, se refusant le patronat aujourd'hui, a-t-il ajouté, et c'est à cela qu'il faut le contraindre.

M. Marchais a déclaré, ensuite, que tout ce qui peut compromettre le pouvoir d'achat est injustifiable, non seulement humainement, mais économiquement, car il ne peut y avoir relance de la production sans relance de la consommation et, donc, relance du pouvoir d'achat.

Le secrétaire général du P.C.F. a expliqué que le renouveau des cotisations de Sécurité sociale et le fait que le pouvoir d'achat des salariés n'ait pas augmenté entraînent un essoufflement de la reprise. Celle-ci, a-t-il dit, doit être entretenue et financée par un resserrement de la hiérarchie des salaires en relevant d'abord les plus bas. — (Cor.)

DE M. MAUROY - A M. FABIUS

Le pouvoir réagit à ce qui lui semble être « une tentative de déstabilisation »

M. Pierre Mauroy a donné le ton, jeudi soir 11 mars à Marseille, de la contre-offensive de la majorité en vue du scrutin cantonal. Face aux vives attaques de l'opposition, le premier ministre s'est montré « moins viril » que dans une bien connue « note, calmée des faits divers artificiellement transformés en affaires politiques ».

La nécessité et les modalités de cette « contre-offensive » avaient été auparavant débattues jeudi matin au cours du petit-déjeuner qui réunissait chaque semaine quelques responsables socialistes autour du président de la République (M.M. Mermas, Joxe, Jospin, Quilès, Poperen et Fabius). M. Mitterrand s'était en outre longuement entretenu avec son premier ministre dans la matinée.

La conviction du chef de l'Etat est en effet que l'on assiste à une opération de grande envergure destinée à déstabiliser la gauche, et que celle-ci se développe méthodiquement, grâce à certains relais dont dispose l'opposition. M. Mitterrand a donc invité les responsables socialistes à y répondre, et demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires : M. Mauroy a été sur ce point explicite (voir page 22).

Outre les « affaires », le premier ministre a répondu sur tous les autres terrains où l'opposition cherche à se faire entendre. L'idée d'une omnipotence syndicale en soulignant qu'un tel argument « traduit une méconnaissance des réalités de la vie sociale française ». Les Français sont insuffisamment organisés, a-t-il expliqué, trop peu d'entreprises adhèrent à leurs associations professionnelles, trop peu de salariés se syndiquent.

Répondant à M. Jacques Chirac, qui lui avait reproché de céder à la pression des syndicats, le premier ministre a indiqué :

« Qui a, depuis des années, dirigé en réalité le ministère de l'Agriculture ? En fait, ce sont certains dirigeants d'une organisation syndicale ? Et certaines des difficultés que nous avons rencontrées avec cette organisation ne découlent-elles pas justement du fait que nous avons décidé de mettre fin à cette situation ? C'est donc la gauche qui, par ses responsabilités, ne sont les autres qui déstabilisent. Gaston Defferre vient d'en apporter la preuve dans son secteur ».

Après avoir estimé qu'il n'y avait pas de « test sérieux » au sujet des élections cantonales, car « nous ne pouvons pas nous permettre de nous laisser entraîner par la situation », M. Mauroy a regretté que l'opposition, plutôt que de « prendre sa part de l'effort collectif » et d'élaborer un programme, préfère « prêter la main et la division », attaquer « les hommes plutôt que les idées ».

Le premier ministre a conclu en affirmant que les Français « montreront dimanche, en op-

payant la majorité de gauche, qu'ils ne sont pas dupes ».

De son côté M. Laurent Fabius, qui a présidé, jeudi soir, deux réunions publiques, l'une à Rouen, l'autre à Toulouse, a estimé que l'opposition « masque » le fait qu'elle n'a pas de programme par « la violence du ton, un climat de trouble et de déstabilisation ». Le premier secrétaire du P.S. a dénoncé « la désinformation, le sabotage des fausses nouvelles pratiqués par une droite qui a vécu si longtemps dans les scandales qu'elle ne parvient pas à se débarrasser de ses habitudes ».

Appuyant M. Laurent Fabius, ministre du budget, qui participait au meeting de Rouen, est pris au président de l'U.D.F., M. Jean Lecanuet. Faisant allusion aux déclarations du maire de Rouen, qui l'avait qualifié de « ministre du déficit », M. Fabius a répliqué : « Je préfère être le ministre du budget que le haut-nain fatigué d'un ancien amateur de diamants ».

M. SÉGUIN (R.P.R.) DEMANDE LA DÉMISSION DE M. DELEIS

M. Philippe Séguin, député R.P.R. des Vosges, a adressé une question écrite au premier ministre pour lui demander « s'il confirme et reprend à son compte les propos stupéfiants tenus publiquement par M. Deleis, ministre du commerce et de l'artisanat, mardi 9 mars, à Montreuil-Château (Territoire de Belfort), propos qui rapporte la presse régionale » (1). M. Séguin souhaiterait savoir si ce ministre traduit l'opinion du gouvernement lorsqu'il déclare que « le seul homme d'Etat » au monde qui fasse sérieux à « côté de gens bryennes et du rigolo Bécasse », c'est François Mitterrand ».

Le député R.P.R. demande également si l'ensemble du gouvernement partage les regrets de M. Deleis « quant à la timidité de l'opération après la récente élection présidentielle, regrets exprimés en ces termes : « Pour atteindre les aspirations au changement du peuple, il aurait fallu, au lendemain du 10 mai, procéder à une plus grande libération des esprits, à la libération des esprits ». M. Séguin demande si le ministre qui a tenu ces propos, ne se sent pas « humilié » et si, en tant que ministre, il ne se sent pas « humilié » et si, en tant que ministre, il ne se sent pas « humilié ».

M. Séguin demande enfin à M. Mauroy de lui faire savoir, selon lui, « un ministre qui laisse publiquement les chefs d'Etat de deux grandes puissances mondiales et déplore que des Français ne soient pas libérés pour l'opinion ne pourrait-elle pas se sentir ailleurs qu'en gouvernement de la France ».

(1) L'Est républicain, daté du 11 mars.

Les résultats à la radio et à la télévision

LE 14 MARS

Une grande partie des programmes de soir, les 13 et 21 mars, sera consacrée aux résultats des élections, par les radios et les télévisions.

• TF1 : La soirée du 14 mars débutera à 22 h 15. Les résultats seront analysés notamment par M. Roland Caron. Antenne 2 de M. Roger-Xavier Lantier, responsable du service politique de la chaîne, seront réunis des journalistes parisiens : MM. Henri Amoureux (Rhône-Alpes), René Andrieu, « l'Humanité », Pierre Charpy, « la Lettre de la nation », Claude Kestel, « l'Unité », Jean-François Kahn, « les Nouvelles Littéraires ».

• A2 et FRANCE-INTER avec le concours de la C.I.L.-Rouge-Well-Bull : les premières estimations seront données dès 20 heures. La présentation, les commentaires seront assurés par des journalistes de la station et de la chaîne, en liaison avec plusieurs grands quotidiens de province.

De 21 h 40 à 22 h 40, Antenne 2 procédera à une nouvelle estimation, avant de poursuivre son émission en compagnie de personnalités politiques.

• FR3 : La priorité sera donnée aux régions. Les stations régionales seront maîtres d'œuvre dans leur zone, et des « décrochages » sont prévus, de 20 h 30 à 21 h 40, puis de 21 h 30 à 22 heures. Ensuite, de 22 heures à 23 heures, des résultats seront donnés en direct des cantons, avec des reportages sur la

vie politique dans les principales villes.

• EUROPE 1 : La station commencera sa soirée à 19 heures. Quinze envoyés spéciaux seront présents dans « les points stratégiques » pour rencontrer les principaux candidats. Analyse des scrutins par M. Alain Duhamel, chroniqueur de la station.

• R.T.L. : De 20 heures à minuit, un programme « musique et informations non-stop » sera mis en place, avec également l'intervention d'envoyés spéciaux. Analyse des scrutins par Mme Colette Yama, de la Fondation des sciences politiques.

• R.M.C. : Les premières estimations seront données dès 20 heures, puis les résultats canton par canton.

LE 21 MARS

Plusieurs débats sont au programme. Le schéma des soirées sera identique à celui du 14 mars.

• TF 1 : La soirée débutera à 22 h 15. Une table ronde réunira MM. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., et un responsable communiste.

• A2 ET FRANCE-INTER : Analyse du scrutin au niveau national par diverses personnalités politiques.

• R.M.C. : Interview des principaux leaders politiques à partir de 20 heures, et commentaires de M. Pascal Perrineau, de la Fondation nationale des sciences politiques.

LES USA-POURQUOI PAS ?

1. SÉJOURS EN FAMILLE - JEUNES DE 14 A 20 ANS. ETE : région de Boston, Washington, Houston, Denver, Florida, Los Angeles, San Francisco/Cours, activités, excursions, visites.
2. VACANCES ET STAGES LINGUISTIQUES EN UNIVERSITÉS AMÉRICAINES. Pour Adultes Boston, New York, Berkeley et Miami.
3. BONS D'HÉBERGEMENT EN RÉSIDENCES UNIVERSITAIRES OU HOTELS.

Membre de l'UNOSEL

A découvrir et à réserver à F.S.L. 13, rue de Genève, 75007 Paris - Tél. : 01.42.22.22

F.S.L.

Souhaitez également recevoir votre brochure, albums linguistiques en Grande-Bretagne

Nom _____ Prénom _____ Age _____ Adresse _____

du 5 au 14 MARS 1982

île de chatou près de PARIS FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE ET AUX JAMBONS

organisée par : LE SYNDICAT NATIONAL DU COMMERCE DE L'ANTIQUITE ET DE L'OCCASION

tél. 770 88 78

ACCES DIRECT R.E.R. CHATOU

je vous attends au soleil de TUNISIE!

au SANGHO CLUB*** à ZARZIS (près de Jerba)

Quelques places sont encore disponibles pour la période des prochaines vacances scolaires (28 mars - 11 avril)

1 semaine de séjour 2 850 F

De PARIS à PARIS, en pension complète (boissons aux repas à discrétion) dans une vaste palmeraie verdoyante, les pieds dans l'eau !

1 semaine supplémentaire : 1150 F

• TENNIS et VOILE gratuits

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu 75001 PARIS ☎ 296.02.25 & 296.14.23

Documentation gratuite sur demande

NOM _____ ADRESSE _____

LA R

Sous le ver

Un certain

Saint-

LA RÉUNION

Sous le vent du changement

Seul département français de l'hémisphère sud, l'île de la Réunion frémisse intensément, depuis dix mois, sous le vent du changement politique intervenant dans notre pays. Un changement qu'elle avait reçu comme un choc, la majeure partie de son corps électoral ayant opté en mai dernier pour M. Giscard d'Estaing, qui avait recueilli 63,17 % des suffrages exprimés au second tour de l'élection présidentielle contre seulement 36,83 % à M. Mitterrand. Et un choc d'autant plus brusque que les adversaires des socialistes et des communistes, qui régnaient sans partage au sein des assemblées locales et à la tête de vingt communes sur vingt-quatre, ont toujours assimilé le vote en faveur de la gauche à une option séparatiste.

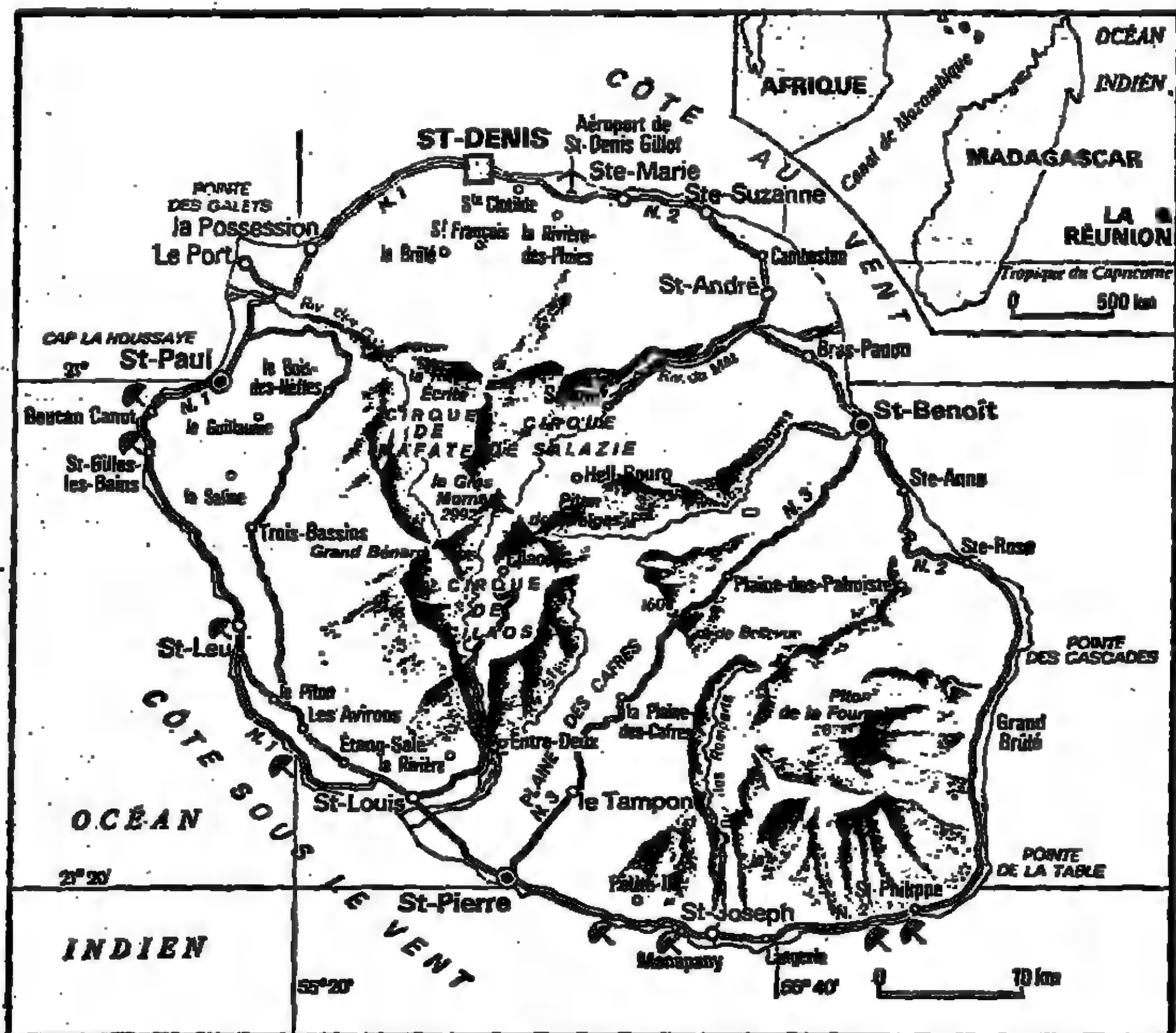
Exploités par une opposition plus virulente que dans les autres DOM, la crainte viscérale de l'abandon, née de l'histoire coloniale, s'y est nourrie du projet gouvernemental qui vise à appliquer la loi de décentralisation de façon particulière dans les régions monodépartementales d'outre-mer, en instituant dans chacune de celles-ci une assemblée unique élue au scrutin proportionnel.

Sous le vent du changement, la population réunionnaise est donc partagée : ceux qui voient dans ce projet une atteinte au statut départemental de droit commun éprouvent un frémissement de crainte ; ceux qui voient dans la réforme régionale la possibilité pour les Réunionnais de prendre directement en main la gestion de leur « pays », ressentent, au contrai-

re, un frisson d'espoir. La campagne pour les élections cantonales a vivifié la controverse.

Ce n'est pas la première fois que ce qui se passe dans l'Hexagone produit des résonances particulières sur ce rocher français de l'océan Indien. Sous le Directoire, l'Assemblée coloniale, créée dès 1790 par la Constituante — et qui était déjà une assemblée unique — avait été le théâtre d'affrontements violents entre les partisans de la République et les contre-révolutionnaires, à propos, notamment, de la mise en œuvre du premier projet d'abolition de l'esclavage. Au point que, à cette époque, c'étaient les conservateurs locaux qui revendiquaient l'indépendance.

Aujourd'hui, au nom du gouvernement, le ministre de l'Intérieur et le secrétaire d'État aux DOM-TOM, M. Henri Emmanuelli, s'emploient à convaincre l'ensemble de la population réunionnaise que le seul débat qui vaille de déclencher des passions est celui du développement économique et social d'une île qui souffre encore, malgré les énormes progrès accomplis sous la V^e République, des trois siècles de colonisation qu'elle a subis. Une île dont l'originalité est de constituer un exceptionnel carrefour de races et de religions mais dont la singularité est de présenter au monde l'image contrastée d'une communauté sociale où une partie de la population vit au niveau et au rythme de la civilisation occidentale alors qu'une autre connaît les misères des sociétés sous-développées du tiers et même du quart-monde.



Le volcanisme de 2 632 km² s'étend dans l'océan Indien, à 800 km à l'est de Madagascar, par 55°30' de longitude et 21° de latitude sud, la Réunion fait partie, avec l'île Maurice et l'île Rodrigues, de l'archipel des Mascareignes. À l'écart des grands axes de communication reliant le cap de Bonne-Espérance aux Indes et à l'Amérique-Orientale, elle fut découverte par les navigateurs portugais au seizième siècle. Ce furent les Français qui décidèrent de l'occuper, en 1665, Colbert ayant projeté de coloniser cette terre déserte, qu'on appelait alors l'île Bourbon, en la plaçant sous la règle de la Compagnie des Indes orientales, qu'il avait créée un an auparavant pour remplacer la Compagnie française de l'Orient. C'est cette dernière, fondée par Richelieu, qui avait pris possession de l'île en 1642 au nom du roi de France. L'île s'appelle la Réunion depuis 1793, après avoir reçu le nom de l'île Bourbon sous le Premier Empire. En forme d'écluse de 387 km de tour, elle entoure au pôle des Neiges (2 632 m.), volcan éteint. Le pôle de la Fournaise (2 632 m.), au sud-est du massif montagneux, est un volcan en activité. Avec 500 000 habitants environ, la Réunion est la plus peuplée des départements français d'outre-mer.

Un certain consensus face au défi du développement

Il est la saison chaude. Celle des pluies tropicales qui, en un instant, transforment chaque route en rivière. Celle des cyclones, constants menaces. En cette soirée de fin février, les torrents, déferlant des sommets de l'île, roulent des flots de boue vers l'océan. Mille cascades jaillissent de la falaise noire qui surplombe la route du littoral entre Saint-Denis et La Possession. Comme d'habitude, par ce temps, la circulation vient d'être interrompue à cause des chutes de rochers.

Pour regagner Saint-Denis, l'automobiliste doit emprunter la « route de la montagne ». Une heure de lacets. Puis, pour accéder au lieu-dit le Moutin, sur les hauteurs du chef-lieu, où se tient, ce lundi soir, la « réunion d'information » organisée par le président départemental du R.P.R., qui se présente aux élections dans le quatrième canton de Saint-Denis, il ne faut pas craquer l'embouteillage.

Le candidat, M. Marc Gérard, qui est ingénieur météorologue, a visiblement l'habitude de ces interpellations. Il est ponctuel au rendez-vous. L'épouse qui l'accompagne sous la tente de son hangar ferme aussitôt son parasol. Dans la salle de jeux attenante, les adolescents sont pris d'abandonner les billards électriques

pour se mêler à l'assistance. Il y a là une cinquantaine d'habitants de ce quartier populaire. Le candidat invite l'une de ses « supportrices » à ouvrir la « meeting ». La dame s'avance, souriante, élégante dans sa robe blanche imprimée de noir, un peu austère avec ses lunettes et son chignon luma. Elle va droit au but : « Marc Gérard, je le connais bien. Je connais son type et son caractère. C'est le monsieur qui ne ment pas. Vous pouvez voter pour lui en toute tranquillité. Mais, dans nos élections, c'est aussi le sort de la Réunion qui se joue. Si nous les perdons, tout est perdu parce que depuis le 10 mai le gouvernement est persuadé que nous voulons l'indépendance. Pour dire au gouvernement que les gens de Moutin ne veulent pas l'indépendance, il faut voter pour Marc Gérard. Lui, c'est le bon monde de la Réunion. »

L'autre « monde », le « mauvais », c'est bien entendu celui du parti socialiste et, surtout, celui du parti communiste réunionnais (P.C.R., autonomiste), tous deux accusés par la droite de vouloir des arrière-pensées séparatistes. Éternel discours machibéen de l'outre-mer qui réduit chaque compétition électorale à la question : institutionnelle oppo-

sant depuis 1946 les tenants farouches du statut départemental et les partisans d'une autonomie de gestion adaptée aux réalités locales. L'attitude électorale qui dramatise chaque échéance majeure afin d'amener l'électeur à se prononcer comme s'il s'agissait d'un référendum pour ou contre le maintien des liens avec la mère patrie.

Le cyclone économiste annoncé par la droite ne s'étant pas abattu sur la tête, la population, qui avait massivement soutenu M. Giscard d'Estaing, a vécu pendant quelques semaines dans l'expectative. Jusqu'au jour où le secrétariat d'État aux DOM-TOM n'a pas démenti que le gouvernement avait l'intention de répondre favorablement au souhait de la Fédération réunionnaise du P.S. visant à instaurer dans chacun des départements d'outre-mer un régime de décentralisation particulier. L'essentiel de ce projet consiste à remplacer les deux assemblées actuelles (conseil général et conseil régional) par une assemblée unique élue à la proportionnelle. Cette réforme est inscrite dans le Manifeste de Créteil (point 58) élaboré le 24 janvier 1981 par le P.S. réuni en congrès extraordinaire, pour servir de plate-forme élec-

torale au candidat socialiste à l'élection présidentielle. Depuis lors, M. Michel Debré, député R.P.R. de l'île, mène campagne au plan national à la tête des parlementaires hostiles au nouveau pouvoir. Localement, le mouvement de protestation est conduit par les amis du maire d'Amboise au premier rang desquels figure son suppléant, M. Auguste Legros (R.P.R.), maire de Saint-Denis, ainsi que par le président du conseil régional, M. Yves Barau (R.P.R.), président de l'association des maires, et par le président du conseil général, M. Pierre Lagourgue (U.D.F.), ancien député.

Le projet gouvernemental divise même les socialistes. Certains d'entre eux participent à la manifestation organisée le 11 décembre par l'Association Réunion-département français, qui rassemble à Saint-Denis une foule considérable — dix-sept mille personnes selon la police, quarante mille selon les organisateurs — sur le thème de l'attachement au statut départemental.

M. Gaston Defferre monte en première ligne pour essayer d'apaiser les esprits. Avant de quitter l'île, le 3 mars, il prononce la petite phrase qu'attendaient les « nationaux » les

plus conciliants : « La Réunion est un département français et elle le restera. » Il lance un appel au rassemblement de « tous les hommes et les femmes de bonne volonté qui veulent constituer une majorité pour travailler dans le cadre français ». Il fixe son objectif : isoler les « ultras » de droite et les « indépendantistes » de l'extrême gauche. En cette mission, c'est l'accompli.

Dans l'esprit de M. Defferre et Emmanuelli, les « ultras », ce sont surtout deux élus : le maire de Saint-Louis, M. Jean Fontaine, député non inscrit de la deuxième circonscription (Saint-Paul), proche de l'extrême droite métropolitaine, réélu en juin dernier grâce à un très mauvais report des suffrages socialistes sur la candidature du secrétaire général du P.C.R., M. Paul Vergès, membre de l'Assemblée européenne, maire du Port ; et le maire de Saint-Paul, M. Paul Bénard, sans étiquette « parce que les partis n'ont pas de programme », suppléant de M. Fontaine, et fondateur le 10 décembre dernier du Front militant départementaliste (F.M.D.), qui voudrait rassembler contre le projet gouvernemental « toute la famille antirépublicaine ».

Le R.D. : « Les DOM, pour le parti socialiste, ne sont considérés que comme des anachronismes politiques, des non-sens économiques, des bombes sociales à retardement. Leur accès à l'indépendance s'inscrit dans l'avenir et il est inévitable. » Pour eux, il ne fait aucun doute non plus que, pour parvenir à ces fins perverses, le P.S. réunionnais pas à déployer des tactiques de machiavélisme, « attendez que, pour les socialistes, les peuples des DOM, et le peuple réunionnais en particulier, l'indépendance soit ou tard (...) que, tôt ou tard, on sera obligé d'accepter que ces départements deviennent indépendants (...), qu'il faut accorder l'indépendance politique à un pays, à un peuple, dès qu'il la réclame, car un pays trop longtemps maintenu en tutelle, cela veut dire guerre et rupture des liens économiques et politiques de l'accès à l'indépendance et la perte de l'influence diplomatique dans la région concernée (...), attendez que l'influence française dans l'océan Indien est la meilleure garantie de son assise internationale de demain ».

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 12.)

Saint-Denis de La Réunion

- Modèle de complémentarité sociale, raciale, religieuse (équilibre urbain / rural ; mélange harmonieux de races, de cultures et de cultes)
- Capitale culturelle, économique et administrative (centre culturel, zones artisanales et industrielles, centre commercial...), un cadre vivant et motivant pour l'implantation d'activités diverses, en prise directe tant avec la Métropole et l'Europe qu'avec l'Afrique et l'Océan Indien.
- Site attractif, fonctionnel et d'accès facile pour les touristes (équipement hôtelier, casinos, bâtiments historiques, promenades et randonnées en montagne...)

SAINT-DENIS Cité tropicale aux charmes créoles, Capitale moderne d'une île en développement, attend votre visite !

Pour tous renseignements, s'adresser à :
HOTEL DE VILLE DE SAINT-DENIS
Tél 19 (262) 21.33.12

"PRAETER OMNES, ANGULUS RIDET"
(Plus que tous les autres, ce petit coin de terre me sourit)

Saint-Denis
115 000 habitants • 14 500 ha
Chef-lieu du Département de la Réunion
et capitale de la France de l'Océan Indien,
mérite bien cette devise.

Un certain consensus face au défi du développement

(Suite de la page 11.)

Conclusion du F.M.D. : « Il faut, pour le développement, amorcer la Réunion en douceur, sans brusquerie, sans choc, sans traumatisme. D'où l'indispensable de la Réunion, l'indispensable de la Réunion, l'indispensable de la Réunion... »

Dans l'optique du F.M.D., cela signifie que plus le gouvernement s'efforcera concrètement de convaincre que sa politique a pour objectif de maintenir la Réunion dans l'ensemble français, plus le contraire sera à craindre.

M. Debré et ses amis n'ayant jamais contesté cette analyse, le F.M.D. apparaît comme le fer de lance d'une majorité départementaliste qui a toujours réaffirmé l'union sacrée face aux communistes.

Au nom de la « majorité silencieuse » — quelle prétend représenter — l'Association Réunion-département français (A.R.D.F.), créée en 1963 mais relancée en décembre dernier sous l'impulsion de M. Alain Defand, secrétaire général de la municipalité de Sainte-Marie, dont le maître est M. Yves Barau, fait de son refus de l'assemblée unique une question de principe : si le gouvernement veut prouver que la Réunion demeure un département français à part entière, il doit y répondre exactement le même régime de décentralisation que dans les départements métropolitains. Principal instigateur de la manifestation du 11 décembre et des deux manifestations départementalistes du 21 février à Saint-Denis et au Tampon — à la veille de la deuxième visite de M. Emmanuel — M. Defand, qui n'adhère à aucun parti, affirme que la démarche départementaliste de l'A.R.D.F. est extra-politique. Dans la foule, réunie le 21 février à Saint-Denis, il y avait d'ailleurs, auprès des militants du R.P.R. et des sympathisants de l'U.D.F., un groupe de dissidents du P.S., membres du Rassemblement des socialistes démocrates (R.S.D.), fondé à la suite de la scission intervenue en décembre au sein de la fédération réunionnaise du P.S. Un portrait de M. Mitterrand présidait leur banderole. M. Defand a profité pour dire que l'A.R.D.F. « ne met pas en doute la bonne foi du président de la République ». Mais, au même moment, au Tampon, c'est M. Fontaine qui prenait la parole sous l'égide de l'A.R.D.F. à la Réunion, connue en métropole. Il est difficile d'échapper à la bipolarisation.

Chez les « nationaux », la crainte du séparatisme se fonde surtout sur la force du P.C.R., né en 1959 de la rupture des communistes réunionnais avec le P.C.F., et dont le programme

revendique une « autonomie démocratique populaire dans le cadre de la République française », revendication conçue comme une « seconde étape vers la liberté », après l'étape de la départementalisation. Le P.C.R. est, en effet, le principal parti de gauche. C'est grâce à son soutien que M. Marchais est arrivé en deuxième position dans le département, derrière M. Giscard d'Estaing, au premier tour de l'élection présidentielle, avec 21,99 % des suffrages exprimés contre 10,93 % à M. Chirac et 9,90 % à M. Mitterrand. Que sa démarche, à l'origine anticolonialiste, soit restée très nationaliste constitue une évidence. Que certains de ses membres expriment des convictions indépendantistes en est une autre. Mais il est tout aussi vrai que le P.C.R. n'échappe pas à la crise idéologique qui affecte les mouvements communistes des pays occidentaux depuis que les « modèles » — qu'il s'agisse de l'U.R.S.S. ou de la Chine ou de Cuba — ont perdu quelque peu de leur pouvoir attractif. Ses dirigeants, sensibles aux difficultés multiples qui assaillent les Etats indépendants voisins de la Réunion, se montrent plus réservés que par le passé aux slogans étrangers réclamant à intervalles réguliers la fin de l'« occupation coloniale » de l'île par la France.

La stratégie de grignotage

Il reste que l'engagement du P.C.R. pour l'assemblée unique proposée par le P.S. — dont l'institution répondrait tout à fait aux vœux communistes — inquiète au plus haut point les départementalistes. Ceux-ci redoutent le poids que pourrait avoir le parti de M. Vergès dans une assemblée unique élue à la proportionnelle qui institutionnaliserait sa représentativité. Le fait est que, pour l'instant, il n'y a plus grand monde entre le R.P.R. et le P.C.R. Le défilé de M. Giscard d'Estaing a pratiquement entraîné la disparition de l'U.D.F. en tant que force organisée. Battu aux élections législatives du mois de juin par M. Debré, qu'il était allé défer dans la première circonscription (Saint-Denis), le président du conseil général, M. Pierre Lagourgue, sur lequel le pouvoir giscardien avait appuyé sa stratégie de grignotage de l'influence gaulliste, a commandé une traversée du désert. En butte à l'esprit revancharde des gaullistes, il ne sollicite pas le renouvellement de son mandat de conseiller général. Le bouillonnant maire de Saint-Denis, André M. Jean-Paul Virapoul, frère du sénateur centriste, s'efforce de préserver l'héritage giscardien mais il apparaît bien isolé à l'intérieur d'un courant en proie à des querelles intestines.

Seuls les socialistes, qui n'ont, jusqu'à présent, qu'un seul élu

(M. Wilfrid Bertille, maire et conseiller général de Saint-Philippe, élu en juin dernier député de la troisième circonscription), ont tenu pour les communistes (cinq conseillers généraux, trois maires, et M. Vergès, membre du groupe communiste de l'Assemblée européenne), peuvent modifier le rapport des forces en présence, malgré l'absence en leur rang d'un véritable leader, les faiblesses de leur implantation et les divisions de leur propre famille.

Les atouts

Leur premier atout tient à leur légitimité fondée d'une part de l'électorat, naturellement portée à soutenir, par besoin de sécurité, le parti du président de la République. La fédération socialiste a doublé, en dix mois, le nombre de ses adhérents, qui est passé de quatre cents à près de neuf cents, ce qui demeure léger face aux dix mille militants revendiqués par le P.C.R. « L'U.D.F., qui ne possédait aucune structure militante, a réussi à réunir au premier tour de l'élection présidentielle 46,19 % des suffrages », note M. Giscard d'Estaing, alors que nous, nous avons une structure et des militants », note M. Bertille. Nous sommes appelés à améliorer nos scores électoraux.

Le deuxième atout du P.S. tient à la concentration du changement dans la vie quotidienne des Réunionnais. Non seulement les conditions de vie ne se sont pas dégradées dans l'île depuis le 10 mai, contrairement aux prophéties catastrophiques de l'ancienne majorité, mais elles ont connu, au contraire, diverses améliorations. Dès son installation, le gouvernement de M. Manroy a mis un point d'honneur à étendre sans délai aux départements d'outre-mer les mesures sociales applicables en métropole, alors que dans le passé le décalage était de règle. D'autre part, les préfets des DOM ont reçu délégation du ministère de l'économie et des finances pour intervenir sur les prix des produits locaux. Ainsi le préfet de la Réunion, M. Michel Teyssie, nommé en juillet, a-t-il bloqué le prix du riz — aliment de base dans l'île — ainsi que les prix des hydrocarbures, de la bouteille de gaz et du pain. Le volontarisme des pouvoirs publics s'est également exprimé sur les marchés publics au profit des entreprises locales. Toutes les administrations ont reçu la consigne d'acheter local. Dans tous les secteurs déclarés prioritaires en 1982 : l'habitat, l'agro-alimentaire, l'habillement. Dans ces mêmes secteurs, des mesures de protection ont été prises contre les importations de produits étrangers. Le changement a été aussi perceptible dans les mœurs politiques : le jeudi soir 26 février, on a vu

pour la première fois à la télévision régionale, des représentants de toutes les familles politiques débattre en direct avec le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM. De même, le samedi 27 février, le secrétaire général de la C.G.T. réunionnaise a-t-il pris, pour la première fois, la parole devant l'assemblée patronale réunie à la chambre de commerce.

La fédération du P.S. escompte tirer un profit électoral de ce bilan positif. Les résultats des élections cantonales indiqueront si ses espérances sont raisonnables. Toutefois, si le parti majoritaire peut de toute évidence élargir son audience dans l'électorat modéré, il peut aussi gagner du terrain sur la gauche, au détriment du P.C.R. M. Bertille ne cache pas que la progression de sa formation passe par une réduction de l'assise du parti de M. Vergès : « Je crois que le P.C.R. a fait le plein ces dernières années et que, avec un certain recul par rapport à la métropole, il se consacre à la même évolution que le P.C.F. D'où sa course actuelle au légitime pour apparaître dans la population comme le meilleur défenseur du pouvoir. » Les militants du P.C.R. manifestent en effet le plus grand mépris dans leur soutien à la politique gouvernementale, ainsi que MM. Defferre et Emmanuel Pont constatent sur le terrain. Ils sont aussi les plus ardents partisans de l'union de la gauche, dans la mesure où ils en ont été dans le passé les principaux bénéficiaires, et parce que les socialistes locaux ne peuvent encore prétendre les concurrencer sérieusement. Quand M. Vergès reproche à la fédération socialiste de ne pas accepter un engagement de désistement réciproque pour le deuxième tour des cantonales en soulignant que « perpétuer la division à gauche ne peut que servir la droite », il sacrifie la tactique. Car le secrétaire général du P.C.R. sait fort bien que, dans le climat politique actuel, la progression des socialistes réunionnais passe par un « ratissage » au centre et à droite autant qu'à gauche, ce qui leur interdit tout alignement.

Une société duale exemplaire

Le gouvernement, pour sa part, n'a guère le choix : il s'efforce de ménager tout le monde avec l'espoir de marginaliser les extrémistes de quelque bord qu'ils soient. Les apaisements prodigués par M. Defferre ont détendu l'atmosphère, et le Conseil constitutionnel a fourni indirectement sa caution à la philosophie du projet gouvernemental en déclarant conforme à la Constitution le projet de loi créant un statut particulier pour la Corse. La décision des neuf « sages » du Palais-Royal contredit en effet l'argument de l'opposition selon lequel l'institution d'un régime spécial de décentralisation dans les DOM risquerait, ipso facto, de porter atteinte à l'indivisibilité de la République et à l'intégrité du territoire français.

Le bon sens oblige à souligner que, assemblée unique ou pas, aucune majorité départementale n'aurait jamais le pouvoir d'imposer à la population réunionnaise quelque destin politique que ce soit à celle-ci s'y oppose. Si d'aventure un projet séparatiste réunissait une majorité à l'assemblée réunionnaise, encore

faudrait-il, pour qu'il aboutisse à une sécession, d'une part, que la population de l'île, consultée par référendum, exprime son consentement, conformément à l'article 93 de la Constitution, d'autre part, que, de la même façon, conformément aux articles 3 et 4, le peuple français dans son ensemble n'en décide pas autrement (1). Tout débat sur ce point est pour le moins prématuré.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement met surtout l'accent sur ce qui lui paraît le plus urgent : à savoir une mobilisation générale pour assurer la poursuite du développement économique de l'île, condition sine qua non de la réduction des inégalités. Et sur ce point il existe déjà, apparemment, une majorité d'idées. Le 1^{er} mars, M. Lagourgue, qui s'exprimait pour la dernière fois en qualité de président du conseil général, a adhéré publiquement à cette priorité : « Avant le pluralisme et la manifestation des sensibilités politiques différentes est acceptable et même souhaitable, avant il nous faut élever une division de notre pays en deux fractions qui ne cesseraient de se combattre, compromettant de ce fait la possibilité du développement économique. »

Convergences

Quelques jours plus tôt, recevant M. Emmanuel, le maire de Saint-Pierre, le deuxième ville du département, M. Alfred Issartier (U.D.F.), avait tenu lui aussi des propos contrastant par leur modération avec ceux des porteurs habituels de l'opposition : « Il n'y aurait peut-être pas de querelles intestines sur la façon de résoudre les problèmes du développement si les difficultés actuelles étaient largement expliquées à une assemblée politique d'expansion pouvant être conduite. »

Ces convergences démontrent que la situation politique n'est pas aussi figée que la controverse institutionnelle le donne parfois à penser. Quant aux dirigeants des organisations professionnelles, qui adhèrent à l'objectif du développement, ils se montrent, pour la plupart, moins agressifs à l'égard du nouveau pouvoir que leurs homologues de la métropole. Un seul d'entre eux a repris ouvertement à son compte l'argumentation anti-communiste des « ultras », au cours de la récente visite du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM. Il s'agit du premier vice-président de la chambre d'agriculture, M. Albert Avril, qui a déclaré le 25 février, en ouvrant une séance de travail consacrée aux dossiers agricoles : « Tant que les choses resteront ce qu'elles sont, tant que le président de la République n'aura pas compris la nécessité d'un nouveau Ramadier. Le président du conseil qui exclut les ministres communistes du gouvernement en 1947, a eu une dégradation, aucune menace, aucune explication, aucune personnalité ne pourra apaiser les esprits de nos compatriotes. »

Deux jours plus tard, les représentants de la chambre de commerce et d'industrie et sont montrés beaucoup plus ouverts à l'égard du secrétaire d'Etat. Le président de l'assemblée consultative, M. Charles Issartier, a

souhaité que les problèmes du développement économique du département soient abordés « en abstrayant pour un temps les dissensions et les inimitiés personnelles ». Au nom de la SODERE (Société d'équipement économique de la Réunion), M. Jean-Pierre Haggai a insisté sur « l'indispensable modification de certaines structures économiques et surtout sur la nécessité de voir évoluer les mentalités dans tous les domaines de l'activité économique ». Pour le président du comité économique et social, M. Edmond Lauret, « le gouvernement socialiste a le mérite de prendre le développement à bras le corps », etc.

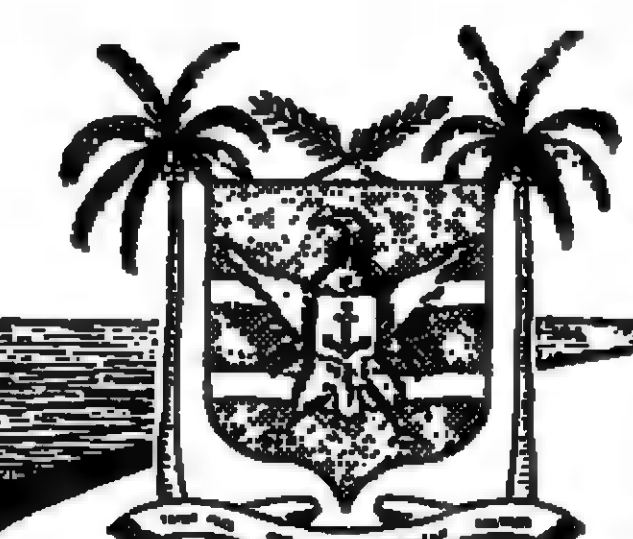
Trop beau pour être sincère, cet unanimisme ? M. Emmanuel ne peut se permettre le luxe de se poser la question. Son premier souci a consisté à placer les délégués du pouvoir économique devant leurs responsabilités : « Nous ne faisons la guerre à personne. Ceux qui joueront le jeu n'ont rien à craindre du gouvernement, au contraire. Compte tenu de l'ampleur du dispositif que nous allons mettre en place, nous échouons à résoudre les problèmes. La prise de conscience de la situation d'assistance génère un sentiment de frustration parmi les nouvelles générations. J'aimerais que ceux qui se préoccupent, de bonne foi, de la pérennité des liens avec la métropole s'attachent aussi de ce sentiment. »

À l'échelle de l'île, la tâche à accomplir paraît être une gageure : une économie dépendant de l'extérieur pour presque tous les approvisionnements (le taux de couverture des importations par les exportations n'est que de 14,8 % en 1980), un secteur privé limité et fragile, une répartition très inégale des revenus, quarante-huit mille chômeurs (36,1 % de la population active), douze mille jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail pour se partager mille emplois disponibles, 48 % d'entre eux n'ayant aucune formation professionnelle et 40 % étant analphabètes, une population qui relève de l'aide sociale à plus de 60 %. Bref, la situation de la Réunion est celle d'un désert, la société duale dans toute sa caricature : d'un côté, les grands propriétaires fonciers, négociants, fonctionnaires, privilégiés d'une Réunion moderne, prospère, occidentale, dont le niveau de vie est très supérieur à celui des pays voisins ; de l'autre, le sous-prolétariat urbain, les petites plantations, les salariés agricoles et autres laissés-pour-compte du progrès made in métropole, dont certains vivent encore dans des bidonvilles de tôle où seuls les vieux journaux exposés sur les « cloisons » en guise de « tapiserie » atténuent que cette misère-là appartient aussi à la France. Mais à l'échelle nationale, cette tâche est-elle vraiment impossible ?

Le politicien de combat de solidarité ne prend ici pas de tête que le gouvernement n'ait pas imaginé et qui interpellent tout autant — sinon plus — l'élite réunionnaise que le pouvoir socialiste.

ALAIN ROLLAT.

(1) L'article 93 de la Constitution stipule notamment que « toute sécession, tout détachement d'un territoire n'est valable que si le consentement des populations intéressées a été obtenu ». L'article 3 dispose notamment que « la France est une République indivisible » et l'article 4 que le « gouvernement national appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par le vote du référendum ».



Saint-Paul de la Réunion

Sa baie vit arriver, jadis, les premiers Français, il y a 317 ans... Aujourd'hui : c'est une des plus vastes communes françaises, encaissée entre mer et montagne.

- C'est la région la plus diversifiée et la plus complète de l'île : forêts aux richesses botaniques exceptionnelles, montagnes volcaniques sauvages et pittoresques où se creuse l'extraordinaire cirque de Mafate, dominé par les Pitons Maïdo et de Bernica qui culminent à plus de 2 000 mètres, baie magnifique bordée d'une très longue plage de sable ouillée de cocotiers et de filao.
- St-Paul, point de rencontre de l'Orient et de l'Occident : la ville possède de précieux témoins architecturaux : chapelle des Templiers, temples hindous, mosquée, musées et églises. C'est ici qu'est né le poète Leconte de Lisle.
- St-Paul, capitale du sport et des loisirs : le sportif y trouvera un équipement complet et de premier ordre pour la pratique des sports d'équipe (Stade Olympique). Vous pourrez pratiquer tous les sports de plage sur plusieurs kilomètres de sable fin et l'Océan Indien vous attend pour la pêche au gros. Pour votre agrément : night-club, casinos, théâtre de plein air.

St-Paul de la Réunion : l'une des dernières villes de France où l'on trouve encore le temps de vivre !

ASSOCIATION DES MAIRES DE LA REUNION

Lettre ouverte aux Parlementaires

Vous avez voté la loi relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions.

Dans la Constitution de 1958, l'article 72 précise que les Départements d'Outre-Mer sont des Départements comme les autres.


Or, certains proposent de traiter les D.O.M. avec un régime institutionnel différent.

Vous aurez à vous prononcer sur cette proposition de modification du régime institutionnel des D.O.M.

Nous vous informons donc d'ores et déjà que l'immense majorité de la population ainsi que la quasi-totalité des élus d'Outre-Mer revendiquent le régime de droit commun pour leur Département.

En défendant cette revendication, c'est l'unité de la France que vous défendrez.

Parlementaires de métropole, la France d'Outre-Mer sollicite votre appui.

Le Président :  Y. BARAU

LA REUNION SOUS LE VENT DU CHANGEMENT

M. Debré (R.I.)

(Texte continué sur la page 13)

M. BERTILE (P.S.) : il s'agit de rompre un engrenage

M. Wilfrid Bertile, qui a répondu à nos questions, est député socialiste de la Réunion depuis le mois de juin dernier. Il est maire et conseiller général de Saint-Philippe.

« Dans la controverse sur la décentralisation, les porte-parole de l'opposition reprochent à votre parti de faire le jeu des communistes réunionnais, qu'ils accusent de vouloir déstabiliser le département. Que leur répondez-vous ? »

— A la Réunion, la droite serait muette si elle n'accusait pas la gauche en permanence de vouloir élargir à notre île. Comme elle ne peut pas soulever le gouvernement sur les premiers résultats de sa politique, elle fait campagne, comme d'habitude, sur le thème de la lutte contre le séparatisme en essayant de

faire apparaître le projet d'assemblée unique comme un alignement du parti socialiste sur la position du parti communiste réunionnais. Ce n'est qu'un argument électoraliste.

— En quoi l'institution d'une assemblée unique vous paraît-elle une nécessité politique ?

— C'est la décentralisation qui est une nécessité politique. La Réunion, par ses caractéristiques naturelles, historiques, politiques, économiques et sociales, est un pays structurellement sous-développé. Il faut donc lui appliquer une politique de développement global. Cela réclame des moyens financiers, que notre appartenance à la France nous donne très largement, ainsi que des moyens humains et techniques. Mais pour mettre en œuvre cette politique, il faut décentraliser, c'est-à-dire instituer un exécutif local afin que les décisions

soient prises au niveau local, par les Réunionnais eux-mêmes et non par des fonctionnaires métropolitains.

— Mais pourquoi ne pas maintenir le système institutionnel actuel ?

— Nous avons actuellement, dans notre département, deux assemblées : le conseil général et le conseil régional, mais tous les conseils généraux sont aussi membres du conseil régional. Ils discutent donc des mêmes sujets dans deux instances peu différentes l'une de l'autre. Cela ne s'ajoute pas à l'autre pulque ne s'ajoute pas à l'autre pulque ne s'ajoute pas à l'autre pulque.

— Les parlementaires qui ne sont pas conseillers généraux et les maires des communes de plus de trente mille habitants. Chaque conseiller général joue donc le rôle de Maître Jacques, discutant de chaque dossier tantôt en tant que conseiller général, tantôt en tant que conseiller régional. Comme la région de-

vient, elle aussi, par loi de décentralisation, une collectivité locale de plein exercice, deux collectivités locales de plein exercice ? Comme l'a dit le président de la République, cela semble superfluo. Notre idée est de regrouper sous la responsabilité d'une assemblée, qu'on appellera le conseil général, l'ensemble des pouvoirs qui seront dévolus en métropole au département et à la région.

— Vos adversaires ne vous font donc, à votre avis, qu'un mauvais procès d'intention quand ils vous reprochent de vouloir faire sortir la Réunion du statut départemental de droit commun ?

— Absolument. Le département reste département. Il sera doté d'un exécutif qui constituera la synthèse des prérogatives dévolues séparément, en métropole, au conseil général et au conseil régional. Je voudrais en profiter pour dire à nos adversaires que,

en vérité, nous n'avons jamais connu loi de conseil général de droit commun. En tant qu'assemblée, le conseil général de la Réunion possède en effet la maîtrise du Fonds routier, qui, en métropole, est de la compétence du Parlement ; il a en charge la répartition du FIDOM (Fonds d'investissement des départements d'outre-mer) ; il dispose du pouvoir de présenter des propositions de loi par l'intermédiaire du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM ; le préfet y a des attributions de défense. Par conséquent, nous n'avons jamais réellement eu un département de droit commun. Qu'est-ce qui est plus contributif au regard du droit commun, pour un conseil général : résulter d'un mode de désignation particulier ou disposer du droit de faire des propositions de loi ?

— Cela dit, se pose, en effet, le problème du mode d'élection de cette assemblée départementale nouvelle manière. Le scrutin cantonal actuel est injuste : d'abord à cause du découpage électoral ; ensuite parce que le scrutin uninominal à deux tours entraîne une sous-représentation des minorités. En outre, ce mode de scrutin favorise les notables, surtout dans les petites communes. Au contraire, le scrutin proportionnel permet démocratiquement à tous les courants de pensée d'être représentés suivant leur importance.

— Êtes-vous favorable à une représentation proportionnelle intégrale ?

— La formule de scrutin est à discuter. Je serais plutôt favorable à la proportionnelle intégrale mais comme certains petits cantons ou petites communes risqueraient de ne pas être représentés, l'on peut, par exemple, concevoir des formules de double collège.

— De l'avis de M. Debré, l'application d'un mode de scrutin proportionnel introduit des troubles au sein de l'assemblée départementale. Cela vous gênerait-il ?

— C'est au corps électoral d'en décider. Si la volonté populaire les y envoie, je ne vois pas pourquoi ils ne s'aligneraient pas comme les autres élus.

— Considérez-vous personnellement les dirigeants du parti communiste réunionnais comme des indépendantistes ?

— La charte du parti communiste réunionnais, c'est la convention de Morne-Rouge qui affirme que les départements d'outre-mer constituent des entités nationales dont nul ne peut prétendre limiter le champ des compétences. Et il est vrai que le parti communiste réunionnais voit, sans doute, dans un conseil général élu à la proportionnelle qui va augmenter considérablement sa représentation, en lui donnant sa juste part, un premier pas vers autre chose, mais il n'a pas de motivations.

— Nous voyons dans ce conseil général élu à la proportionnelle la possibilité d'appliquer une politique de développement. D'autres y voient une première étape vers un autre objectif : l'essentiel, c'est qu'au départ on s'engage à développer dans le cadre de ce nouveau statut. Si les communistes demandent autre chose, le contrat passé avec eux ne sera plus valable et, alors, si l'on doit s'y opposer, on s'y opposera.

— Quelles devraient être, selon vous, les priorités d'action de la future assemblée départementale ?

— Il faut réintégrer l'éco-

nomie réunionnaise. Après trois siècles d'histoire coloniale, nous continuons d'exporter ce que nous produisons et d'importer ce qui est nécessaire à notre alimentation et à notre équipement. Notre appareil de production reste extraverti et nous sommes en quelque sorte devenus un tube digestif ; nous avons de l'argent venant de la métropole, nous achetons nous-mêmes et l'argent retourne en métropole. Il n'y a pas de stimulation locale. Il y a tout à faire pour que notre appareil économique soit tourné davantage vers la satisfaction de notre marché intérieur.

— Et la lutte contre les inégalités ?

— Vaste sujet car les inégalités sont criantes. Il faut savoir par exemple qu'à la Réunion, sur cinq cent mille habitants, il y en a trois cent mille qui bénéficient de l'assistance médicale gratuite, parce qu'ils ne trouvent dans une situation sociale très médiocre, actuellement dans le monde rural, comme dans le monde urbain, il y a une énorme masse de laissés-pour-compte de l'évolution économique : ce sont les petits agriculteurs qui ont été ruinés, les vieux handicapés sans pension, les chômeurs, tous ceux qui ne vivent plus que d'allocation. Ici l'évolution économique a liquidé la base productive locale ; les petits agriculteurs ont été ruinés, les pêcheurs côtiers aussi, les petits artisans ont été éliminés du circuit économique, tous ces producteurs sont devenus des assistés. Dans n'importe quel pays au monde, cette évolution aurait provoqué une révolution, ou, du moins, aurait fourni de gros renforts à l'opposition.

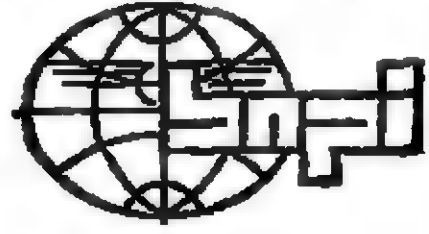
— La grande trouvaille du système actuel a été de réintégrer ces gens dans le circuit par l'assistance. Et, politiquement, c'est sensationnel ! Vous êtes responsable politique : un petit planteur vient vous embêter, vous réclame des droits, de meilleures conditions de vie, des augmentations de prix... Vous le ruinez, il devient un chômeur, un assisté, et demain il vous tend la main en vous priant de lui accorder une aide financière ou un carnet d'allocation mensuel. D'un homme qui était révolté contre vous, en le ruinant vous faites un mouton soumis puisqu'il est assisté, donc sous votre dépendance, et un électeur favorable quand vous êtes au pouvoir ! La droite a joué là-dessus tout le temps : les gens qu'elle a ruinés, au lieu d'en faire des adversaires politiques, elle les a intégrés au système par l'assistance.

— Comment pensez-vous pouvoir inverser cette tendance alors que vous ne détenez pas le pouvoir économique dans le département ?

— Nous ne détenons pas le pouvoir économique, mais nous pouvons faire passer les gens d'une économie d'assistance à une économie de travail. Il n'y a pas de miracle : si les investissements productifs ne se développent pas, c'est parce que le taux de rentabilité du capital dans le secteur productif est plus faible que dans le secteur spéculatif. Notre idée est tout simplement d'augmenter le taux de rentabilité du capital dans le secteur productif, en le freinant dans le secteur spéculatif, et, par le biais de primes aux investissements et d'aides au fonctionnement, d'aider les entreprises qui créent des emplois et des richesses. Il s'agit de rompre un engrenage.

BANQUE NATIONALE DE PARIS
LE GROUPE BANCAIRE FRANÇAIS
IMPLANTÉ DANS 77 PAYS

BANQUE NATIONALE DE PARIS
"INTERCONTINENTALE"



Filiale de la BNP

SIÈGE SOCIAL ET DIRECTION GÉNÉRALE : 20, BOULEVARD DES ITALIENS • 75009 PARIS
☎ 244.22.11 - TELEX : 64.14.19

Ile de la Réunion :

Succursale à SAINT-DENIS : 49, Rue Juliette Dodu ☎ 21.75.10 Télex : 91.61.33
Agences et Bureaux : LA PROVIDENCE, LE CHAUDRON, ST-ANDRÉ, ST-BENOÎT,
LE PORT, ST-PAUL, ST-GILLES-LES-BAINS, ST-PIERRE, ST-LOUIS, LE TAMPON.
Bureau de change de GILLOT (à l'aéroport)



Saint-Pierre, d'hier et de demain "FORTIS, FORTUNA, FORTIOR."

La devise des amoirées de SAINT-PIERRE-DE-LA-RÉUNION révisée clairement, s'il en est encore besoin, l'esprit des fondateurs de la ville, dont un certain Pierre CADET, qui a donné à celle-ci son nom, et qui préféra s'installer dans le sud de l'île en 1677 plutôt que de supporter les vexations et les brutalités du gouverneur de la HURE. Cet « sud » est le fin dans l'un des premiers quartiers créés à Saint-Pierre, celui de la Rivière d'Abord.

Pour ces gens du sud qui sont les Saint-Pierrais, il est une règle à laquelle ils n'ont jamais dérogé, même si certains d'entre eux la réputation de gens ronds, souvent difficiles à manier, réputation que l'on prête à tous les méridionaux. A fortiori ceux qui peuplent la plus lointaine et la plus méridionale de toutes les sous-préfectures de France ! Cette règle est celle de l'hospitalité, immuable au-delà du temps qui passe.

Ce sens de la commune à pour emblème la superbe hôtel de ville récemment restauré. Construit en 1888, ancien dépôt de blé puis de café de la Compagnie des Indes, ce bâtiment, impassable témoin et objet de pérennité de l'histoire de Saint-Pierre, est cher au cœur des auditeurs, en général, et des Saint-Pierrais en particulier. Il est devenu une étape obligatoire pour tous ceux qui, de plus en plus nombreux, partent à la découverte du sud de l'île. Il ne faut pas oublier non plus que c'est également à Saint-Pierre, dans la maison du citoyen ROUGE-MONT, que la Marcellaise, chant importé de France par Mathurin INARD, fut chantée pour la première fois dans l'île. C'était le 5 juin 1793, il y aura donc bientôt deux siècles. Très précisément, ceux de la quasi-totalité de l'histoire de France, notre France, depuis qu'elle fit sa révolution. Par quelle somme de coquetterie ignorante, ou passagère amnésia, pourrait-on faire fi de ces racines qui, par leur authenticité, font l'île pour l'avenir de la Réunion ?

Ce rappel au passé était nécessaire, car on a bien du mal à imaginer dans l'Hexagone que les grandes villes d'Outre-Mer ont aussi plus qu'un passé : une Histoire. Ces villes ont connu des heures glorieuses dont elles s'honorent mais leurs élus, leurs administrateurs et leurs populations n'en restent pas moins largement tournés vers l'avenir. Cet avenir qui, pour les Réunionnais, consistera en la poursuite de l'évolution entamée voici quelque trente ans avec la mise en œuvre de la départementalisation.

C'est en effet au cours de ces toutes dernières décennies que furent créés des réseaux d'électricité, de distribution d'eau de voirie et de bâtiments publics, dont un hôpital, quatre collèges, un lycée d'enseignement technique, un Tribunal, un hôtel des postes, un abattoir ultra-moderne, une station d'épuration, énumération non exhaustive pour ne pas lasser le lecteur. Autant d'infrastructures de base alignant le milliard de francs d'investissements indispensables si l'on veut que s'effectue, avec les meilleures chances de succès, la projection vers le futur, vers le Saint-Pierre de l'An 2000, compte tenu des atouts qui sont ceux de la région.

Ceux-ci sont considérables : ils s'appuient sur une sage gestion municipale à base de pression fiscale très modérée (impôt annuel en hausse moyenne de 15 % au cours de ces trois dernières années, compensant donc à peine les effets de l'érosion monétaire et d'endettement partiellement maîtrisé offrant de larges possibilités d'emprunt. Ces atouts, c'est d'abord la perméabilité d'irrigation du bras de la Plaine, le plus important et le plus technique avancé parmi ceux de la région puisqu'il couvre plus de 3 800 hectares, et que des rendements agricoles records y sont obtenus grâce à l'efficacité et la continuité de la distribution d'eau. Ces atouts, ce sont aussi les zones industrielles, déjà saturées, qui ont permis la création de 1 500 emplois au cours de ces dernières années, et dont la municipalité ne procède d'ailleurs d'ailleurs : y fonctionnent d'importantes unités, telles l'usine de préparation de la plus grande part des produits laitiers localement consommés, ou encore celle de fabrication de cigarettes exportées dans l'ensemble des pays voisins. Autant majeur également que cet hôpital régional flamboyant neuf, offrant une capacité d'accueil de 1 150 lits, doté des tout derniers perfectionnements techniques, et que l'on considère uni-

niquement comme le plus bel établissement du genre dans tout l'Océan Indien. Autour encore que cet extraordinaire potentiel touristique qui offre à celles-ci à ceux qui souhaitent visiter la Réunion, ou s'y reposer, avec un merveilleux arrière-pays montagneux et son fameux volcan en activité, et un littoral sauvage dont une partie sera très prochainement classée, puisque le Conseil Supérieur du tourisme a récemment émis un avis favorable à ce classement. Le Conseil d'Etat intervenant dans quelques mois au stade ultime de la procédure.

Certes, ce tableau par certains côtés idyllique ne saurait cacher la gravité des problèmes que connaît Saint-Pierre à l'image de l'ensemble des communes des D.O.M. Le chômage, bien sûr, reste en effet la préoccupation permanente comme dans toute la France. Les solutions et les remèdes ne peuvent donc être pour l'essentiel que nationaux.

Trop de bidonvilles existent encore, même si la très sotte politique d'Etat social conduite depuis quelques années permet d'envisager à moyen terme leur résorption, à raison de la construction de deux cent cinquante logements du genre, en moyenne, par an. Il y a enfin les idées cyclopiques contre lesquelles, quels que soient les moyens et mesures mis en place, il ne sera jamais possible de se prémunir totalement, et notamment dans le domaine agricole, les risques inhérents à la mise en œuvre de bon nombre de cultures relativement fragiles.

C'est à dessein que le débat en cours sur la décentralisation nouvelle que l'on souhaite appliquer outre-mer ne sera pas classé au rang de « problème ». Ne pourrait-on pas dire en effet, à ce propos, que dans cet étonnant bouillonnement d'idées, qui atteste de la sensibilité des esprits, les mois de liberté et de responsabilité n'ont jamais été autant utilisés ? On peut se demander si l'application de cette réforme, outre le fait qu'elle n'existe actuellement qu'à l'état de projet, avec ce que cela implique d'imprécision, résoudra, par la seule magie des mots, ces difficultés majeures qui viennent d'être évoquées, dont la plus importante est celle du développement économique de l'île.

Il serait surtout opportun de ne pas oublier que l'autre problème réunionnais fondamental est celui de l'ouverture, donc de la communication en tant que source d'enrichissement mutuel, et non pas celui du repliement sur soi, facteur de stérilité, encore aggravé d'une part du fait de l'éloignement par rapport à la Métropole, et d'autre part, des effets de l'insularité.

Au-delà de ce difficile contact économique et politique, les certitudes saint-pierraises s'affichent surtout serolement... Certitude en un passé chargé d'histoire et d'attachement à la mère patrie, certitude en un avenir qui ne saurait rompre ce passé. Certitude enfin en la qualité de ce cadre de vie qui a tant contribué à donner à l'outre-mer une réputation toute de douceur et de nonchalance, voire d'indolence, sous l'effet du chaud soleil des tropiques, tandis que les vagues venues du plus profond de l'Océan Indien viendraient mourir sur une plage infinie bordant un lagon toujours bleu... Si cette image d'Épinal peut, par certains côtés, se vérifier pour ceux qui découvrent la ville de Saint-Pierre, il faut dès lors lui faire un sort : le rythme et l'intensité du travail, quelle que soit la branche considérée, l'importance du parc et de la circulation automobile, l'encombrement des magasins, la quête perpétuelle des ressources énergétiques toujours à peine suffisantes pour faire face aux besoins, autant d'éléments qui déterminent le niveau d'une société et sont largement de nature à ne pas dépayser le métropolitain ou l'étranger tout juste débarqué dans l'île.

Si qualité de la vie il y a à Saint-Pierre, elle réside surtout dans un ensemble d'infrastructures ne devant rien à la nature, accueillant une intense vie associative, et qui comprennent notamment deux piscines, cinq terrains de sports entièrement équipés, quatre terrains de football, une bibliothèque aux quatorze mille lecteurs rendant possible une exemplaire politique d'animation...

A 10 000 kilomètres de l'Hexagone, la capitale du sud de l'île porte ainsi témoignage d'un développement harmonieux et exemplaire au service de ses administrés.

LES RELAIS DE BOURBON
Répartis dans l'île, les hôtels « RELAIS DE BOURBON » vous offrent le meilleur cocktail Mer Montagne pour découvrir la Réunion. BOUCAN CANOT — ST-GILLES
HOTEL DES THERMES — CILAOS
PAILLE EN QUEUE — TAMPON
HOTEL LALLEMAND — PLAINE DES CAFRES
RELAIS DES CIMES — HELLBOURG
HOTEL BOURBON — SAINT-DENIS
Contactez : JC FOREST 97413 CILAOS
TEL : 27.70.01 TELEX 916 461 RE

location de voitures
42.15.99
4, rue Ede Parry, le Port
DARO VOYAGES 42.16.27
REUNION

LA I
une autre

dans une région
Une chance pour
La Réunion, parce
région européenne
représente une
dans l'Océan indien
souhaite devenir
dans le cadre de la
menée par la CEE
de l'Océan indien

Conseil Régional

rop
par
en-
pe,
"a-
mi
En
tes,
re-
ré-
un
de
es,
de
la-
le,
int
co-

en
sa
de
rs

is
is
ar
es
m-
le
is
is
is
e-
3-
e
à
à
u
e
.
e
-
i-
c

M. VERGES (P.C.R.) : Nous devons avoir une politique volontariste très ferme

M. Paul Vergès, qui a répondu à nos questions, est membre de l'Assemblée des communautés européennes. Secrétaire général du parti communiste réunionnais, il est maire du Port.

« Pourquoi attachez-vous donc tant d'importance à l'insécurité dans le département d'une assemblée unique due à la proportionnelle ? »

— Le point principal qui a déterminé notre soutien massif à M. François Mitterrand au deuxième tour de l'élection présidentielle c'est le point 58 du Manifeste socialiste de Créteil, parce que ce point 58 contient le moyen politique, mis dans la main des Réunionnais, pour pouvoir mener chez nous une politique de développement, sortir de la politique d'assistance et, ce qui est plus grave, de la marginalité d'assistanat qui a été développée dans l'île. Ce sera une tâche très longue et très difficile, mais l'essentiel est de s'y engager. Pour le moment, nous prenons toute la mesure des changements opérés depuis le 10 mai, mais nous ne voyons pas encore se dessiner et se profiler cette volonté de s'engager dans cette voie de développement. Nous ne sommes pas impatients, nous savons que ce sera une entreprise de longue haleine et qu'il est compliqué d'élaborer un tel plan. Toutefois, il faut proclamer cette volonté.

« Depuis plus d'une génération nous vivons ici les conséquences de la politique d'intégration qui a provoqué la ruine de l'agriculture et qui n'a pas assuré le décollage industriel, alors que le secteur tertiaire, alimenté essentiellement par des crédits extérieurs, s'est au contraire extré-

mentement développé. Nous avons donc une croissance sans développement. On nous riposte toujours qu'il y a plus de cent dix mille voitures de tourisme pour cent quatre mille familles recensées en 1974. Nous répondons que ce qui est justement paradoxal, c'est d'avoir à la Réunion un taux de motorisation supérieur à celui du Japon. C'est-à-dire que notre production a reculé au moment où la population doublait. Ce déséquilibre économique s'est accompagné d'inégalités sociales considérables qui se traduisent par la coexistence de couches sociales ayant un niveau de vie supérieur au niveau de vie en France et d'autres couches qui, elles, ont subi une dégradation de leur niveau de vie. Il serait extrêmement long, mais très instructif, d'énumérer dans le secteur des rémunérations celui de la santé, celui du logement, de l'éducation, etc., toutes ces inégalités et les maux qui en résultent.

« Par exemple, une inspection déléguée par le ministère de la Santé vient de montrer que, à l'hôpital psychiatrique, neuf hospitalisés sur dix sont des chômeurs. Lorsque ces chômeurs sont bien nourris, lorsqu'ils atteignent un poids normal, ils sont normaux de l'hôpital. On les y retrouve six mois ou un an après, de nouveaux malades mentaux, parce que chômeurs de nouveau, et démunis de tout. Autre exemple : comme la période des vacances scolaires se termine, tous les enfants pauvres vont rentrer en classe amaigris parce que, pendant cette période, les cantines scolaires sont supprimées et qu'ils ne font plus le repas par jour qui leur permet habituellement

de manger normalement. La décentralisation, avec une assemblée unique émise à la proportionnelle, nous donnera une compétence beaucoup plus grande dans l'orientation des investissements. La majorité actuelle a surtout été compétente pour sauvegarder ses privilèges.

— Peut-on nier, toutefois, que depuis trente ans des progrès importants ont été accomplis, à la Réunion comme ailleurs dans les autres DOM, ainsi que le souligne M. Debré ?

— Il y a une confusion extrême dans l'esprit de M. Debré. Ce n'est pas parce que nous le régime de la droite en France la production a été multipliée par trois que le mérite revient à la droite seule. Ce fut aussi grâce à l'environnement international, aux conditions économiques générales, etc. Ce que nous mettons surtout en cause dans la politique qui a été suivie, c'est le gaspillage des crédits. Il n'y a aucun pays au monde qui dépense de l'extérieur 40 % de son produit intérieur brut. C'est ce que nous reprochons. Et avoir consacré cela uniquement à créer un secteur tertiaire qui permet d'avoir cent dix mille voitures, quatre-vingt-dix mille postes de télévision, des routes à quatre voies, etc., nous disons qu'il y a eu là, un gaspillage considérable et la perte d'une occasion parce que maintenant la population a doublé. Il nous faut faire émigrer cent mille personnes, et dans la situation de sous-emploi actuelle, l'émigration va durer encore longtemps. Le problème est de savoir non pas si l'on a construit ou pas des écoles — la vue des écoles crève les yeux ! — c'est

de savoir quel est le résultat, quel est encore le nombre d'analphabètes ! Le problème est le même pour la santé.

« On vient d'inaugurer un hôpital à Saint-Pierre. Nous ne contestons ni l'importance, ni les aspects, ni la dotation en équipements de cet hôpital, mais comme il va manger l'essentiel des crédits départementaux de l'action sanitaire et sociale, nous demandons où est le tissu des équipements sanitaires dans l'ensemble de l'île, rendu maintenant impossible par la construction de cet hôpital, où sont les dépenses pour l'aide directe aux gens, la lutte contre les parasitoses intestinales, bref, l'action à ras de terre ? C'est un choix qui a été fait et c'est encore cela que nous appelons la croissance sans développement.

— M. Debré, au nom de vos adversaires qui vous accusent de visées séparatistes, affirment que si vous soutenez si fort le projet socialiste de décentralisation, c'est surtout parce que vous y voyez une première étape vers l'indépendance. Êtes-vous indépendantiste ?

— Nous répondons d'abord que M. Debré rabâche. Il considère que les dirigeants communistes sont irresponsables, à l'image sans doute des amis qui l'entourent. Nous, nous disons : voilà une île de 2 500 kilomètres carrés dont la surface agricole utile est réduite, dont l'agriculture s'est écroulée, dont le secteur industriel n'a pas pu décoller, dont cent mille habitants ont émigré en France dans des secteurs où ils n'ont pas la possibilité de revenir, avec cent vingt-cinq mille cinq cents demandeurs d'emploi pour quatre-vingt-trois mille personnes en âge de travailler — le reste ne

faisant même pas de demande de travail, sachant qu'il n'en aura pas — et tout cela, cette situation artificielle, déséquilibrée, a été créée par la politique suivie jusqu'à présent. Nous disons qu'il faudrait être irresponsable pour envisager de « couper » sans tenir compte de la situation objective, des besoins sociaux créés. Nous devons prendre tout cela en compte, ainsi que les données historiques du pays pour trouver une solution qui permette de restituer au Réunionnais sa dignité, restituer au travail productif sa noblesse et rester dans la République.

« C'est en partant de ces considérations-là que nous pensons que ce qui est arrivé le 10 mai donne les meilleures garanties. Que serait une indépendance coupée de tout dans une telle situation ? Ce serait une dépendance multilatérale. Mais c'est peut-être que Debré lui-même n'est pas conscient de la gravité de la situation dans le pays. Il se félicite toujours de ce qu'il a fait. Je l'entendais, l'autre jour, dire qu'il va se battre pour le développement. Pendant vingt ans, il a été à la charge de la Réunion, il a contribué à la situation actuelle et maintenant qu'il est dans l'opposition voilà qu'il déclare qu'il va se battre pour le développement de l'île !

— Suez-vous, est-ce un non, porteur de l'indépendance ?

— Nous n'avons jamais formulé de mot d'ordre d'indépendance. Nous avons, entre 1959 et 1961, cherché quelles étaient les institutions qui pouvaient concilier à la fois notre démarche de responsabilité et le maintien dans le cadre de la République. Nous avons été poursuivis, mais qui nous a donné la solution institutionnelle ? C'est le général de Gaulle, lorsqu'il a prononcé en ce qui concerne l'Algérie, en attendant l'autodétermination, des institu-

tions pour les départements algériens ! Je ne fais pas une analogie entre la situation en Algérie et la Réunion, mais je dis qu'institutionnellement les départements d'outre-mer étaient de même nature et que de Gaulle a considéré qu'il était possible, dans les départements d'outre-mer, d'avoir un statut, une assemblée délibérante, etc.

« C'est à partir du référendum qu'il a organisé — et pour la petite histoire, je rappelle que nous l'avons boycotté tandis que nos adversaires politiques bourraient les urnes à 99 % — que la Cour de sûreté de l'Etat, à laquelle j'ai été déféré, a considéré que notre revendication institutionnelle était partiellement constitutionnelle. Lorsque j'étais, aujourd'hui, Débré et les autres, dire que le point 58 sort du droit commun, et va se heurter à l'inconstitutionnalité, j'en conclus que l'ancien premier ministre a subi une période particulièrement active de sa vie politique. C'est à partir de cette époque-là que nous avons poussé dans cette direction en constatant que cela nous permet de rester dans la République et en détenir la maîtrise de nos institutions. Mais il est évident que si cela était intervenu il y a vingt ans ce serait beaucoup plus facile que maintenant, parce qu'une génération est passée. Aujourd'hui, j'ai des amis enseignants qui, lorsqu'ils interrogent des enfants en classe et leur demandent : « Quand vous serez grands, qu'est-ce que vous aimerez avoir ? » s'entendent répondre : « Moi, j'aimerais être vieux pour avoir le retraite ». Pour ces enfants, le poids de l'assistance est tel que toute la période de vie active est, à leurs yeux, une période d'insécurité. Parce qu'ils voient leurs parents au chômage ! Pour eux la sécurité arrive avec la retraite. Voilà où nous en sommes ! »

INVESTIR A ST. ANDRÉ

Ville en pleine expansion, 30.000 habitants

la vanille
la canne à sucre
l'usine sucrière

son centre commercial
son secteur artisanal

Si vous voulez investir à la Réunion, écrivez-nous :
Monsieur le Maire,
97440 St. André.
Tel: (262) 23-0122
Telex: 916 425

Terrains viabilisés pour activités industrielles et artisanales.

LA PLATE FORME MARITIME DE LA FRANCE DANS L'OCEAN INDIEN

PORT POINTE DES GALETES

LA POSSESSION

CONCESSIONNAIRE : CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA REUNION
B.P. 120 — 25 rue de Paris — 97403 St-Denis Tél: 21.53.06 TELEX: 916 270 DE

LA RÉUNION DANS LA FRANCE.

Français ton patrimoine est menacé !

- Les Réunionnais refusent la marginalisation institutionnelle qui leur est proposée.
- Ils veulent la même décentralisation que celle votée pour la métropole.

Les Bretons sont Bretons, mais FRANÇAIS avant tout !
Les Basques sont Basques, mais FRANÇAIS avant tout !
Les Alsaciens sont Alsaciens, mais FRANÇAIS avant tout !
Les Réunionnais sont Réunionnais, mais FRANÇAIS avant tout !

Français, c'est ton patrimoine que nous défendons !

DÉFENDS-LE AVEC NOUS !

Association • Réunion • Département • Français

UN AEROPORT MODERNE DANS L'OCEAN INDIEN

ST-DENIS GILLOT

CONCESSIONNAIRE : CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA REUNION
B.P. 120 — 25 rue de Paris — 97403 St-Denis Tél: 21.53.06 TELEX: 916 270 DE

Ile

LA FRANCE

UN DEPARTEMENT

INTERVENTIONS ECONOMIQUES

30 millions de F.

INTERVENTIONS SOCIALES

10 millions de F.

COOPÉRATIVES

Avances à l'État
10 millions de F.

AIDES À L'HABITAT

10 millions de F.

Crédits pour les équipements électriques
Crédits pour le logement
10 millions de F. (depuis 1974)

AIDE AUX ETUDIANTS

10 millions de F.

HYDRAULIQUE AGRICOLE

Prévision irriguée. Bassin de la Plaine du Champ-Élysée
Crédits du Bassin de la Plaine du Champ-Élysée

Ici, le vrai touriste...

« Ici, le vrai touriste, c'est celui qui cherche la respiration avec le quotidien dans une île où la montagne et la mer s'affrontent à main nue. Ici, la recherche de l'équilibre, du bien-être, du repos, du plaisir, du soleil. On ne vient pas pour s'y enliser, mais pour la découvrir. » C'est le secrétaire général du comité régional du tourisme, M. Patrick Goyet, un enfant du Lot tombé amoureux de la Réunion, qui le dit. Aucun département français ne se prête mieux, en effet, à un tourisme d'excursion plus soucieux de découvrir que de confort, d'autant que les plages de la côte ouest ne présentent pas, à quelques exceptions près, le caractère sophistiqué qu'on imagine parfois à l'extérieur en assimilant à tort la Réunion à quelque île môle du Pacifique.

Mais le déplacement n'est pas à la portée de toutes les bourses. La situation de monopole d'air France, de facilité par les efforts des professionnels du tourisme local. L'île compte vingt hôtels classés totalisant six cent soixante-dix-huit chambres et une centaine de nouvelles chambres seront créées en 1982. Mais malgré le développement des infrastructures et le travail de promotion, marqué notamment par l'ouverture à Paris, en octobre dernier, d'une Maison de l'île de la Réunion, les taux d'occupation hôteliers stagnent au-dessous de 50 %. Priorité a donc été donnée au tourisme social. L'un des premiers objectifs étant de faire en sorte qu'une plus grande partie de la population réunionnaise découvre le plaisir des vacances, auquel, jusqu'à présent, elle ne sacrifiait pas, puisque Réunionnaise seulement sur quatre prend des vacances : une dizaine de terrains de camping devraient être opérationnels à la fin de l'année, cent vingt-cinq lits de villages de vacances viendront s'ajouter, en 1982, aux trois cent cinquante déjà existants, les gîtes ruraux, les gîtes de montagne, les tables d'hôte se multiplient.

Li l'est né dans l'fainoir

PAS besoin d'aller jusqu'à Mafate — l'île dans l'île, le plus sauvage des trois cirques d'origine volcanique, univers chaque fois si étrange, coupé d'effets séparés, les uns des autres par des gorges profondes, dont la découverte ne mérite à la force du mot, car la marche y est le seul moyen de locomotion — pour rencontrer ces oubliés qui vivent misérablement à l'écart du progrès. Il suffit de quitter l'importun des sentiers battus. C'est par tout le même spectacle : des cases en bois aux toits de tôle, sans route d'accès, sans eau, sans électricité. Au hameau de Matru, sur les bords du Bras-Sec, par exemple, quarante-trois familles se désolent d'attendre que le conseil municipal de Saint-Joseph fasse activer la pose des poteaux d'électrification. Ici, il n'y a pas de transports en commun, ni de sanitaires ni de permanence de la mairie pour délivrer les bons d'assistance médicale gratuite. Une poignée d'hommes s'emploient chez un gros propriétaire ; les autres

chômement. Pour survivre ? L'argent-carnet — l'île dans l'île, le plus sauvage des trois cirques d'origine volcanique, univers chaque fois si étrange, coupé d'effets séparés, les uns des autres par des gorges profondes, dont la découverte ne mérite à la force du mot, car la marche y est le seul moyen de locomotion — pour rencontrer ces oubliés qui vivent misérablement à l'écart du progrès. Il suffit de quitter l'importun des sentiers battus. C'est par tout le même spectacle : des cases en bois aux toits de tôle, sans route d'accès, sans eau, sans électricité. Au hameau de Matru, sur les bords du Bras-Sec, par exemple, quarante-trois familles se désolent d'attendre que le conseil municipal de Saint-Joseph fasse activer la pose des poteaux d'électrification. Ici, il n'y a pas de transports en commun, ni de sanitaires ni de permanence de la mairie pour délivrer les bons d'assistance médicale gratuite. Une poignée d'hommes s'emploient chez un gros propriétaire ; les autres

IAN HAMEL

Un melting-pot peu commun

Celui qui surprend le plus le visiteur métropolitain découvrant Saint-Denis-de-la-Réunion, après avoir constaté à quel point le centre du chef-lieu fleurit bon le vieil empire colonial, c'est d'apercevoir soudain, à un carrefour, dans la rue Marchal-Leclerc, le blanc minare d'une mosquée, puis un peu plus loin sur cette même artère, entre deux boutiques d'électronique, le dôme bulbeux et bigarré d'un temple hindou.

La communauté française de la Réunion constitue, en effet, un melting-pot peu commun où cohabitent, sans tension raciale perceptible, les métropolitains, qu'on surnomme les « Z'oreilles » (cent vingt mille personnes), les métis franco-africain-malgaches (deux cent mille), les Indiens malabars (cent vingt mille), qui sont nombreux à perpétuer la cuisine tamoul, les Indiens musulmans (sept mille) qu'on appelle les « Z'Arabes », et les Chinois (vingt mille). La religion catholique reste la plus répandue. L'évêque de la Réunion, Monseigneur Gilbert Aubry, est l'un des plus fervents artisans de l'épanouissement de la culture créole.

Un deuxième souffle dans l'aménagement des « hauts »

Les plantations de canne à sucre occupant les terres les plus riches et les plus faciles d'accès, toutes les tentatives de diversification de la production agricole du département ont visé à mettre en valeur l'intérieur de l'île. Mais sous la végétation luxuriante se cache souvent un sol pauvre, pierreux ou trop escarpé pour y cultiver ou y élever quoi que ce soit. Bon nombre de projets ont échoué dans le passé. Le dernier en date, lancé en 1979, prévoit la réalisation des infrastructures de base nécessaires au développement des « hauts » de la Réunion d'ici à 1985.

L'es agit, en matière d'équipements publics, d'ouvrir 250 kilomètres de route de désenclavement, d'étendre les réseaux électriques, d'acquiescer aux demandes de dresser de petites routes d'eau pour maîtriser l'irrigation et d'installer des postes téléphoniques. Selon le schéma économique retenu, les paysans seront incités, au-dessus de 1 400 mètres, à développer la forêt, pour la production de bois industriels et d'ébénisterie ; un peu plus bas, on favorisera l'élevage bovin, laitier et naisseur ; enfin, dans les zones plus basses, où domine actuellement la culture du géranium, on s'efforcera d'orienter la production vers des cultures vivrières. La mise en valeur des « hauts » devrait créer ou consolider cinq mille emplois directs et procurer un revenu brut annuel de l'ordre de 300 millions de francs, soit 60 000 francs par emploi et par an. Le projet ayant été retardé, le gouvernement a décidé de lui donner un deuxième souffle. L'enveloppe budgétaire du programme d'investissement a été fixée à 98 millions de francs pour 1982. Mais la surface agricole utile est réduite, le morcellement des exploitations extrême (80 % ont moins de 2 hectares), les modes de faire-valoir archaïques, pour ne pas dire féodaux, le marché si soumis à la dépendance extérieure que l'agriculture réunionnaise est dans son ensemble extrêmement fragile, à l'image de l'économie sucrière.

La crise qui afflige la production des plantes à parfum illustre cette fragilité. La Réunion était jusqu'à présent le premier producteur mondial d'essence de géranium (2 500 planteurs sur 2 700 hectares) et de vétiver. Aujourd'hui, la situation des professionnels est alarmante parce qu'ils se heurtent à la concurrence de nouveaux producteurs — Haïti, l'Égypte, la Chine, le Maroc — dont les prix de vente, de l'ordre de 100 à 200 francs le kilo, sont très inférieurs aux prix réunionnais, bloqués depuis 1979 à 341 francs le kilo de géranium et à 418 francs le kilo de vétiver. Or le géranium reste la seule spéculative acceptable d'assurer un revenu immédiat

aux agriculteurs des « hauts » qui associent sa production à l'élevage ou à d'autres cultures. Son sauvetage dépend des pouvoirs publics et de la C.R.E. En revanche, la production de vanille (510 exploitants sur 620 hectares), qui constitue la troisième richesse agricole de l'île après la canne à sucre et le géranium, se porte bien car elle ne connaît pas de problème de débouchés. Idem pour le tabac (300 familles de planteurs sur 115 hectares), dont la production procure un revenu brut par hectare deux fois plus élevé que celui du géranium, ce qui en fait l'une des bases les plus sûres d'une politique de diversification.

L'élevage n'est guère florissant. Le programme de développement du secteur bovin lancé en 1978 ne manquait ni d'ambition (il visait à approvisionner l'île en viande avant 1983) ni de moyens (77 millions de francs prévus). Mais il a rencontré de nombreuses difficultés et la désillusion est grande : en 1980, les abattages contrôlés ont atteint 903 tonnes alors que les importations représentaient 2 400 tonnes. Pourtant chacun s'accorde à penser que l'élevage représente la véritable vocation

économique de l'intérieur de l'île. Récemment, les pouvoirs publics ont orienté la politique de l'élevage dans un sens plus favorable aux éleveurs laitiers. C'est dans ce secteur que se situe l'une des plus importantes réussites de l'économie réunionnaise : le développement de la Compagnie industrielle laitière des Mascareignes (C.I.L.M.). Une aventure qui a commencé en 1969 par la constitution d'une micro-coopérative laitière associant six producteurs de la région du Tampon, par la fabrication locale de yaourts distribués gratuitement dans les cantines des écoles pour former le goût des futurs consommateurs, qui s'est poursuivie à plus grande échelle par la fabrication de produits diversifiés (laits stérilisés, aromatisés, yaourts pour les écoles et le commerce) avec développement d'une politique de marques (Yoplat et Candia) et d'une politique d'investissement, pour aboutir à la création, à partir de 1976, d'une usine laitière moderne à Saint-Pierre. Celle-ci emploie aujourd'hui deux cent cinquante personnes. Le capital de la C.I.L.M. est de 4 millions de francs.

L'huile locale mal digérée

L'histoire — inachevée — de l'huile locale est révélatrice des difficultés qu'il y a parfois à entreprendre dans un milieu économique contrôlé, voire verrouillé, par le négoce importateur.

L'ORSQUE le 27 février 1979, on pose officiellement la première pierre de la future huilerie locale, M. Charles Isnautier, président-directeur général de la Promag (Promagies et matières grasses réunionnaises), pense qu'il est enfin au bout des tracasseries administratives qui ont jalonné son projet de création d'une usine visant à mettre sur le marché local de l'huile de table produite sur place. Pensée donc ! « Pendant dix-sept ans notre projet a été contré en haut lieu », dit-il. Un projet qui date de 1962. En 1961, cette année-là, le préfet de l'époque avait approuvé un dossier, qui est transmis à Paris à la commission centrale des investissements.

Fin 1962, M. Isnautier apprend que l'agrement lui est refusé. Trois ans plus tard l'industriel réunionnais crée une société d'études en vue de l'élaboration d'un second projet. La consommation locale d'huile de table est alors d'environ 3 000 tonnes, et ce projet envisage une production de 20 000 à 30 000 tonnes annuelles. Jugé trop ambitieux, il n'est pas retenu.

1971 : conjointement à un projet d'installation d'une minoterie, M. Isnautier revient à la charge. L'agrement est accordé pour la minoterie. On rejette une

nouvelle fois le projet d'huilerie. Pendant ce temps la population réunionnaise consomme de l'huile importée, principalement la marque Lesieur, dont l'agent exclusif est une société de commerce international implantée à Marseille.

Fin 1975, M. Isnautier, tenace, présente un quatrième dossier, transmis à Paris à la commission centrale des investissements. L'étude va durer... jusqu'en juillet 1978. La réponse officielle ne sera connue que vingt-sept mois après le dépôt du dossier. Les prix ont à réviser, les fournisseurs, eux aussi, ont changé, mais il faut faire vite : l'agrement a été accordé à condition que l'usine soit opérationnelle dans les seize mois à venir.

Le pari est tenu, avec un léger retard : les tracasseries administratives n'en sont pas pour autant terminées puisque aucune des trois primes d'équipement n'est versée à la Promag alors que les travaux sont terminés à 90 %.

Le 25 mars 1980, dans une lettre adressée au préfet, M. Isnautier fait état de « certaines manœuvres tendant à saturer le marché » juste au moment où la Promag doit faire démarrer son unité de production. Dans les milieux d'affaires personnes de doute que le groupe Lesieur et son importateur exclusif à la Réunion, la Sucab, aient pris une part importante dans le blocage du dossier. Personne n'est donc surpris de ce barrage commercial opposé à la Promag. D'autant que M. Michel Lesieur bénéficie

d'un appui officiel puisque le secrétaire d'État aux DOM-TOM l'a nommé président de l'Association nationale pour le développement des Antilles et de la Guyane.

L'apparition de l'huile réunionnaise sur le marché provoque une baisse du prix de détail des huiles importées. Le litre d'huile de table passe de 10,10 F en 1979 à 8,88 F en 1980. Pour protéger la Promag contre les importations d'huile raffinée, le conseil général vote en janvier 1981 un octroi de mer (taxe à l'importation) de 17 %. Mais l'entreprise de M. Isnautier n'a pas les moyens d'avoir son propre service commercial. Elle essaie donc d'entrer dans le circuit de distribution traditionnel assuré par les importateurs grossistes. Mais les importateurs trouvent dans la commercialisation des huiles raffinées un métier plus gréable que dans celle de l'huile locale. Les banques, elles aussi, « boude » la Promag. Pour l'heure, l'unité de production de l'huile réunionnaise n'est pas au mieux de sa condition : l'huile locale est moins chère que les huiles importées mais elle est aussi quasiment inexistante sur le marché. La Promag va-t-elle tenir longtemps encore ? « Actuellement des discussions sont en cours à Paris directement entre le gouvernement et Lesieur ; on ne s'adresse pas à nous ; nous sommes en dehors de toutes les tractations », déclare aujourd'hui M. Isnautier, qui préside également la chambre de commerce et d'industrie.

PHILIPPE LEGROS

Pour vos vacances d'hiver ou d'été

La Réunion : l'île à grand spectacle

Pour préparer votre voyage,
Pour organiser votre séjour,
Pour goûter la cuisine de l'île,
Pour acheter des produits locaux,

La Maison de l'île de la Réunion

1, rue Vignon
75008 PARIS
Tél. 268.07.88
Téléc : Bienrun 215.338 F



La Réunion, c'est le dépaysement et la nature à grand spectacle. Nature fantastique d'une île en plein ciel.

Les volcans, les grands cirques de Salazie, de Mafate et de Cilaos, les forêts, les cascades, les plages et les lagons.

La Réunion, c'est l'émotion et la couleur à grand spectacle : l'ocre de la terre, l'éclat des vagues, des oiseaux et des fleurs...

Pour toutes informations touristiques, appelez Martine à la Maison de l'île de la Réunion - Tél. 268.07.88

Comité Régional au Tourisme de la Réunion

2, avenue de la Victoire 97405 SAINT-DENIS
219 (262) 21.00.41 - Téléc : 016 111 RE



LA RÉUNION 80
en mal de dio

La canne

La canne à sucre est la culture principale de la Réunion. Elle occupe une grande partie des terres cultivées. La production de sucre est importante et constitue une source majeure de revenus pour l'île. Cependant, le secteur est confronté à de nombreuses difficultés, notamment liées à la concurrence internationale et à la nécessité de moderniser les infrastructures de production.

Le sucre est produit à partir de cannes cultivées dans des champs soigneusement entretenus. Le processus de transformation implique plusieurs étapes, de la coupe des cannes à la raffinage du sucre. Les producteurs travaillent souvent en étroite collaboration avec les pouvoirs publics pour améliorer leurs conditions de travail et augmenter leur productivité.

Malgré les défis, le secteur du sucre reste vital pour l'économie de la Réunion. Des initiatives sont en cours pour promouvoir le sucre local et soutenir les producteurs face à la concurrence mondiale.

BANQUE de la RÉUNION
FILIALE DU CRÉDIT LYONNAIS
SIEGE : 15, RUE JEAN-CHATELAIN
219 (262) 21.32.20
N'hésitez pas pour tout

en mal de diversification

La canne et le sucre : une bataille toujours recommencée

La culture de la canne à sucre a pratiquement toujours existé à la Réunion. À l'origine, il s'agissait de satisfaire une consommation familiale d'alcool de bouche. Ce n'est qu'à partir de 1815, quand la France reprit possession de l'île Bourbon, alors que l'île de France — l'île Maurice — devenait définitivement anglaise, que s'affirma la vocation sucrière de l'île. La canne se substitua progressivement à la culture du café pour satisfaire à une demande nouvelle et croissante de la métropole. Depuis cette époque, la canne a profondément marqué la société réunionnaise. Si bien que la principale richesse agricole de l'île en est parfois considérée comme la principale calamité !

En crises en fortunes spectaculaires se sont constituées de grandes propriétés agricoles et d'importants groupes industriels qui la course à la rentabilité a contraints à des restructurations successives. Parallèlement à ces concentrations, les petites et moyennes propriétés se sont morcelées par le jeu des successions. Dans l'île, la division effective traditionnelle — du battant des lames au sommet des montagnes — c'est ainsi qu'il existe certaines propriétés de 8 à 20 mètres de large, sur plusieurs kilomètres de longueur. C'est, bien entendu, un obstacle majeur à l'existence d'une exploitation moderne.

La campagne sucrière, de juin à décembre, constitue le temps fort de la vie sociale et économique, parfois même de la vie politique du département.

Les résultats du recensement général de l'agriculture effectués en 1981 ne sont pas encore connus. L'enquête menée en 1976 par le service de statistiques agricoles de la direction départementale de l'agriculture — la dernière étude disponible — indique que la surface plantée en cannes est de 33 000 hectares, soit 63 % de la surface agricole utile du département. On estime que la réalité se situe entre 37 000 et 40 000 hectares.

Sur la dizaine de milliers d'exploitations produisant de la canne, près de 8 500 ont une superficie inférieure à 5 hectares, 1 200 de 5 à 20 hectares et seulement 200 sont supérieures à 20 hectares. Les sociétés agricoles liées aux groupes industriels sucriers contrôlent 25 % de la production, et pour le reste dépendent des planteurs.

Les modes de faire-valoir sont également variés : 63 % des surfaces cultivées le sont en faire-valoir direct, 33 % en colonage et 4 % en fermage. Le colonage n'existe pas dans l'économie. Le colon est une sorte de sous-métayer, qui devrait en principe travailler sous la conduite et avec l'assistance technique d'un propriétaire. Ce qui n'est pas toujours le cas. Dans ce système de faire-valoir, les produits et les charges sont partagés entre le propriétaire (1/4) et le colon (3/4). Dans la répartition, il arrive fréquemment que les règles de partage ne soient pas respectées. Les situations concrètes sont souvent complexes. Il n'est pas rare qu'un petit propriétaire utilise des colons et soit lui-même colon d'un autre propriétaire !

La période de la coupe est, pour de nombreux planteurs de famille, la seule période de travail dans l'année. En fin des 10 000 exploi-

tants, la canne occupe 5 000 salariés permanents et 5 000 salariés saisonniers (soit environ 30 % de la population active). En outre, quelque 20 000 autres personnes travaillent plus ou moins épisodiquement sur les exploitations. Les usines emploient de leur côté quelque 1 500 salariés permanents et 800 salariés saisonniers. C'est dire l'importance sociale de la canne à sucre. Par contre, sur le plan économique elle ne représente en 1976 que 4 % de la production intérieure brute du département. Son poids est donc devenu négligeable par rapport au gonflement des autres secteurs et en particulier du tertiaire. Mais deux autres chiffres suffisent à expliquer les préoccupations dont la canne reste l'objet. Avec ses sous-produits, elle constitue 54,3 % de la valeur de la production agricole globale de l'île et plus de 95 % de ses exportations.

L'année 1981 a marqué la fin

du plan de modernisation de l'économie sucrière élaboré à partir d'un constat effectué dix ans plus tôt. En 1972, la culture de la canne traversa une crise profonde. Les résultats techniques sont mauvais. Les planteurs sont découragés. Cette lassitude s'explique en partie par les difficultés liées à la sécheresse et à l'augmentation des coûts de production. Mais le mal est plus profond. Les cultures ne sont pas suivies. En 1971, seulement 3,4 % des plants ont été renouvelés. On maintient au champ des variétés périmées. L'âge moyen des producteurs est relativement élevé, nombre d'entre eux sont analphabètes. Les propriétés sont morcelées. Le relief difficile et la présence de nombreuses pierres dans la plupart des champs rendent difficiles et coûteux la coupe et le transport des cannes.

Ce constat conduisit producteurs de canne et fabricants de sucre à établir un programme destiné à rétablir la situation. Un plan de modernisation de l'économie sucrière de la Réunion est engagé le 1^{er} septembre 1974. Il s'inscrit dans trois directions : l'amélioration foncière et la replantation, l'organisation de la récolte et du transport, la formation et l'encadrement des agriculteurs.

Le plan de modernisation porte sur 33 000 hectares, les 7 000 hectares des terres mises en valeur par les sociétés sucrières n'étant pas concernés. Il s'agit d'un huit ans de replantation, en nouvelles variétés plus productives, 28 000 hectares et d'épandage quelque 20 000 tonnes.

À l'heure du bilan, les objectifs ont été atteints à 80 %. L'analyse des résultats, toutefois, doit être nuancée. Le plan n'a pas eu d'effet spectaculaire sur la production, d'abord pour des raisons climatiques (dégâts causés par plusieurs cyclones), ensuite à cause d'une diminution régulière de la surface cultivable au profit des zones urbanisées et de la voirie. De 1970 à 1976, la production de sucre s'est stabilisée à environ 220 000 tonnes par an. Au cours des six dernières années, malgré les dégâts causés par le cyclone Hyacinthe par exemple, cette moyenne a été de 247 000 tonnes. Cette légère progression peut être considérée comme un succès (1).

C'est également au cours du plan de modernisation que s'est battu le record absolu de production de sucre, avec 372 000 tonnes en 1978. Enfin, de 1975 à 1979, le rendement à l'hectare est passé de 54 à 85 tonnes de canne. L'objectif fixé demeure une production de 300 000 tonnes.

La montée des coûts

Néanmoins, peu de progrès ont été réalisés au cours de ce plan en ce qui concerne les gains de productivité dans les opérations culturales. Réunis en janvier 1981 à l'occasion d'une conférence économique organisée par M. Paul Dijoud, alors secrétaire d'État aux DOM-TOM, les professionnels soulignaient : « Dans la plupart des structures actuelles d'exploitations, il faut une journée de travail pour produire une tonne de canne. Or le rapport du prix de la tonne de canne au prix de la journée de travail au SMIC, qui était de 5,6 à 6,3 il y a quelques années, est aujourd'hui de 2,34, soit très exactement la moitié. » Sans de nouveaux gains très significatifs de productivité,

le revenu des planteurs se détériore de telle façon que l'économie sucrière de l'île sera une nouvelle fois en péril.

Les graves qui ont marqué le démarrage des deux dernières campagnes sucrières constituent un révélateur de l'ampleur des problèmes à résoudre.

De nouvelles améliorations des variétés de canne et le développement de l'irrigation ne permettront pas, sinon à long terme, d'entretenir les gains attendus. Malgré la nécessité sociale de maintenir le maximum d'emplois en agriculture, malgré la nature peu favorable des sols, malgré l'éloignement des structures d'exploitation, la mécanisation est inévitable et constitue la seule planche de salut. Le statu quo conduirait sans doute, à terme, à une situation encore plus grave. En outre, les jeunes sont de plus en plus réticents à effectuer les travaux manuels pénibles et peu valorisants que exige la canne à sucre.

L'Association réunionnaise pour

la modernisation de l'économie sucrière a donc proposé aux pouvoirs publics la mise en œuvre d'un nouveau plan, dit de « consolidation », sur une période de dix ans.

Une situation à consolider

La mécanisation est ralentie par le taux élevé d'implémentation des sols. 18 000 hectares devraient être concernés par un épandage plus fin, un désherbage des parcelles et une modernisation de la voirie. En raison des moyens financiers limités des planteurs, la mécanisation passe également par une organisation en commun. Les moyens des Sociétés d'intérêt collectif agricole (Sica-canne) pour encadrer les agriculteurs seront donc renforcés. De meilleures techniques d'amendement et de fertilisation des sols peuvent constituer une source de progrès. Une carte chimique des sols va donc être dressée. Un nouvel effort devra être consenti pour l'irrigation (3 000 hectares dans le périmètre de Cilaos et 2 000 hectares supplémentaires défrichés dans l'Est). Le coût de ce nouveau plan a été chiffré à 412 millions de francs.

À son terme, sur les 37 000 hectares consacrés à la canne, 21 000 hectares pourront être mécanisés en grande partie et 9 000 hectares en totalité, coupe comprise. Enfin, 7 000 hectares devront faire l'objet d'une reconversion. Les élus de la Réunion ont approuvé le plan de consolidation à l'occasion de la deuxième session ordinaire 1981 du conseil général. Le plan doit normalement démarrer en 1983 avec la participation du FEOPA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles).

Les efforts accomplis depuis une dizaine d'années par la profession et les pouvoirs publics ont donc permis à l'économie sucrière de sortir de l'impasse et d'éviter son effondrement comme en Martinique, mais cette bataille éternellement recommencée n'est pas encore gagnée pour autant. Les deux principales sources d'inquiétude demeurent l'augmentation rapide des coûts de production et l'éventualité d'une mise en concurrence directe avec le reste de la production sucrière européenne. Le maintien d'un secteur sucrier compétitif n'est pas contradictoire cependant avec la diversification des cultures, car, dans les exploitations moyennes, c'est souvent la garantie de ressources que constitue la canne qui permet de franchir le pas vers de nouvelles spéculations. Il y a là un équilibre salvateur à préserver aussi longtemps que possible.

HUBERT BRUYÈRE.

(1) En 1981, la production globale de canne a atteint 2 354 000 tonnes.

Une industrie de plus en plus concentrée

Le nombre des usines sucrières, qui était de douze en 1968, est aujourd'hui de sept et sera réduit à cinq en 1982-1983. À la suite d'une mission d'expertise sur l'économie sucrière de l'île (1977), la décision a été prise de garantir aux industriels une marge de fabrication. En contrepartie, ceux-ci se sont engagés à réduire leurs frais d'exploitation par construction des usines. Ce plan de restructuration s'est traduit par de profonds changements dans l'organisation de ce secteur. Les activités agricoles et industrielles, traditionnellement imbriquées, ont dû être séparées.

Au moment de la conception du plan, l'usine type devait avoir une capacité de production de 50 000 tonnes de sucre. La production réunionnaise prévue se situant à 300 000 tonnes de sucre, on a donc décidé de conserver cinq usines d'une capacité de 55 000 à 60 000 tonnes chacune. Ce seront les usines de Beaufonds, Bois-Rouge, Savanne, le Gol et Grand-Bois. L'usine de la Mare a effectué sa dernière campagne en 1981-1982, celle de Quartier français formera ses portes en 1983.

Quant aux sociétés sucrières, elles se sont remodelées. On n'en compte plus que trois : 1) L'industrielle sucrière de Bourbon avec Bois-Rouge, La Mare, Savanne et Grand-Bois. Sa modernisation consiste à porter la capacité de traitement de l'usine de Bois-Rouge de 150 à 250 tonnes-heure. L'investissement nécessaire est de 100 millions de francs. Elle représente 53 % de la production de l'île ; 2) Les Sucreries du nord-est avec Quartier français et Beaufonds. La modernisation de Beaufonds se traduira par l'installation d'une centrale de production d'électricité à partir de la bagasse. L'investissement à consentir est de 80 millions de francs. Elle traite 24 % de la production ; 3) Les Sucreries Léonard Bourbon avec l'usine du Gol, qui a déjà engagé sa modernisation. Il y a une dizaine d'années, implantée dans le sud de l'île, l'usine produit 23 % du sucre réunionnais.

H. B.

SODERE
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA RÉUNION

63, rue Marechal-Leclerc
97469 ST-DENIS CEDEX
☎ 19 (262) 20.01.68
Télex 915471 RE

● CRÉDIT À MOYEN ET LONG TERME
● ASSISTANCE DE GESTION
● PARTICIPATIONS AU CAPITAL
● CRÉDIT BAIL IMMOBILIER

BANQUE de la RÉUNION

AGENCES :

FILIALE DU CRÉDIT LYONNAIS
SIÈGE : 15, RUE JEAN-CHATEL ST-DENIS
☎ 19 (262) 21.32.20

CHAUDRON • LE PORT • ST-PAUL
ST-LOUIS • ST-PIERRE • TAMPON
ST-JOSEPH • ST-ANDRÉ • ST-BENOÎT

N'hésitez pas à faire appel à ses services
pour tous vos problèmes bancaires à La Réunion

arts graphiques modernes

6-8 rue Monthyon
97400 SAINT-DENIS
île de la Réunion

Tel 21 23 00
(5 lignes groupées)
Telex 916 254 RE

● Photocomposition AM
● Atelier de photogravure noir et couleur Scanner
● Atelier Offset
1 machine 4 couleurs 90x130
1 machine 2 couleurs 70x100
4 machines 1 couleur : 61x86, 45x64, 32x45
1 rotative 2 groupes
● Atelier typo
● Impression en continu
● Atelier lacourage
4 masquons en 115
1 encarteuse piqueuse
7 postes
Découpe cylindre
2 plieuses
1 chaîne reliure Kolbus

● Éditeur de La Réunion

Utilise MicroEmboss

taclé

Le développement et le taclé. Nature familiale. Cilaos, les forêts et les lacs. Animation et lac. Forêt de la terre. Océans et des. mation touristique. La Maison de l'île. 1981.

Les énergies nouvelles, ici on y croit !

Les Réunionnais ont un solide appétit d'énergie. En vingt ans, de 1970 à 1990, leur consommation de pétrole et de gaz aura été multipliée par quatre, celle d'électricité par dix. Jeune et volcanique, l'île ne dispose d'aucun gisement de pétrole, de charbon ou de gaz, et en l'état actuel des connaissances du milieu naturel, l'indépendance énergétique du département ne paraît pas réalisable.

Toutefois, à chaque saison cyclonique, d'octobre à mars, l'île se couvre d'eau comme une éponge. Un important équipement hydroélectrique, mis en place à partir de 1965, permet de couvrir depuis septembre 1981 la totalité de la consommation (800 millions de kilowattheures annuels) avec un excédent de 15 % à 17 % par an, la couverture risque de ne plus être complète dès 1983. C'est la raison pour laquelle l'État a donné son accord aux travaux d'équipement nécessaires pour augmenter la production hydroélectrique du site de Takamaka, sur la rivière des Marquises, qui se jette dans l'océan à Saint-Benoît. Au cours de sa dernière visite, M. Emmanuelli a indiqué que la mise en œuvre de l'aménagement d'une deuxième centrale, en amont de la première, décidée par E.D.F., coûterait 250 millions de francs et permettra la production de 50 millions de kilowattheures supplémentaires. Les travaux doivent commencer l'an prochain.

Cet effort, pourtant, ne suffit pas : car en 1980, selon les prévisions, il s'agira de fournir à la population 1 milliard de kilowattheures. On pense que 700 millions de kilowattheures seront alors l'origine hydraulique et que 100 millions proviendront des centrales des mines sucrières. L'importation de pétrole pour la production d'électricité devra donc reprendre. A moins que...

Confrontés à cette incertitude à moyen terme, les élus locaux ont décidé de jouer résolument la carte des énergies nouvelles : géothermie, solaire, biomasse.

Le contexte volcanique fait de la Réunion une zone géothermique de grand intérêt. Bien que les premières études remontent à 1971, il a fallu attendre sept ans avant que ne débute les travaux de reconnaissance du potentiel de l'île. Les explorations effectuées par le Bureau des recherches géologiques et minières (B.R.G.M.) ont permis d'identifier quatre zones susceptibles de libérer un jour de la vapeur. Il s'agit de la région centrale des cirques (Clair, Salazie), de la région de la Plaine-des-Palmistes, de la région de Sainte-Rose-Grand-Brûlé et du flanc sud du volcan de la Fournaise.

Solaire : il y a vingt ans, une idée

La phase de prospection, menée à bien au cours de l'année 1981, a permis de réviser un site de première valeur à proximité du piton des Neiges. Les mesures ont fait apparaître une température du sol de 300 degrés à 1 600 mètres de profondeur. 5 millions de francs ont déjà été consacrés à ces recherches par l'État et le conseil régional. Restent encore à franchir les étapes des forages de reconnaissance, des forages d'exploitation et de la construction de la centrale. Dans le meilleur des cas, la première centrale sera construite en 1986-1987. A cette date, quelque 450 millions de francs auront été consacrés à l'opération.

Compte tenu de l'importance des coûts et de la durée des recherches géothermiques, le « gisement » solaire paraît plus rapidement exploitable. En 1969, déjà, un projet avait annoncé qu'il fallait « engager des recherches du côté de l'utilisation de l'énergie solaire ». Réflexion sans lendemain. La Réunion bénéficie pourtant d'une situation très favorable. Le moyennement annuel du rayonnement solaire reçu chaque jour par l'île est de 5 kilowattheures au mètre carré, alors que le maximum mondial se situe à 7 kilowattheures par mètre

carré et la moyenne pour la métropole à 3 kilowattheures. Si l'on considère qu'un foyer réunionnais consommait quotidiennement en 1977 moins de 5 kilowattheures d'électricité, on peut affirmer que l'énergie solaire correspond bien à une réalité.

Des représentants du Commissariat à l'énergie solaire (Comes) se sont rendus dans l'île à plusieurs reprises ces trois dernières années. Dès 1979, le parc des chauffe-eau solaires était, proportionnellement à la population, trois fois plus important que celui de la métropole. Le solaire a même suscité la création d'une petite industrie locale. Enfin, des leur construction, des ensembles d'habitations à loyer modéré ont été équipés en fonction de l'énergie solaire.

Toutefois, ces initiatives ne correspondent pas à un plan d'ensemble. Les particuliers se montrent assez réticents et le marché du solaire ne progresse que très lentement par rapport aux possibilités existantes. Trois explications à ce phénomène : le coût élevé du matériel, des techniques d'installation pas toujours assurées et l'absence d'incitation. Le système d'aide aux énergies nouvelles mis en place par les pouvoirs publics en métropole n'avait pas été étendu outre-mer.

Un programme sur cinq ans

Aussi, en 1980, le conseil régional a-t-il décidé de financer un programme d'action et de recherche s'étendant sur cinq ans. Un comité technique solaire a été installé l'année dernière et une convention a été signée avec le Commissariat à l'énergie solaire. La création d'un fonds solaire permet de considérer que 1981 a été l'année de démarrage d'un véritable effort solaire.

De nombreuses initiatives ont été prises. A l'occasion d'une campagne d'information qui s'est déroulée pendant plus d'un mois, des stages ont été organisés pour sensibiliser les entrepreneurs aux

énergies nouvelles et pour former des installateurs. Divers organismes bancaires ont proposé des prêts à taux réduits (6,5 %) pour motiver les Réunionnais à franchir le pas du solaire. Un système d'aide à l'acquisition de chauffe-eau solaires, avec un apport personnel réduit à 15 % du coût total, a été institué. Il devrait permettre, au cours des cinq prochaines années, trois mille cinq cents installations nouvelles. Dans des communes situées en altitude, des vestiaires-douches et des piscines vont être chauffés au solaire.

Le centre universitaire de la Réunion a été sollicité pour participer à une réflexion sur l'habitat bioclimatique. Un modèle de capteur adapté aux besoins de l'île a été mis au point et une carte du rayonnement solaire devrait permettre sa meilleure utilisation possible.

Biomasse de l'électricité

avec la canne à sucre

Le troisième atout de l'île est constitué par la biomasse. La reconstruction de l'industrie sucrière a été mise à profit pour équiper les usines de centrales électriques de grande puissance. L'utilisation de la matière fibreuse de la canne à sucre (le bagasse) comme source d'énergie n'est pas totalement nouvelle. Traditionnellement, les usines sucrières ont brûlé le bagasse pour satisfaire leurs propres besoins en électricité. Une tonne de bagasse dispose, en effet, du même pouvoir énergétique qu'un baril de pétrole. Or la Réunion produit chaque année quelque 700 000 tonnes de bagasse. Une grande partie devrait être détruite. On en arrivait ainsi à des aberrations. En 1980, une société a dû consacrer 240 000 francs à l'élimination de sa bagasse excédentaire. Toutefois, les investissements nécessaires à sa valorisation sont importants (de l'ordre de 50 millions de francs pour une centrale de 24 mégawatts) et la technologie délicate (avec des pressions de 40 bars dans les chaudières). Il a donc fallu attendre une reconstruction de cette industrie pour que les projets se concrétisent.

La première centrale à entrer en service sera celle de l'usine de Beaufonds (Société du Nord-Est), à l'occasion de la campagne sucrière 1982-1983. Sa technique de pointe permettra, avec 3 kilos de bagasse, de produire un kilowattheure, alors qu'il en fallait 6 jusqu'à présent. Une autre usine, appartenant à l'industrie sucrière de Bourbon, devrait fournir de l'énergie au réseau vers 1986-1988.

Les possibilités offertes par ces usines seront d'autant plus intéressantes qu'elles compléteront les centrales hydrauliques pour la période sèche qui correspond à la durée de la campagne sucrière (août à décembre).

La production d'alcool-sucre, qui n'a pas été oubliée. Un projet de distillerie existe, qui pourrait être opérationnel dans un délai d'un an. Le prix du litre d'éthanol serait d'environ 3,50 F, avant que n'intervienne la moindre taxe. L'opération rentable dans la conjonction économique actuelle, les Réunionnais, pendant encore de nombreuses années, devront sans doute empiéter les réservoirs de leurs voitures avec un carburant qui est depuis quelques mois vendu à un prix supérieur à celui de l'Hexagone, notamment en raison de la fiscalité locale. Mais ce n'est pas faute d'avoir songé aux énergies nouvelles. Des énergies auxquelles, ici, tout le monde croit.

M. B.

Une présence militaire modeste

L'ARMÉE de l'air française envisage de rééditer, du 15 au 17 septembre, de M. François Mitterrand, la démonstration qu'elle avait faite à deux reprises sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, de ses capacités à intervenir au-delà des continents : elle se propose d'envoyer prochainement des avions de combat, du modèle Mirage F-1, stationnés à Opargy (Vanuatu), pour un séjour d'opérations à Djibouti, où le dispositif déployé par la France est conçu à la fois pour servir à la défense de la nouvelle République et pour constituer la base arrière de la présence militaire à la Réunion et en océan Indien.

En 1976, à cet effet, le double fait que la marine nationale a consacré en 1981 le tiers (très exactement 33,3 %) du total de ses jours de mer et de ses heures de vol à des activités en océan Indien et que la France vient d'accepter d'insérer les forces des Seychelles, on mesure la continuité apportée par l'armée à la présence militaire à la Réunion et à Mayotte.

Point chaud des tensions géopolitiques qui opposent l'Union soviétique aux Etats-Unis, l'océan Indien est, pour la France, le lieu d'affirmation de sa volonté de faire valoir sa puissance et d'assurer, d'une manière ou d'une autre, au cas où elle impliquerait et réduirait de la rivalité Est-Occident. Perçue comme moins contraignante que celle des deux grandes puissances, la présence de la France est assimilée à celle d'un « troisième larron », élément perturbateur certes, mais élément rassurant aussi, dans la mesure où elle permet d'éviter le face-à-face, voire l'affrontement, de deux idéologies concurrentielles.

Trois bastions

Et, pourtant, la présence militaire de la France reste modeste dans cette partie du monde, sans commune mesure, en tous les cas, avec ce que peuvent y déployer, en permanence ou en renfort, les Américains et les Soviétiques. Cette présence, en fait, se résume à trois bastions principaux : à la Réunion même, à Djibouti et à Mayotte (Comores).

A la Réunion, on compte deux mille sept cent vingt militaires français des trois armées et de la gendarmerie. Avec, actuellement, un renfort de deux cent quarante autres. Pour l'essentiel, la gendarmerie y maintient un groupement départemental (à quatre compagnies), cinq pelotons mobiles et un escadron mobile d'infanterie. Elle dispose de terre et déploie le 3^e régiment de parachutistes de l'infanterie de marine (R.P.I.M.A.), qui peut recevoir une compagnie, dite « tournaise », de la 11^e division parachutiste en renfort. L'armée de l'air dispose de trois avions de transport Transall et de deux hélicoptères Alouette-III.

A Mayotte, les effectifs français sont encore plus réduits : quatre cent soixante-dix hommes, environ, de la gendarmerie et de la Légion étrangère, qui, eux aussi, peuvent recevoir une compagnie de renfort. A Djibouti, enfin, la France aligne, avec l'accord des autorités de la nouvelle République, trois mille cinq cents hommes des trois armées et de la gendarmerie. C'est le plus important des contingents français dans cette région du monde. L'armée de terre est représentée par deux régiments avec un détachement d'hélicoptères Puma et Alouette-III : le 5^e régiment

interarmes d'outre-mer (RIAOM), qui est principalement équipé de chars porteurs de missiles antitank et de la 12^e demi-brigade de Légion étrangère (D.B.L.E.), qui détient des automitrailleuses et qui peut recevoir en renfort une compagnie du 2^e régiment étranger de parachutistes (REP) stationné en Corse. De son côté, l'armée de l'air a l'usage de dix avions de combat Mirage III-C (qui sont le modèle le plus ancien de la série), trois avions Noratlas de transport et trois hélicoptères Alouette-II pour les liaisons et l'observation.

Entre ces trois points d'appui, la marine promène ses bâtiments et l'avion de patrouille maritime Breguet-555, qu'elle a, cependant, installé en 1981 à Djibouti. Un amiral, embarqué en permanence, a reçu le commandement de la zone qui s'étend sur l'océan Indien, la mer Rouge et le Golfe, avec, néanmoins, des présentes plus accablées en golfe d'Aden depuis le conflit irako-iranien.

Un point d'ancrage

Avec ses trois mille hommes, dont deux cents officiers, la marine française dispose, dans l'océan Indien, vingt bateaux de combat, deux pétroliers et quatre bâtiments de soutien logistique. Si l'on réunit les forces affectées en permanence et les renforts occasionnels, depuis quelques jours, parmi ces derniers, figurent deux sous-marins d'attaque à propulsion classique, l'Agosta et la Vénus, avec leur navire de soutien, le Bistrot.

Le regroupement de ce dispositif interarmées à la Réunion date de septembre 1973, lorsque la plupart des forces françaises furent quittées Madagascar pour créer, à Saint-Denis, un commandement supérieur des forces françaises du sud de l'océan Indien ayant, avec un commandement subordonné de la marine locale, la responsabilité de la défense de la Réunion, de Mayotte, des îles éparses et des terres australes.

Malgré les travaux en cours, notamment à Pierrefonds, à la plaine des Cafres, à Gillot et à la Possession, pour y mieux loger les unités françaises, les infrastructures militaires à la Réunion ne procurent pas au commandement les mêmes facilités terrestres, navales et aériennes de déploiement ou de manœuvre que les installations de Djibouti. Dans cet océan Indien qui baigne trente-quatre pays réunissant le tiers de la population mondiale, de races et de religions si différentes, le point d'ancrage de la puissance militaire française demeure incontestablement Djibouti.

Dans le cas d'une agression, caractérisée et soudaine, de l'extérieur contre le département, nul doute que Djibouti, école aérienne et port militaire, fournira aux forces d'assistance appelées en renfort les relais et le recul nécessaires à la riposte éventuelle. Certes, progressivement, les forces de la zone sud de l'océan Indien apprennent à être autonomes, mais le dispositif militaire français y reste suffisamment imbriqué régionalement pour que l'on puisse encore admettre que la défense de la Réunion commence à partir de Djibouti.

JACQUES ISNARD.

colier upr

La croissance économique réunionnaise est demeurée très rapide, même en ces années de crise. Sur les dix dernières années, la production intérieure brute s'est accrue à une moyenne de 5 % par an. Certes, ce dynamisme n'a pas été dû aux seuls facteurs internes, et résulte en grande partie des flux de transferts de la métropole vers la Réunion, qui constituent le moteur externe de notre économie.

Cet état de fait explique par la nécessité d'investir en l'homme réunionnais, sorti depuis peu de temps de la période coloniale. Parce que la croissance, même dans les pays développés, n'est expliquée que pour partie par le capital et le travail, nous avons résolu le choix de mettre l'accent sur l'économie humaine, d'autant plus que la Réunion, en tant que territoire d'homme réunionnais, de sa formation, de sa santé, de sa culture, etc.

C'est ainsi que :

— Pour les salariés, nous avons voulu promouvoir la médecine du travail, la formation continue, le logement social, la retraite complémentaire, l'indemnisation du chômage, l'emploi des jeunes.

— Pour les entrepreneurs, nous avons obtenu la délégation de l'Institut français de gestion et de développement des affaires, le Centre d'études supérieures des affaires. Ainsi, l'Union patronale a amené les chefs d'entreprise à être des animateurs du développement.

Dans le domaine social, nous avons réalisé en dix ans ce que la métropole a fait en trente ans. Les années 80 seront, pour nous, les années de réconciliation de l'économie réunionnaise.

COMITE DE LIAISON DES INTERETS ECONOMIQUES DE LA REUNION
UNION PATRONALE DE LA REUNION
Siège : 104, rue Saint-Marie - BP 354 - 97468 SAINT-DENIS CEDEX
Agence : 9, rue Auguste Babat - 97410 SAINT-PIERRE

Tél. : 19 (262) 25-17-02

LE

BANQUE FRANÇAISE COMMERCIALE

FILIALE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ

À LA RÉUNION :

- 6 ans d'activité
- 8 guichets ouverts
- 180 emplois créés

La BANQUE FRANÇAISE COMMERCIALE (BFC) est également à votre service dans les autres départements d'Outre-mer : GUADELOUPE • GUYANE • MARTINIQUE ainsi qu'à MAYOTTE • SEYCHELLES • DOMINIQUE et en MÉTROPOLE où 18 guichets sont à votre disposition

Siège social : 74, rue Saint-Lazare 75009 PARIS

Une presse pluraliste

La population réunionnaise a la chance, exceptionnelle outre-mer, de disposer d'une presse pluraliste. Trois journaux sont chaque jour à sa disposition. Le *Journal de l'île de la Réunion* — le JIR — entreprise familiale fondée en 1968 par M. Fernand Cazal, et dont le directeur est M. Philippe Balouky, tire à vingt-cinq mille exemplaires environ. Il soutient le point de vue des « nationaux » et des départementalistes. Ses colonnes remplissent souvent au fil du jour le format, ainsi qu'au *Quotidien de Paris*. Ses jugements sur le pouvoir sociocommuniste comportent peu de nuances. A l'opposé, le parti communiste réunionnais publie *Témoignages*, titre fondé en 1944 par Raymond Vergès, devenu quotidien d'information militante. Tiré à six mille exemplaires en semaine et à dix mille environ le samedi, jour de « vente de masse », c'est actuellement le défenseur le plus ardent de la politique gouvernementale. Son directeur est M. Elie Hoarau. Entre les deux, il y a le *Quotidien de la Réunion*, quotidien d'informations générales créé en 1976 par un industriel entrepreneur, M. Chancel-Chune, qui s'est rapidement acquis une solide réputation d'indépendance de pensée et de liberté de ton, et qui joue un rôle important, depuis six ans, dans la démocratisation de la vie publique locale. Son tirage avoisine aujourd'hui vingt mille exemplaires.

AGENCE PROMOTIONS

33, rue Jean-Châtel
97400 ST-DENIS
DE LA REUNION
☎ 19 (262) 20.01.81

PUBLICITÉ

- Annonces Presse
- Dépliants Affichages
- Sigles, logos types
- En-tête de lettres
- Photos et articles publicitaires

RÉSIDENCES - CLUBS

3^e AGE

Spécialiste Côte d'Azur

Cabinet INDEXA

52, av. Jean-Médard - 06000 NICE
Tél. : (93) 80.98.31 (F.N.A.I.M.)

**BASF
INVENTE
L'EMOTION**

A black and white photograph showing a variety of BASF video cassette tapes. In the background, three larger tapes are visible: one labeled 'VCC' (chromia-dia video compact cassette), one labeled 'E180' (chromia-dia video cassette), and one labeled 'L125' (chromia-dia video cassette). In the foreground, several smaller tapes are scattered, including one labeled 'SM' (Super Mini) and others with labels like 'E180', 'L125', and 'E180'. The tapes are arranged in a cluster, with some overlapping, creating a sense of depth. The lighting is dramatic, highlighting the labels and the metallic sheen of the tape reels.

 **BASF**
Cassettes Chrome BASF,
l'émotion intacte.

Le militaire
este

[illegible]

Un point d'ancrage

d'ont l'usage sera limité à
 l'usage scolaire. Les copies de
 l'ouvrage doivent être déposées
 dans les bibliothèques de la
 ville de Fontenay-le-Comte.
 Les personnes qui ont
 obtenu l'ouvrage doivent
 verser une somme de 10 francs
 à la bibliothèque de la ville
 de Fontenay-le-Comte.
 Les personnes qui ont
 obtenu l'ouvrage doivent
 verser une somme de 10 francs
 à la bibliothèque de la ville
 de Fontenay-le-Comte.

1. The first step is to identify the problem. This involves understanding the symptoms and the context in which they are occurring.

[illegible]

1. **Introduction**
 2. **Background**
 3. **Methodology**
 4. **Results**
 5. **Discussion**
 6. **Conclusion**
 7. **References**
 8. **Appendix**
 9. **Index**
 10. **Table of Contents**
 11. **Abstract**
 12. **Summary**
 13. **Key Words**
 14. **Keywords**
 15. **Subject Headings**
 16. **Classification**
 17. **Indexing**
 18. **References**
 19. **Appendix**
 20. **Index**
 21. **Table of Contents**
 22. **Abstract**
 23. **Summary**
 24. **Key Words**
 25. **Keywords**
 26. **Subject Headings**
 27. **Classification**
 28. **Indexing**
 29. **References**
 30. **Appendix**
 31. **Index**
 32. **Table of Contents**
 33. **Abstract**
 34. **Summary**
 35. **Key Words**
 36. **Keywords**
 37. **Subject Headings**
 38. **Classification**
 39. **Indexing**
 40. **References**
 41. **Appendix**
 42. **Index**
 43. **Table of Contents**
 44. **Abstract**
 45. **Summary**
 46. **Key Words**
 47. **Keywords**
 48. **Subject Headings**
 49. **Classification**
 50. **Indexing**
 51. **References**
 52. **Appendix**
 53. **Index**
 54. **Table of Contents**
 55. **Abstract**
 56. **Summary**
 57. **Key Words**
 58. **Keywords**
 59. **Subject Headings**
 60. **Classification**
 61. **Indexing**
 62. **References**
 63. **Appendix**
 64. **Index**
 65. **Table of Contents**
 66. **Abstract**
 67. **Summary**
 68. **Key Words**
 69. **Keywords**
 70. **Subject Headings**
 71. **Classification**
 72. **Indexing**
 73. **References**
 74. **Appendix**
 75. **Index**
 76. **Table of Contents**
 77. **Abstract**
 78. **Summary**
 79. **Key Words**
 80. **Keywords**
 81. **Subject Headings**
 82. **Classification**
 83. **Indexing**
 84. **References**
 85. **Appendix**
 86. **Index**
 87. **Table of Contents**
 88. **Abstract**
 89. **Summary**
 90. **Key Words**
 91. **Keywords**
 92. **Subject Headings**
 93. **Classification**
 94. **Indexing**
 95. **References**
 96. **Appendix**
 97. **Index**
 98. **Table of Contents**
 99. **Abstract**
 100. **Summary**
 101. **Key Words**
 102. **Keywords**
 103. **Subject Headings**
 104. **Classification**
 105. **Indexing**
 106. **References**
 107. **Appendix**
 108. **Index**
 109. **Table of Contents**
 110. **Abstract**
 111. **Summary**
 112. **Key Words**
 113. **Keywords**
 114. **Subject Headings**
 115. **Classification**
 116. **Indexing**
 117. **References**
 118. **Appendix**
 119. **Index**
 120. **Table of Contents**
 121. **Abstract**
 122. **Summary**
 123. **Key Words**
 124. **Keywords**
 125. **Subject Headings**
 126. **Classification**
 127. **Indexing**
 128. **References**
 129. **Appendix**
 130. **Index**
 131. **Table of Contents**
 132. **Abstract**
 133. **Summary**
 134. **Key Words**
 135. **Keywords**
 136. **Subject Headings**
 137. **Classification**
 138. **Indexing**
 139. **References**
 140. **Appendix**
 141. **Index**
 142. **Table of Contents**
 143. **Abstract**
 144. **Summary**
 145. **Key Words**
 146. **Keywords**
 147. **Subject Headings**
 148. **Classification**
 149. **Indexing**
 150. **References**
 151. **Appendix**
 152. **Index**
 153. **Table of Contents**
 154. **Abstract**
 155. **Summary**
 156. **Key Words**
 157. **Keywords**
 158. **Subject Headings**
 159. **Classification**
 160. **Indexing**
 161. **References**
 162. **Appendix**
 163. **Index**
 164. **Table of Contents**
 165. **Abstract**
 166. **Summary**
 167. **Key Words**
 168. **Keywords**
 169. **Subject Headings**
 170. **Classification**
 171. **Indexing**
 172. **References**
 173. **Appendix**
 174. **Index**
 175. **Table of Contents**
 176. **Abstract**
 177. **Summary**
 178. **Key Words**
 179. **Keywords**
 180. **Subject Headings**
 181. **Classification**
 182. **Indexing**
 183. **References**
 184. **Appendix**
 185. **Index**
 186. **Table of Contents**
 187. **Abstract**
 188. **Summary**
 189. **Key Words**
 190. **Keywords**
 191. **Subject Headings**
 192. **Classification**
 193. **Indexing**
 194. **References**
 195. **Appendix**
 196. **Index**
 197. **Table of Contents**
 198. **Abstract**
 199. **Summary**
 200. **Key Words**
 201. **Keywords**
 202. **Subject Headings**
 203. **Classification**
 204. **Indexing**
 205. **References**
 206. **Appendix**
 207. **Index**
 208. **Table of Contents**
 209. **Abstract**
 210. **Summary**
 211. **Key Words**
 212. **Keywords**
 213. **Subject Headings**
 214. **Classification**
 215. **Indexing**
 216. **References**
 217. **Appendix**
 218. **Index**
 219. **Table of Contents**
 220. **Abstract**
 221. **Summary**
 222. **Key Words**
 223. **Keywords**
 224. **Subject Headings**
 225. **Classification**
 226. **Indexing**
 227. **References**
 228. **Appendix**
 229. **Index**
 230. **Table of Contents**
 231. **Abstract**
 232. **Summary**
 233. **Key Words**
 234. **Keywords**
 235. **Subject Headings**
 236. **Classification**
 237. **Indexing**
 238. **References**
 239. **Appendix**
 240. **Index**
 241. **Table of Contents**
 242. **Abstract**
 243. **Summary**
 244. **Key Words**
 245. **Keywords**
 246. **Subject Headings**
 247. **Classification**
 248. **Indexing**
 249. **References**
 250. **Appendix**
 251. **Index**
 252. **Table of Contents**
 253. **Abstract</**

100-365444-1
 100-365444-2
 100-365444-3
 100-365444-4
 100-365444-5
 100-365444-6
 100-365444-7
 100-365444-8
 100-365444-9
 100-365444-10
 100-365444-11
 100-365444-12
 100-365444-13
 100-365444-14
 100-365444-15
 100-365444-16
 100-365444-17
 100-365444-18
 100-365444-19
 100-365444-20
 100-365444-21
 100-365444-22
 100-365444-23
 100-365444-24
 100-365444-25
 100-365444-26
 100-365444-27
 100-365444-28
 100-365444-29
 100-365444-30
 100-365444-31
 100-365444-32
 100-365444-33
 100-365444-34
 100-365444-35
 100-365444-36
 100-365444-37
 100-365444-38
 100-365444-39
 100-365444-40
 100-365444-41
 100-365444-42
 100-365444-43
 100-365444-44
 100-365444-45
 100-365444-46
 100-365444-47
 100-365444-48
 100-365444-49
 100-365444-50
 100-365444-51
 100-365444-52
 100-365444-53
 100-365444-54
 100-365444-55
 100-365444-56
 100-365444-57
 100-365444-58
 100-365444-59
 100-365444-60
 100-365444-61
 100-365444-62
 100-365444-63
 100-365444-64
 100-365444-65
 100-365444-66
 100-365444-67
 100-365444-68
 100-365444-69
 100-365444-70
 100-365444-71
 100-365444-72
 100-365444-73
 100-365444-74
 100-365444-75
 100-365444-76
 100-365444-77
 100-365444-78
 100-365444-79
 100-365444-80
 100-365444-81
 100-365444-82
 100-365444-83
 100-365444-84
 100-365444-85
 100-365444-86
 100-365444-87
 100-365444-88
 100-365444-89
 100-365444-90
 100-365444-91
 100-365444-92
 100-365444-93
 100-365444-94
 100-365444-95
 100-365444-96
 100-365444-97
 100-365444-98
 100-365444-99
 100-365444-100

AGENCE PROMOTION
33, rue Jean-Châtel
97400 ST-DENIS
DE LA REUNION
☎ 19 (262) 20 01 81
PUBLICITÉ

3-AGE
Cabinet INDEXA

Lab:

rop
par
en
pe,
"a-
rni
En
res,
re-
ré-
un
de
es,
de
la-
le,
int
30-

ca
sa
de
ra

113
112
51
2-

US
1c
ES
M-
US

2000

ಅನೇಕ ಸಮಸ್ಯೆಗಳನ್ನು

11

**C
-
R
F**

5
6
7
8
9

2025

•

1997

La neige revient, les affaires repartent

RUNIS à l'occasion du vingt-cinquième Salon professionnel international des articles et de la mode de sport d'hiver (SIG), qui s'est tenu du 6 au 9 mars à Grenoble, industriels et détaillants n'ont pas dissimulé leur satisfaction en constatant que le marché des sports d'hiver, déprimé depuis trois ans, a connu cette saison un très net redressement.

A l'origine de tous les malheurs passés des principaux fabricants de skis, de fixations et de chaussures, le manque de neige, voire l'absence totale de neige sur les très importants marchés nord-américains au cours des deux précédentes saisons, ainsi qu'il est évident l'hiver 1980-1981, sur certains massifs montagneux européens, notamment en Italie du Nord, dans les pays scandinaves et sur les Alpes du Sud françaises.

Cette saison, la « poudre blanche » s'est également répartie sur les massifs les plus fréquentés — États-Unis, Europe et Japon — et ceux qui avaient perdu l'habitude de s'élever sur les champs de neige ont retrouvé leurs pistes favorites. Quant aux industriels et aux détaillants d'articles de sports d'hiver, ils ont pu enfin écouler leurs stocks de matériel et de vêtements, certes vieillissants d'une ou deux saisons mais toujours performants.

L'industrie du ski a traversé, au cours des saisons 1979-1980 et 1980-1981, la première grande crise de sa courte histoire. Ainsi la production mondiale de skis a chuté de onze millions trois cent mille paires mises sur le marché pendant l'hiver 1979-1980 à neuf millions de paires fabriquées cette année. Dans la tourmente, de grands noms du ski — notamment l'Autrichien Kneissl, — de la chaussure — Crapper et Caber — et de la fixation — Marker — furent sur le point de disparaître.

Ils ont été généralement sauvés in extremis : Kneissl par un fabricant de skis de fond, Trak; la française Crapper par un groupe canadien spécialisé dans la chaussure pour hockeyeurs, et l'italien Caber par un géant de l'alimentation. Quant aux entreprises qui ont pu résister à ces deux années noires, elles ont toutes connu des moments extrêmement difficiles.

Le numéro un mondial du ski, avec 25 % du marché, la groupe Rossignol — Dynastar, dont la

capacité de production était, en 1979, de trois millions de paires de skis, n'en a produit en 1981 dans ses usines françaises et étrangères que un million six cent cinquante mille paires. Son P.-D.G., M. Laurent Boix-Vives, a dû licencier la quasi-totalité des personnels employés aux États-Unis. Il a également fermé une de ses usines en France et a mis en chômage technique pendant plusieurs semaines une partie de son personnel.

La « bataille à l'extermination » entre les grandes firmes de skis, de chaussures et de fixations que prédisait en décembre 1980 M. Jean Salomon, P.-D.G. de la firme de fixation du même nom, n'a pas, semble-t-il, encore eu lieu (le Monde du 6 décembre 1980). On peut toutefois se demander si les entreprises auraient pu résister à une nouvelle saison sans neige dans l'un des huit grands pays consommateurs de skis — États-Unis, Canada, Japon, Allemagne fédérale, France, Autriche, Italie, Suisse, — qui représentent, à eux seuls, une population de six cent millions de personnes et dont seulement trente millions d'entre elles chaussent des skis, soit 5 %.

Si pour le P.-D.G. de Salomon, le cap difficile des années 1979-1980 semble passé grâce à une diversification dans la chaussure de ski et une saison ensoleillée, la firme, qui réalisait 83 % de son chiffre d'affaires à l'exportation, estime aujourd'hui que

« les plus redoutables concurrents sont désormais l'inflation et les taux d'intérêt ».

Sur un marché qui ne progresse désormais plus que de 2 à 3 % par an, exceptionnellement 5 %, les industriels du ski, de la chaussure et de la fixation recommandent qu'ils ne poursuivent pas de coûteuses opérations de leurs ventes qu'en « pratiquant sur la concurrence ».

L'heure de la « bataille à l'extermination » entre les grandes firmes, qui ont pu surmonter les problèmes liés à des conditions climatiques, a peut-être cette fois-ci bel et bien sonné.

CLAUDE FRANCHILLON.

Partir

La Chine mandchoue

Les circuits conçus par l'association Les Amis de l'Orient étaient les plus beaux monuments et soutient les moins connus. Le voyage que conduira, du 16 mai au 3 juin, M. Gilles Beguin, conservateur au musée Guimet, ne fait pas à la règle. Sous le titre : « L'art, l'architecture à Jehol et celui des empereurs mandchous », il visitera Chengde et ses huit « temples extérieurs » : monastères de la paix générale, monastère Faïen, Zongcheng, véritable copie du Palais de l'été, etc. Puis Changchun et le palais impérial de Tai Zong.

Et pour finir Shanghai et Hongkong.

* 17 750 F. Les Amis de l'Orient, 12, avenue d'Alsace, 75116 Paris, tél. : 723-94-65.

Sur les traces des Craissés

Ce périple en mer Égée et en Méditerranée orientale conduit, du 31 mars au 9 avril, sur les traces des Français et des Normands, qui empruntèrent cette route du onzième au quatorzième siècle. M. Louis Valentin, conservateur des musées de France, animera la découverte des vestiges de cette entreprise politico-religieuse de reconquête des lieux saints. À partir du 13 000 F.

* Grèce, 130, rue de la Pompe, 75016 Paris. Tél. : 333-45-45 ou 333-71-15.

Chez les révoltés de la « Beauty »

À 2 000 kilomètres au sud-est de Tahiti, l'île de Pâques héberge cinquante et un descendants des mutins de la célèbre « Beauty ». Les amis de l'île de Pâques ont mis au point un périple qui durera du 3 au 24 juillet.

* 20 120 F. Paris-Paris. Renseignements : Centre d'études et de réalisations touristiques voyages, 11, rue des Halles, 75001 Paris, tél. : 333-34-73.

Libertés derrière le rideau de fer

(Suite de la page 23.)

Les guides d'équitation sont animés par l'amour du cheval et n'ont pas encore de « tics » touristiques. Les randonnées sont parfaitement programmées par l'agence Thus, dont les propositions sont reprises en détail par Jet Tours, Lepetours et l'association France-Hongrie.

Pour des programmes rigoureux et identiques, Jet Tours est plus cher que Lepetours, surtout en haute saison (5 500 F contre 4 800 F pour neuf jours depuis Paris dont six en randonnée et deux à Budapest). Cette dernière agence laisse, de surcroît, la possibilité de rejoindre Budapest par train ou en voiture personnelle et de n'ache-

ter que la randonnée, sans transport, au même tarif exactement qu'à l'association France-Hongrie.

Dans tous les cas, les accompagnateurs non cavaliers peuvent suivre la randonnée en attelage ou, moins cher, dans l'autocar qui transporte la nourriture et les bagages.

La chasse.

« Qui n'a vu le col d'un faisan en cage de l'hiver hongrois n'a jamais vu de faisan », assure le responsable du département chasse et pêche de Jet Tours. On chasse toute l'année en Hongrie, les canards prenant le relais des faisans, et le daim celui du chevreuil. Le prix moyen, selon le tableau, d'une journée de chasse au grand gibier en Hongrie est de 1 600 F environ, alors qu'il atteint 700 F en France, sans hôtel ni repas. Dans ce domaine aussi, la Hongrie offre un bon rapport qualité/prix.

Musiques.

Le Festival de Printemps, à Budapest, se déroule chaque année en cours de la troisième semaine de mars. Ses manifestations musicales — au sens large — culturelles, sont de qualité, faisant la part belle aux créations hongroises de toutes époques et s'assurant d'embellir un vaste succès.

Deux organisateurs seulement en profitent pour proposer une semaine à Budapest. L'agence Idées Voyages, spécialisée dans les voyages à thèmes musicaux, propose un forfait de huit jours à 3 825 F, plus riche en spectacles, en concerts et en excursions que le programme de l'association France-Hongrie, basé, lui, sur le même hôtel, pour 2 810 F. L'association, chose étonnante, obtient le visa hongrois de ses adhérents pour 40 F (contre 25 F chez Idées Voyages) et demande 805 F de supplément pour une chambre individuelle (contre 500 F chez Idées Voyages, même durée, même hôtel).

Bizarre !

COLETTE MARAVAY.

II. — PRIX PAR PERSONNE, AVEC TRANSPORT AÉRIEN DEPUIS PARIS, ASSURANCES INCLUSES

CATALOGUES	NOUVELLES FRONTIÈRES	TRANSTOURS	PHAREST	VOYAGES MISSIONS	TOURISME FRANÇAIS	LEPETOURS
Durée du voyage 17 jours	17 jours	15 jours	15 jours	12 jours	11 jours	10 jours
Prix 4 940 F	4 940 F	5 150 F	4 590 F	4 240 F	4 450 F	3 700 F
Repas 1/2 pension	1/2 pension	Pension complète	Pension complète	Pension complète	Pension complète	Pension complète
Catégorie d'hôtel Hôtel de tourisme	Hôtel de tourisme	Première catégorie	Première classe	Première catégorie	Première catégorie	Première classe
Accompagnement Accompagnateur	Accompagnateur	Accompagnateur	Accompagnateur	Accompagnateur	Accompagnateur	Accompagnateur
Titre du programme Au pays Magyar	Au pays Magyar	La Hongrie authentique	Circuit Hongrie	Paysages magyars	Paysages de Hongrie	La Hongrie inconnue
Nombre minimum de passagers pour assurer le départ Non précisé	Non précisé	20 passagers	11 passagers	Non précisé	20 passagers	20 passagers
Prix moyen par jour de voyage 252 F	252 F	338 F	235 F	355 F	445 F	411 F
Programme Tour complet, repos au Balaton en milieu de circuit.	Tour complet, repos au Balaton en milieu de circuit.	Tour complet, repos au Balaton en fin de circuit.	Moitié Ouest avec les villes du centre et la Puszta de Buda.	Moitié Est avec excursion au Balaton.	Moitié Est avec excursion au Balaton.	Tous les aspects du pays sous forme de flash.

La Norvège merveilleuse

C'est le titre d'une brochure en couleurs qui vous dira tout ce qu'il faut savoir pour préparer vos vacances : que faire en Norvège, moyens d'accès, hébergement, tourisme avec ou sans voiture, formules de séjours, cartes, description des régions, etc. En tout 32 pages de renseignements pratiques.

Pour recevoir la brochure en couleurs « La Norvège merveilleuse », envoyez 4 F en timbres à l'Office National du Tourisme de Norvège, service TS, 10, rue Aubert, 75009 Paris. Tél. : 742.24.72.

Selon mondial du Tourisme-Paris : stand 1 T 222 à 225 et 217

un monde en un seul pays

Authentiquement EXOTIQUE
Étonnamment VARIEE
Facilement ACCESSIBLE
Profondément HOSPITALIERE
et si ENRICHISANTE

Parcourez la République Sud-Africaine en tous sens. Choisissez votre formule :
■ Séjour
■ Motor-home
■ Voiture sans chauffeur (avec ou sans hôtels)
■ Circuits accompagnés

De F5 700 à F17 600
(Prix basés sur des départs groupés, avion compris)

Renseignements auprès de votre agence de voyages ou en renvoyant le coupon ci-dessous :

Office du Tourisme Sud-Africain,
9 Bd de la Madeleine,
75001 PARIS.
Tél. 261-8230; Téléc. 230090.

NOM _____
ADRESSE _____

Où le soleil brille sept jours par semaine.

NOUVEAU !
AUSI SIMPLE QUE RÉAL
TENNIS PARTNER
aidez efficacement et amusant de l'entraînement pour joueurs de tous niveaux

E.I.C. LOISIRS DEMANDEZ NOTRE DOCUMENTATION
26, av. des Frères Lumière 78190 TRAPPES - ZI - TEL (3) 062.16.84

LA VIE DE PACHA EN TUNISIE
POUR 2.240 F*

Ce n'est qu'un exemple parmi nos cinquante formules de vacances. Venez nous voir ou consultez votre agent de voyage et demandez notre brochure.

VACANCES LIBERTÉ

TOUTE LA TUNISIE. RIEN QUE LA TUNISIE
14, AVENUE DE COFFER, 75001 PARIS - TEL 296 31 62
*Prix à partir de 14 000 F par personne pour 2 semaines de vacances complètes.

LA SARDAIGNE

WEEK-ENDS de printemps
TARIF PASSAGE : 1 passage A.R. 400 F + voiture gratuite.
FORFAIT : passage avec sa voiture + hôtel à partir de 750 F.
En collaboration avec E.S.I.T. 85, via Mameli - 09100 CAGLIARI (Italie)
Renseignements : votre agence de voyages

VACANCES avec votre automobile
ligne régulière Avril-Septembre
avec les car-ferries Toulon-Porto-Torres
Circuits routiers, séjours en hôtels sélectionnés, pension complète ou demi-pension.
CMT/S Ligne de SARDAIGNE
C.M.T. 39, av. de l'Infanterie de Merne - 63000 TOULON - Tél. (94) 41.23.76

IRLANDE

Prenez d'autres chemins

Des collines bleues du Connemara aux falaises de Moher, de Galway à Killarney, tombez sous le charme de l'île verte.

La semaine : 2 870 F*

* Vol direct. Logement. Petit déjeuner. Voiture de location.

En collaboration avec CIE Tours International.

REPUBLIQUE TOURS
des gens précis
1 AV. DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS TEL 355 39 30
ou contactez votre agent de voyages

VACANCES DANS NOS ILES

De 15 au 27 mai, à la Maison de la Bretagne, à Brez, une exposition sur Goet et Belle-Ile.

Vous pourrez y découvrir pourquoi, de Lorient à Port-Tudy, et de Quiberon à Palais, les îles, nos îles, c'est autre chose.

Un climat encore plus sec et ensoleillé, une population accueillante, des paysages qui sauront être nouveaux et variés à la fois.

Visitez de la pointe, du week-end ou plus, vous en repartirez toujours avec le charme.

Notre brochure Vacances à la Semaine en Morbihan vous offre 25 formules de séjours en Morbihan et dans nos îles.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____

Code postal _____

Vous pouvez vous procurer cette brochure à : La Maison de la Bretagne, 17 rue de l'Écluse, 56100 Brez, ou en nous écrivant, d'après le coupon ci-dessus, au journal L'Éclair, 10 rue de la République - 56100 Brez.

MORBIHAN
LA BRETAGNE AU NATUREL

ET DU TOURISME

Musique

Doping of

LES MA

MAGIC MEXIQUE
15 JOURS 7850 F

MAGIC INDIA
17 JOURS 6900 F

MAGIC PEROU
15 JOURS 7850 F

MAGIC THAILANDE
15 JOURS 6500 F

DELTA VO

maintenant au
mexique
votre ARGENT
c'est de l'OR !

offrez-vous
passionnant
voyage à
travers ses
paysages et
son histoire

Hippisme

Doping et « analyses de courtoisie »

LES solutions vont moins vite que les chevaux. Quelconque s'est, comme nous, éloigné des courses quelques semaines les retrouve confrontés aux mêmes problèmes.

Ainsi, le débat syndical rebondit, cette fois du côté des entraîneurs, hôtes de 85% des guichets de P.M.U. Ils perçoivent 1% du montant des enjeux enregistrés chez eux, puis une indemnité fixe de l'ordre de 300 F par mois. Moyennant quoi, ils font leur la rétribution (charges sociales comprises, bien entendu) de la ou des personnes qui prennent les paris. Ils estiment que ce n'est plus suffisant, d'autant que, pour un travail moindre, le Loto leur assure, quant à lui, une commission de 5% du prix des billets. Un de leurs arguments est que, contrairement à ce qu'on pourrait croire, les joueurs — en tout cas ceux des courses et quarts — ne sont pas des consommateurs. En élargissant leur clientèle vers les retraités, voire les ménagères, les courses se sont coupées du fermier leur guichet, pour une durée limitée, à compter du 27 mars. La date n'a pas été arrêtée au hasard. Il s'agit de la veille du jour où se disputent, à Autouil, le Prix du Président de la République, dont le tiers est toujours un record de recettes. Les négociations, cependant, continuent.

Elles se poursuivent aussi avec les employés du P.M.U. Ne pas confondre avec ceux du P.M.U., qui nous venons de le voir — relèvent de quelques quatre mille burlesques. Il s'agit, dans ce second conflit, d'environ trois mille cinq cents salariés (notamment chargés de la collecte des sacs de bourreux, employés, à Paris et dans les directions régionales, au « traitement »

de ces bourreux, comptables, etc.), dépendant directement du P.M.U. C'est-à-dire des sociétés de courses, puisque le P.M.U. lui-même n'est qu'un service, sans personnalité juridique, de celles-ci. Ici aussi retentissent des tintements de gros sous. Pourtant, l'iniquité fondamentale est quelque peu différente. Le P.M.U. va s'informer. L'Etat sollicite par ailleurs d'encourager l'industrie de pointe qu'est l'informatique — va l'y aider en

abandonnant aux sociétés de courses une taxe supplémentaire de 60 millions de francs par an, qu'il prélève depuis 1968. A terme, les paris seront composés par les joueurs dans des terminaux d'ordinateurs remplaçant les actuels guichets. La décision de principe a été prise d'échelonner l'équipement, de telle sorte qu'il progresse parallèlement aux progrès en matière. Mais de parallélisme-là n'ira évidemment pas sans déchirements individuels.

Les « présumés » du P.M.U. et les syndicats

Le troisième conflit, celui des employés du Pari mutuel hippodromes (des « guichetiers », des champs de courses), le plus « dur » puisqu'il a été à l'origine de l'envasement des pistes lors de la réouverture d'Autouil, a pris un tour insolite. Les syndicats ont soudain mis en cause le statut des « présumés » des restaurants d'hippodromes. Il s'agit de sept salariés danses qui étaient habilités à aller, de table en table, enregistrer les paris des convives. Au contact d'une clientèle (souvent étrangère) très aisée, jouant gros jeu et ayant le porteur facile, elles commençaient, paraît-il, pour peu que la chance fût du côté des tables qu'elles servaient, des après-midi fastes. Elles n'étaient pas incorporées dans le personnel normal du P.M.U. Où que ce soit, il ne fait plus bon ne pas être incorporé. Entre les pleurs des sept « présumées » et la menace d'une grève pouvant leur coûter des millions de francs, que voulez-vous que fassent les sociétés de courses ? Elles ont laissé couler les pleurs. Les sept « présumées » sont parties des employés d'incorporés et syndiqués ont pris leur relève, et le calme est (provisoirement) revenu.

Quelques pas en avant (ou en arrière ?) dans les ténèbres du doping. Dirigeants de sociétés, experts en toxicologie, vétérinaires, propriétaires et entraîneurs, se sont réunis rue du Cirque. Un principe nouveau — au moins par sa formulation, cette fois officielle — a été dégagé : « propriétaires et entraîneurs ne pourront, dans certaines conditions, demander une « analyse de courtoisie » à propos d'un che-

val ayant subi un traitement, avant de décider de sa participation à une épreuve. Il s'agit de s'assurer, par les moyens et techniques mêmes mis en œuvre dans l'analyse devant suivre l'arrivée que ne subsiste, dans l'organisme du cheval, aucune trace décelable du traitement administré. D'évidence, cette pratique va aboutir à une nouvelle multiplication des traitements. Pourquoi se priver puisqu'on saura que, en tout état de cause, on disposera, quelques jours avant la course, de ce garde-fou pour décider, éventuellement, d'un forfait ?

Les sociétés de courses offrent à leurs ressortissants une parade à leurs propres contrôles. Leur excuse est que, pour faire face aux revendications syndicales et pour pallier une relative désaffection du public (5% seulement d'augmentation des recettes brutes en 1981), elles doivent offrir davantage de tentations de jeux, donc réduire davantage de pertes, en un temps où, certes, par la disparition de mantras casaqueux, ont tenté à se réveiller. En un mot, si l'éthique continue de condamner le doping, l'économie incite à fermer les yeux. D'où cette attitude — dont les « analyses de courtoisie » sont le dernier signe — qui condamne tout en facilitant.

L'attitude se retrouve à l'égard des hommes. La Société des steeple semble avoir admis de bonne grâce que l'entraîneur Jean-Paul Gallorini, suspendu jusqu'à la fin de l'année pour doping, devienne « directeur technique » de l'écurie Wildenstein. Elle n'avait pas — il est vrai — les moyens juridiques de s'y opposer.

Photo

Vidéo-clic

Le Mavica, appareil de photo en couleurs utilisant un disque vidéo à la place de la pellicule, a été, pour la première fois en Europe, présenté par Sony, le 8 mars à Paris, au Palais des congrès, à l'occasion du Festival du son et de l'image. Des démonstrations de cette nouvelle technique seront faites au public jusqu'à la fin du Festival, qui se terminera le 14 mars.

La première présentation du Mavica avait été faite à Tokyo en août dernier (le Monde du 28 août 1981). L'analyse en couleurs de l'image des objets comme dans une caméra vidéo, et l'enregistrement sur le disque

est réalisé selon une technique similaire à celle du magnétoscope. La lecture du disque se fait sur un sélecteur couleur. La définition de l'image reste inférieure à celle d'une médiane photo en couleurs et à celle d'une image de magnétoscope grand public. Cela est dû, notamment, à la faible capacité de l'écran analyseur miniature. Les démonstrations faites au Festival du son et de l'image confirment sur ce point ce que nous savions déjà (le Monde du 26 septembre 1981). Par contre, la stabilité des images est excellente et le rendu des couleurs aussi bon que celui que procure un magnétoscope.

Un appareil de 7 000 F

Depuis peu, l'image Mavica peut aussi être tirée sur papier. En effet, le 3 mars dernier, à Tokyo et à New-York, Sony a présenté pour la première fois le Mavigraph, appareil à tête thermique qui, à partir du signal fourni par le disque, permet d'imprimer une épreuve en quadrichrome (jaune, bleu, rouge, magenta et noir), en cinq à six minutes. Le Mavigraph n'est pas montré au Festival son et image, mais on peut cependant y voir des épreuves tirées avec cet appareil. Elles reproduisent avec une bonne fidélité les images telles qu'elles apparaissent sur l'écran du téléviseur de lecture.

précisé lors de la présentation parisienne que les prix de ces matériels, dans l'état actuel des données, se situent à environ 7 000 francs pour le Mavica et son lecteur pour téléviseur. Quant au Mavigraph, deux modèles sont prévus, l'un au prix de 3 500 F donnant de petites images (environ 6 x 9 cm), l'autre de 9 000 F, donnant des images plus grandes, d'environ 13 x 15 cm. La date de commercialisation primitivement annoncée pour le premier semestre 1983 a été reculée à la fin 1983 pour le Japon. Aucune date de mise sur le marché européen ne peut être donnée.

LOUIS DANIEL

ROGER BELLONE

CALME - TRANQUILLITE - REPOS
300 hôtels en Europe
dont 120 en France
Voyages d'agrément
vacances familiales
déplacements d'affaires
GUIDE C/S Pour découvrir
RELAS DU SILENCE 3840 CLATX

En premier lieu ce sont trois avantages que nous pouvons offrir à nos visiteurs :
Le caractère pittoresque de la zone brute de volants et de vacances.
La situation idéale à mi-chemin entre le Salsmann et la ville du festival.
Les prix maintenus à un niveau vraiment avantageux. Demi-pension de 45 à 88 FF dans de bonnes auberges. Chambres avec petit déjeuner dans des logis privés de 24 à 57 FF. Appartements de vacances, maisons de ferme à l'ambiance accueillante et agréable. Pâtes et amitiés d'exception, soirées folkloriques, stage naturel sur les Escadrons guidés gratuits. Plages couvertes.

Faistenau 800 m
Salsmann
Salsmannweg

LES MAGIC DE DELTA

MAGIC MEXIQUE 15 JOURS 7850 F
MAGIC INDIA 19 JOURS 6900 F
MAGIC PEROU 15 JOURS 7850 F
MAGIC THAILANDE 15 JOURS 6500 F

DELTA VOYAGES
54 RUE DES ÉCOLES 75005 PARIS TEL. 634 21 17
ET AGENCES AGRÉES

POUR VOUS, NOUS PRENONS PRESQUE TOUS LES RISQUES

QUEL VOYAGE ?

CHARTERS TRANSATLAS
Le champion du voyage discount

Exemples de prix minimaux au 1.01.1982, transport aérien seul, pas de frais de dossier.

BANGKOK: 2890 F	MEXICO: 4200 F
TUNISIE: 1100 F	INDE: 3150 F
PÉROU: 3480 F	CEYLAN: 3500 F
SÉNÉGAL: 2950 F	GRÈCE: 1390 F
MAROC: 1490 F	U.S.A.: 1790 F

Nos tours du Monde à partir de 6300 F et nos circuits camping.

TRANSATLAS ICA 961
10, rue de Turenne
75004 PARIS. Tél. 271.50.56
Métro St-Paul.

Envoyez-moi votre brochure Transatlas
Frais de port 3 F en timbre.

M:

maintenant au mexique
votre ARGENT c'est de l'OR !

offrez-vous un passionnant voyage à travers ses paysages et son histoire

mexique

Secrétariat de Tourisme - Consulat Général de Tourisme - Mexico D.F.
BOULEVARD DES ÉTOILES 24, 42, 44, 46, 48, 50, 52, 54, 56, 58, 60, 62, 64, 66, 68, 70, 72, 74, 76, 78, 80, 82, 84, 86, 88, 90, 92, 94, 96, 98, 100, 102, 104, 106, 108, 110, 112, 114, 116, 118, 120, 122, 124, 126, 128, 130, 132, 134, 136, 138, 140, 142, 144, 146, 148, 150, 152, 154, 156, 158, 160, 162, 164, 166, 168, 170, 172, 174, 176, 178, 180, 182, 184, 186, 188, 190, 192, 194, 196, 198, 200, 202, 204, 206, 208, 210, 212, 214, 216, 218, 220, 222, 224, 226, 228, 230, 232, 234, 236, 238, 240, 242, 244, 246, 248, 250, 252, 254, 256, 258, 260, 262, 264, 266, 268, 270, 272, 274, 276, 278, 280, 282, 284, 286, 288, 290, 292, 294, 296, 298, 300, 302, 304, 306, 308, 310, 312, 314, 316, 318, 320, 322, 324, 326, 328, 330, 332, 334, 336, 338, 340, 342, 344, 346, 348, 350, 352, 354, 356, 358, 360, 362, 364, 366, 368, 370, 372, 374, 376, 378, 380, 382, 384, 386, 388, 390, 392, 394, 396, 398, 400, 402, 404, 406, 408, 410, 412, 414, 416, 418, 420, 422, 424, 426, 428, 430, 432, 434, 436, 438, 440, 442, 444, 446, 448, 450, 452, 454, 456, 458, 460, 462, 464, 466, 468, 470, 472, 474, 476, 478, 480, 482, 484, 486, 488, 490, 492, 494, 496, 498, 500, 502, 504, 506, 508, 510, 512, 514, 516, 518, 520, 522, 524, 526, 528, 530, 532, 534, 536, 538, 540, 542, 544, 546, 548, 550, 552, 554, 556, 558, 560, 562, 564, 566, 568, 570, 572, 574, 576, 578, 580, 582, 584, 586, 588, 590, 592, 594, 596, 598, 600, 602, 604, 606, 608, 610, 612, 614, 616, 618, 620, 622, 624, 626, 628, 630, 632, 634, 636, 638, 640, 642, 644, 646, 648, 650, 652, 654, 656, 658, 660, 662, 664, 666, 668, 670, 672, 674, 676, 678, 680, 682, 684, 686, 688, 690, 692, 694, 696, 698, 700, 702, 704, 706, 708, 710, 712, 714, 716, 718, 720, 722, 724, 726, 728, 730, 732, 734, 736, 738, 740, 742, 744, 746, 748, 750, 752, 754, 756, 758, 760, 762, 764, 766, 768, 770, 772, 774, 776, 778, 780, 782, 784, 786, 788, 790, 792, 794, 796, 798, 800, 802, 804, 806, 808, 810, 812, 814, 816, 818, 820, 822, 824, 826, 828, 830, 832, 834, 836, 838, 840, 842, 844, 846, 848, 850, 852, 854, 856, 858, 860, 862, 864, 866, 868, 870, 872, 874, 876, 878, 880, 882, 884, 886, 888, 890, 892, 894, 896, 898, 900, 902, 904, 906, 908, 910, 912, 914, 916, 918, 920, 922, 924, 926, 928, 930, 932, 934, 936, 938, 940, 942, 944, 946, 948, 950, 952, 954, 956, 958, 960, 962, 964, 966, 968, 970, 972, 974, 976, 978, 980, 982, 984, 986, 988, 990, 992, 994, 996, 998, 1000, 1002, 1004, 1006, 1008, 1010, 1012, 1014, 1016, 1018, 1020, 1022, 1024, 1026, 1028, 1030, 1032, 1034, 1036, 1038, 1040, 1042, 1044, 1046, 1048, 1050, 1052, 1054, 1056, 1058, 1060, 1062, 1064, 1066, 1068, 1070, 1072, 1074, 1076, 1078, 1080, 1082, 1084, 1086, 1088, 1090, 1092, 1094, 1096, 1098, 1100, 1102, 1104, 1106, 1108, 1110, 1112, 1114, 1116, 1118, 1120, 1122, 1124, 1126, 1128, 1130, 1132, 1134, 1136, 1138, 1140, 1142, 1144, 1146, 1148, 1150, 1152, 1154, 1156, 1158, 1160, 1162, 1164, 1166, 1168, 1170, 1172, 1174, 1176, 1178, 1180, 1182, 1184, 1186, 1188, 1190, 1192, 1194, 1196, 1198, 1200, 1202, 1204, 1206, 1208, 1210, 1212, 1214, 1216, 1218, 1220, 1222, 1224, 1226, 1228, 1230, 1232, 1234, 1236, 1238, 1240, 1242, 1244, 1246, 1248, 1250, 1252, 1254, 1256, 1258, 1260, 1262, 1264, 1266, 1268, 1270, 1272, 1274, 1276, 1278, 1280, 1282, 1284, 1286, 1288, 1290, 1292, 1294, 1296, 1298, 1300, 1302, 1304, 1306, 1308, 1310, 1312, 1314, 1316, 1318, 1320, 1322, 1324, 1326, 1328, 1330, 1332, 1334, 1336, 1338, 1340, 1342, 1344, 1346, 1348, 1350, 1352, 1354, 1356, 1358, 1360, 1362, 1364, 1366, 1368, 1370, 1372, 1374, 1376, 1378, 1380, 1382, 1384, 1386, 1388, 1390, 1392, 1394, 1396, 1398, 1400, 1402, 1404, 1406, 1408, 1410, 1412, 1414, 1416, 1418, 1420, 1422, 1424, 1426, 1428, 1430, 1432, 1434, 1436, 1438, 1440, 1442, 1444, 1446, 1448, 1450, 1452, 1454, 1456, 1458, 1460, 1462, 1464, 1466, 1468, 1470, 1472, 1474, 1476, 1478, 1480, 1482, 1484, 1486, 1488, 1490, 1492, 1494, 1496, 1498, 1500, 1502, 1504, 1506, 1508, 1510, 1512, 1514, 1516, 1518, 1520, 1522, 1524, 1526, 1528, 1530, 1532, 1534, 1536, 1538, 1540, 1542, 1544, 1546, 1548, 1550, 1552, 1554, 1556, 1558, 1560, 1562, 1564, 1566, 1568, 1570, 1572, 1574, 1576, 1578, 1580, 1582, 1584, 1586, 1588, 1590, 1592, 1594, 1596, 1598, 1600, 1602, 1604, 1606, 1608, 1610, 1612, 1614, 1616, 1618, 1620, 1622, 1624, 1626, 1628, 1630, 1632, 1634, 1636, 1638, 1640, 1642, 1644, 1646, 1648, 1650, 1652, 1654, 1656, 1658, 1660, 1662, 1664, 1666, 1668, 1670, 1672, 1674, 1676, 1678, 1680, 1682, 1684, 1686, 1688, 1690, 1692, 1694, 1696, 1698, 1700, 1702, 1704, 1706, 1708, 1710, 1712, 1714, 1716, 1718, 1720, 1722, 1724, 1726, 1728, 1730, 1732, 1734, 1736, 1738, 1740, 1742, 1744, 1746, 1748, 1750, 1752, 1754, 1756, 1758, 1760, 1762, 1764, 1766, 1768, 1770, 1772, 1774, 1776, 1778, 1780, 1782, 1784, 1786, 1788, 1790, 1792, 1794, 1796, 1798, 1800, 1802, 1804, 1806, 1808, 1810, 1812, 1814, 1816, 1818, 1820, 1822, 1824, 1826, 1828, 1830, 1832, 1834, 1836, 1838, 1840, 1842, 1844, 1846, 1848, 1850, 1852, 1854, 1856, 1858, 1860, 1862, 1864, 1866, 1868, 1870, 1872, 1874, 1876, 1878, 1880, 1882, 1884, 1886, 1888, 1890, 1892, 1894, 1896, 1898, 1900, 1902, 1904, 1906, 1908, 1910, 1912, 1914, 1916, 1918, 1920, 1922, 1924, 1926, 1928, 1930, 1932, 1934, 1936, 1938, 1940, 1942, 1944, 1946, 1948, 1950, 1952, 1954, 1956, 1958, 1960, 1962, 1964, 1966, 1968, 1970, 1972, 1974, 1976, 1978, 1980, 1982, 1984, 1986, 1988, 1990, 1992, 1994, 1996, 1998, 2000, 2002, 2004, 2006, 2008, 2010, 2012, 2014, 2016, 2018, 2020, 2022, 2024, 2026, 2028, 2030, 2032, 2034, 2036, 2038, 2040, 2042, 2044, 2046, 2048, 2050, 2052, 2054, 2056, 2058, 2060, 2062, 2064, 2066, 2068, 2070, 2072, 2074, 2076, 2078, 2080, 2082, 2084, 2086, 2088, 2090, 2092, 2094, 2096, 2098, 2100, 2102, 2104, 2106, 2108, 2110, 2112, 2114, 2116, 2118, 2120, 2122, 2124, 2126, 2128, 2130, 2132, 2134, 2136, 2138, 2140, 2142, 2144, 2146, 2148, 2150, 2152, 2154, 2156, 2158, 2160, 2162, 2164, 2166, 2168, 2170, 2172, 2174, 2176, 2178, 2180, 2182, 2184, 2186, 2188, 2190, 2192, 2194, 2196, 2198, 2200, 2202, 2204, 2206, 2208, 2210, 2212, 2214, 2216, 2218, 2220, 2222, 2224, 2226, 2228, 2230, 2232, 2234, 2236, 2238, 2240, 2242, 2244, 2246, 2248, 2250, 2252, 2254, 2256, 2258, 2260, 2262, 2264, 2266, 2268, 2270, 2272, 2274, 2276, 2278, 2280, 2282, 2284, 2286, 2288, 2290, 2292, 2294, 2296, 2298, 2300, 2302, 2304, 2306, 2308, 2310, 2312, 2314, 2316, 2318, 2320, 2322, 2324, 2326, 2328, 2330, 2332, 2334, 2336, 2338, 2340, 2342, 2344, 2346, 2348, 2350, 2352, 2354, 2356, 2358, 2360, 2362, 2364, 2366, 2368, 2370, 2372, 2374, 2376, 2378, 2380, 2382, 2384, 2386, 2388, 2390, 2392, 2394, 2396, 2398, 2400, 2402, 2404, 2406, 2408, 2410, 2412, 2414, 2416, 2418, 2420, 2422, 2424, 2426, 2428, 2430, 2432, 2434, 2436, 2438, 2440, 2442, 2444, 2446, 2448, 2450, 2452, 2454, 2456, 2458, 2460, 2462, 2464, 2466, 2468, 2470, 2472, 2474, 2476, 2478, 2480, 2482, 2484, 2486, 2488, 2490, 2492, 2494, 2496, 2498, 2500, 2502, 2504, 2506, 2508, 2510, 2512, 2514, 2516, 2518, 2520, 2522, 2524, 2526, 2528, 2530, 2532, 2534, 2536, 2538, 2540, 2542, 2544, 2546, 2548, 2550, 2552, 2554, 2556, 2558, 2560, 2562, 2564, 2566, 2568, 2570, 2572, 2574, 2576, 2578, 2580, 2582, 2584, 2586, 2588, 2590, 2592, 2594, 2596, 2598, 2600, 2602, 2604, 2606, 2608, 2610, 2612, 2614, 2616, 2618, 2620, 2622, 2624, 2626, 2628, 2630, 2632, 2634, 2636, 2638, 2640, 2642, 2644, 2646, 2648, 2650, 2652, 2654, 2656, 2658, 2660, 2662, 2664, 2666, 2668, 2670, 2672, 2674, 2676, 2678, 2680, 2682, 2684, 2686, 2688, 2690, 2692, 2694, 2696, 2698, 2700, 2702, 2704, 2706, 2708, 2710, 2712, 2714, 2716, 2718, 2720, 2722, 2724, 2726, 2728, 2730, 2732, 2734, 2736, 2738, 2740, 2742, 2744, 2746, 2748, 2750, 2752, 2754, 2756, 2758, 2760, 2762, 2764, 2766, 2768, 2770, 2772, 2774, 2776, 2778, 2780, 2782, 2784, 2786, 2788, 2790, 2792, 2794, 2796, 2798, 2800, 2802, 2804, 2806, 2808, 2810, 2812, 2814, 2816, 2818, 2820, 2822, 2824, 2826, 2828, 2830, 2832, 2834, 2836, 2838, 2840, 2842, 2844, 2846, 2848, 2850, 2852, 2854, 2856, 2858, 2860, 2862, 2864, 2866, 2868, 2870, 2872, 2874, 2876, 2878, 2880, 2882, 2884, 2886, 2888, 2890, 2892, 2894, 2896, 2898, 2900, 2902, 2904, 2906, 2908, 2910, 2912, 2914, 2916, 2918, 2920, 2922, 2924, 2926, 2928, 2930, 2932, 2934, 2936, 2938, 2940, 2942, 2944, 2946, 2948, 2950, 2952, 2954, 2956, 2958, 2960, 2962, 2964, 2966, 2968, 2970, 2972, 2974, 2976, 2978, 2980, 2982, 2984, 2986, 2988, 2990, 2992, 2994, 2996, 2998, 3000, 3002, 3004, 3006, 3008, 3010, 3012, 3014

Plaisirs de la table

Additions de raison

UN Bistrot de la Gare sur les Champs-Élysées, une ferme à la mer, un hôtel en plein cœur de Paris, en milieu de cette semaine, au jardin d'hiver 1980 qui sera comme du Slavic « vrai » ! C'est un restaurant de bonne et honnête cuisine et de prix très honnêtes. De là à en faire un rival (même toque blanche et même 13/30 que le Fouquet's), c'est de la part de M. Gault-Millaud une plaisanterie. Mais il convient de signaler cette bonne adresse, cet excellent menu bourgeois et café compris, et, malgré l'un peu bruyance des clients (surtout dans la serre), le plaisir de la maison ouverte, au surplus, le dimanche.

La Ferme à la mer, 5, rue Marceau (8^e), tél. 730-63-53.

Puisque nous en sommes aux additions non ostentatoires, citons le gentil et éternel Fitzsimond (c'est cette année, son anniversaire). C'est un des rares des Hautes de la mer, son honnêteté, sa vitesse de croisière et son charme, fait, outre de décor, avant tout de deux sommets : les trilles de la « Petite Normande » et les grillades accompagnées de pommes soufflées. La grillade est à 15 F, les trilles, sur le petit réchaud individuel, à 35 F. Il y avait ce jour-là une blague de joutes de rale, le pied de porc et d'andouille grilles de rigueur, les rognons d'agneau au roquefort, un plateau de fromages (14 F) et, si le client valait d'ange ne vous fâchez point, on le poiré, des vins entre 28 et 60 F.

Pharmon, 24, rue de la Grande-Truanderie (1^{re}), tél. 223-05-72.

● Pas seulement les rillettes. — C'est une véritable école de la gastronomie sotoise que les visiteurs de la foire de printemps du Mans découvriront dans le Parc des expositions de cette ville, du 12 au 15 avril. Les apprentis de la chambre des métiers, les élèves de l'école d'hôtellerie du lycée Hélène-Boucher, l'association des Dix-Neuf bonnes tables sotoises et la Fédération de l'hôtellerie sotoise afficheront leur art d'accueillir le chapon du Maine, la marmite sotoise ou la poulette à la marmite. Et, puisqu'il convient aussi de goûter les rillettes, les vins des côtes du Loir et les cidres de Normandie seront les ornements des produits du terroir. — (Corresp.)

Restons dans le domaine des additions raisonnables avec les spécialités. — Lundi : bourguignon ; — mardi : andouillette au poireau ; — mercredi : potée normande ; — jeudi : coq au vin ; — vendredi : quenelle de brochet de M. Bourgogne, qui se révèle beaucoup plus qu'un excellent bistrot à vins. Du persillé (20 F) aux desserts « maison » et glaces (entre 14 F et 22 F), avec quelques grillades de bonnes viandes et les plats du jour : tête de veau ravigote, poulet fermier gratiné aux nouilles, etc. Louis Prin, qui achète ses vins aux vigneron et en est justement fier (belle collection de Beaujolais), vous conseillera peut-être sur la côte de bœuf (110 F pour deux) ce giro 1979 qui « accroche », fruité, de nez plaisant et qui mérite, si j'ose écrire, le voyage.

Ma Bourgogne, 153, boulevard Haussmann (9^e), tél. 563-56-62 (mais déjeuners seulement !).

Un mot pour signaler, au Repaire de Carrouges, dont la cuisine est pleine de charme (à 65 F) et où l'on retrouve avec plaisir l'assiette landaise (poulet froid, ventrèche rôtie, bayonne, algues fumées), le conflit de canard aux oignons, un remarquable plateau de fromages et une belle collection d'armagnacs. Pour signaler, donc, un bœuf rouge nouveau à 40 F bien surprenant.

Le Repaire de Carrouges, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire (3^e), tél. 700-25-36.

Un petit tour en province, pour finir. Un nouveau à Toulouse, le Saint-Simon, restaurant de l'Hôtel de Diane (3, rue de Saint-Simon, tél. 40-09-52 et 40-09-44). L'originalité de l'Hôtel de Diane est de comporter des stages avec possibilité de stages supervisés par J.-F. Cailloules, ancien champion de France. Celle du restaurant est semblable à celle de la tourterelle (foie gras, confit, pilette gersoise) et la fantasia (navarin d'agneau aux échalotes).

Nouveau encore, les frères Cruaud, du Rebermarck de Piermont, dont j'ai parlé, viennent d'ouvrir un Rebermarck bis (87 bis, boulevard Le Tour d'Auvergne, à Rennes, tél. 30-19-71). Il n'y a pas de raisons pour que ce soit une bonne loi que la cuisine soit de leur être, à se partager le travail. Mais

pourquoi des appellations un peu ridicules comme le « safran de la mer » à la coque fraîche ?

Bref, au Pays basque (ou va être le moment des pibales !), le Fronton, à Ixassou (tél. 29-75-10), ses menus et une carte où il faut choisir la cuisine du pays.

LA REYNIERE.

MIETTES

● En Bordelais, selon Pierre Coste, la miellerie 1981 est celle d'une grande ombre mais donne néanmoins un bon millième : rouges de constitution générale, blancs secs harmonieux et fruités, blancs liquoreux laissant présager « de grande joies ».

● Un lecteur a bien raison d'avoir protesté par lettre auprès des organisateurs de ce « Salon du fast-food et de la restauration rapide », ce franglais est ridicule autant qu'outrageux.

● L'hôtel de la Trémolite tient à faire savoir qu'il n'a rien de commun avec le restaurant La Trémolite dont il a été parlé dans ces pages.

● Gérard Vio (Les Trois Marches, 3, rue Colbert, à Versailles) a créé le Cercle Colbert avec, pour ses membres, un menu-carte à 130 F (plus boisson et service).

Le Repaire de Carrouges, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire (3^e), tél. 700-25-36.

Un petit tour en province, pour finir. Un nouveau à Toulouse, le Saint-Simon, restaurant de l'Hôtel de Diane (3, rue de Saint-Simon, tél. 40-09-52 et 40-09-44). L'originalité de l'Hôtel de Diane est de comporter des stages avec possibilité de stages supervisés par J.-F. Cailloules, ancien champion de France. Celle du restaurant est semblable à celle de la tourterelle (foie gras, confit, pilette gersoise) et la fantasia (navarin d'agneau aux échalotes).

Nouveau encore, les frères Cruaud, du Rebermarck de Piermont, dont j'ai parlé, viennent d'ouvrir un Rebermarck bis (87 bis, boulevard Le Tour d'Auvergne, à Rennes, tél. 30-19-71). Il n'y a pas de raisons pour que ce soit une bonne loi que la cuisine soit de leur être, à se partager le travail. Mais

pourquoi des appellations un peu ridicules comme le « safran de la mer » à la coque fraîche ?

Bref, au Pays basque (ou va être le moment des pibales !), le Fronton, à Ixassou (tél. 29-75-10), ses menus et une carte où il faut choisir la cuisine du pays.

LA REYNIERE.

Philatélie

ANDORRE : Retrait de timbres.

Le retrait de deux timbres a été effectué le 3 mars dans la 20^e philatélie aux quatre philatélistes de la métropole. Les F. Bordes de Meret, à Paris, le 23 mars 1981.

En bref...

● BAHAMAS. — Centenaire de la découverte de la tuberculose (1882-1982) par le docteur Robert Koch (1843-1910), 5, 10, 20 centes et 1 dollar.

● CANADA. — Exposition philatélique mondiale de la jeunesse à Canada 82, 20 centes, 25 centes, 30 centes, 35 centes, 40 centes, 45 centes, 50 centes, 55 centes, 60 centes, 65 centes, 70 centes, 75 centes, 80 centes, 85 centes, 90 centes, 95 centes, 1 dollar.

● FINLANDE. — Un timbre de 1,50 Fmk, d'usage courant, continue la présentation des pays nationaux et une autre figure postale de 7,00 Fmk, celle de l'ancien roi populaire de Suède.

● GRANDE-BRETAGNE. — Organisation de jeunes, quatre timbres, 10 pence, 12 pence, 14 pence, 16 pence, 18 pence, 20 pence, 22 pence, 24 pence, 26 pence, 28 pence, 30 pence, 32 pence, 34 pence, 36 pence, 38 pence, 40 pence, 42 pence, 44 pence, 46 pence, 48 pence, 50 pence, 52 pence, 54 pence, 56 pence, 58 pence, 60 pence, 62 pence, 64 pence, 66 pence, 68 pence, 70 pence, 72 pence, 74 pence, 76 pence, 78 pence, 80 pence, 82 pence, 84 pence, 86 pence, 88 pence, 90 pence, 92 pence, 94 pence, 96 pence, 98 pence, 1 dollar.

● GUYANNE. — Seconde série de « Vieux Guyanais », 5, 10, 20, 30, 40, 50, 60, 70, 80, 90 centes et 1 dollar.

● LUXEMBOURG. — Série culturelle 1982 : représentation des paysages au fil des saisons par des tableaux réalisés entre 1910 et 1912 par les artistes du pays : 4 F, 8 F, 12 F, 16 F, 20 F, 24 F, 28 F, 32 F, 36 F, 40 F, 44 F, 48 F, 52 F, 56 F, 60 F, 64 F, 68 F, 72 F, 76 F, 80 F, 84 F, 88 F, 92 F, 96 F, 1 dollar.

● NOUVEVE. — Championnats du monde de ski, disciplines nordiques, 200 et 300 des Nouveves d'usage courant, 175, 200, 225 francs (format 17,3 x 21,1 mm) et 275, 300 francs (format 21,1 x 26,1 mm).

● PORTUGAL. — Série des fleurs régionales des Açores, 4,00, 10,00, 20,00 et 30,00 escudos.

MONACO : première partie des émissions 1982

La première partie des émissions, dont la mise en vente est prévue pour le 3 mai prochain, comporte vingt-trois timbres (quatre dans un bloc-feuillet) pour un montant de 34,50 F.

Si on considère que le bloc-feuillet, avec ses quatre timbres dentelés, sera catalogué de deux manières (ce qui oblige les collectionneurs à en acheter deux), le montant final ne trouve augmenté à 69,00 F, alors que le collectionneur obtient le double.

Voici dans les émissions pour le début de mai :

Coupe du monde de football, bloc-feuillet (dentelé), avec les valeurs : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458,

Jeux

échecs N° 960

DEUX FOUS CONTRE DEUX CAVALIERS

1. f4 f5 2. f3 f4 3. f2 f3 4. f1 f2 5. f0 f1 6. f1 f2 7. f2 f3 8. f3 f4 9. f4 f5 10. f5 f6 11. f6 f7 12. f7 f8 13. f8 f9 14. f9 f10 15. f10 f11 16. f11 f12 17. f12 f13 18. f13 f14 19. f14 f15 20. f15 f16 21. f16 f17 22. f17 f18 23. f18 f19 24. f19 f20 25. f20 f21 26. f21 f22 27. f22 f23 28. f23 f24 29. f24 f25 30. f25 f26 31. f26 f27 32. f27 f28 33. f28 f29 34. f29 f30 35. f30 f31 36. f31 f32 37. f32 f33 38. f33 f34 39. f34 f35 40. f35 f36 41. f36 f37 42. f37 f38 43. f38 f39 44. f39 f40 45. f40 f41 46. f41 f42 47. f42 f43 48. f43 f44 49. f44 f45 50. f45 f46 51. f46 f47 52. f47 f48 53. f48 f49 54. f49 f50 55. f50 f51 56. f51 f52 57. f52 f53 58. f53 f54 59. f54 f55 60. f55 f56 61. f56 f57 62. f57 f58 63. f58 f59 64. f59 f60 65. f60 f61 66. f61 f62 67. f62 f63 68. f63 f64 69. f64 f65 70. f65 f66 71. f66 f67 72. f67 f68 73. f68 f69 74. f69 f70 75. f70 f71 76. f71 f72 77. f72 f73 78. f73 f74 79. f74 f75 80. f75 f76 81. f76 f77 82. f77 f78 83. f78 f79 84. f79 f80 85. f80 f81 86. f81 f82 87. f82 f83 88. f83 f84 89. f84 f85 90. f85 f86 91. f86 f87 92. f87 f88 93. f88 f89 94. f89 f90 95. f90 f91 96. f91 f92 97. f92 f93 98. f93 f94 99. f94 f95 100. f95 f96 101. f96 f97 102. f97 f98 103. f98 f99 104. f99 f100 105. f100 f101 106. f101 f102 107. f102 f103 108. f103 f104 109. f104 f105 110. f105 f106 111. f106 f107 112. f107 f108 113. f108 f109 114. f109 f110 115. f110 f111 116. f111 f112 117. f112 f113 118. f113 f114 119. f114 f115 120. f115 f116 121. f116 f117 122. f117 f118 123. f118 f119 124. f119 f120 125. f120 f121 126. f121 f122 127. f122 f123 128. f123 f124 129. f124 f125 130. f125 f126 131. f126 f127 132. f127 f128 133. f128 f129 134. f129 f130 135. f130 f131 136. f131 f132 137. f132 f133 138. f133 f134 139. f134 f135 140. f135 f136 141. f136 f137 142. f137 f138 143. f138 f139 144. f139 f140 145. f140 f141 146. f141 f142 147. f142 f143 148. f143 f144 149. f144 f145 150. f145 f146 151. f146 f147 152. f147 f148 153. f148 f149 154. f149 f150 155. f150 f151 156. f151 f152 157. f152 f153 158. f153 f154 159. f154 f155 160. f155 f156 161. f156 f157 162. f157 f158 163. f158 f159 164. f159 f160 165. f160 f161 166. f161 f162 167. f162 f163 168. f163 f164 169. f164 f165 170. f165 f166 171. f166 f167 172. f167 f168 173. f168 f169 174. f169 f170 175. f170 f171 176. f171 f172 177. f172 f173 178. f173 f174 179. f174 f175 180. f175 f176 181. f176 f177 182. f177 f178 183. f178 f179 184. f179 f180 185. f180 f181 186. f181 f182 187. f182 f183 188. f183 f184 189. f184 f185 190. f185 f186 191. f186 f187 192. f187 f188 193. f188 f189 194. f189 f190 195. f190 f191 196. f191 f192 197. f192 f193 198. f193 f194 199. f194 f195 200. f195 f196 201. f196 f197 202. f197 f198 203. f198 f199 204. f199 f200 205. f200 f201 206. f201 f202 207. f202 f203 208. f203 f204 209. f204 f205 210. f205 f206 211. f206 f207 212. f207 f208 213. f208 f209 214. f209 f210 215. f210 f211 216. f211 f212 217. f212 f213 218. f213 f214 219. f214 f215 220. f215 f216 221. f216 f217 222. f217 f218 223. f218 f219 224. f219 f220 225. f220 f221 226. f221 f222 227. f222 f223 228. f223 f224 229. f224 f225 230. f225 f226 231. f226 f227 232. f227 f228 233. f228 f229 234. f229 f230 235. f230 f231 236. f231 f232 237. f232 f233 238. f233 f234 239. f234 f235 240. f235 f236 241. f236 f237 242. f237 f238 243. f238 f239 244. f239 f240 245. f240 f241 246. f241 f242 247. f242 f243 248. f243 f244 249. f244 f245 250. f245 f246 251. f246 f247 252. f247 f248 253. f248 f249 254. f249 f250 255. f250 f251 256. f251 f252 257. f252 f253 258. f253 f254 259. f254 f255 260. f255 f256 261. f256 f257 262. f257 f258 263. f258 f259 264. f259 f260 265. f260 f261 266. f261 f262 267. f262 f263 268. f263 f264 269. f264 f265 270. f265 f266 271. f266 f267 272. f267 f268 273. f268 f269 274. f269 f270 275. f270 f271 276. f271 f272 277. f272 f273 278. f273 f274 279. f274 f275 280. f275 f276 281. f276 f277 282. f277 f278 283. f278 f279 284. f279 f280 285. f280 f281 286. f281 f282 287. f282 f283 288. f283 f284 289. f284 f285 290. f285 f286 291. f286 f287 292. f287 f288 293. f288 f289 294. f289 f290 295. f290 f291 296. f291 f292 297. f292 f293 298. f293 f294 299. f294 f295 300. f295 f296 301. f296 f297 302. f297 f298 303. f298 f299 304. f299 f300 305. f300 f301 306. f301 f302 307. f302 f303 308. f303 f304 309. f304 f305 310. f305 f306 311. f306 f307 312. f307 f308 313. f308 f309 314. f309 f310 315. f310 f311 316. f311 f312 317. f312 f313 318. f313 f314 319. f314 f315 320. f315 f316 321. f316 f317 322. f317 f318 323. f318 f319 324. f319 f320 325. f320 f321 326. f321 f322 327. f322 f323 328. f323 f324 329. f324 f325 330. f325 f326 331. f326 f327 332. f327 f328 333. f328 f329 334. f329 f330 335. f330 f331 336. f331 f332 337. f332 f333 338. f333 f334 339. f334 f335 340. f335 f336 341. f336 f337 342. f337 f338 343. f338 f339 344. f339 f340 345. f340 f341 346. f341 f342 347. f342 f343 348. f343 f344 349. f344 f345 350. f345 f346 351. f346 f347 352. f347 f348 353. f348 f349 354. f349 f350 355. f350 f351 356. f351 f352 357. f352 f353 358. f353 f354 359. f354 f355 360. f355 f356 361. f356 f357 362. f357 f358 363. f358 f359 364. f359 f360 365. f360 f361 366. f361 f362 367. f362 f363 368. f363 f364 369. f364 f365 370. f365 f366 371. f366 f367 372. f367 f368 373. f368 f369 374. f369 f370 375. f370 f371 376. f371 f372 377. f372 f373 378. f373 f374 379. f374 f375 380. f375 f376 381. f376 f377 382. f377 f378 383. f378 f379 384. f379 f380 385. f380 f381 386. f381 f382 387. f382 f383 388. f383 f384 389. f384 f385 390. f385 f386 391. f386 f387 392. f387 f388 393. f388 f389 394. f389 f390 395. f390 f391 396. f391 f392 397. f392 f393 398. f393 f394 399. f394 f395 400. f395 f396 401. f396 f397 402. f397 f398 403. f398 f399 404. f399 f400 405. f400 f401 406. f401 f402 407. f402 f403 408. f403 f404 409. f404 f405 410. f405 f406 411. f406 f407 412. f407 f408 413. f408 f409 414. f409 f410 415. f410 f411 416. f411 f412 417. f412 f413 418. f413 f414 419. f414 f415 420. f415 f416 421. f416 f417 422. f417 f418 423. f418 f419 424. f419 f420 425. f420 f421 426. f421 f422 427. f422 f423 428. f423 f424 429. f424 f425 430. f425 f426 431. f426 f427 432. f427 f428 433. f428 f429 434. f429 f430 435. f430 f431 436. f431 f432 437. f432 f433 438. f433 f434 439. f434 f435 440. f435 f436 441. f436 f437 442. f437 f438 443. f438 f439 444. f439 f440 445. f440 f441 446. f441 f442 447. f442 f443 448. f443 f444 449. f444 f445 450. f445 f446 451. f446 f447 452. f447 f448 453. f448 f449 454. f449 f450 455. f450 f451 456. f451 f452 457. f452 f453 458. f453 f454 459. f454 f455 460. f455 f456 461. f456 f457 462. f457 f458 463. f458 f459 464. f459 f460 465. f460 f461 466. f461 f462 467. f462 f463 468. f463 f464 469. f464 f465 470. f465 f466 471. f466 f467 472. f467 f468 473. f468 f469 474. f469 f470 475. f470 f471 476. f471 f472 477. f472 f473 478. f473 f474 479. f474 f475 480. f475 f476 481. f476 f477 482. f477 f478 483. f478 f479 484. f479 f480 485. f480 f481 486. f481 f482 487. f482 f483 488. f483 f484 489. f484 f485 490. f485 f486 491. f486 f487 492. f487 f488 493. f488 f489 494. f489 f490 495. f490 f491 496. f491 f492 497. f492 f493 498. f493 f494 499. f494 f495 500. f495 f496 501. f496 f497 502. f497 f498 503. f498 f499 504. f499 f500 505. f500 f501 506. f501 f502 507. f502 f503 508. f503 f504 509. f504 f505 510. f505 f506 511. f506 f507 512. f507 f508 513. f508 f509 514. f509 f510 515. f510 f511 516. f511 f512 517. f512 f513 518. f513 f514 519. f514 f515 520. f515 f516 521. f516 f517 522. f517 f518 523. f518 f519 524. f519 f520 525. f520 f521 526. f521 f522 527. f522 f523 528. f523 f524 529. f524 f525 530. f525 f526 531. f526 f527 532. f527 f528 533. f528 f529 534. f529 f530 535. f530 f531 536. f531 f532 537. f532 f533 538. f533 f534 539. f534 f535 540. f535 f536 541. f536 f537 542. f537 f538 543. f538 f539 544. f539 f540 545. f540 f541 546. f541 f542 547. f542 f543 548. f543 f544 549. f544 f545 550. f545 f546 551. f546 f547 552. f547 f548 553. f548 f549 554. f549 f550 555. f550 f551 556. f551 f552 557. f552 f553 558. f553 f554 559. f554 f555 560. f555 f556 561. f556 f557 562. f557 f558 563. f558 f559 564. f559 f560 565. f560 f561 566. f561 f562 567. f562 f563 568. f563 f564 569. f564 f565 570. f565 f566 571. f566 f567 572. f567 f568 573. f568 f569 574. f569 f570 575. f570 f571 576. f571 f572 577. f572 f573 578. f573 f574 579. f574 f575 580. f575 f576 581. f576 f577 582. f577 f578 583. f578 f579 584. f579 f580 585. f580 f581 586. f581 f582 587. f582 f583 588. f583 f584 589. f584 f585 590. f585 f586 591. f586 f587 592. f587 f588 593. f588 f589 594. f589 f590 595. f590 f591 596. f591 f592 597. f592 f593 598. f593 f594 599. f594 f595 600. f595 f596 601. f596 f597 602. f597 f598 603. f598 f599 604. f599 f600 605. f600 f601 606. f601 f602 607. f602 f603 608. f603 f604 609. f604 f605 610. f605 f606 611. f606 f607 612. f607 f608 613. f608 f609 614. f609 f610 615. f610 f611 616. f611 f612 617. f612 f613 618. f613 f614 619. f614 f615 620. f615 f616 621. f616 f617 622. f617 f618 623. f618 f619 624. f619 f620 625. f620 f621 626. f621 f622 627. f622 f623 628. f623 f624 629. f624 f625 630. f625 f626 631. f626 f627 632. f627 f628 633. f628 f629 634. f629 f630 635. f630 f631 636. f631 f632 637. f632 f633 638. f633 f634 639. f634 f635 640. f635 f636 641. f636 f637 642. f637 f638 643. f638 f639 644. f639 f640 645. f640 f641 646. f641 f642 647. f642 f643 648. f643 f644 649. f644 f645 650. f645 f646 651. f646 f647 652. f647 f648 653. f648 f649 654. f649 f650 655. f650 f651 656. f651 f652 657. f652 f653 658. f653 f654 659. f654 f655 660. f655 f656 661. f656 f657 662. f657 f658 663. f658 f659 664. f659 f660 665. f660 f661 666. f661 f662 667. f662 f663 668. f663 f664 669. f664 f665 670. f665 f666 671. f666 f667 672. f667 f668 673. f668 f669 674. f669 f670 675. f670 f671 676. f671 f672 677. f672 f673 678. f673 f674 679. f674 f675 680. f675 f676 681. f676 f677 682. f677 f678 683. f678 f679 684. f679 f680 685. f680 f681 686. f681 f682 687. f682 f683 688. f683 f684 689. f684 f685 690. f685 f686 691. f686 f687 692. f687 f688 693. f688 f689 694. f689 f690 695. f690 f691 696. f691 f692 697. f692 f693 698. f693 f694 699. f694 f695 700. f695 f696 701. f696 f697 702. f697 f698 703. f698 f699 704. f699 f700 705. f700 f701 706. f701 f702 707. f702 f703 708. f703 f704 709. f704 f705 710. f705 f706 711. f706 f707 712. f707 f708 713. f708 f709 714. f709 f710 715. f710 f711 716. f711 f712 717. f712 f713 718. f713 f714 719. f714 f715 720. f715 f716 721. f716 f717 722. f717 f718 723. f718 f719 724. f719 f720 725. f720 f721 726. f721 f722 727. f722 f723 728. f723 f724 729. f724 f725 730. f725 f726 731. f726 f727 732. f727 f728 733. f728 f729 734. f729 f730 735. f730 f731 736. f731 f732 737. f732 f733 738. f733 f734 739. f734 f735 740. f735 f736 741. f736 f737 742. f737 f738 743. f738 f739 744. f739 f740 745. f740 f741 746. f741 f742 747. f742 f743 748. f743 f744 749. f744 f745 750. f745 f746 751. f746 f747 752. f747 f748 753. f748 f749 754. f749 f750 755. f750 f751 756. f751 f752 757. f752 f753 758. f753 f754 759. f754 f755 760. f755 f756 761. f756 f757 762. f757 f758 763. f758 f759 764. f759 f760 765. f760 f761 766. f761 f762 767. f762 f763 768. f763 f764 769. f764 f765 770. f765 f766 771. f766 f767 772. f767 f768 773. f768 f769 774. f769 f770 775. f770 f771 776. f771 f772 777. f772 f773 778. f773 f774 779. f774 f775 780. f775 f776 781. f776 f777 782. f777 f778 783. f778 f779 784. f779 f780 785. f780 f781 786. f781 f782 787. f782 f783 788. f783 f784 789. f784 f785 790. f785 f786 791. f786 f787 792. f787 f788 793. f788 f789 794. f789 f790 795. f790 f791 796. f791 f792 797. f792 f793 798. f793 f794 799. f794 f795 800. f795 f796 801. f796 f797 802. f797 f798 803. f798 f799 804. f799 f800 805. f800 f801 806. f801 f802 807. f802 f803 808. f803 f804 809. f804 f805 810. f805 f806 811. f806 f807 812. f807 f808 813. f808 f809 814. f809 f810 815. f810 f811 816. f811 f812 817. f812 f813 818. f813 f814 819. f814 f815 820. f815 f816 821. f816 f817 822. f817 f818 823. f818 f819 824. f819 f820 825. f820 f821 826. f821 f822 827. f822 f823 828. f823 f824 829. f824 f825 830. f825 f826 831. f826 f827 832. f827 f828 833. f828 f829 834. f829 f830 835. f830 f831 836. f831 f832 837. f832 f833 838. f833 f834 839. f834 f835 840. f835 f836 841. f836 f837 842. f837 f838 843. f838 f839 844. f839 f840 845. f840 f841 846. f841 f842 847. f842 f843 848. f843 f844 849. f844 f845 850. f845 f846 851. f846 f847 852. f847 f848 853. f848 f849 854. f849 f850 855. f850 f851 856. f851 f852 857. f852 f853 858. f853 f854 859. f854 f855 860. f855 f856 861. f856 f857 862. f857 f858 863. f858 f859 864. f859 f860 865. f860 f861 866. f861 f862 867. f862 f863 868. f863 f864 869. f864 f865 870. f865 f866 871. f866 f867 872. f867 f868 873. f868 f869 874. f869 f870 875. f870 f871 876. f871 f872 877. f872 f873 878. f873 f874 879. f874 f875 880. f875 f876 881. f876 f877 882. f877 f878 883. f878 f879 884. f879 f880 885. f880 f881 886. f881 f882 887. f882 f883 888. f883 f884 889. f884 f885 890. f885 f886 891. f886 f887 892. f887 f888 893. f888 f889 894. f889 f890 895. f890 f891 896. f891 f892 897. f892 f893 898. f893 f894 899. f894 f895 900. f895 f896 901. f896 f897 902. f897 f898 903. f898 f899 904. f899 f900 905. f900 f901 906. f901 f902 907. f902 f903 908. f903 f904 909. f904 f905 910. f905 f906 911. f906 f907 912. f907 f908 913. f908 f909 914. f909 f910 915. f910 f911 916. f911 f912 917. f912 f913 918. f913 f914 919. f914 f915 920. f915 f916 921. f916 f917 922. f917 f918 923. f918 f919 924. f919 f920 925. f920 f921 926. f921 f922 927. f922 f923 928. f923 f924 929. f924 f925 930. f925 f926 931. f926 f927 932. f927 f928 933. f928 f929 934. f929 f930 935. f930 f931 936. f931 f932 937. f932 f933 938. f933 f934 939. f934 f935 940. f935 f936 941. f936 f937 942. f937 f938 943. f938 f939 944. f939 f940 945. f940 f941 946. f941 f942 947. f942 f943 948. f943 f944 949. f944 f945 950. f945 f946 951. f946 f947 952. f947 f948 953. f948 f949 954. f949 f950 955. f

Lutter contre l'échec scolaire et le chômage des jeunes

Couvrir les établissements sur les réalités et sur le monde du travail, préparer les jeunes à la vie sociale, alléger les horaires pour mieux individualiser l'enseignement et faire coïncider les emplois du temps aux besoins des élèves dans chaque discipline, retarder le choix d'une spécialisation après l'essai de plusieurs, telles sont quelques-unes des pistes tracées par le ministre.

Elles nécessitent de la part des enseignants un travail en équipe. Dans une autonomie qui, trop longtemps, n'a été qu'un vain mot. Ces nouvelles perspectives, en effet, d'une certaine latitude d'initiative dans leur travail quotidien mais aussi dans l'élaboration de « projets d'amélioration pédagogique en vue de réduire les échecs scolaires et les sorties prématurées ».

Pour les y inciter, le ministre se déclare prêt, notamment, à accorder des moyens supplémentaires. « L'ensemble de ces mesures, conclut le directeur des lycées, marque la volonté du gouvernement de donner une impulsion nouvelle aux lycées d'enseignement professionnel, d'encourager les établissements et les enseignants à produire des initiatives sur la base de véritables projets éducatifs ».

A terme, les LEP pourraient non seulement y gagner une considération qui ne leur a jamais été accordée, mais aussi, pourquoi pas, servir d'exemple et entraîner dans le sillage du changement les établissements plus classiques que sont les lycées.

Information complète et diuë entre L&F et collègues doivent y contribuer. Ces actions devraient concerner tous les élèves des classes.

La circulaire suggère d'entre part que les élèves de quatrième préparatoire (première année de l'enseignement secondaire) devraient faire pendant un trimestre d'orientation, d'un à deux trimestres, « une rotation entre plusieurs sections » avant d'être affectés à une section définitive.

À l'intention des « élèves en difficulté » la circulaire préconise diverses actions destinées à éviter les abandons en cours de scolarité : « donner chaque semaine des travaux plus faciles, adapter en cours de scolarité diminuant de quinze élèves, cela permettrait d'éviter l'abandon de vingt élèves ».

Enfin, on constate le directeur des lycées,

travail dans chaque discipline en fonction des besoins des élèves. Pour permettre cette souplesse, un arrêté précisera, d'une part, *« l'horaire minimum, dans chaque discipline, de la classe de cinquième »*, d'autre part, *« le potentiel d'enseignement (nombre d'heures de professeurs) qu'il doit avoir »* et, enfin, *« la répartition »*. Dans ces limites, et conformément au principe d'autonomie des établissements, les équipes pédagogiques pourront, en fonction des besoins, évaluer les différentes disciplines à l'intention de toute la classe, dédoubler les classes pour organiser l'enseignement différencié, ou encore *« soutenir »* certains des travaux participatifs. Ces dispositions devraient être étendues progressivement à toutes les classes des lycées.

Parmi les actions en retourné les dispositions sur les zones d'éducation prioritaires (le Monde du 8 janvier) et les projets d'actions éducatives — P.A.E. — (le Monde du 5 septembre 1981) mis en œuvre par M. Savary. De même les séquences éducatives sur l'expérimentation de son préjudice, hérité de son prédecesseur sont reconduites pour être étendues si possible à l'ensemble des établissements et toucher « un nombre significatif d'élèves ». Le ministre souhaite atteindre cent mille. En offrant aux élèves un minimum de 10 heures de P.A.E. comme les séquences éducatives contribuent à limiter les « sorties prématurées ».

M. Jacques Soustelle est candidat à l'Académie française, à l'initiative du duc de Lévis-Mirepoix, décédé en juillet 1981.

À l'âge de soixante-deux ans, après de philosophie et docteur de lettres, M. Jacques Soustelle, ancien ambassadeur en Espagne, a été nommé Délégué général de la France en Algérie. Il est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Ethnologue, spécialiste de l'Amérique précolombienne, il a publié de nombreux ouvrages.

M. Soustelle, qui avait rejoint le général de Gaulle à Londres en 1940, fut, après la guerre d'Algérie, pour, suivi pour atténuer l'autorité de l'Etat en 1958 alors que le général de Gaulle était en exil. Depuis, il n'a jamais retourné en France qu'en 1980, après l'amnistie générale et un non-lieu.

● M. Charles Hernu, ministre de la défense, a inauguré, jeudi 11 mars, le scanographe du nouvel hôpital du Val-de-Grâce à Paris. Il s'agit d'un appareil « corps entier » CIE 10 000 de la Compagnie générale de radiologie. C'est le premier scanographe dont dispose le service de santé des Armées.

● M. Jack Rallite, ministre de la Santé, a annulé la visite qu'il avait prévu de faire jeudi à la bibliothèque de l'hôpital Raymond Poincaré de Garches (Haute-de-Seine). Cette annulation a été motivée par une « absence d'opportunité », mais ne rend pas responsables de la bibliothèque. Au ministre de la Santé, on précise que M. Rallite a « accepté de s'abstenir de se rendre à Garches pour sauvegarder la possibilité de dialogue constructif avec ceux qui ont le souci de la santé de la population et qui agissent pour le changement ».

Certains des Nivraisons d'armes françaises au Maroc ont été bloqués temporairement, bien que la politique du gouvernement français en la matière demeure inchangée. Au nom de la continuité de l'Etat, d'exécuter les contrats signés précédemment par Paris.

Le ministre français, de la défense, M. Charles Hernu, en a officiellement informé les députés, membres de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, qui l'ont entendu jeudi 11 mars, sur la politique d'exportation d'armes de la France.

Le Monde du 12 mars. A cette occasion, M. Hernu s'est contenté d'indiquer que les ventes d'armes françaises étaient pour l'instant bloquées parce que le Maroc ne pouvait pas ses fournitures avec la neutralité exigée de la clientèle.

[illegible]

● **L'armée de l'air française** a passé commande à la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIA) de cent cinquante avions Epillon qui commenceront à être livrés en septembre 1983. Biplane en tandem équipé d'un moteur américain de 300 ch, permettant le vol sur le dos, Epillon est un avion d'entraînement militaire, construit à

C'est prudemment la première fois que l'on s'est risqué à aborder la question féminine vis-à-vis de l'Eglise. On remarquera une certaine objectivité puisqu'il n'est pas question de femmes qui ont pas une réelle correspondance. C'est aussi la première fois que les évêques aiment à reconnaître que les femmes sont en quelque sorte un peu éloignées de l'Eglise, pourtant encore composée en majorité de fidèles de sexe féminin. On ne peut que constater le discours aussi elliptique. Celui-ci ne s'accompagne en effet d'aucune enquête et d'aucune précision sur la situation réelle des femmes dans cette désaffection qui sont pourtant dans l'esprit d'une majorité de laïcs catholiques. Il est flagrant que les évêques ne se préoccupent pas de l'Eglise catholique de les traiter le plus souvent comme des mineurs, de les mettre — religieux ou non — sous la coupe des prêtres. Que l'on se méfie — à part leur rôle d'épouse, de mère et de mère de famille — de leurs activités professionnelles, sociales et ecclésiastiques.

L'antiféminisme théorique et pratique de l'Égypte institutionnelle n'est pas le seul. Les hommes-moyens qu'il semble à première vue rassembler, l'idée d'accorder le sacrement matrimonial à des femmes, qu'il s'agisse de femmes ou de réalistes dans d'autres Églises — ne paraît effleurer ni Rome ni même les États-Unis.

Lorsque ces cours de ses voyages aux États-Unis et en Allemagne, deux femmes — dont une religieuse — se sont adressées publiquement à lui, pendant le voyage, il a totalement ignoré.

Mais les temps semblent venir où l'Église sera obligée de tenir compte de la constitution féminine. Le féminisme, qui n'est pas le féminisme agressif mais qui traduit une évolution universelle.

Combien d'années encore la discrimination sexuelle de l'Église sera qu'on le vaille ou non, se ce'llait économique obligatoire — durerait-elle ? L'émancipation féminine est un fait du temps, l'Armée Jean XXIII. Alors, H. F.

est à tout moment une mesure de savoir où il en est (...) de la classe, il faut qu'il y ait une ligne rouge. On coupe et il favorise le travail en équipe des professeurs autour d'un projet commun. Le développement personnel l'expérimente dans la base du volontariat.

Mais les horaires actuels sont une déviation vers le bas, ils objectent, il faut, notamment, des cours élevés (rente-31 à trente-huit heures hebdomadaires) pour permettre aux services sociaux de faire des heures de travail scolaire et qui pourtant peuvent constituer une véritable préparation à la vie sociale, être l'occasion d'une véritable éducation civique, disciplinaire et d'une meilleure orientation de la formation professionnelle et de la formation privée ».

Dès la rentrée 1982, en classe de quatrième et de troisième, les heures de préparation en C.A.P., les horaires seront allégés, entre autres dans les disciplines générales, pour permettre d'organiser le temps de

Les compléments, prévus dans le plan 12-14, se seront réalisés dans le cadre de la décade et parmi les demandeurs d'emplois qualifiés justifiant d'une expérience professionnelle de 10 ans au moins. Ils pourraient aussi être accordés aux établissements pour financer des études élaborées par des équipes éducatives, visant à « améliorer les conditions de l'enseignement », et à « valoriser les compétences technologiques » pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes. Il appartient aux recteurs de définir les projets les mieux élaborés.

Dans le même esprit, des bourses seront affectées à des établissements expérimentaux : ceux d'entre eux s'attachant particulièrement à la formation des adultes auront plus particulièrement pour tâche de détecter les jeunes qui, quoiqu'ils aient abandonné l'école, ne pas le faire et, au cas où ils manifesteraient leur décision, de leur offrir, à partir d'un bon dossier, des possibilités de bonnes conditions.

● L'Union nationale des associations familiales (UNAF) exprime, dans un communiqué, son opposition au remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale. Cette mesure, estime l'UNAF, « risque de banaliser l'interruption volontaire de grossesse (I.V.G.), qui ne doit, en aucun cas, devenir un moyen de contraception ».

● *L'armée de l'air française*
passé commande à la Société
tionale industrielle aérospatiale
(NATIAS) de cent cinquante
ions Epsilon qui commenceront
lui être livrés en septembre
83. Biplane en tandem équipé
un moteur américain de 300 ch
mettant le vol sur le dos
Epsilon est un avion d'entraîne-
ment militaire, construit à
Arles.

VACANCES

A *...the ...*
...the ...
...the ...

B *...the ...*
...the ...
...the ...



C

100-443887-100



Découvrez les nouvelles idées
pour vos clients sur la
"New York" dans le
"New York" en Europe.


you may be
About 100
F. 100
L. 100

que Le...
chir...
de...
es...
les...
Voyage...

F

En

N



10



**51^e salon
arts ménagers 82**

du mercredi 10 au lundi 15 mars
C.N.I.T. - Paris-La Défense

**CE SOIR
NOCTURNE JUSQU'À 23 HEURES**

VACANCES EN GRANDE-BRETAGNE: SUIVEZ LE GUIDE!

Ce petit guide de la Grande-Bretagne n'a pas la prétention de tout vous dire! Cependant, vous y trouverez des explications, des renseignements utiles, des petites histoires et quelques détails piquants ou étranges... En avant pour la lettre A.

Angleterre. Pays de jardins et de lacs, de châteaux et de cottages, de campagne et de mer, l'Angleterre vous ouvre les bras. Lisez la suite pour en savoir plus.

Bed and Breakfast. Une institution grâce à laquelle vous trouverez toujours et partout, un toit chaleureux, une chambre confortable et un copieux petit déjeuner pour 65 F environ. Vous pouvez réserver auprès de nombreux "Tourist Information Centres".

Châteaux. Normands, Ecosais, Gallois, souvent royaux, toujours beaux... Quelques-uns des plus beaux châteaux du monde vous attendent: Windsor, Leeds dans le Kent, Caernarfon...

Distilleries. Découvrez-les à la queue-leu-leu sur la "route du whisky" dans la région de Glampian, en Ecosse. Vous y goûterez le meilleur whisky du monde. A boire sec sous peine d'hérisse!

Ecosse. Vous l'avez entendu dire 1000 fois, et c'est vrai, l'Ecosse est un pays magique. Lochs, monstres, comenuses, châteaux, kilts, landes d'ajoncs et de bruyère, tout y est beau, tout y est prenant. Venez découvrir toutes ces merveilles grâce à Frantour Voyages et ses multiples et magnifiques circuits.

Fantômes. Il y en a tant, qu'en cherchant un peu, vous en verrez sûrement un! En général, ils sont fort aimables et fort courtois.

Gastronomie. Oui! On se régale outre-Manche! Steak and kidney pudding, panse de brebis farcie, saumon frais, lemon meringue pie: la gastronomie existe aussi en Grande-Bretagne. Ne vous en privez pas.

Humour. Avant de partir, lisez "Trois hommes dans un bateau" de Jérôme K. Jérôme et vous aurez tout compris.

Iles. La Grande-Bretagne est une île... entourée d'îles! Les romantiques Hébrides, Benbecula, Foula et Papa Westray... les douces îles du Sud: l'île de Wight, les îles de Scilly. Beaucoup d'entre elles sont reliées au pays par des services très bien organisés de car-ferries.

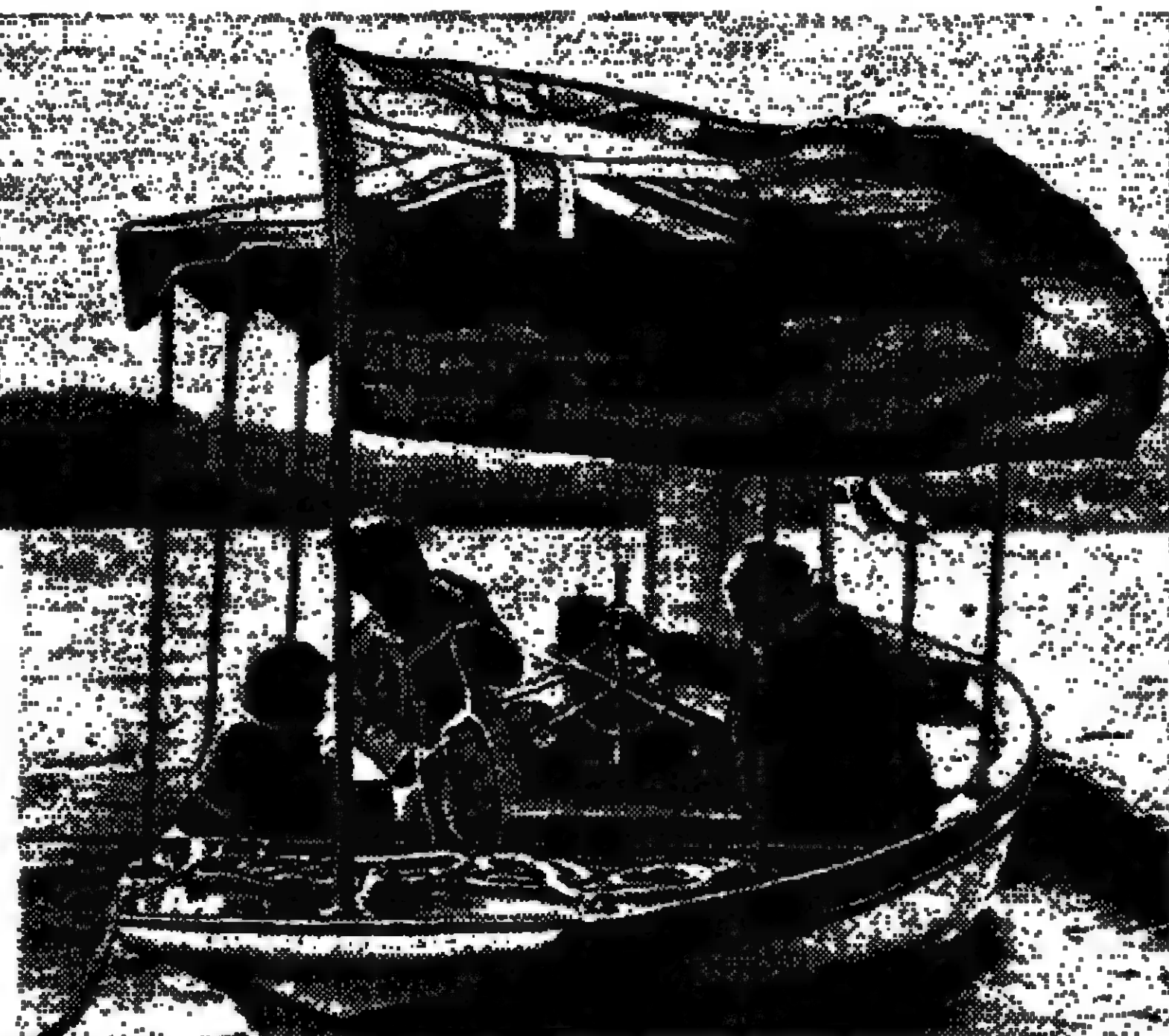
Jardins. Si vous aimez les pelouses sur lesquelles on peut marcher, les fleurs et les arbres, les paysages savamment désordonnés et les inventions florales les plus folles, l'Angleterre est votre paradis.



Kilts. Savez-vous que quelqu'un d'averti peut lire sur les kilts comme dans un livre d'histoire? Pour en savoir plus, allez visiter le très intéressant musée du tartan à Comrie en Ecosse.

Londres. Est-il besoin de vous présenter Londres? Tout ce dont on vous a parlé est là: les bobbies déboussolés, les grands bus rouges à impériale, les gentlemen en chapeau melon, les punks aux cheveux verts et les Rolls-Royce rutilantes... Buckingham Palace, Hyde Park et ses promeneurs placides, la Tour, la Tamise, bref tout ce qui fait que Londres est Londres.

Marche. Marchez, marchez à travers la plus belle campagne du monde... Toutes les promenades y sont permises, toutes les ballades inoubliables.



Navigation. Et si vous visitiez l'Angleterre en bateau? Un réseau serré de canaux et de fleuves vous emmènera au fil de l'eau... Petits déjeuners sur les berges, traversée de calmes villages ou de grandes villes, laissez-vous flotter...

Tourist Information

Orientation. Tant pis pour la boussole, ici plus de 700 "Tourist Information Centres" vous aideront à ne pas perdre le nord au milieu de tout ce que vous aurez envie de faire.

Pays de Galles. Un des plus vieux massifs montagneux du monde, plus de châteaux au km² que dans toute l'Europe, une langue rocaillieuse que tout le monde ou presque parle encore. Voici le "pays du Roi Arthur". Vous pourrez vous baigner sur d'immenses plages de sable désertes, admirer des falaises vertigineuses, pratiquer tous les sports et apprendre (un peu) le gallois!

Pubs. Mieux qu'une institution! Un rite auquel il n'est pas question de se dérober. D'autant plus que la bière est excellente et les joueurs de fléchettes virtuoses. Mais n'oubliez pas deux choses: dans les pubs, on commande soi-même au bar, et ils ferment généralement de 15 à 18 h. Le soir pas de pitié, tout le monde dehors à 23 h!

Quality. Le mot d'ordre des magasins britanniques. Prévoyez de faire un tour chez Fortnum and Mason, Liberty's, Floris...

Royal. La famille royale, la relève de la garde à Buckingham Palace, les défilés d'Ascot, les matchs de polo à Windsor (auxquels participe le Prince Charles en personne)... Autant de manifestations délectables pour les touristes républicains que nous sommes!

Sport. Ici, le sport est sacré! Golf: green fee moyen: 35 F. 1 heure de tennis: 15 F environ. 1 heure d'équitation: 50 F environ. Pêche: la plupart des auberges au bord de l'eau qui ont droit de pêche, le cèdent à leurs clients.

Transports. Le car: la Grande-Bretagne offre un réseau national d'autocars express à des prix très compétitifs: Londres/Cambridge: 25 francs environ. Aller simple. Le train: procurez-vous le Britrail Pass. Il vous permet d'utiliser sans limitation tous les trains d'Angleterre! Forfait 8 jours 810 F et 15 jours 1100 F. La voiture: empruntez

les autoroutes sans payer, c'est gratuit. Mais surtout, prenez les petites routes! Le réseau britannique vous offre de multiples possibilités pour visiter les plus petits villages anglais. Le "Travelpass" permet d'utiliser tous les autocars, trains et ferries dans les îles et Highlands écossais. Forfait 10 jours: 635 F.

Unités. Pommes ou argent massif, vous achèterez sûrement quelque chose au poids en Grande-Bretagne. Sachez donc que 1 once équivaut à 28 grammes, 1 pound à 453 grammes et s'écrit lb. En voiture, il vous sera utile de savoir qu'il mètre égale 1,63 km et que l'essence s'achète par gallon, 1 gallon = 4,5 l. Quant à la bière, elle se déguste par pintes! 1 pinte égale 0,57 l.



Vin. Vous en trouverez d'excellents ici, anglais et français. Ne vous inquiétez pas!

Week-end. Plus qu'une évidence, un mode de vie! Pour passer 1 week-end de rêve ou 1 simple week-end à la campagne, la grande chaîne hôtelière "Trusthouse Forte" vous propose plus de 20 hôtels à Londres, plus de 200 dans le reste du pays. Auberges historiques, hôtels de bord de mer, hôtels modernes ou palais londoniens, à vous de choisir! Vous y trouverez toujours

un accueil chaleureux, une nourriture de qualité et des prix raisonnables. Et pour en avoir encore plus pour votre argent, "Trusthouse Forte" peut vous proposer des prix spéciaux "week-end". Pour plus d'information, téléphonez au 261.10.65 à Paris.

X Attention! Croisement! De quel côté aller? Suspense! Les routes sont si jolies!

Yacht. Assistez aux championnats du monde de vitesse à voile à Weymouth, et ne manquez pas les régates de Cowes. Un spectacle inoubliable.

Zoo. Voulez-vous voir des kangourous et des babouins surgir de la douce campagne anglaise? Alors allez au Windsor Safari Park ou à Longleat: ce sont des "réserves" où les animaux sont en liberté.

Bon à savoir.

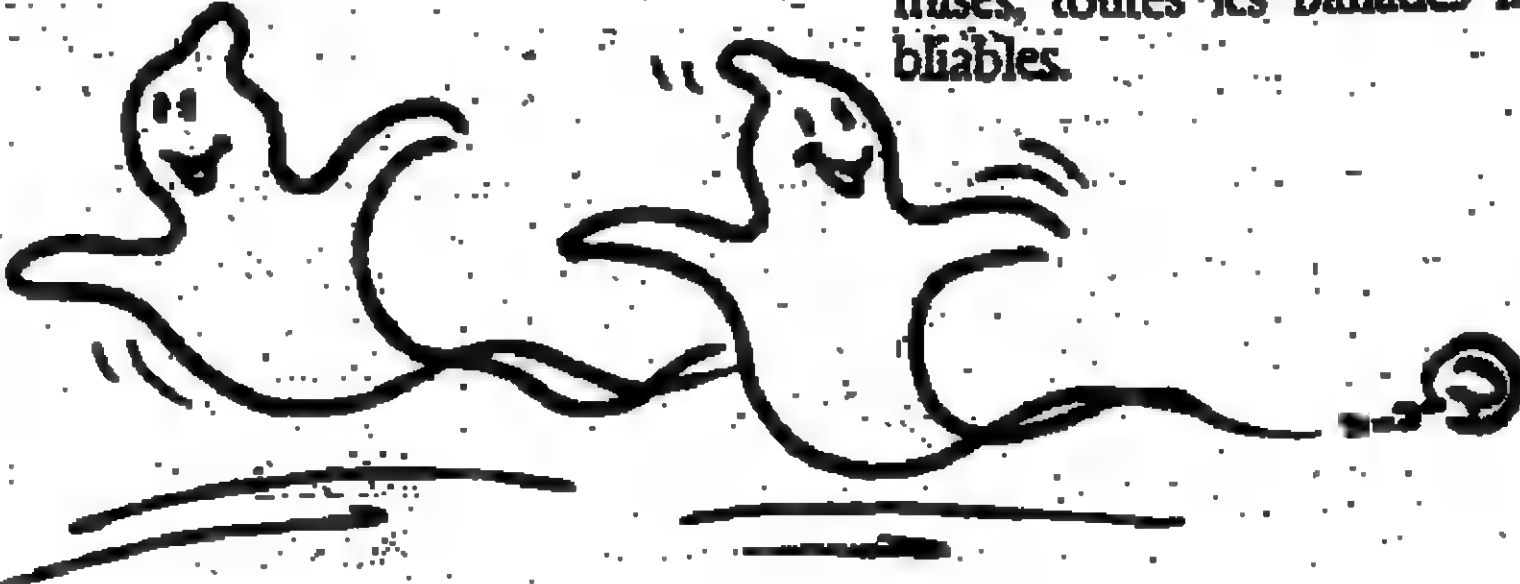
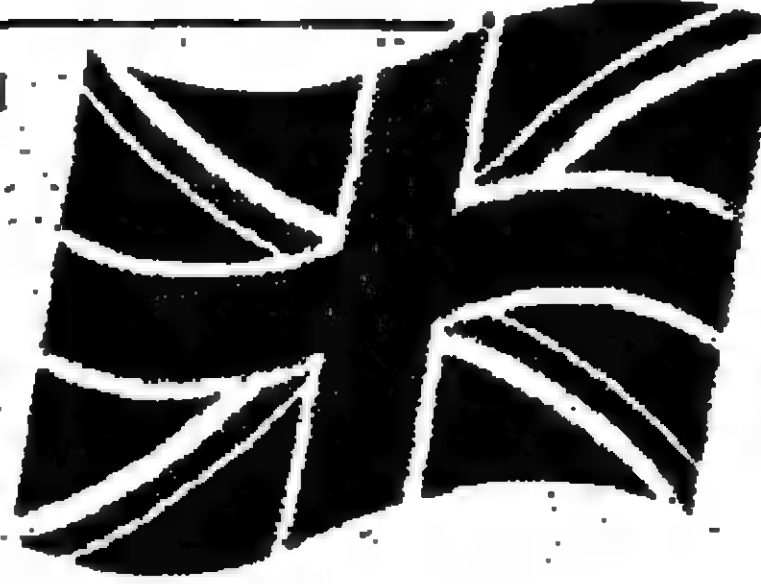
• **A lire avant de partir:** Tout d'abord, toute la documentation que vous recevrez gratuitement en renvoyant simplement le coupon ci-dessous. Mais vous pourrez aussi acheter ou vous faire expédier des brochures chez: L'Astrolabe, 46 rue de Provence, 75009 Paris - Nouveau Quartier Latin, 78 bd St-Michel, 75005 Paris - Galignani, 224 rue de Rivoli, 75001 Paris - Smith & Son, 248 rue de Rivoli, 75001 Paris. Ainsi par exemple: "Scotland: Bed and Breakfast": 14,30 F; "Britain: Stay at an Inn": 15,80 F. • **Les liaisons vers l'Angleterre:** Avec votre voiture, Sealink vous emmène de Boulogne ou Calais à Douvres ou Folkestone en 1 h 30, de Dunkerque à Douvres en 2 h 20 et de Dieppe à Newhaven en 4 h. Sur Calais/Douvres, venez découvrir le "Côte d'Azur", nouveau fleuron de la flotte Sealink et profitez des mini-prix Sealink: par exemple, 50 % de réduction pour un séjour de 60 h en Grande-Bretagne. P.O. Ferries/Normandy Ferries assurent 200 traversées hebdomadaires entre Le Havre/Southampton, Boulogne-sur-Mer/Douvres. Voilà! Pour en savoir encore plus, prenez votre téléphone, appelez votre agence de voyages et partez à la découverte des merveilles de l'île aux Trésors: la Grande-Bretagne.

GRANDE-BRETAGNE: L'ÎLE AUX TRÉSORS.

Je désire recevoir une documentation complète sur la Grande-Bretagne et les liaisons France/Grande-Bretagne, ainsi que le guide "Britain... toute à vous".

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code Postal _____

Coupon à retourner à:
L'OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME
6, place Vendôme
75001 Paris.



mars
se

GAUMONT AMBASSADE • FRANÇAIS PATHE • MONT-PARNASSE PATHE
CICHY PATHE • GAUMONT LES HALLES • NATION • SAINT MICHEL

IL ETAIT UNE FOIS DES GENS HEUREUX LES PLOUFFE

"Les Plouffe est une sorte d'"Autant en emporte le vent" du Québec... Des gens heureux ce sont aussi les spectateurs."

LE PARISIEN - Eric Leguèbe

"Amusant ou émouvant... Film qui mérite le succès... Film attachant..."

FRANCE SOIR - Robert Chazal

"Les Plouffe échappe à tous les artifices, et il y a fort à parier qu'il touchera les spectateurs..."

LE MATIN DE PARIS - Michel Perez

"... Une intelligence, une finesse, une générosité qui vont droit au cœur du spectateur le plus blasé. Une grande bouffée d'air pur."

LES ECHOS - Annie Coppermann

"On aime bien... On rit, on a la larme à l'œil..."

LE NOUVEL OBSERVATEUR - B.V.

"Les scènes comiques succèdent aux petits drames... Le charme opère..."

L'EXPRESS - François Forestier

"Une adaptation intelligente et pleine d'humour..."

LES NOUVELLES LITTÉRAIRES - A.P.

DISTRIBUÉ PAR CINÉMA INTERNATIONAL CORPORATION

EVRY Gaumont • ENGHEN Français • 3 VINCENNES

PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES (v.o.) - PARAMOUNT ODÉON (v.o.) - FORUM LES HALLES (v.o.) - PARAMOUNT MAILLOT (v.o.) - PARAMOUNT OPÉRA (v.o.) - PARAMOUNT MONT-PARNASSE (v.o.) - PARAMOUNT GALAXIE (v.o.) - ST-CHARLES CONVENTION (v.o.) - PARAMOUNT BASTILLE (v.o.)



JUNE FONDA KRIS KRISTOFFERSON
UNE FEMME D'AFFAIRES
Une Production P.C.H. avec JUNE FONDA KRISTOFFERSON dans un rôle de JULIA YOUNG. Scénario de MICHAEL DAVIS. Réalisation de MICHAEL DAVIS. Musique de JAMES NEWTON HOWARD. Montage de JAMES NEWTON HOWARD. Production de JAMES NEWTON HOWARD. Distribution de JAMES NEWTON HOWARD.

MARIGNAN PATHE (v.o.) - QUINTETTE PATHE (v.o.)
CINÉ HALLES (v.o.) - OLYMPIC BALZAC ÉLYSÉE (v.o.)
BERLITZ (v.o.) - MONT-PARNASSE PATHE (v.o.)
CICHY PATHE (v.o.)



Tout l'héritage Hollywoodien dans le superbe film de Lawrence Kasdan, la Fièvre au Corps a tout pour plaire.
L'EXPRESS
Un vrai film noir comme on les aime.
LE POINT
Un "thriller" digne des grands films noirs américains.
LE FIGARO MAGAZINE
la Fièvre au Corps
A LADD COMPANY RELEASE

OLYMPIC LUXEMBOURG
OLYMPIC ENTREPOT

R.W. FASSBINDER

le droit du plus fort



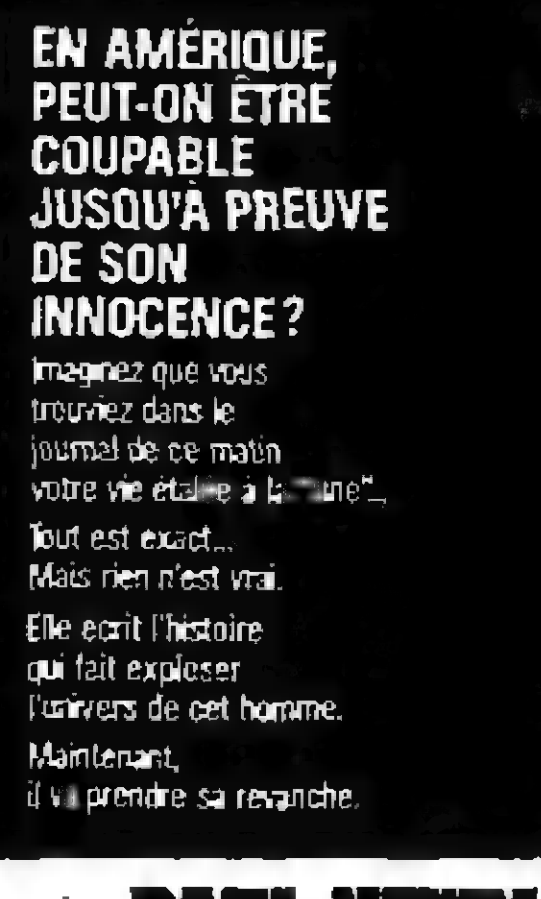
VO COPIES NEUVES

STUDIO DE LA HARPE
STUDIO DES ACACIES
MOVIES LES HALLES



WILLIAM BENDIS - WALTER SZELAK
TALLULA BANKHEAD - JOHN HODIAK

En V.O. : PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES - PARAMOUNT ODÉON - STUDIO MÉDICIS. En V.F. : PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT OPÉRA - PARAMOUNT MARIVAUX - PARAMOUNT MONT-PARNASSE - PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT ORLÉANS - PARAMOUNT La Varenne - VILLAGE Neully - CLUB Colombes - STUDIO Party-2 - 4 TEMPS La Défense - ARGENTEUIL - ARTEL Marne-la-Vallée



PAUL NEWMAN SALLY FIELD
ABSENCE DE MALICE
COLUMBIA PICTURES PRESENTS UNE PRODUCTION COLUMBIA PICTURES
PAUL NEWMAN SALLY FIELD "ABSENCE DE MALICE" Musique de DANIEL ELFF
Scénario de MICHAEL CROOKER Réalisation de MICHAEL CROOKER
Bont par RUTH LUDWIG - Producteur de France par SYDNEY POLLACK
Distribution par WARNER COLUMBIA FILM

PARAMOUNT CITY TRIUMPH (v.o.) - U.G.C. ERMITAGE (v.o.)
PARAMOUNT ODÉON (v.o.) - PARAMOUNT MAILLOT (v.o.) -
PARAMOUNT OPÉRA (v.o.) - MAX-LINDER (v.o.) - PARAMOUNT
BASTILLE (v.o.) - PARAMOUNT MONTMARTRE (v.o.) -
PARAMOUNT MONT-PARNASSE (v.o.) - SAINT-CHARLES
CONVENTION (v.o.) - PARAMOUNT ORLÉANS (v.o.) - PASSY (v.o.) -
GALAXIE (v.o.) - PARAMOUNT GODELINS (v.o.) - PASSY (v.o.) -
U.G.C. OPÉRA (v.o.) - 3 SECRETAN (v.o.) - PARAMOUNT
La Varenne - BUXY Val-d'Yverres - VÉLIZY - 4 TEMPS La Défense -
FLANADES Sarcelles - ARGENTEUIL - C2L Saint-Germain - ARTEL
Marne-la-Vallée - 4 PERRAY Sainte-Geneviève - MÉLÈS Montreuil
- CLUB Les Mureaux - U.G.C. Confiance



Devant la carence de la police...
Il fera sa loi... à sa façon!
CHARLES BRONSON
dans un film de MICHAEL WINNER
UN JUSTICIER DANS LA VILLE N°2
Distribué par WARNER COLUMBIA FILM
Interdit aux moins de 18 ans

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de 18 ans
(**) aux moins de 16 ans

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (794-24-24)
15 h : Bébou, de R. Rivas ; 19 h : Jacques Matisse, de J. L. L. ; Le jour de la Vierge, de M. Carré, adaptation et dialogue de J. Prévert ; 21 h : Stas et réalisateurs, 7 films : Jeunes Filles en uniforme, de L. Sagan et C. Fréchet.

BEAUBOURG (378-35-57)
15 h : Trois Chansons sur Lénine, de D. Venturi ; 17 h : Dix ans de Forum de Berlin (1971-1980) : Films expérimentaux : Tolstout, de F. Perrot ; 19 h : Bataille sans merci, de R. Walsh.

Les exclusivités

ABSENCE OF MALICE (A. v.o.) : Studio Odéon, 6 (325-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (720-76-23) ; V.F. : Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12 (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-40-10) ; Parismont Orléans, 14 (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Paramount Maillo, 17 (758-24-24).

ALLEMAGNE MERE ELAFARDE (A. v.o.) : Marais, 4 (778-47-86).

LES ANGES DE FER (A. v.o.) : Racine, 6 (633-43-71) ; 14 Juillet Bastille, ARTELUX (A. v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 9 (225-18-45).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A. v.o.) : Saint-Michel, 5 (326-70-17) ; George-V, 8 (362-41-46) ; V.F. : 3 Hameaux, 9 (770-47-55) ; Parismont, 14 (329-83-11).

LE BATEAU (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 6 (325-59-83) ; Bastille, 12 (322-69-23) ; Ermitage, 9 (359-15-71) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-80-32) ; Bretagne, 6 (226-70-17) ; George-V, 8 (362-41-46) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Magic Convention, 15 (828-20-64) ; Paramount Montmartre, 18 (606-34-25) ; Secrètes, 19 (241-77-99).

BLOW OUT (A. v.o.) : Forum, 14 (297-53-74) ; U.G.C. Danton, 6 (325-59-83) ;

En V.O. : PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES - PARAMOUNT ODÉON - STUDIO MÉDICIS. En V.F. : PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT OPÉRA - PARAMOUNT MARIVAUX - PARAMOUNT MONT-PARNASSE - PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT ORLÉANS - PARAMOUNT La Varenne - VILLAGE Neully - CLUB Colombes - STUDIO Party-2 - 4 TEMPS La Défense - ARGENTEUIL - ARTEL Marne-la-Vallée

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

En V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTOINDE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - En V.F. : BIENVENUE MONT-PARNASSE - CAMÉO ARTEL CRÉTEL

Normandie, 9 (359-41-18) ; V.F. : Camé, 9 (246-66-44) ; U.G.C. Godeaux, 12 (336-23-44) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Montparnasse, 14 (322-62-37) ; Tourville, 20 (364-51-98).

LE BOURGEOIS GENTILHOMME (Fr.) : Gaumont Hallie, 14 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Quartier latin, 2 (326-84-53) ; George-V, 8 (362-41-46) ; Athènes, 12 (343-00-65) ; Parismont, 14 (329-83-11) ; Broadway, 16 (327-41-16).

CARMEN JONES (A. v.o.) : Epée de Bois, 2 (337-57-47).

LA CHEVRE (Fr.) : Capri, 2 (508-11-69) ; Montparnasse, 14 (329-40-10) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; François, 9 (770-33-83) ; Gaumont Sté, 14 (327-44-50).

CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (Fr.-A. v.o.) : Studio Alpha, 5 (354-36-47) ; George-V, 8 (362-41-46).

COUP DE TORCHEON (Fr.) : Marivaux, 2 (296-80-40) ; Elysées Point Show, 2 (225-67-29) ; Parismont Montparnasse, 14 (329-40-10).

CUTTER'S WAY (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Pantheon, 5 (354-15-04) ; Pégase, 7 (705-12-15) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Paquebot, 9 (367-35-43) ; P.I.M. Saint-Jacques, 14 (589-68-42).

LE DROIT DE TUE (A. v.o.) : Paramount City, 9 (362-45-76) ; V.F. : Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; 90-10) ; Paramount Montmartre, 18 (606-34-25).

ESPION LEVE-TOI (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-59-83) ; Normandie, 8 (359-41-18) ; Helder, 9 (770-11-24) ; Miramar, 14 (320-89-52).

EXCALIBUR (A. v.o.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-80-32).

LE FAUSSE SAISON (A. v.o.) : Cinépolis, 6 (633-10-42).

LA FIÈVRE AU CORPS (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 9 (359-92-82) ; Chichy Pathé, 14 (322-19-23) ; Chichy Pathé, 18 (322-46-01).

LA FOLLE HISTOIRE DU MONDE (A. v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (354-36-47) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Biarritz, 13 (336-23-44) ; U.G.C. Godeaux, 12 (336-23-44) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Montparnasse, 14 (322-62-37) ; Tourville, 20 (364-51-98).

LE GRAND PARDON (Fr.) : Richelieu, 7 (325-59-83) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-80-32) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Espéranza, 14 (327-44-50) ; GEORGIA (A. v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-59-83) ; U.G.C. Rennes, 6 (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8 (359-12-15) ; 14 Juillet Bastille, 14 (327-44-50) ; 14 Juillet Beaubourg, 11 (575-79-79) ; V.F. : Camé, 9 (246-66-44) ; Beaubourg Montparnasse, 14 (327-44-50).

LE GRAND PARDON (Fr.) : Richelieu, 7 (325-59-83) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-80-32) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Espéranza, 14 (327-44-50) ; GEORGIA (A. v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-59-83) ; U.G.C. Rennes, 6 (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8 (359-12-15) ; 14 Juillet Bastille, 14 (327-44-50) ; 14 Juillet Beaubourg, 11 (575-79-79) ; V.F. : Camé, 9 (246-66-44) ; Beaubourg Montparnasse, 14 (327-44-50).

LE GRAND PARDON (Fr.) : Richelieu, 7 (325-59-83) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-80-32) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Espéranza, 14 (327-44-50) ; GEORGIA (A. v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-59-83) ; U.G.C. Rennes, 6 (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8 (359-12-15) ; 14 Juillet Bastille, 14 (327-44-50) ; 14 Juillet Beaubourg, 11 (575-79-79) ; V.F. : Camé, 9 (246-66-44) ; Beaubourg Montparnasse, 14 (327-44-50).

LE GRAND PARDON (Fr.) : Richelieu, 7 (325-59-83) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-80-32) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Espéranza, 14 (327-44-50) ; GEORGIA (A. v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-59-83) ; U.G.C. Rennes, 6 (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8 (359-12-15) ; 14 Juillet Bastille, 14 (327-44-50) ; 14 Juillet Beaubourg, 11 (575-79-79) ; V.F. : Camé, 9 (246-66-44) ; Beaubourg Montparnasse, 14 (327-44-50).

LE GRAND PARDON (Fr.) : Richelieu, 7 (325-59-83) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-80-32) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Espéranza, 14 (327-44-50) ; GEORGIA (A. v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-59-83) ; U.G.C. Rennes, 6 (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8 (359-12-15) ; 14 Juillet Bastille, 14 (327-44-50) ; 14 Juillet Beaubourg, 11 (575-79-79) ; V.F. : Camé, 9 (246-66-44) ; Beaubourg Montparnasse, 14 (327-44-50).

LE GRAND PARDON (Fr.) : Richelieu, 7 (325-59-83) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-80-32) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Espéranza, 14 (327-44-50) ; GEORGIA (A. v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-59-83) ; U.G.C. Rennes, 6 (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8 (359-12-15) ; 14 Juillet Bastille, 14 (327-44-50) ; 14 Juillet Beaubourg, 11 (575-79-79) ; V.F. : Camé, 9 (246-66-44) ; Beaubourg Montparnasse, 14 (327-44-50).

LE GRAND PARDON (Fr.) : Richelieu, 7 (325-59-83) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-80-32) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Espéranza, 14 (327-44-50) ; GEORGIA (A. v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-59-83) ; U.G.C. Rennes, 6 (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8 (359-12-15) ; 14 Juillet Bastille, 14 (327-44-50) ; 14 Juillet Beaubourg, 11 (575-79-79) ; V.F. : Camé, 9 (246-66-44) ; Beaubourg Montparnasse, 14 (327-44-50).

LE GRAND PARDON (Fr.) : Richelieu, 7 (325-59-83) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-80-32) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Espéranza, 14 (327-44-50) ; GEORGIA (A. v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-59-83) ; U.G.C. Rennes, 6 (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8 (359-12-15) ; 14 Juillet Bastille, 14 (327-44-50) ; 14 Juillet Beaubourg, 11 (575-79-79) ; V.F. : Camé, 9 (246-66-44) ; Beaubourg Montparnasse, 14 (327-44-50).

LE GRAND PARDON (Fr.) : Richelieu, 7 (325-59-83) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-80-32) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Espéranza, 14 (327-44-50) ; GEORGIA (A. v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-59-83) ; U.G.C. Rennes, 6 (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8 (359-12-15) ; 14 Juillet Bastille, 14 (327-44-50) ; 14 Juillet Beaubourg, 11 (575-79-79) ; V.F. : Camé, 9 (246-66-44) ; Beaubourg Montparnasse, 14 (327-44-50).

LE GRAND PARDON (Fr.) : Richelieu, 7 (325-59-83) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-80-32) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Espéranza, 14 (327-44-50) ; GEORGIA (A. v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-59-83) ; U.G.C. Rennes, 6 (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8 (359-12-15) ; 14 Juillet Bastille, 14 (327-44-50) ; 14 Juillet Beaubourg, 11 (575-79-79) ; V.F. : Camé, 9 (246-66-44) ; Beaubourg Montparnasse, 14 (327-44-50

RADIO-TÉLÉVISION

que. Réalisme intimiste de la mise en scène. Vérité sociale de la fin de la période de reconstruction, dite de la NEP (passage au socialisme, par le libéralisme économique).

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 30 Le nouveau vendredi.
L'or blanc de la Tapis. Réalisation Pierre Babey.
Sur les gros gains financiers, dans le grand nord
québécois, vient et travaille ensemble 18 000 personnes,
comptes du monde étranger, et attirés par les salaires
élevés, rampent d'un travail incertain.

21 h 30 Jacques Faizant ou l'œil à la main.
Une émission de J.-D. Verbeugue.
Réalisation E. Monton.
A la recherche du Figaro qui a créé depuis
1943 près de 26 000 dessins humoristiques.

22 h 25 Journal.

22 h 45 Macozine : Thalassa.

FRANCE-CULTURE

19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : le Soleil.
20 h, Relecture : Eugène Delacroix.
21 h 30, Black and Blue : Nouvelles brésiliennes, avec F. Pagis.
22 h 30, Nuits magnétiques : Les ports.

FRANCE-MUSIQUE

20 h, Concert (en direct de Stuttgart) : « Misera » de Hartmann, « Concerto pour piano et orchestre n° 2 » de Liszt, « Symphonie n° 2 » de Brahms, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, sol. F. Ax, piano, dir. U. Segal.

22 h 15, La nuit sur Franco-Manique : Coup d'œil sur les concertos de piano de Beethoven ; 23 h 5, Ecrans, l'âge d'or de la comédie musicale américaine filmée (première partie) ; 0 h 5, Musiques traditionnelles, musique soufi.

KING-KONG (A...) • Olympic Haller

(27/34-15).
L'ABYRINTHE (Fr.) (procédé Pan-
 rasim) : Espace Gédé, 14 (327-95-94).
L'ABYRINTHE (Fr.) (A. v.o.) : Rivoli Gi-
 raudo, 4 (275-63-12).
LE LAUREAT (A. v.o.) : St-Germain
 Huchette, 5 (633-63-40).
LE LAUREAT (A. v.o.) : Studio de la
 Lyre, 1 (335-76-37) ; Studio de
 la Harpe, 5 (354-34-83).
LITTLE BIG MAN (A. v.o.) : Noctamb-
 ules, 14 (354-63-34) ; Monoparade, 14
 (327-52-37).
MACADAM COW-BOW (A. v.o.) :
 Champanette, 5 (354-51-60).
MIDNIGHT EXPRESS (A. v.o.) (***)
 U.E.C. Marbeuf, 8 (225-14-85).
MIDNIGHT EXPRESS (A. v.o.) (***)
 U.E.C. Marbeuf, 8 (225-14-85).
M. LE MAUDIT (All. v.o.) : Saint-
 André des Arts, 6 (326-48-18) ; 14-
 Juillet-Bastille, 11 (357-90-81) ;
 Olympia-Eurole, 14 (343-67-42).
M. LE MAUDIT (All. v.o.) : Saint-
 André des Arts, 6 (326-48-18) (A.
 v.o.) : Cluny-Bossy, 5 (354-20-12).
LA NUIT DES MASQUES (A. v.f.)
 (***) : Tempeliers, 3 (272-94-56).
LA NUIT DU CHASSEUR (A. v.o.),

ONE + ONE (Fr.) (v. ang.), Forum, 1st
(297-53-74): Olympic-Luxembourg, 6^e

(633-91-77)

QUE VIVA MEXICO (Mex.-Sov.-A. v.), André-Bazin, 19 (337-74-39).

REMPARTS D'ANGLE (Alg. v.), S. G. G. (332-50-91).

SABOTAGE (A.A. v.), Studio Cujas, 5 (334-73-71).

SANS ANESTHESIE (Pol. v.), Lecer-pain, 6 (347-54-34).

LA VOIE DE REFLEXION (A. v.), Actine-Eclair, 10 (347-67).

CHRISTINE (6 (325-47-47); Mac-Mahon, 17 (380-24-81)).

LELIEU EN PRISON (A. v.), Elysees-Pont, Show, 6 (225-67-29).

THE ROCKY HORROR PICTURES SHOW (Am. v.) (?), Studio Gaudin, 17 (334-72-71).

THEY'RE HAVING FUN (A. v.), Opéra Night, 17 (284-62-58).


TOMME LES FILLES ET TAI-TOU (A.v.e.) Cinéma des 2 (334-51-68).

Elysee-Lincoln, 8* (359-36-14); Saint-Louis-Bremer, 8* (387-35-43); Bar-

PARISIENS, 14^e (329-43-11) ; 14-
 Juillet-Boulogneville, 15^e (575-79-79).
LE TROISIEME HOMME (A. v.o.), 14-
 Juillet-Parussee, 6^e (326-58-00) ; Saint-
 André-des-Arts, 6^e (326-48-18).
UN ETE 43 (A. v.f.), Tempeliers, 3^e (272-
 94-56).
UNE SEMAINE DE VACANCES (Fr.),
 Tempeliers, 3^e (272-94-56).
LES VALSEUSES (Fr.), (v.v.), U.G.C.
 Marché, 6^e (225-19-45).


ACTUELLEMENT

CHARLES AZNAVOUR
TIREZ sur le
PIANISTE
MISE EN SCENE
FRANCOIS TRUFFAUT



MERCREDI 17 MARS

5
NOMINATIONS AUX
OSCARs 82



PANTHÉON - ATHÉNA
CINÉ BEAUBOURG

TIREZ sur le
PIANISTE

PIANISTE

EN SCÈNE
FRANÇOIS TRUFFAUT

MERCREDI 17 MARS

5

NOMINATIONS AUX OSCARS 82

1990

**La Maîtresse
du Lieutenant
Français**

KARL HERR

18 h 30 Pour

19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé : Ulysse 31.
20 h Les jeux.
20 h 30 On sort ce soir : « le Pirate ».
D'après H. Robbins, réal. K. Anoukin. Avec F. Nero, C. Lee.
Le petit Bayard devient magnum du pétrole. Les féodalys tentent de faire pression sur lui pour obtenir des armes.
22 h 30 Journal.

FRANCE-CULTURE

- 7 b 2. *Méditerranée* : Point de vue d'ouest : L. Vindicour et le Télé-observatoire ; Des chercheurs français au Tibet ; Moins d'un G. Condominas.
- 8 h. Les chaînes de la connaissance : Regards sur la
- 9 b 30. Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : Après le Pologne... quelle Europe demain ?
- 9 h 7. *Mémoires du monde* contemporain.
- 10 h 45. *Dimanches avec...* Jérôme Pignon.
- 11 h. Les essai pour l'écrit : Le théâtre optique : « le Chevalier à la rose », de R. Straus.
- 12 h 5. *Le pont des Arts*.
- 14 h. *Sons* :
- 15 h. *Volubilités et musiques d'aujourd'hui* : « le Désert », par le Teller-Amsterdam ; « Unkrautgarten », par le Ballet-Théâtre de Brême (retransmis de la maison de la culture de Nantette).
- 16 h. *Le théâtre comme spectacle contemporain* : La science en liberté, le champ des possibles, par J.-M. Benoit, avec P. Scheurer.
- 17 h 30. *Représentations de castrine* : La croix et la liberté, par le pasteur Edouard.
- 19 h 26. *La radio nous raconte* présentée : Bernard Noël, au vie, son travail.
- 20 h. *Annuaire de la littérature du sud*, de R. Taguier ; adapt. : A. Givry ; adaptation : Ph. Nguyen, V. Chantavong, P. Pichavong. Réalisation : J. Tarout.
- 21 h 55. *Aditi*, avec B. de Bretois.
- 22 h 5. *La figure du samurai en art-musique médiévale*. Jazz Avancé. Présentation : Les questions du collectionneur particulier de M. Haver. Le théâtre au marges du théâtre.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- h 2 1. Saucelli-muthe : Gâteaux de Ariège, Liège, Terini, Rodel, Hugel, Tomsel.
- h 2 2. Toes en schae : Nat King Cole.
- h 2 10. Actualité du dialogue : 11 h : La tribune des critiques et débats.
- h 2 11. L'Anifol de musique : Gâteaux de R. Strauss.
- h 2 14. L'Anifol de musique : Gâteaux de J.-S. Bach, Chopin, Dutilleul.
- h 2 16. L'XXIV^e concours international de guitare : Gâteaux de J.-S. Bach, Grandjean, Solis.
- h 2 16. 36. Saucelli-muthe (au direct de l'auditorium 105) : Gâteaux de Rameau, Fouchère, Hotteterre, Couperin, Locatelli, Telemann ; Sol : C. Banchini, F. Coug, G. Murray, C. Ochoa.
- h 2 18. L'Anifol de la tribune : « Ambella », de R. Strauss (dernière parution).
- h 2 19. L. Les mots de Françoise Xenakis.
- h 2 19. Les pêcheurs de perle : A. Cortot joue R. Schumann.
- h 2 19. 36. Concert (donné le 24 octobre 1981) : Concerto pour piano de Frédéric Chopin ; Divertissement pour piano de la « majesté » de Sibeldit. Par l'orchestre de la Suisse-romande. Dir. M. Stein. Avec Z. Mocsik, piano.
- h 2 15. Le lait sur Franco-Musique : Musique de suite, de Mozart ; 23 h. Entre guillemets ; 0 h 5, Haendel-Infidélité.

VENDREDI 12 MARS
— *M. Jean Lecamiet*, président de l'U.D.F., est invité sur Europe 1, à 19 h 15.

Avis



Economisez 700F

Sur une machine à coudre
exceptionnelle : la Stella TSP.

Précise, fiable
du 12" à 18" au 30" av. et

EXACT DIFFUSION
97, rue de la Couronnerie
75011 Paris 753 16 54



la qualité suisse

<p>EXACT DIFFUSION 95, avenue du Général-Leclerc 75014 PARIS 845-32-40</p> <p>G.G. RHUT S.A. 11, rue du Général-Leclerc 78000 VERSAILLES (81) 960-50-55</p> <p>AUX DOIGTS DE FÉE 23, rue du Commandant-Bergé 77000 MEAUX (8) 434-00-82</p> <p>MP - J. CHANVIN 82, boulevard Maréchal-Joffre 92340 BOULOGNE-BELLEVILLE 663-54-81</p>	<p>EXACT DIFFUSION 45, bd de la Chapelle 75010 PARIS 626-89-51</p> <p>G.G. RHUT S.A. 23, rue André-Bonenfant 78100 ST-GERMAIN-EN-LAYE 46 1-84-72</p> <p>AUX DOIGTS DE FÉE 10, rue Paul-Dubois 77000 MEAUX (8) 452-12-56</p> <p>G.G. RHUT S.A. Centre comm. des Sablons 78370 PLAISIR (8) 055-09-10</p>	<p>EXACT DIFFUSION 84, rue Cambronne 75015 PARIS 724-48-30</p> <p>G.G. RHUT S.A. Centre Comm. Continent Le Mail 78240 CHAMBOURCY (3) 074-06-70</p> <p>M. R. LALANDE 87, rue de Paris 94190 VILLENUEVE-ST-GEORGES 389-02-38</p> <p>SELECTION 3, rue Julien-Mira 93600 AULNAY-SOUS-BOIS 866-77-71</p>
---	--	---

LOTO		TIRAGE N°10	
		DU 10 MARS 1982	

3	13	16	19	24	36
---	----	----	----	----	----

NUMERO COMPLEMENTAIRE

39

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS NUMEROS	22	575 457,70 F
5 BONS NUMEROS <small>* Numero Complementaire</small>	71	89 155,40 F
5 BONS NUMEROS	4 918	3 861,30 F
4 BONS NUMEROS	232 082	81,80 F
3 BONS NUMEROS	3 654 616	7,50 F

PROCHAIN TIRAGE LE 17 MARS 1982

VALIDATION JUSQU'AU 16 MARS 1982 APRES-MIDI

[illegible]

	tarif*	tarif TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITALS	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

	tarif*	tarif TTC
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine.

- **AJOINT AU RESPONSABLE EXPORTATION**
Chimie - Peinture
réf. VM 6541 H
- **RESPONSABLE ETUDES TECHNIQUES ET ENGINEERING**
réf. VM 14600 B
- **JEUNE ANALYSTE FINANCIER**
Proche banlieue Nord - Gestion de trésorerie
réf. VM 9215 BR
- **CHEF COMPTABLE**
Proche banlieue Nord - Comptabilité générale
réf. VM 9215 BQ
- **JEUNE ATTACHE DE SECRETARIAT GENERAL**
réf. VM 6453 F
- **ANIMATEUR**
Institut de formation continue - Hydraulique appliquée
réf. VM 2597 A

Si vous êtes intéressés par l'un de ces postes, nous vous remercions de nous adresser un dossier de candidature.

GROUPE EGOR

8 rue de Brest 75008 Paris

egor

PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

BANQUE PRIVEE FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT RECRUTE

Celui qui devra mener au siège (Paris) la politique des PARTICULIERS et ANIMER le réseau des vendeurs répartis dans une vingtaine de guichets en Province.

Poste comportant RÉFLEXIONS et ACTIONS.

Le candidat possédant une expérience bancaire, un niveau d'études supérieures, une capacité à s'intégrer dans une équipe de direction jeune et dynamique.

Adresser C.V. et photo à :
RÉGIE-PRESSE, sous n° 7 032.194 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

VOTRE VOLONTÉ DE RÉUSSIR NOTRE COMPÉTENCE UNE FORTE RÉMUNÉRATION

Dans le cadre d'une prof. libérale. Env. C.V. phot., 12 à 15 rue de la République, 75011 Paris, ou tél. 01 75 72 12 02 p. 60 et 61.

COLLABORATEUR standing.
Ecr. M. Grant, 148, r. St-Honoré
PARIS (1^{er}), qui transmet.

Recherche resp. permanent (et/ou stagiaire) pour la mise au point et l'élaboration de programmes de formation et de perfectionnement. Bonne connaissance des langues anglaise, allemande, espagnole, italienne, portugaise, russe, japonais, chinois, etc. et des techniques de formation, enseignement, etc.

ACHETEURS/EUSE
MEUBLES et ELECTRO-MEUBLES
● DISPONIBLE DE SUITE
● Expérience grande surface.
Se présenter, sans 13, de 13 à 16 h.
CENTRE INTER-ACHATS
Groupe INTER-ACHATS
182, avenue Charles-de-Gaulle,
92200 Neuilly (M^e P. de Neuilly).

capitaux propositions commerciales

Ses Vendeurs achètent pour le compte de la banque pour création d'une nouvelle filiale.
Ecr. à n° 34841 M. Buis, 17, rue Labat, 94300 Vincennes.

propositions diverses

EMPLOIS ET CARRIÈRES
DE LA FONCTION PUBLIQUE
Spécialité de FRANCO-CARRIÈRES
En vente chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

DEMANDES D'EMPLOIS

Jeune diplômée 25 ans, maîtrise de Sciences Écon., complétée par une spécialisation de 3^e cycle en économie de la santé, étudie toute offre d'emploi.
Ecr. à n° 6287 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE TECHNIQUE

35 ans
appartient à une expérience de directeur PME.
- Connaissance, planification, gestion des affaires, commercial, public, marketing, clientèle, relations, etc.
- Un esprit de synthèse, créateur et volontaire.
- Des connaissances en langue allemande écrite et parlée, cherche situation d'ADJOINT à PDG, ou PC dans société franc. ou internationale. Réf. indifférente.
Ecrire sous le n° 220.106 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.Géophysicien, 32 ans
diplômé ETH-Zürich
5 ans exp. en géothermie et radiométrie, cherche emploi à l'étranger.
Offres à s'adresser à 1287008
Pulsar, Paris, tél. 01 42 12 12 12.DAME 46 ANS, cherche place de jardinière/travaux sur Paris.
Ecr. à n° 2.428 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

travail à domicile

J.F. 22 ans, diplômé, ferait tous travaux à domicile. Réponses, s'il vous plaît, Tél. : 263-18-07.

THOMSON-CSF Groupe ACTIVITÉS MÉDICALES Département Etudes et Développement Imagerie Nouvelle recherche

ingénieur électronicien

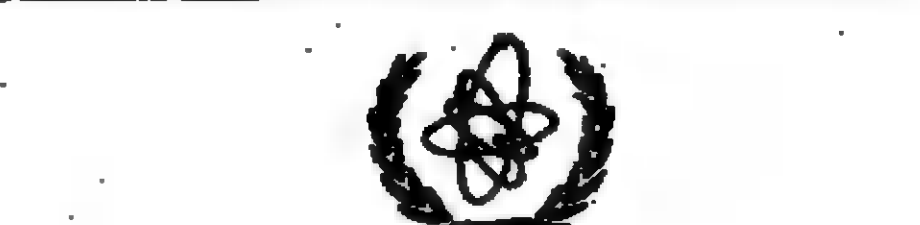
Formation : ENSI - A et M ou équivalent.

Fonctions : Soutien technique et encadrement d'une équipe chargée de la mise au point d'ensembles électroniques évolués.

Profil : Bonnes connaissances des techniques numériques rapides, microprocesseurs 16 bits, microprogrammation, matériels LSI 11/2 (DEC) - NOVA 4X (DATA GENERAL).

Adresser C.V. photo et prétentions à :
s/réf. 35838M à THOMSON-CSF
Département EDIN
48 rue Camille Desmoulins
Service du Personnel 92130
ISSY LES MOULINEAUX.

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)



The International Atomic Energy Agency seeks Self-motivated individuals to participate in the execution of the Agency's safeguards programme. Required university degree in nuclear chemistry, nuclear chemical engineering, or nuclear electronics/instrumentation. Experience in engineering, or nuclear electronics/instrumentation. Experience in the processing of nuclear materials, preferably in plant operation or in the instrumental measurement of quantities of nuclear material. Advantages: Fixed-term contract for two years with possibility of further extension if service satisfactory. Tax-free emoluments depending on qualifications and experience approx. US \$ 39,500 per annum. Send curriculum vitae, indicating your nationality and referring to Vacancy Notice n° 18/82 to the Division of Personnel, International Atomic Energy Agency, P.O. Box 100, A-1400 Vienna, Austria.

Lydie Françoise de Los Angeles
chercheuse professeure,
un en France, un en Polé-
Géographie, un en Sciences
Géographiques, un en Physique-Chimie,
une Institutrice.
Envoyer C.V. et photo.
3261 Overland-Avenue, Los Angeles,
California 90034.

emplois regionaux

MAISON POUR TOUS
D'ALBI-NORD
recherche
pour le 1^{er} avril 1982

UN ANIMATEUR SOCIO-CULTUREL

DIPLOME
Suppl. confirmé, connaissance de l'anglais et de l'espagnol. Emplacement à plain terre. Env. C.V., 12, r. du Mar-Vicor 81000 Albi.C.A.L.L.E.
recherche pour l'emploi de
temps à temps, formation
scientifique/pédagogique, environ-
nement pour études impact,
milieu naturel, paysage.
Connaissances urbaines, archi-
tecture apprises. Aptitude
contacts pédagogiques nécessaires.L'unité réagira, candidates
28 mars 1982.
Cercle d'Architecture, d'Urbanisme
et d'Environnement de
Loire-Grand-Ouest.
1839, av. du Général-Lacour
47000 Agen.Etablissement d'enseignement
privé ROUEN
recherche d'urgence pour
orthophoniste diplômé pour
travaux notament auprès
de jeunes sourds profonds.
Ecr. à n° 7.976 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ANNONCES CLASSEES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

POSTES A POURVOIR AU MAROC RENTREE 1982-1983

PROFESSEURS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR -
MAITRES-ASSISTANTS - ASSISTANTS - DOCTEURS
D'ETAT - DOCTEURS - CYCLE - AGREGES
CERTIFIES - ADJOINTS - ENSEIGNEMENT P.T. ET
P.T.A. DE L.T. - TITULAIRES MAITRISE -
VOLONTAIRES SERVICE NATIONAL ACTIF
DANS DISCIPLINES SUIVANTES:

- Lettres modernes ou classiques.
- Mathématiques.
- Sciences naturelles.
- Physique et chimie.
- Disciplines techniques.

Vous pouvez faire acte de candidature pour enseigner au Maroc dans le cadre de la convention de coopération culturelle et technique (franco-marocaine).

Pour des renseignements complémentaires :

- Carrefour Coopération, 34, rue Demout-d'Urville, 75016 PARIS.
- Ambassade du Royaume du Maroc, 5, rue Le Tasse, 75016 PARIS.
- Ministère Marocain de l'Éducation Nationale, RABAT.
- Téléphone : 713-64.
- Réunion Commission de Recrutement : dernière semaine avril 1982.

l'agenda du Monde

Animaux

GARDE ANIMAL
VIE DE FAMILLE - 731-36-11.S.O.S. offre délicieux chamois, gentils chats et chèvres soignées (opérés) à bons maîtres et foyers doués.
Téléphone : 01 821-41-86.
Le soir après 19 h.

Artisans

Les Châssiers Associés Entreprises
Plombiers, serruriers, murs et sols, dépannage, installations
jours et nuits, 523-16-06.

Bijoux

BIJOUX ANCIENS
BIJOUX ROMANTIQUES
se chassent chez GILLET
19, r. d'Arcole, 4. 354-00-85.
ACHAT BIJOUX OR-ARGENT.
Maison : 62, rue de Valenciennes.Bijoux anciens et occasions
Or, argent, platine et autres.
Vente - Achat - Échange
AU PALAIS ROYAL
84, av. de la République, 75002 Paris.

Cours

COURS DE FRANÇAIS
par professeurs AGREGES
Boulogne-Billancourt. Tél. 280-07-16.Apprendre l'ALLEMAND
à MUNICH
3 sem. (6, 12, 18) de cours
intensifs. 1.600 F. avec tutorat
central. 2.400 F. sans. ORSIS
Intern. Spécialisé
Baudouin, 12-14,
D. 8000 München 6.
tél. 224-58.L'AMÉRIQUE à 80 km de Paris
ADVANCED ENGLISH
Chaque jour intensif
DANS LE CENTRE, 404-78-61.

Cuisine

PROMOTION KITCHENETTE
(cuisinier + cuisinière +
rôtisseur + rôtisseuse)
en 1^{er} semestre 2.400 F.
en 2^e semestre 2.300 F. Paris.
SAINTON, 21, rue de l'Abbé-
Grégoire, Paris-6. Ouvert
tous les jours, 222-44-44.

Décoration

PAPERS
JAPONAIS
Avec les prix directs CAP vous
trouvez maintenant du papier
japonais de 1^{re} qualité.A PARTIR DE
180 F LE ROULEAU
(7,80 m x 0,81 m)
Grand choix de coloris
et de papiers.Magasin d'exposition : CAP,
37, rue de Châteaufort,
75012 Paris. Tél. : 307-34-01.
Vente par correspondance et
expéditions contre 10 F
par chèque.

Literie

INVESTISSEZ
DANS LE SOMMEIL
Un très bon matelas de grand
luxe garanti 5 ans vaut
2.500/3.000 F.Chac. CAP, spécialiste du prix
direct, non mésestime votre
investissement. 1.580 F. pour 140 cm
et 1^{er} semestre 1^{er} ANS, soit
0,51 centime la nuit.
Une offre.
Sommeils et dortoirs assurés,
couvertures plissées, couettes.
Votre sommeil mérite cette visite.
CAP 75012 PARIS.
Tél. : 307-34-01.

Moquettes

INCROYABLE
50.000 m²
DE MOQUETTE
pure laine et synthétique
ET REVÊTEMENTS
DE MURS
Prix d'usine, pose assurée.
Réglementation 757-19-19.

Mode

POINT DE VENTE AGRÉÉ
PARIS PAS CHER
COUTURES, haut de gamme
5, av. de Villiers, 17^e, M^e Villiers.

Moquettes

INCROYABLE
50.000 m²
DE MOQUETTE
pure laine et synthétique
ET REVÊTEMENTS
DE MURS
Prix d'usine, pose assurée.
Réglementation 757-19-19.

Moquettes

INCROYABLE
50.000 m²
DE MOQUETTE
pure laine et synthétique
ET REVÊTEMENTS
DE MURS
Prix d'usine, pose assurée.
Réglementation 757-19-19.

Moquettes

INCROYABLE
50.000 m²
DE MOQUETTE
pure laine et synthétique
ET REVÊTEMENTS
DE MURS
Prix d'usine, pose assurée.
Réglementation 757-19-19.

Moquettes

INCROYABLE
50.000 m²
DE MOQUETTE
pure laine et synthétique
ET REVÊTEMENTS
DE MURS
Prix d'usine, pose assurée.
Réglementation 757-19-19.

Moquettes

INCROYABLE
50.000 m²
DE MOQUETTE
pure laine et synthétique
ET REVÊTEMENTS
DE MURS
Prix d'usine, pose assurée.
Réglementation 757-19-19.

Moquettes

INCROYABLE
50.000 m²
DE MOQUETTE
pure laine et synthétique
ET REVÊTEMENTS
DE MURS
Prix d'usine, pose assurée.
Réglementation 757-19-19.

Moquettes

INCROYABLE
50.000 m²
DE MOQUETTE
pure laine et synthétique
ET REVÊTEMENTS
DE MURS
Prix d'usine, pose assurée.
Réglementation 757-19-19.

Moquettes

INCROYABLE
50.000 m²
DE MOQUETTE
pure laine et synthétique
ET REVÊTEMENTS
DE MURS
Prix d'usine, pose assurée.
Réglementation 757-19-19.

Instruments

de musique
PIANOS
Opération reprise 3.000 F.
Jusqu'à 20 ans,
en cas d'achat d'un neuf
54, rue Lenoir, 75008 PARIS
Tél. 289-25-84PIANOS
DROITS
ET VOILE
Nouveaux et occasions
Sélection des meilleures
marques européennes. Des
plans de mécanique fluide.
Agence : SOUSOONER,
MACH, FEURICH, EUTERPE,
SCHREIBER, PLEYEL,
GROTHMAN-STEINWEG,
SCHNEIDER, SEILER.
Occasions : Steinweg, Pleyel,
Bachstein, Bismarck, en
10 ans de garantie et modèles
S.A.V. et livraisons assurées.
Transp. gratuit rég. parisienne.
Remise et outillage.PIANOS MAGNE
Centre musical Bismarck,
17, avenue Raymond-Poincaré,
75116 Paris. Tél. : 653-20-60.
REMISE 5 %
Paiement comptant
ou possibilité 6 mois
CREDIT GRATUIT.A VENDRE PIANOS
GRANDES MARQUES
par artiste, facteur
QUEL PLEYEL (1850) 20.000
DIOT PLEYEL (1850) 12.000
PIANOS TORRENTE
Téléphone : 940-99-52.

Maisons

de retraite
La résidence du parc à Ermes-
ville (Oise), 40 km Paris auto-
route Nord. Rénovée, repos,
convalescence, soins assurés,
ambulance facile, tout confort,
parc, pension à court et long
Tél. : (16-4) 464-00-63.A VENDRE PIANOS
GRANDES MARQUES
par artiste, facteur
QUEL PLEYEL (1850) 20.000
DIOT PLEYEL (1850) 12.000
PIANOS TORRENTE
Téléphone : 940-99-52.

Maisons

de retraite
La résidence du parc à Ermes-
ville (Oise), 40 km Paris auto-
route Nord. Rénovée, repos,
convalescence, soins assurés,
ambulance facile, tout confort,
parc, pension à court et long
Tél. : (16-4) 464-00-63.A VENDRE PIANOS
GRANDES MARQUES
par artiste, facteur
QUEL PLEYEL (1850) 20.000
DIOT PLEYEL (1850) 12.000
PIANOS TORRENTE
Téléphone : 940-99-52.

Maisons

de retraite
La résidence du parc à Ermes-
ville (Oise), 40 km Paris auto-
route Nord. Rénovée, repos,
convalescence, soins assurés,
ambulance facile, tout confort,
parc, pension à court et long
Tél. : (16-4) 464-00-63.A VENDRE PIANOS
GRANDES MARQUES
par artiste, facteur
QUEL PLEYEL (1850) 20.000
DIOT PLEYEL (1850) 12.000
PIANOS TORRENTE
Téléphone : 940-99-52.

Maisons

de retraite
La résidence du parc à Ermes-
ville (Oise), 40 km Paris auto-
route Nord. Rénovée, repos,
convalescence, soins assurés,
ambulance facile, tout confort,
parc, pension à court et long
Tél. : (16-4) 464-00-63.A VENDRE PIANOS
GRANDES MARQUES
par artiste, facteur
QUEL PLEYEL (1850) 20.000
DIOT PLEYEL (1850) 12.000
PIANOS TORRENTE
Téléphone : 940-99-52.

Maisons

de retraite
La résidence du parc à Ermes-
ville (Oise), 40 km Paris auto-
route Nord. Rénovée, repos,
convalescence, soins assurés,
ambulance facile, tout confort,
parc, pension à court et long
Tél. : (16-4) 464-00-63.A VENDRE PIANOS
GRANDES MARQUES
par artiste, facteur
QUEL PLEYEL (1850) 20.000
DIOT PLEYEL (1850) 12.000
PIANOS TORRENTE
Téléphone : 940-99-52.

Maisons

de retraite
La résidence du parc à Ermes-
ville (Oise), 40 km Paris auto-
route Nord. Rénovée, repos,
convalescence, soins assurés,
ambulance facile, tout confort,
parc, pension à court et long
Tél. : (16-4) 464-00-63.A VENDRE PIANOS
GRANDES MARQUES
par artiste, facteur
QUEL PLEYEL (1850) 20.000
DIOT PLEYEL (1850) 12.000
PIANOS TORRENTE
Téléphone : 940-99-52.

Maisons

de retraite
La résidence du parc à Ermes-
ville (Oise), 40 km Paris auto-
route Nord. Rénovée, repos,
convalescence, soins assurés,
ambulance facile, tout confort,
parc, pension à court et long
Tél. : (16-4) 464-00-63.A VENDRE PIANOS
GRANDES MARQUES
par artiste, facteur
QUEL PLEYEL (1850) 20.000
DIOT PLEYEL (1850) 12.000
PIANOS TORRENTE
Téléphone : 940-99-52.

Maisons

de retraite
La résidence du parc à Ermes-
ville (Oise), 40 km Paris auto-
route Nord. Rénovée, repos,
convalescence, soins assurés,
ambulance facile, tout confort,
parc, pension à court et long
Tél. : (16-4) 464-00-63.A VENDRE PIANOS
GRANDES MARQUES
par artiste, facteur
QUEL PLEYEL (1850) 20.000
DIOT PLEYEL (1850) 12.000
PIANOS TORRENTE
Téléphone : 940-99-52.

Maisons

de retraite
La résidence du parc à Ermes-
ville (Oise), 40 km Paris auto-
route Nord. Rénovée, repos,
convalescence, soins assurés,
ambulance facile, tout confort,
parc, pension à court et long
Tél. : (16-4) 464-00-63.A VENDRE PIANOS
GRANDES MARQUES
par artiste, facteur
QUEL PLEYEL (1850) 20.000
DIOT PLEYEL (1850) 12.000
PIANOS TORRENTE
Téléphone : 940-99-52.

Maisons

de retraite
La résidence du parc à Ermes-
ville (Oise), 40 km Paris auto-
route Nord. Rénovée, repos,
convalescence, soins assurés,
ambulance facile, tout confort,
parc, pension à court et long
Tél. : (16-4) 464-00-63.A VENDRE PIANOS
GRANDES MARQUES
par artiste, facteur
QUEL PLEYEL (1850) 20.000
DIOT PLEYEL (1850) 12.000
PIANOS TORRENTE
Téléphone : 940-99-52.

Maisons

de retraite
La résidence du parc à Ermes-
ville (Oise), 40 km Paris auto-
route Nord. Rénovée, repos,
convalescence, soins assurés,
ambulance facile, tout confort,
parc, pension à court et long
Tél. : (16-4) 464-00-63.A VENDRE PIANOS
GRANDES MARQUES
par artiste, facteur
QUEL PLEYEL (1850) 20.000
DIOT PLEYEL (1850) 12.000
PIANOS TORRENTE
Téléphone : 940-99-52.

Maisons

de retraite
La résidence du parc à Ermes-
ville (Oise), 40 km Paris auto-
route Nord. Rénovée, repos,
convalescence, soins assurés,
ambulance facile, tout confort,
parc, pension à court et long
Tél. : (16-4) 464-00-63.

Soins de beauté

731-36-11 de 8 h 30 à 20 h.
Chez vous, des soins complets
visage, manucure.

Transports

CHAUFFEUR-LIVREUR avec
camion, 1000 kg. Effectuez tous
transports. Tél. : 281-45-04.

Libres

Haut LAFITTE achète
LIVRES, 13, rue de Brest 19^e.
Tél. : 326-66-28.
Descentes un catalogue.

Le Monde

régions

Ile-de-France

PEU A PEU « GRIGNOTÉ » PAR L'URBANISATION

L'aérodrome de Guyancourt va devoir fermer

L'aérodrome de Guyancourt (Yvelines), l'un des plus importants plates-formes d'aviation légère de France, va disparaître. La décision, non encore annoncée officiellement, a été prise par M. Charles Fiterman, ministre des transports, à la demande des élus de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (à direction communale) et du maire communal de Guyancourt, M. Roland Thébaud. Seuls les débris restent à figer, car le ministère des transports ne souhaite pas supprimer l'aérodrome, mais décaler l'aérodrome, par exemple à Sonchamp (Yvelines), au sud-ouest de Rambouillet.

La menace n'est pas nouvelle puisque, dans le schéma d'aménagement de la ville nouvelle, le site de Guyancourt, comme les terrains qui l'entourent, est classé « zone à urbaniser à moyen terme ». Aujourd'hui, l'extension se précise. Avec une piste en dur de 700 mètres, encadrée par deux pistes en herbe, l'aérodrome de Guyancourt — vaste de 92 hectares — ne compte pas moins de mille cinq cents avions, dont trente avions légers, quatre hélicoptères, et même quelques trois cents avions militaires.

Depuis près de cent cinquante mille mouvements par an, depuis la création de la ville nouvelle, le site de Guyancourt a été implanté de plus en plus près. Le dernier en date, Champfleury, s'est même déjà le trafic. « Nous sommes à la limite des normes de sécurité. Bientôt, il nous faudra renoncer à maintenir sur ce terrain une école de pilotage », estime M. Thébaud, maire de Guyancourt et de l'ADAGE (Association de défense de l'aérodrome de Guyancourt et de son environnement).

DES « GROUPES DE SURVEILLANCE » DANS LA CAPITALE ?

La constitution dans les villes de groupes de surveillance placés sous l'autorité du maire et ayant compétence « pour tout ce qui concerne la qualité de la vie quotidienne » est l'un des thèmes de l'association. Pour une cité humaine — les droits du citoyen.

« La police d'Etat ne pouvant assurer toutes les missions dont elle est réglementairement chargée, déclare un communiqué de l'association, devrait laisser place à des groupes urbains de surveillance, dont les agents, à recrutement particulier, dotés d'un uniforme distinct et des armes, assureraient la sécurité de la circulation, le stationnement, le respect des lieux de repos, la pollution, le bruit, la propreté ».

L'association, qui a confirmé M. Roger Lapeyre dans ses fonctions de président, condamne aussi « la dégradation sensible de la vie quotidienne » par l'urbanisation dans la capitale.

Cinq mille logements

Dernier événement en date, c'est lui qui a mis le feu aux poudres. L'établissement — projet d'aménagement de la ville nouvelle — West-De programmer la construction de quelque cinq mille logements, dont deux cents pavillons résidentiels en bordure immédiate des pistes. Les pilotes s'opposent à cette urbanisation, ils demandent au contraire « la réversion de ces projets et l'insertion d'un dossier de base de loisirs (avec « photos et karting ») dans cette zone ».

En revanche, les élus locaux ne cachent pas leur satisfaction de voir fermer, dès que possible, un aérodrome jugé depuis longtemps trop bruyant. Mais à l'heure où un autre terrain pour accueillir les activités de Guyancourt. Cela ne se fera pas sans mal, le site de Sonchamp se trouvant dans le périmètre du futur parc naturel régional de la haute vallée de Chevreuse.

DAMIANE REGIS.

Auvergne

UN AUTRE ASPECT DE LA RÉFORME RÉGIONALE

L'impôt sans douleur

De notre envoyé spécial

Jamais, bien sûr, un conseil régional, quelle que soient les richesses de son territoire ou la détermination de ses élus, n'a pour se substituer à la politique économique nationale, surtout si, comme l'Auvergne, la région a eu de ses handicaps, pendant longtemps, le bénéfice de la solidarité nationale et de la péréquation des ressources. Il n'empêche qu'il peut, en sélectionnant judicieusement ses interventions, avoir un rôle essentiel sur l'économie, la culture, l'urbanisme, l'environnement, par exemple.

Dans une région comme celle-ci, qui compte autant de vaches laitières que d'habitants (1,4 million), l'agriculture et l'aménagement rural, comme le renforcement de l'armature des « bourgs-centres », absorbent la plus grosse part des crédits, avec les routes, infrastructures indispensables d'un pays montagneux et enclavé qui veut à la fois s'ouvrir plus facilement vers Paris (l'autoroute est prévue pour 1986), Lyon, Montpellier et la Méditerranée.

C'est aussi à ces données de la géographie qu'il faut rattacher l'idée de créer un parc naturel régional du Livradois-Forez, qui sera le second après celui de la Vézère. Il s'agit d'un territoire d'exception, cinq communes (dont certaines ont une densité de population inférieure à dix habitants au kilomètre carré) du Puy-de-Dôme, de l'Allier et de la Haute-Loire, et déjà une cinquantaine ont délibéré sur le projet. Comme ce fut le cas pour le parc des volcans, c'est le conseil régional qui assure l'essentiel du financement, le département et les communes premières d'adhésion, le tourisme et les loisirs, l'animation, le milieu rural et surtout l'encouragement de la filière bois.

« Rendez-vous compte, il s'agit de ce bureau... à Paris ! », dit le

président de l'association pour la création du parc, M. Maurice Adéval Poulet, député et maire (P.S.) de Thiers. Le conseil régional a déboursé à ce propos une somme de 769 000 francs.

Le maire de la capitale du coutais « fait » aussi dans l'urbanisme et l'artisanat d'art. La municipalité a racheté deux logis très anciens de la vieille ville (l'hôtel des échevins et la « Maison de l'homme des bois »), et y a aménagé la « Maison des poutiers », qui sera, à la fois, un musée et un atelier d'orfèvres et de sculpteurs sur corne de buffle et sur ivoire.

La « griffe » au greffe

Le premier modèle de couteau à la griffe de la « Maison des couteaux » a été déposé au greffe du tribunal de commerce de Thiers le 19 février dernier. Enroulé à la main, avec une virole et un collet en forme de fleur modelée et gravée à la main, un manche façonné en corne, ébène, ivoire ou nacre, ce modèle porte le nom de Didier Diderot. Le père de l'encyclopédiste aurait en effet, à la fin du dix-septième siècle, le beau métier de maître couteiller à Langres, une cité rivale.

A Issoire, au sud de Clermont-Ferrand, le maire, M. Jacques Lavigne, député (P.S.), a utilisé différemment les subventions de la région versées au titre du « programme régional d'aménagement des petites villes » (2). Par exemple, en 1981, il a refait des trottoirs, créé des espaces verts, construit une passerelle pour piétons, dans un jardin public qui enjambe la rivière. La région verse 30 % de subventions, pourcentage qui est sensiblement en hausse pour les travaux engagés à l'aérodrome bien connu des passionnés de vol à voile.

Ailleurs, la région donnera un bon coup de pouce au raménagement, à des aménagements sportifs (Vichy) à la modification d'un établissement thermal ou à une commune qui construit elle-même un hôtel pour touristes (à Nérilès-Bains). À un office d'H.L.M. qui se lance dans des travaux d'isolation thermique et d'économie d'énergie, à un I.U.T. (Institut de Montluçon) qui a voulu acquiescer à un système de « conception assistée par ordinateur », ou encore à des communes particulièrement affectées par l'enseignement ou celles qui sont rattachées à des zones d'ombre de l'éducation (St. Dizier), à l'enseignement ? Peut-être ? C'est un risque, reconnaît M. Pouchon, « mais nous allons tenter de ne pas trop y succomber en mettant en place une politique contractuelle à plusieurs niveaux, avec l'Etat et les départements. Ce qui importe au plus haut point c'est de continuer dans les limites les plus étroites possibles les dépenses de fonctionnement et les dépenses de subvention à tout va ». Difficile de réaliser, en effet, quand tout le monde trappe à la porte de la région et lorgne sa cassette.

FRANÇOIS GROSCHICHARD.

(1) Situ à la proportionnelle, le bureau du Conseil comprend notamment 4 vice-présidents dont 2 de l'opposition, un socialiste et un communiste.

(2) Onze villes ou petites agglomérations d'Auvergne peuvent prétendre bénéficier de cette politique régionale : Ambert, Besse, Blom, Brassat-Sainte-Flour et Saint-Genès pour le Puy-de-Dôme, Commeny et Saint-Pourçain pour l'Allier, Saint-Flour et Mauriac dans le Cantal, Brionne et Yssandon dans la Haute-Loire.

(3) Le voyage que vient d'organiser en Auvergne le Conseil régional n'a pas permis aux journalistes de l'association des journalistes du développement régional (AJODER) de rencontrer des élus de l'opposition, ce qu'on regrettera puisque plusieurs villes et deux conseils généraux sont présidés par des personnalités U.D.F. et R.P.R.

CARNET Languedoc-Roussillon

DÉCENTRALISATION ET CULTURE

« Il ne s'agit pas de folkloriser du haut de notre Olympe »

déclare M. Jack Lang

De notre correspondant

Montpellier. — Pour tracer les grandes lignes de ce que serait une politique nouvelle en faveur des cultures régionales, M. Jack Lang, ministre de la culture, a choisi Orléans (Eure-et-Loire), un village de deux cents habitants, situé entre Lodève et Clermont-Ferrand. « Ce village nous montre l'exemple », disait-il, « de ce que peut être le développement d'une culture locale, chaque été, le siège de festivals occitans. Le ministre a pu voir sur murs des affiches de « Le Liberté ou la mort » par le théâtre de la Carrière ou du « Retour au pays » de Claude Ahanou, par le Théâtre populaire occitan.

Océan est aussi un très ancien village. Du plus profond des millénaires, des foyers se sont allumés ici autour de dolmens et de menhirs, autour de stations néolithiques, de villas romaines, de tombes à incinération.

Le ministre a exprimé sa volonté d'effacer « ces lambeaux qui ont appauvri les peuples et l'ensemble de la collectivité nationale ».

Il y a, dit-il, une vitalité, une force, un appel à vivre qui nous imposent un devoir. Et l'expression « vivre, travailler, décider et créer au pays » doit entrer en action.

« Il ne s'agit pas, a-t-il ajouté, de folkloriser du haut de notre Olympe. Il faut engager un dialogue d'égal à égal en favorisant à nos côtés les plus proches d'Europe et de Méditerranée ». Et M. Lang propose que se tienne, avant l'été prochain, dans une ville à désigner, des états généraux de la culture, réunissant tous ceux qui se battent depuis des années.

Dans l'après-midi, après avoir inauguré à Montpellier les nouvelles salles qui agrandissent le musée Fabre, M. Lang a signé avec M. Edgar Tailhades, président (P.S.) du conseil régional de Languedoc-Roussillon, la première convention liant l'Etat à une région. Une convention semblable doit être signée prochainement avec le conseil général de l'Hérault.

ROGER BÉCHAUX.

Naissances

— Agnès, François et Raphaël BACQUET sont heureux d'annoncer la naissance d'Alexandre, le 3 mars 1982, rue de Boileau-Chabon, 94300 Bry-sur-Marne.

— M. Olivier TOUSSAINT et Mme. née Béatrice Narcy, ont la joie d'annoncer la naissance de Jean, le 11 mars 1982, à Paris, 48, rue de Châteauneuf, 92160 Antony.

Mariages

— Paul CORNU, commissaire de l'Etat, et Michèle LE PÉCHOUX, font part de leur mariage, célébré à Metz, le 27 février 1982.

— Mlle MATHERIEUX est heureuse de faire part de son mariage, célébré à Gérard MATHERIEUX, avec Frida EFFRIEN, qui a eu lieu le 2 mars 1982, à Surabaya (Indonésie), 10, rue des Deux-Ponts, 75004 Paris.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 9 mars 1982, dans sa quatre-vingt-septième année, de M. Pierre AMISER, ancien secrétaire général des Grands Travaux de Marseille, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918.

De la part de : Mlle Hélène Spitzer, Mme Charles Schilling, Mme Henri Walch, M. et Mme André Amisier, M. et Mme Paul Schilling, leurs enfants et petits-enfants.

Le service religieux sera célébré un jour de repos de l'église du Louvre (1, rue de l'Oratoire, Paris-1^{er}), le samedi 13 mars, à 14 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

— Les membres de la section du spectacle du parti socialiste, ont le douleur de faire part du décès de leur ami Max AMYL, survenu le 2 mars 1982, à 11 h. 30, au Nigist Saint-Roch (206, rue Saint-Roch, Paris).

— Mlle Frédéric Courvoisier, M. et Mme Michel Courvoisier et leurs enfants, M. et Mme Félix Spelzer et leurs enfants, Mlle France Courvoisier, M. et Mme Georges Charrière et leur fille, les familles Courvoisier, de Coulon, Donnat et Spelzer, ont la tristesse de faire part du décès de M. Frédéric COURVOISIER, ingénieur agricole, survenu le 11 mars 1982, en sa soixante-troisième année.

— La cérémonie religieuse aura lieu à l'église réformée du Centre-Est (5, rue de la République, Paris-20^e), le lundi 15 mars 1982, à 14 heures. Cet avis tient lieu de faire-part.

70, rue du Javelin, 75012 Paris.

— Et la grande G. Fricaud-Chapaud, et sa famille, ont la très grande tristesse de faire part de la mort de leur fille, Mlle G. Fricaud-Chapaud, née le 11 mars 1982, au terme d'un long combat, durant lequel elle a fait preuve d'un courage exemplaire.

— FRIKAUD-CHAPAUD, qui vit actuellement dans le nouveau de cet qui l'ont connue et aimée. Fricaud-Chapaud gardera longtemps sa mémoire.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

M.M.P. / Océan, Postbus 274, 5600 A.C. Breda (Pays-Bas).

— Mlle Michel BÉAUF, née le 18 juin 1904 à St. Germain, Michel BÉAUF a fait toute sa carrière dans les armées et a été décoré de la Légion d'honneur. Agé de quatre-vingt-huit ans, il est décédé le 11 mars 1982, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, à Cannes (06400).

Les obsèques auront lieu le lundi 15 mars, à 14 heures, à l'église de Bagneux-Parisien, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Amélie, M. et Mme Bernard Naviaux, Mlle Patrice Mahille de Pouchard, M. et Mme Françoise Naviaux, M. et Mme Jean Robert, Véronique, Gilles, Alexis et Cyril Naviaux, Sophie, Laurence, Marianne, Louis et Jérôme de la Pouchard, Edouard et Fouchette Naviaux, Patrick et Olivier Robert, ses petits-enfants.

— M. et Mme Pierre Delaport, son frère et sa belle-sœur et leurs enfants, ont le regret de faire part du décès de Mlle Jeanne NEVIAK, née Germaine Delaport, survenue à Amiens, le 11 mars 1982. Les obsèques auront lieu à l'église Saint-Martin à Amiens, le samedi 13 mars 1982, à 11 heures.

— Mlle Jacqueline Fricaud-Chapaud, et sa famille, ont la très grande tristesse de faire part de la mort de leur fille, Mlle G. Fricaud-Chapaud, née le 11 mars 1982, au terme d'un long combat, durant lequel elle a fait preuve d'un courage exemplaire.

— M. et Mme Pierre Delaport, son frère et sa belle-sœur et leurs enfants, ont le regret de faire part du décès de Mlle Jeanne NEVIAK, née Germaine Delaport, survenue à Amiens, le 11 mars 1982. Les obsèques auront lieu à l'église Saint-Martin à Amiens, le samedi 13 mars 1982, à 11 heures.

— M. et Mme André Gargues, ont le regret de faire part du décès de M. Jacques SPRENGER, qui épousa, oncle, grand-oncle et arrière-grand-oncle, survenu le 5 mars 1982, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, à Cannes (06400).

Les obsèques auront lieu le lundi 15 mars, à 14 heures, à l'église de Bagneux-Parisien, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

— M. et Mme Robert TESTE, président honoraire et fondateur, Mlle TESTE, née Juliette Calabro.

MADAME DESACHY
Médicaments depuis 40 ans
4, place de l'Opéra, 75002 PARIS
Tél. 742.88.38

« Le Golf » CAFÉ D'ANGLETERRE
VENEZ TOT VENEZ TARD
MENU A 42 F. P.P.C.
Au bonheur du jour 39 F. P.P.C.
Spécialité turbotin à la vapeur
Banc d'huîtres - Plateaux de fruits de mer
2, rue Drouot - 20, boulevard Montmartre
770-91-35

ROBLLOT S.A.
522-27-22
ORGANISATION D'OBSEQUES

OBJECTIF BAC
236 00 12
236 14 25
- Pré-Bac écrit et oral
- Cours particuliers ou cours de groupes (2 à 5 élèves max)
COURS ASSISTANCE
13 rue des Halles 75001 Paris
centres à BORDEAUX LYON
Saint-Etienne Versailles Villefranche



INTERNATIONAL SCHOOLS

INSTITUT FRANCO-SCANDINAVE

Apprenez l'ANGLAIS à AIX-EN-PROVENCE cet ETE

Professeurs diplômés de langues maternelles anglaises.
Méthodes modernes très bien adaptées, vidéo.

STAGE INTENSIF 54 HEURES du 15 au 30 juillet

Prix particuliers : 1.370 F

RESEAU INTERNATIONAL SCHOOLS : IFS
2 rue, chemin de Bellevue, Val Saint-Amand
13000 AIX-EN-PROVENCE - Tél. (43) 26.00.00
TELEX : 460 816 FRANSCAN AIX FR

La Maison inter-départementale de Nanterre va être démantelée

« Il n'y aura pas de déportations », a précisé M. Franceschi. Les départs se feront sur la base du volontariat vers les nouveaux établissements une fois construits, ou vers des maisons de retraite en province, en fonction des places disponibles. « Une unité d'hébergement restera toutefois

Unes sur salaire en cas de grève. Jusqu'à maintenant, une heure d'arrêt de travail donnait lieu à une retenue d'une journée de traitement. Désormais, la ponction sera de 1/180^e de salaire pour une heure de grève, 1/50^e pour moins d'une demi-journée et 1/30^e d'une demi à une jour-
née.

es sur salaire en cas de grève
usqu'à maintenant, une heure
arrêt de travail donnait lieu à
ne retenue d'une journée de
aitement. Désormais, la pon-
on sera de 1/150^e de salaire
ur une heure de grève, 1/50^e
ur moins d'une demi-journée
1/30^e d'une demi à une jour-

La C.S.L. conserve la majorité et la C.F.D.T. progresse à l'usine Talbot de Poissy

Après les débats négatifs sur le rapport Auroux

a C.G.T. et la C.F.D.T. demandent que la composition du Conseil économique et social soit révisée

« Le gouvernement ne rendra-t-il pas suite à ces vœux ? »

la composition du C.E.S. qui avait été nommée par le pou-

La C.F.D.T. dénonce l'impossibilité d'exercer une quelconque activité syndicale

GEORGES SUEUR.

(1) Un administrateur provisoire, M^r Pesson, avait été nommé chez A.T.S. en octobre 1982.

TAUX DES EURO-MONNAIES

D.M.	5 1/2	8 7/8	9 7/16	9 13/16	9 3/4	9 2/4	9 1/4	9 5/8
S. E.-U.	14 1/2	15	14 1/16	13 1/16	14 3/4	15 1/2	14 7/8	15 1/2
Finlande ..	9 1/4	10		9 3/4	9	9 3/4	9 1/8	9 1/4
F.B. (100%)	12 3/4	14 1/4	12 1/2	14 1/16	13 1/4	14 1/16	13 7/8	14 1/4
Gr. B.	8 5/8	9 5/8	9 7/8	9 1/4	9 5/8	9	9 3/4	9 1/4
L. (1 000) ..	17 3/4	19 1/4	18 3/16	21 3/16	22 1/2	19 7/8	21 1/4	21 1/4
Ir.	12 3/8	14 1/4	13 5/16	13 1/16	13 1/8	13 3/4	13 3/8	13 5/8
F. française	13 7/8	14 5/8	14 3/16	15 1/4	15	15 3/4	16 1/4	17

banque de la place.

THE

D I M A N C H E

LA VIE DÉCHIRÉE DES TRAVAILLEURS

2 500 000 travailleurs restés écartelés entre la

pour demain.

LA CIVILISATION DE LA SOIE

Les colles sont partout. Dans les objets familiers dans les constructions. On les utilise

Enquête de Pierre Audibert

ROTHMANS

RALLYE MONTE-CARLO

OPEL ASCON

"La preuve est faite que nous pouvons nous
enlever les meilleures... et même les dernières
dans Opel" - ROHRL-GESTADTORFER.

concessionnaire Opel à Paris 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

AFFAIRES

LES INDUSTRIES D'ÉQUIPEMENT (M.T.P.S.) LANCENT UN CRI D'ALARME

Une lettre de M. Mauroy aux ministres

La situation des industries d'équipement M.T.P.S. (maintenance, travaux publics, préparation des matériaux, fonderie, etc.) a été jugée favorable par rapport à la fonderie, qui est en bonne voie de résorption de son excédent. Le président du syndicat national, M. Pierre Bataille, qui est aussi directeur des presses de l'usine, a été un vif partisan de la « *Flamme A* » après la sévère récession des années 1975 à 1979, une nette amélioration avait été constatée en 1980, mais la conjoncture a été mauvaise en 1981, succédant à un bon début d'année, un brutal coup d'arrêt des commandes a été enregistré à la fin de l'année. L'industrie envisage ce qui a entraîné un recul de production de 5 % sur 1980 et de 20 % sur 1973. En huit mois mille emplois directs ont été supprimés, les licenciés sont indécis. Cette chute d'activité s'explique essentiellement par la dépression du marché national, qui a entraîné une chute de 30 % par rapport à 1980 et de 50 % par rapport à 1973. Cette dépression a pu, comme les années précédentes, être compensée, en partie, par l'exportation de matériels et d'équipements, qui représentent deux tiers de la production (7,7 milliards de francs sur 11,6 milliards de francs) avec un excédent net de 4 milliards de francs sur les importations.

Le président du syndicat national, Pierre Bataille se déclare inquiet : le ordre du marché national devrait se poursuivre, les entrepreneurs du bâtiment, par exemple, n'utilisant que du matériel qu'il est difficile d'écouler, et les prix de l'acier, tombés très bas il est vrai, viennent d'être relevés de 40 % au minimum. Les entreprises de la fonderie se haussent sur le coût direct des matériaux M.T.P.S. Mais, surtout, M. Bataille lance un cri d'alarme : « L'industrie est menacée par une « *compétition acharnée et destructrice* », la différentiel d'inflation avec l'Allemagne, par exemple, entraînant un différentiel de coûts de 20 à 30 %, deux ans, à l'avantage de ce pays. « *Demain, si sera trop tard* », affirme-t-il, en demandant une aide de l'Etat : « *Le matériel de travaux publics et du bâtiment, arrêté de l'alourdissement des charges des entreprises, avec une vive critique de la taxation des importations, est devenu insupportable à la conclusion des affaires* ».

L'ÉTAT FRANÇAIS
SE CONTENTERA D'UNE PRISE DE PARTICIPATION MAJORITAIRE
DANS LA C.G.C.T., FILIALE DE L'AMÉRICAIN I.T.T.

Après l'accord conclu avec le groupe franco-allemand Hoechst sur l'avenir de Renault-Elf et la conclusion d'un accord partiel de la zone américaine Honeywell de C.I.F. Honeywell-Bull, son restait à résoudre le cas de la C.G.C.T. (Compagnie générale des constructions téléphoniques) dont la situation industrielle déclinante par des intérêts étrangers et viciée par le programme de nationalisation.

Après l'achat de cette filiale du géant américain des télécommunications, L.T.T., sera l'objet d'une prise de participation majoritaire de l'Etat français qui interdira d'ailleurs toute forme d'association avec les termes d'un accord conclu jadis avec le ministère des P.T.T.

Un siège de la C.G.C.T., on s'en souvient, avait été créé à Paris, sous des drapeaux de la République, dans la mesure où le gouvernement n'avait jamais manifesté son intention de s'opposer à une telle nationalisation, mais de vouloir à une nationalisation à 100 % de sa filiale française.

Reste à régler un problème important, celui de l'indemnisation à laquelle peut prétendre L.T.T. qui a déjà entrepris depuis plusieurs mois de négocier avec la C.G.C.T. De son côté, le ministère de l'Industrie a demandé une étude du même genre dont les conclusions ne sont pas encore à la disposition.

Un facteur sera particulièrement déterminant : l'évaluation globale des investissements effectués par la C 12 A, ce système temporel de central téléphonique numérique dont l'homologation on ne par la France n'a toujours l'objet d'une discussion. L'Etat français a déjà adopté deux systèmes comparables, le C 12 A et l'U-Alcatel et le C MT 31/35 de Thomson, et l'adoption de la C 12 A par la Compagnie C.G.C.T., avec ses sept mille deux cents salariés, et développer son activité exportatrice tout en améliorant des résultats qui ont reculé de 1958 à 1961 après deux années déficitaires.

3i INFORMATION
NOTIFIQUE
INDIVIDUELLE

COMPTA FRANCE
Vous prie de bien vouloir assister


Le gouvernement pourra-t-il tenir tête à toute cette coalition ? Un facteur supplémentaire inquiète les partisans de la majorité : la dissolution des ministères des dernières heures entre ministres wallons à propos de la sidérurgie. Le Commission européenne ne peut pas se laisser dépister et prouver une nouvelle fois l'absence d'aides de l'Etat à la sidérurgie wallonne, le gouvernement s'est divisé : M. Jean Gol, vice-premier ministre libéral, a estimé que le litige (sur la question) n'était pas désavantagé par rapport à Charleroi. Un autre ministre, social-chrétien et représentant Charleroi, M. Lacroix, a déclaré : « M. Gol : L'acier n'est pas un jouet politique », a-t-il déclaré.

PIERRE DE VOS.

La Barclays Bank, première banque du Empire britannique, a annoncé, jeudi 11 mars, qu'elle commait son taux de base de 12,50 % à 12-40, donnant le signal d'une nouvelle baisse des taux en Grande-Bretagne. C'est la sixième réduction consecutive du «ux de base depuis l'automne 1961, date à laquelle le taux avait été porté à 12-50. L'initiative de la banque d'Angleterre, terre désignée de défendre la livre menacée par la flambée du taux d'intérêt américain. La dernière réduction (12,50 % contre 14 %) avait eu lieu le 25 février dernier, et les récentes initiatives de la Banque d'Angleterre ont été précédées de celle du taux bancaire privé celle que vient d'annoncer.

la finlande:
des vacances
plus vraies que nature...

Forfaits de 8 jours :	
● Mini forfait Helsinki avion + 1 nuit hôtel.....	1.790 F
● Chalet + avion à partir de.....	1.980 F
● Chalet + avion + voiture à partir de.....	2.510 F
● Ferme + avion à partir de.....	2.630 F
● Avion + location de voiture à partir de.....	1.940 F

Renseignements : Votre Agence de Voyages ou  **FINANCE** 11, rue Anber 75009 Paris.

NOM

ADRESSE

M.B.

31 COMPTA FRANCE
 Vous prie de bien vouloir assister
 du lundi 15 au vendredi 19 mars 1982,
 en nos établissements à
Initiation Informatique Individuelle -
Trois I sur Hewlett Packard HP 85

3, route de la Reine
92100 BOULOGNE

RESERVATION
603.76.40

**LES VOITURES
A EXPLOITS.**



**VEZ LES ESSAYER CHEZ
VOTRE CONCESSIONNAIRE.**

Traction avant. Moteur transversal 1300 ou 1600 cm³. Arbre à cames en tête. 2 carrosseries: 2 ou 4 et 5 portes hayon. Lignes aérodynamiques. Equipement complet de sécurité. Prix clés en main modèle 82 à partir de 39 595F (Ascona 2 portes L7CV).
Modèle présenté: 2 portes SR 1730R.

Opel Ascona. 

MOTORISATION

AFFAIRES ÉNERGIE

ACCORD DE PRODUCTION ENTRE ARBED ET COCKERILL-SAMBRE

Un important accord a été conclu entre les groupes sidérurgiques Arbed, à Luxembourg, et Cockerill-Sambre, à Seneffe. Selon cet accord, d'une durée de dix ans, Cockerill-Sambre transfèrera au profit de l'Arbed, au plus tard le 1^{er} janvier 1984, la production de 400 000 tonnes de produits longs (poutrelles lourdes et barres par an). En contrepartie, l'Arbed cèdera à Cockerill-Sambre la production de 400 000 tonnes de produits plats (tôles laminées à chaud), qui seront fabriquées à Charleroi.

LE GROUPE BRITANNIQUE ICI RACHÈTE DES USINES DE P.V.C. A LONZA-ALUSUISSE

ICI, premier fabricant britannique de produits chimiques, va racheter à la société Lonza, filiale du groupe suisse Alusuisse, trois usines situées en Suisse et en R.F.A., employant 700 personnes et produisant 30 000 tonnes par an de chlorure de polyvinyle (P.V.C.). Cette opération, qui doit être soumise à l'approbation du bureau allemand des cartels, est annoncée au moment où le marché européen de P.V.C. souffre d'une surcapacité de production totale (5,6 millions de tonnes par an). Mais, pour ICI, elle a pour avantage de lui procurer une gamme de produits que le groupe ne fabrique pas, et surtout de renforcer ses positions sur le continent, où il fabrique des matières premières pour le P.V.C. à son usine allemande de Wilhelmshaven et alimente, en particulier, Lonza.

Les prix pétroliers hors de tout contrôle

(Suite de la première page.)

Le pouvoir dans l'OPEP elle-même a changé : jusqu'en 1979, l'Organisation comprenait deux gros producteurs (l'Arabie Saoudite et l'Irak), quatre pays dont l'extraction égalait ou dépassait 2 millions de barils par jour (l'Irak, Koweït, Nigeria et Venezuela) et sept plus petits exportateurs. Aujourd'hui, les Saoudiens vendent quatre fois plus de pétrole que n'importe quel autre membre, et aucun producteur ne vend plus de 2 millions de barils quotidiens.

Enfin, la libération totale, au début de 1981, des prix du pétrole américain a mis en évidence le marché du principal pays consommateur et le marché mondial. C'est dans ce cadre structurel nouveau que se sont produits deux phénomènes plus conjoncturels : la baisse de la demande et la consommation, qui avait baissé de 7,7 % en 1980 dans les pays industrialisés de l'O.C.D.E. puis de 7 % en 1981, continue de décliner. Ainsi les importations américaines, avec 2,7 millions de barils par jour une certaine semaine de février, sont-elles tombées au plus bas depuis sept ans (elles étaient de 5,1 millions de barils quotidiens à la même époque, il y a un an). Un vaste débat divise, dans les milieux énergétiques internationaux, ceux qui attribuent pour l'essentiel cette évolution à l'essoufflement de l'économie mondiale et ceux qui préfèrent voir l'effet de l'effort de substitution (charbon, nucléaire) et d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie. Lorsque l'on sait les temps de retour à l'équilibre du marché pétrolier (plusieurs décennies), comme du parc automobile (une dizaine d'années), il ne faut guère se faire d'illusions.

Plus généralement conjoncturelle, la réduction des stocks pèse elle-même sur les prix. Les compagnies, qui avaient empli leurs cuves au début de la guerre irakienne, et qui les avaient conservées pleines devant les incertitudes du marché au premier semestre de 1981, ont changé d'attitude. Le coût de l'argent et l'assurance que les prix seront au moins gelés jusqu'à la fin de 1981 — Chéikh Yamani l'a promis — poussent au déstockage. L'Agence internationale de l'énergie (AIEA) estime que 33 millions de tonnes de pétrole ont ainsi été remises sur le marché au second semestre de 1981 ; les compagnies parient de 40 millions. Les premiers chiffres connus pour 1982 marquent une accélération par rapport aux fluctuations saisonnières, malgré un hiver qui globalement n'a pas été particulièrement dur.

Voilà pourquoi l'OPEP, qui avait repris, en 1973, la maîtrise de la fixation des prix du pétrole des compagnies coupables d'avoir laissé décliner les cours de l'or noir dans la décennie 60, a perdu ce pouvoir. Et elle l'a perdu non pas ces dernières semaines, lorsque, par exemple, les pays de la mer du Nord ont pris la première fois de leur vie une politique de prix indépendante de celle des pays exportateurs, mais à partir de 1980, lorsque elle a laissé les prix s'envoler — sous la pression de l'Algérie, de l'Irak, de la Libye et du Nigeria — alors même que l'offre entre l'offre et la demande était réalisée. « Nous voyons aujourd'hui les hausses violentes des années passées », dit le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie, M. Calderon Berli. Sur un marché où régnaient les prix marginaux, l'Arabie Saoudite était bien seule à tenter de tenir la barre, mais elle ne réussissait pas. Les ministres de l'OPEP qui affirmaient : « Pourquoi ne vendrions-je pas mon pétrole à 40 dollars s'il trouve preneur à ce prix ? » Courte vue, la seule l'a prouvé.

Cette défection de l'OPEP, qui en réduira plus d'un, n'est pourtant pas sans danger. Pour le

Les effets négatifs

Les pays industrialisés eux-mêmes ne subissent pas que des effets négatifs d'une réduction de leur facture pétrolière. Partiellement compensée en Europe par un cours excessif du dollar, cette chute des prix du pétrole entraîne en outre à la remise en cause de nombreux projets d'énergies alternatives. Les plus coûteux — schistes bitumineux, gazéification du charbon — deviennent alors non rentables. Une baisse durable des prix du pétrole entraînerait une remise en cause du renouvellement du charbon (en Europe, la consommation a diminué en 1981), de l'exploitation pétrolière dans des zones difficiles ou de certains efforts d'économies d'énergie. Avec pour risque de placer toute reprise économique — comme celle ébauchée en 1978 — à la merci d'un nouveau « choc » pétrolier.

Dès lors que l'on s'accorde sur le rôle primordial du pétrole dans l'économie mondiale pour les pays développés, la question se pose donc de savoir qui doit détenir la maîtrise des prix. Même si l'OPEP est, depuis 1973, l'expression d'un de ses anciens membres, elle ne peut pas être considérée comme le seul fournisseur « résiduel » d'énergie — ce qui signifie que l'on ne s'adresse à elle que lorsque toutes les autres sources sont utilisées, au lieu de la faire entrer dans le calcul des réserves (65 % des réserves prouvées dans le monde) justifiant quelle conserve ce rôle. Sous peine de laisser aux compagnies pétrolières et aux consommateurs une marge de manœuvre trop étroite, il faut que l'OPEP soit en mesure de faire face, dans les mois à venir, à des difficultés sans commune mesure avec celles qu'elle connaît en 1978. Cinq pays rappellent M. Mabrou, avaient à cette époque participé à l'effort d'une réduction de production qui avait permis de maintenir à peu près les prix. L'Arabie Saoudite de 18,6 % (par rapport à la moyenne annuelle de 1974), l'Irak de 11,1 %, le Venezuela de 21,2 %, le Nigeria de 20,6 % et le Koweït de 13,2 %.

Or la plupart des pays n'ont pas déjà procédé — faute d'acheteurs — à des diminutions de cette importance. Dans l'état actuel du marché, il faudrait que le Ryad baisse sa production au « plancher » nécessaire au financement de son développement, soit 400 millions de barils par jour (400 millions de barils par jour, c'est-à-dire une baisse des prix de 5 dollars par baril si l'OPEP ne parvient pas à un accord le 19 mars montrant le chemin qu'il sera nécessaire de faire.

L'OPEP devra enfin revenir à cette stratégie à long terme dont elle ne cesse de se méfier après l'avoir mise en échec. La preuve est faite que l'évolution des prix, plus régulière, quelle que soit la formule choisie, sera une contribution déterminante à l'assainissement de l'économie mondiale. Si elle ne parvenait pas à réaliser ces objectifs avec un prix du pétrole de référence de 30, 32 ou 34 dollars — l'OPEP laisserait à un marché incohérent un pouvoir sur les prix qu'elle n'a pas le droit de détenir — elle obtiendrait les bénéfices immédiats qu'en tiraient alors les consommateurs masqués un temps les dangers de cette évolution.

BRUNO DETHOMAS.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

■ M. Pierre Cabanes a été nommé directeur général adjoint de Thomson-Brandt chargé des affaires sociales. M. Cabanes, qui avait été délégué général à l'emploi de février 1980 à octobre 1981, prendra ses nouvelles fonctions dans l'entreprise nationale à compter du 15 mars.

■ L'approbation du rachat de Marathon Oil par U.S. Steel. Les actionnaires de Marathon Oil ont approuvé le 11 mars à une majorité des deux tiers, la fusion de leur société avec U.S. Steel, mettant ainsi un point final à l'O.P.A. de 6,2 milliards de dollars lancée par le numéro un américain de l'acier sur la firme pétrolière indépendante. Mobil, qui avait échoué dans la prise de contrôle de Marathon Oil, a renoncé à racheter une partie des actions d'U.S. Steel pour parvenir à ses fins.

■ Le trente-stième congrès de la CAPEB (Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment) s'est tenu à Paris les 11 et 12 mars. M. Quilès, ministre de l'Urbanisme et du logement, a tenté de rassurer les artisans en soulignant l'inévitable décalage entre les mesures prises par le gouvernement en faveur du bâtiment et leur effet sur le terrain, qu'il s'agisse de l'habitat ou du tertiaire. Il a promis de faire passer les lois de l'habitat et du tertiaire en 1982.

■ M. Roger Quilès veut protéger les locataires âgés. Dans une interview accordée au journal l'Alsace du vendredi 12 mars, le ministre de l'Urbanisme et du logement a annoncé son intention d'inclure dans le projet de loi sur les rapports propriétaires-locataires « un dispositif de protection des personnes âgées ». Ce dispositif viserait à pénaliser les propriétaires si leurs locataires âgés des locaux à part.

Conjoncture

■ Le contrôle fiscal a rapporté 10,4 milliards de francs en 1980. Ils ont été répartis entre les directions générales des impôts, de l'enregistrement, des contributions indirectes et de l'impôt sur le revenu.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PHILIPS

Le chiffre d'affaires consolidé de 1981 s'élève à 22,411 milliards de florins (contre 20,336 milliards en 1980). Les bénéfices nets sont de 3,771 milliards de florins (contre 3,455 milliards de florins en 1980) sur base comptable, compte tenu des modifications intervenues le 1^{er} janvier 1981 dans les principes de calcul des bénéfices. Il sera proposé de distribuer aux actionnaires un montant de 1,80 florin par action ordinaire. Le dividende sera distribué en deux versements : 0,90 florin versé en janvier 1982, le solde à distribuer s'élève à 0,90 florin.

ICI - 1981

Redressement vigoureux des résultats

En millions de £	1980	1981
VENTES (hors groupe)	5 140	5 750
BÉNÉFICE avant impôt	284	336
BÉNÉFICE net	181	224
PART revenant à la société-mère (après éléments exceptionnels)	20	186
DIVIDENDES	101	113
soit par action ordinaire de 12	17 pence	19 pence

L'exercice s'est caractérisé par :
 • une réduction des coûts fixes,
 • une amélioration des marges bénéficiaires, peu importante cependant en raison de la persistance des conditions commerciales difficiles sur le marché mondial et, en particulier, au Royaume-Uni.
 • une progression des résultats au quatrième trimestre ; mais, celle-ci est due en grande partie à des profits de change.
 • un redressement des bénéfices annuels par rapport au niveau anormalement bas atteint au deuxième semestre 1980. Toutefois, ces bénéfices, très en-deçà de ceux réalisés les années précédentes, n'en restent pas moins peu satisfaisants.

Dividende 81
 Un second dividende intérimaire de 10 pence sera payable à partir du 2 avril 1982.



NEUBAUER

met en vente

ses PEUGEOT 82 D'EXPOSITION (0 km)

et de DIRECTION

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES JUSQU'AU 31 MARS

M. GÉRARD - Tél. : 821-60-21

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Cabinet de Maître BALOUP - Avocat à la Cour de PARIS
 50, rue de Lille, 75007 PARIS

COUR D'APPEL DE PARIS (11^e chambre)

17 novembre 1981

Michel PARISOT contre le Ministère public. Arrêté par acte frauduleux à la régularité d'un scrutin, délit commis à Fontainebleau-sous-Bois (84) le 28 avril 1980.

La Cour, statuant publiquement, contradictoirement et après délibéré, confirme le jugement du Tribunal de grande instance de Créteil, en date du 28 avril 1980, condamnant Michel à 3 mois de prison avec sursis et 400 F d'amende, confirme la condamnation de PARISOT à payer à l'Etat la somme de 1 franc, dit que pour parfaire l'indemnisation du plaignant, le dispositif du présent arrêt sera publié dans trois journaux, au choix de la partie civile et aux frais du prévenu, sans que le coût de chacune de ces publications puisse excéder quatre mille francs (4 000 F).

Déboute les parties du surplus de leurs prétentions, condamne PARISOT aux dépens.

Pour extrait, Maître BALOUP, avocat.

COUR D'APPEL DE PARIS (11^e chambre)

25 novembre 1981

DIFFAMINATION PUBLIQUE

Décision rendue contradictoirement et après délibéré.

Etant établi que Monsieur Christian CAMBON a poursuivi Monsieur BAYEUXTE devant le Tribunal correctionnel de Fontainebleau, pour diffamation publique envers sa personne.

Considérant que les premiers juges ont fait des circonstances de la cause une appréciation qui ne saurait être critiquée ; qu'ils ont à bon droit et par conséquent, approuvé retenu comme diffamatoire les propos imputés et refusé de considérer comme un simple bavardage l'importement des passions électorales ;

La Cour dit que les imputations reprochées contiennent les éléments d'une infraction ouvrant droit à réparation pour CAMBON 1 000 francs à titre de dommages-intérêts et 500 francs sur le fondement de l'article 475-1^{er} du Code de procédure pénale ; ordonne la publication du présent arrêt, par extraits, dans trois journaux choisis par la partie civile, aux frais de BAYEUXTE.

Pour extrait, Maître BALOUP, avocat.

COUR D'APPEL DE PARIS (11^e chambre)

25 novembre 1981

DIFFAMINATION PUBLIQUE

Décision rendue contradictoirement et après délibéré.

Etant établi que Monsieur Olivier BLONDIN a poursuivi Monsieur BAYEUXTE devant le Tribunal correctionnel de Fontainebleau, pour diffamation publique envers sa personne.

Considérant que les premiers juges ont fait des circonstances de la cause une appréciation qui ne saurait être critiquée ; qu'ils ont à bon droit et par conséquent, approuvé retenu comme diffamatoire les propos imputés et refusé de considérer comme un simple bavardage l'importement des passions électorales ;

La Cour dit que les imputations reprochées contiennent les éléments d'une infraction ouvrant droit à réparation pour BLONDIN 1 000 francs à titre de dommages-intérêts et 500 francs sur le fondement de l'article 475-1^{er} du Code de procédure pénale ; ordonne la publication du présent arrêt, par extraits, dans trois journaux choisis par la partie civile, aux frais de BAYEUXTE.

Pour extrait, Maître BALOUP, avocat.

COUR D'APPEL DE PARIS (11^e chambre)

25 novembre 1981

DIFFAMINATION PUBLIQUE

Décision rendue contradictoirement et après délibéré.

Etant établi que Monsieur Olivier BLONDIN a poursuivi Monsieur BAYEUXTE devant le Tribunal correctionnel de Fontainebleau, pour diffamation publique envers sa personne.

Considérant que les premiers juges ont fait des circonstances de la cause une appréciation qui ne saurait être critiquée ; qu'ils ont à bon droit et par conséquent, approuvé retenu comme diffamatoire les propos imputés et refusé de considérer comme un simple bavardage l'importement des passions électorales ;

La Cour dit que les imputations reprochées contiennent les éléments d'une infraction ouvrant droit à réparation pour BLONDIN 1 000 francs à titre de dommages-intérêts et 500 francs sur le fondement de l'article 475-1^{er} du Code de procédure pénale ; ordonne la publication du présent arrêt, par extraits, dans trois journaux choisis par la partie civile, aux frais de BAYEUXTE.

Pour extrait, Maître BALOUP, avocat.

COUR D'APPEL DE PARIS (11^e chambre)

17 novembre 1981

Journalistes choisis par la partie civile, aux frais de BAYEUXTE.

Extrait : Maître BALOUP, avocat.

Extrait d'un jugement rendu le 16 décembre 1981 par la 12^e chambre correctionnelle du Tribunal de grande instance de Créteil.

Dit que les éléments constitutifs de diffamation publique envers une personne privée sont réunis à l'encontre de Pierre FESVRE pour avoir fait paraître le 2 mai 1980, dans le numéro 674 du « Réveil du Val-de-Marne », en sa qualité de directeur de la publication, un article aux termes duquel Monsieur Marc FAVAS a été accusé de fraude électorale, par les moyens les plus odieux, mais également des moyens plus occultes.

Que c'est donc à juste titre que Monsieur Marc FAVAS s'est constitué partie civile à l'encontre du prévenu.

Condamne Pierre FESVRE et la S.A.R.L. « Le Réveil du Val-de-Marne » à payer à Monsieur Marc FAVAS la somme de 5 000 F à titre de dommages-intérêts. Ordonne la publication du dispositif du présent jugement dans quatre journaux au choix de la partie civile et aux frais du prévenu.

Pour extrait, Maître BALOUP, avocat.

COUR D'APPEL DE PARIS (11^e chambre)

16 décembre 1981

Extrait d'un jugement rendu le 16 décembre 1981 par la 12^e chambre correctionnelle du Tribunal de grande instance de Créteil.

Dit que les éléments constitutifs de diffamation publique envers une personne privée sont réunis à l'encontre de Monsieur Christian CAMBON pour avoir fait paraître le 9 mai 1980, dans le numéro 675 du « Réveil du Val-de-Marne », en sa qualité de directeur de la publication, un article aux termes duquel Monsieur Olivier BLONDIN a été accusé de fraude électorale.

Que c'est donc à juste titre que Monsieur Olivier BLONDIN s'est constitué partie civile à l'encontre du prévenu.

Condamne Monsieur Christian CAMBON et la S.A.R.L. « Le Réveil du Val-de-Marne » à payer à Monsieur Olivier BLONDIN la somme de 3 000 F à titre de dommages-intérêts. Ordonne la publication du dispositif du présent jugement dans quatre journaux au choix de la partie civile et aux frais du prévenu.

Pour extrait, Maître BALOUP, avocat.

COUR D'APPEL DE PARIS (11^e chambre)

16 décembre 1981

Extrait d'un jugement rendu le 16 décembre 1981 par la 12^e chambre correctionnelle du Tribunal de grande instance de Créteil.

Dit que les éléments constitutifs de diffamation publique envers une personne privée sont réunis à l'encontre de Monsieur Christian CAMBON pour avoir fait paraître le 9 mai 1980, dans le numéro 675 du « Réveil du Val-de-Marne », en sa qualité de directeur de la publication, un article aux termes duquel Monsieur Olivier BLONDIN a été accusé de fraude électorale.

Que c'est donc à juste titre que Monsieur Olivier BLONDIN s'est constitué partie civile à l'encontre du prévenu.

Condamne Monsieur Christian CAMBON et la S.A.R.L. « Le Réveil du Val-de-Marne » à payer à Monsieur Olivier BLONDIN la somme de 3 000 F à titre de dommages-intérêts. Ordonne la publication du dispositif du présent jugement dans quatre journaux au choix de la partie civile et aux frais du prévenu.

Pour extrait, Maître BALOUP, avocat.

Tribunal correctionnel de Créteil

Jugement du 25 octobre 1978. Déclare SOLIGNAT, directeur de publication du « Réveil du Val-de-Marne », coupable de diffamation publique pour avoir fait paraître dans le numéro 563 du « Réveil du Val-de-Marne » un article imputant une fraude électorale à Monsieur BASTIEN, adjoint au maire de Vincennes.

Condamne SOLIGNAT à payer à BASTIEN, à titre de dommages-intérêts, la somme de 1 000 francs.

Pour extrait, Maître BALOUP, avocat.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

13 MARS 1982

Les marchés financiers ont été marqués par la continuation de la baisse des cours des actions et des obligations. Les indices de la Cote ont perdu de 10 à 20 points. Les obligations ont également baissé, sauf celles à court terme qui ont gagné. Les devises ont été assez stables.

Indice	12 Mars	13 Mars
Cote 200	10 100	10 000
Cote 100	5 050	5 000
Indice Obligations	100	98
Indice Devises	100	100

Les marchés étrangers ont été également marqués par la baisse. Les actions américaines ont perdu de 10 à 20 points. Les obligations américaines ont également baissé. Les devises ont été assez stables.

La vie déchirée des travailleurs postés

PAGE IV.

Le combat culturel des juifs d'Union soviétique

PAGE IX.

AUJOURD'HUI • Signes : les seigneurs de l'information (III) ; Verre : les récupérateurs d'Eureka (V) ; Bras droit : les fourmis de l'Assemblée ; Croquis (VI).

DEMAIN • Le soleil en conserve ; Criblé (VII) ; Puzzles : la civilisation de la colle (VIII).

ÉTRANGER • Reflets du monde (IX) ; Algérie : trois palmiers de béton pour la guerre de libération ; Yougoslavie : adieu fastueux congrès (X).

CHRONOLOGIE • Février 1982 dans le monde (XI).

CLEFS • Moses Finley : l'histoire au présent (XII) ; Déroute : Anthony Eden - l'homme de Suez - (XIII) ; Généalogie : saut d'obstacles ; Modes : le temple, les marchands et l'applaudimètre (XIV).

DISQUES • Jazz ; Classique ; Rock (XV).

NOUVELLE • Philip of Paris, par Théodore de SAINT-PHALLE (XVI).

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 11 547 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

DIMANCHE 14 MARS 1982

Le Monde

DIMANCHE

Mes premiers pas chez les sauvages

TROP tard. Je suis arrivé trop tard. L'Amazonie était déjà un terrain vague. Une terre indolente et maussade. Désaffectée. Lorsque je racontais aux gens des bourgs que j'avais fait un voyage de plusieurs semaines sur un cargo transatlantique et dans des trains infestés de police, d'ivrognes et de contrebande, pour terminer sur le pont de leurs péniches-poulaillers, ils me regardaient d'un air navré. Je devais être un simple d'esprit ou, pour les mieux disposés, un touriste égaré.

C'est bien plus tard que je compris la véritable nature, des déplacements : j'étais une sorte d'artiste néophyte et un fossoyeur de traditions. Un antiquaire de causes perdues. Les ethnologues ne sont-ils pas, en effet, ces oiseaux de malheur qui ignorent tout de ce que leur arrivée signifie déjà ? Leur venue ne signe-t-elle pas déjà la mort de ceux qu'ils viennent observer ?

Calé dans un hamac, tirant sur une pipe bourrée de tabac indigène, je tuais le temps à potasser un manuel d'espagnol et à guetter le passage d'un tapir ou la fuite d'un fourmilier. Je suivais d'un œil nostalgique le vol rectiligne des perroquets. Je partageais la solitude des peuples.

Avec ses eaux couleur café, ses plages blanches, ses singes acrobates et ses tortues somnambules, le fleuve s'ouvrait aux rêves d'enfance et de primitivité. Il semblait glisser entre les pages d'un ancien abécédaire illustré. Impassablement.

De fait, par ce nouvel apprentissage, je redevais un enfant professionnel. Je régressais ou, pour mieux dire, j'accédais à une nouvelle simplicité... L'Amazonie a ceci de particulier qu'elle invite à confondre géographie et introspection. C'est autant une terre d'avenir qu'une terre de mémoire. Chacun y médite sur son sort.

Drôle d'impression. Le climat lui-même, l'atmosphère sucrée et légèrement fiévreuse, l'entassement des sacs d'oranges et de pampelounes, les odeurs de nuit, et ce type là-bas recroquevillé dans son hamac qui lit un roman-photos sous le halo d'une lampe-tempête, évoquaient inmanquablement le temps où, pour manquer l'école, on simulait un brin de température. Oui, voici mon premier sentiment d'Amazonie et l'idée que j'associe, sans trop savoir pourquoi, à mon premier voyage : convalescence. Seuls les grands malades - ceux des sanatoriums et des

stations thermales - doivent comprendre le mot tel que je l'entends ici. Il sent l'espoir et la magie, il a quelque chose d'initiatique, c'est une rémission. Un retour à la vie.

Mes deux malles-cabines chargées d'hampeons et de miroirs - cadeaux à l'usage des Indiens - dorment dans la cale.

Mousquetaires

De tous les fleuves que j'ai courus, le rio Guaporé fait figure d'exception. S'il n'a pas la majesté du rio Negro ou la transparence du rio Tapajoz, il ne faut pas s'attendre à voir se profiler des guetteurs indiens, comme sur le Haut-Orénoque, s'il n'est pas cet ossuaire d'arbres morts que sont le rio Curanja et le rio Mavaca, il a un peu de tous ceux-là. Quand la pluie le hachure ou que les éclairs de chaleur font trembler ses toiles de fond, il ressemble à une gravure du XIX^e siècle.

Le moteur de la lancha frappe des coups sourds et le rideau des arbres lui répond. Les lanchas sont les péniches d'Amazonie. Certains traduisent le mot par lancha, pour des raisons d'euphonie, je préfère les appeler des chalands. Techniquement, ils tiennent du ponton de débarquement et sociologiquement, de la jonque indochinoise. Pour ce qui est de la vitesse de croisière : un char à bœufs. On y prend une guele d'exil et une figure d'émigrant. On y attrape vite des manières d'indigène blanc.

Souvent, le soir, après la viande boucanée et la farine de manioc ou la banane verte bouillie, les passagers se rassemblent. On boit le thé dans des boîtes de conserve et, entre deux goulées trop chaudes, on se dit quelques vérités. Certains malaxent des oranges contre leurs lèvres. On crache les pépins par dessus bord, virils.

- Hé, Mister ! C'est vrai que tu es venu ici pour vivre chez les indiens ?

Celui qui s'adresse à moi est un instituteur brésilien ; il porte une

chemise taillée dans un sac de farine et un pantalon bleu pétrole. Sa barbe naissante semble des traits de fusain. Il a la trentaine. Mal à l'aise, je répliquai : - Hé, Brésilien ! c'est vrai que

dans le Mato-Grosso, on t'appelle la terreur des analphabètes ?

Voilà. Le défi est relevé. Un type s'exclame : - Taisez-vous !, et l'unique poste à

transistors du bord se tait. Alors le Brésilien, avec son fort accent du Nord-Est, revient à la charge : il accuse les étrangers d'être tous des imposteurs et des espions. Les Français surtout... Ils ne savent que critiquer et accuser les autres de génocide. Ils dénigrent le Brésil et la Bolivie. - Mais à eux, leur a-t-on jamais demandé ce qu'ils avaient fait de leurs mousquetaires ?

On l'approuve et je reste coi. Je ne suis pas très enclin à me battre dans ces cas-là. Je lui demande pourtant ce que viennent faire les mousquetaires dans cette histoire. Il s'explique.

Tout ce qu'il sait de la France vient d'Alexandre Dumas. Il a lu tous ses livres. Il a aussi entendu parler de l'Indochine, de l'Algérie et du général de Gaulle. Et de Brigitte Bardot, naturellement. Mais comme aujourd'hui on fait silence sur ces hommes remarquables que furent les mousquetaires, il en conclut qu'ils ont été victimes d'un holocauste.

Qu'on les a supprimés. Il me faut un temps pour comprendre : dans son esprit, les mousquetaires étaient une tribu qui campait dans un coin d'Hexagone. Ils vivaient comme

vivent les Bororo dans le Mato-Grosso, ils parlaient une langue à part. Ils faisaient la guerre à leur compte pour se procurer des femmes et des chevaux. De temps en temps, pour survivre, ils s'engageaient comme mercenaires et luttaient aux côtés du roi de France, contre une ethnologie adverse qui avait fait alliance avec le cardinal.

Son explication est lumineuse. Sans faille. L'assistance se sent bien qui déguste la leçon. Je me sens gringo comme pas deux... Et si je me lançais dans une explication subtile où interviendraient les concepts de « diachronie » et de « synchronie », j'aurais l'air de quoi ? Non, l'argument semble imparable et, en s'y répondant pas, je m'avoue vaincu. Le Brésilien me tend une cigarette. - La politique n'empêche pas l'amitié », déclare-t-il, se jouant. L'auditoire se disperse.

J'ai du mal à trouver le sommeil. Les mousquetaires n'y sont pas pour rien. Le quiproquo m'aura appris beaucoup de l'immensité intime de l'Amérique du Sud : ici, la géographie a acclimaté l'histoire... le passé et le présent se juxtaposent, coexistent... Les capacités du territoire ont embrouillé la chronologie... Les hommes d'hier survivent quelque part, presque toujours... à moins qu'on ne les chasse, à coups de winchester !

Un grenier d'humanité

Nous voilà à pied d'œuvre, la lancha accoste à Puerto-Moré. Rien de plus qu'un alignement de bungalows couverts de palmes ou de toiles ondulées. El Loco, le commandant de bord, me donne l'accablante : - Bonne chance, Mister !

Planté là, avec mes deux malles-cabines et le hamac roulé, je regarde s'éloigner le bateau. La cloche qui coordonne les manœuvres bat trois fois pour demander le plein régime, et le trac me prend : qu'est-ce que je fous ici ?

Heureusement, Don Luis Leigue m'a donné une « lettre de recommandation ». Une modeste carte de visite, en fait. Je souris : à gauche, en regardant vers l'amont, il y a le Mato-Grosso ; derrière moi, l'Amazonie bolivienne et les savanes de Mojos, au-dessus, un plafond anormalement bas et, partout, l'inconnu. J'aborde l'inconnu avec une carte de visite à la main.

- Va en Bolivie elle est sous-ethnographiée », vous a dit un ami. Cynique, la boutade a fait des dégâts : adieu l'Afrique, l'Océanie, l'Asie, l'Australie et les deux pôles ! Très vite, vous vous êtes retrouvé devant d'autres choix. Les Indiens du Haut-Plateau ou ceux de l'Amazonie ? Comme vous n'aviez pas la fibre économiste et peu de goût pour les archives, vous avez renoué au monde néoféodal des Andes. Dans le fond, ce que vous souhaitiez, c'était moins rencontrer un groupe d'hommes aux manières différentes qu'un ordre primitif généralisé. Un grenier d'humanité.

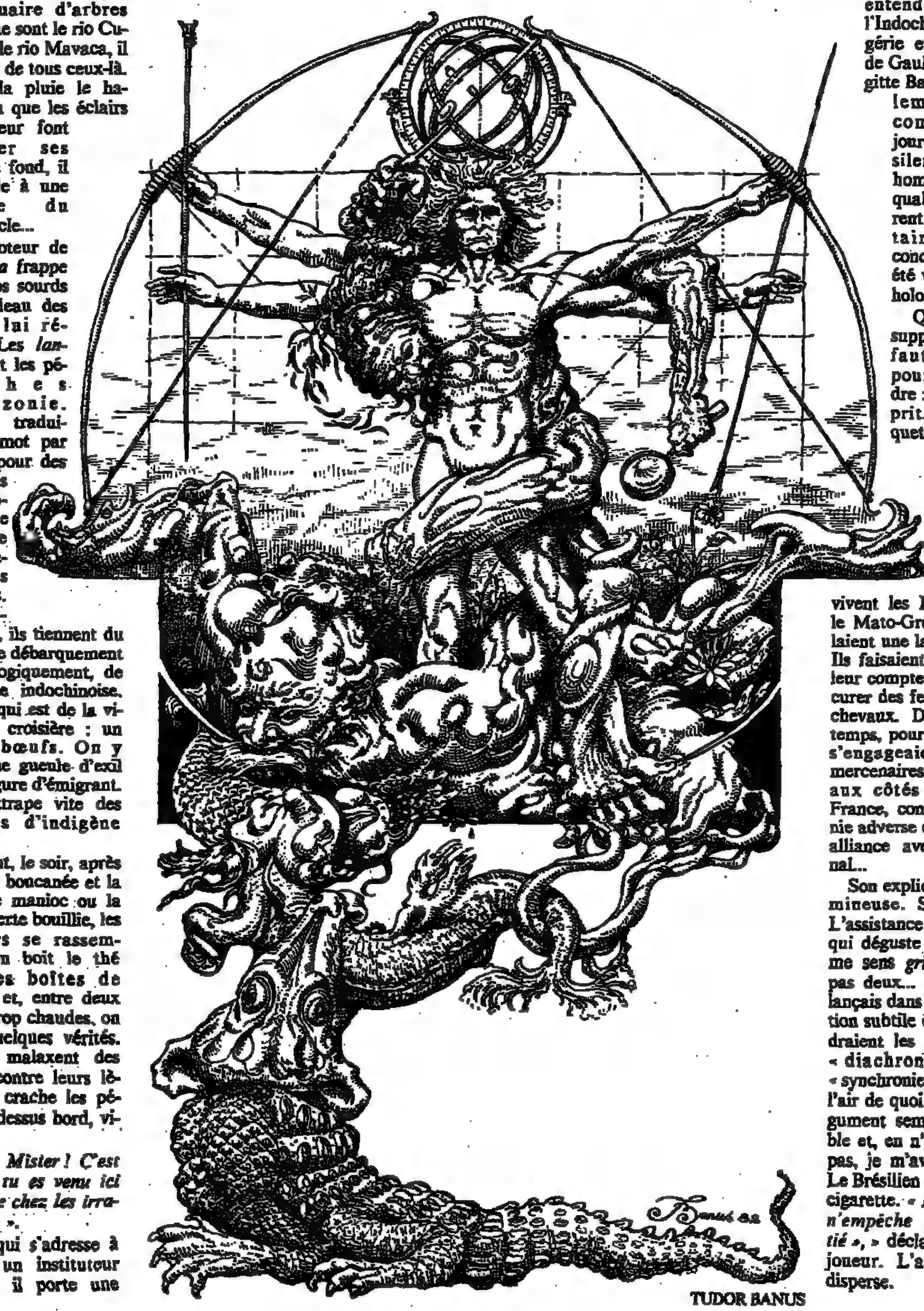
Misère et protocole. L'hospitalité amazonienne obéit à des règles compliquées qu'il faut respecter.

Les enfants et les femmes n'osent pas approcher. Les chiens aboient. Un homme enfle une chemise blanche et passe un peigne mouillé dans ses cheveux noirs. Il râle un peu parce que ses chaussures, imitation plastique, lui font mal aux orteils. Il s'approche :

- Bienvenue, Mister !

D'un coup d'œil, il jauge l'importance du nouveau venu à son accent, à son âge et au volume de ses bagages. Il l'embrasse chez lui pour boire un verre. Les malles-cabines suivent.

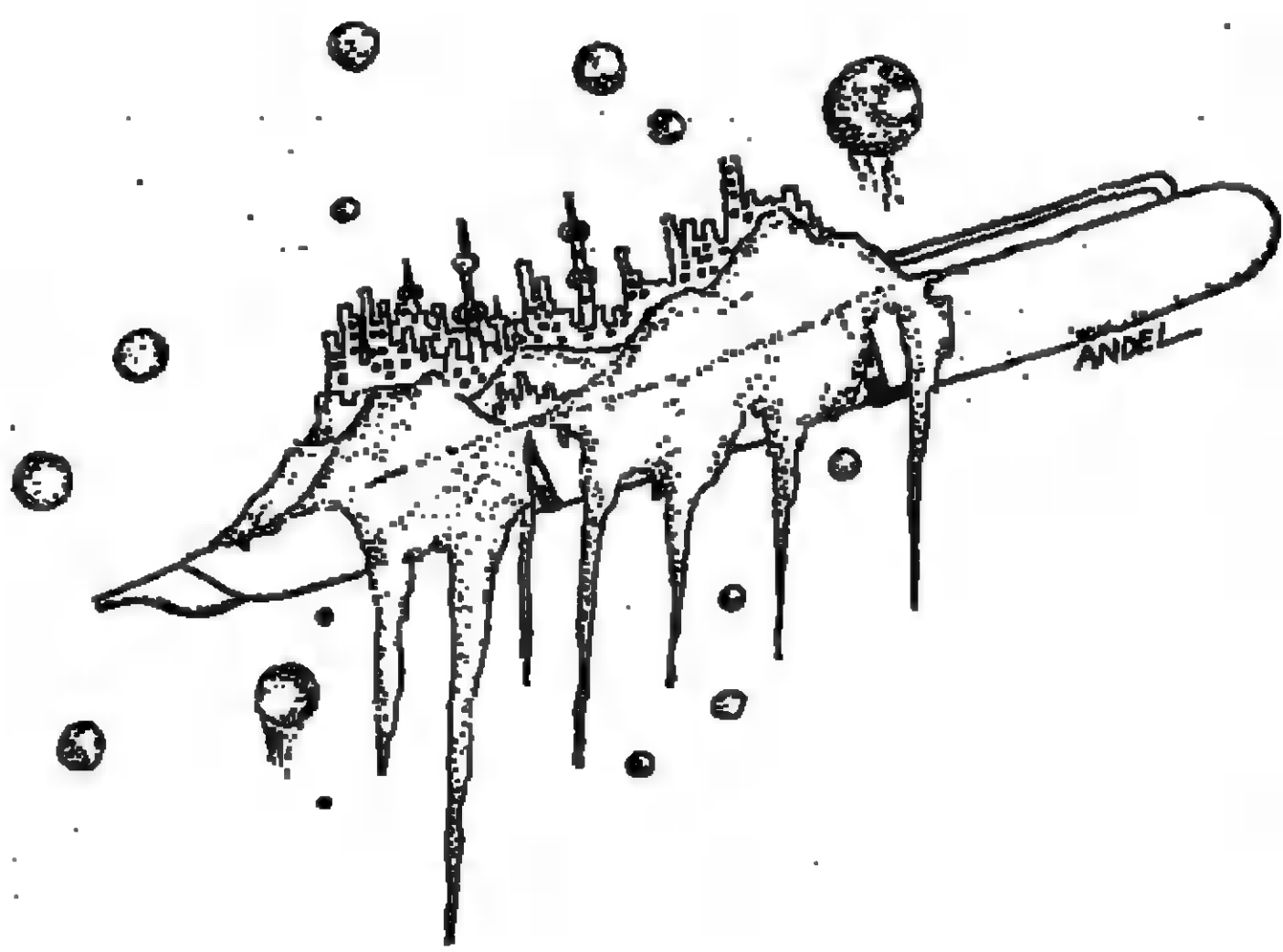
(Lire la suite page XIII)



TUDOR BANUS

A NOS LECTEURS
Le prix du « Monde » du dimanche, avec son supplément « le Monde-Dimanche », sera porté à compter du numéro du 21 mars 1982, de 4 F à 4,50 F.

COURRIER



Médaille militaire

An Vialaret, petit hameau aux confins du Vercors et du Diois, un vieil homme, Charles Béranger, agonise. Dans la cuisine voisine, son fils Pierre reste attentif. Dans cet après-midi d'un des derniers jours de février 1982, il entend l'aboiement des chiens et les pas de deux personnes qui montent le long escalier extérieur et frappent. Ce sont les gendarmes. Il les salue et leur dit ironiquement, mi-inquiet : « J'ai la conscience tranquille. » « Nous venons pour le père. » « Pour le père ? » « Oui, nous faisons une enquête : il va recevoir la médaille militaire. » « Oh, vous savez, il ne s'est pas levé depuis le 1^{er} février et il s'affaiblit lentement. »

Qu'importe... le questionnaire est rempli. Avant de partir, les gendarmes s'inquiètent : « Et votre voisin, Joachim Raillon ?... Nous devons l'interroger, il recevra également la médaille militaire. » « Joachim ? Vous le trouverez à l'hôpital de Crest où il passe l'hiver à l'asile des vieillards. » Charles et Joachim, les deux voisins, nés en 1893, dépassent les quatre-vingt ans.

Le lendemain même de la visite des gendarmes, Charles Béranger est mort. On l'a enterré le 27 février. Son service militaire l'avait jeté, sans discontinuité, dans la guerre de 1914-1918, accomplie dans l'artillerie lourde (sur rails), marquée par la destruction de son unité à l'exception de quatre rescapés et par un coup reçu sur la tête qui devait rendre nécessaire, beaucoup plus tard, un traitement permanent. Il n'aura pas la joie de recevoir ou la satisfaction de refuser la décoration.

Son voisin, Joachim Raillon, son aîné de quelque trois mois, est revenu de cette guerre avec une jambe labourée par une balle entrée dans le genou et sortie à la cheville, jambe dont il a souffert terriblement toute sa vie de montagnard, et de plus en plus. Bénéficiaire d'un taux d'invalidité incroyablement bas, il dépense pour chaque journée passée à l'hospice bien plus que son revenu quotidien. Bien sûr, il a trois sous de côté et puis il recouvre peut-être la médaille militaire.

Il y a soixante-quatre ans ou presque que la guerre est finie ! Comme nous répétait notre chef de corps, lorsque les blessés d'Algérie arrivaient à Dijon-Louvain : « La France est généreuse pour ceux qui l'ont bien servie. » Elle a en plus, sans aucun doute, un sens profond de la décection.

MICHEL WULLSCHLEGER
(Villaurbanne - plan de Bats (26))

Le gosse

Stance de 19 heures dans l'un des derniers cinémas traditionnels des Grands Boulevards.

Le court métrage est terminé. Entrée : lumière tamisée, bonbons, chocolats glacés. C'est le moment feutré. Pourtant, parviennent à mes oreilles des phrases heurtées. Sur le côté, un gosse arpente l'allée. Il a dans les quinze ans. Il parle fort. Il descend et remonte l'allée en répétant sans arrêt la même phrase, comme une litanie d'injures les plus grossières. Il contourne le

premier rang, s'engage dans l'allée centrale. Il s'arrête trois rangs devant celui où je suis assis, prend à partie un type jeune duquel il tente de s'approcher. « Tu veux que je sorte mon couteau ? », profère-t-il en cherchant dans l'intérieur de son blouson. Mais il n'a que trois ou quatre tablettes de chocolat, qu'il serre contre lui. « J'ai fous mon Toblerone dans la gueule ! » Comme le type menacé esquive une riposte du pied, le gosse recule. D'un seul coup, il défile. Un employé du cinéma est arrivé et se dirige vers lui. « Oui, oui, je sors... je sors, m'sieur. » et le gosse court vers les portes à hublots au fond de la salle.

Sur l'écran passent les premières images du générique. A nouveau, on peut entendre le même qui est revenu et marmonne. Dans la salle, on commence à se demander s'il va falloir supporter ça pendant la projection, mais personne ne bouge.

L'employé réapparaît, accompagné cette fois par un collègue, et ils courent après le gosse qui se faufile entre les sièges. Ils réussissent à l'attraper et, tandis qu'il se débat, l'emportent dans le hall.

Je me suis levé. Depuis le début, je me demande ce qu'il a, ce gosse. Il ressemble à ces gens qu'on peut croiser dans le métro et qui parlent tout seuls ou à tout le monde. Seulement ceux-là sont des adultes. C'est la première fois que je vois un gosse de quinze ans dans cet état. Quelle qu'en soit l'explication, il faut s'occuper de lui. Mais il m'a semblé qu'il n'était question que de le mettre dehors. Alors je me suis levé pour le retrouver dans le hall.

Tandis que l'un des deux employés pousse le gosse dans la rue, j'exprime mon étonnement à l'autre : il faut s'occuper du gosse, c'est ridicule de le mettre dans la rue. Puisqu'il est dans le cinéma, il faut au moins le garder là en attendant d'avoir appelé quelqu'un qui puisse faire quelque chose. « Il n'y a rien à faire, monsieur, c'est la drogue. Ils vont se piquer dans les toilettes. »

Le gosse réapparaît à l'entrée du cinéma. Comme l'employé le repousse pour l'empêcher de passer les portes en verre, le gosse crie : « Appelez la police, appelez la police. » Alors, on m'explique : « La police, quand elle veut bien se déranger, elle les relâche tous de suite. Vous n'imaginez pas, monsieur, ils sont une quarantaine dans le quartier. »

L'employé a fait détailler le même, qu'il poursuit encore loin dans la rue. « Qu'est-ce que vous voulez, monsieur, ils viennent ici : on ne peut pas refuser de leur vendre un billet », a-t-on ajouté d'un ton résigné.

Je n'ai pas insisté. Quand j'ai regagné mon fauteuil, le générique n'était pas terminé. Au moment où l'employé avait attrapé le gosse, un spectateur tout proche avait dit : « Il y a longtemps que ça devait être fait. »

C'est vrai, quoi ! Ce gosse qui venait de faire naufrage sous nos yeux, il a failli pour empêcher de regarder en paix, pendant deux heures, un sous-marin couler des destroyers.

JACQUES LASSE
(Paris.)

Cauchemar

Je travaillais dans un grand atelier métallurgique. Les machines étaient disposées en traversées numérotées et, comme mes camarades, je m'employais du mieux que je pouvais pour faire le travail dont j'avais la charge.

Soudain, je constatai, avec effroi, que j'avais totalement épuisé les pièces que je devais usiner. Bouleversé, je me mis à parcourir les traversées dans l'espoir qu'un camarade me donne quelque chose à faire ; mais nul ne répondit à mes appels : chacun, la tête baissée sur sa machine, continuait sa tâche sans se soucier de moi.

Pour faire illusion, je décidai, alors, de prendre une attitude préoccupée et de déambuler dans les traversées avec l'air de quelqu'un qui se dirige vers son travail. Hélas ! Personne n'était dupe. Des regards furtifs et réprobateurs se braquaient sur moi. Je n'étais plus comme les autres : il me fallait fuir le plus vite possible.

J'avais une porte au fond de l'atelier. Je l'ouvris précipitamment, et là, dans une petite pièce, je vis un homme assis sur un tabouret avec, à ses pieds, une grande bassine. Ce personnage, dont je ne pouvais voir le visage, lavait de la salade frite et, consciencieusement, retirait les petites limaces et autres bestioles qui surgissaient à la surface de l'eau. Il me fixa longuement d'un air courroucé. Puis il me désigna la porte du doigt, et la course recommença de plus belle. Je cherchai une machine avec plein de pièces à usiner, mais il n'y avait rien, absolument rien, pour moi. J'étais un voleur de travail ! Des centaines de regards me dévisageaient avec hostilité.

Au bout d'un certain temps, on ne s'intéressa plus à moi. J'allais où je voulais parmi les machines : c'était l'indifférence totale. Tout se brouillait devant mes yeux. J'aurais voulu fuir à nouveau. Mais je ne pouvais pas. Il faisait trop chaud.

A ce moment, je me suis réveillé, le front moite ; il était 3 heures du matin.

C'était un cauchemar nourri par l'angoisse du chômage, un de ces rêves que les chômeurs connaissent bien. Le chômage, ce compagnon qui vous parle à l'oreille lorsque vous dormez, et qui fait en sorte que les tourments de la journée ne vous lâchent pas la nuit venue.

ROGER VIGNERON
cinquante-sept ans,
ouvrier spécialisé,
Syndicat des chômeurs.

Amoureux

« On vit ensemble, mais on ne peut trouver les mots pour le dire », écrit Sabine Chalonde-Demarsay (Le Monde Dimanche du 24 janvier).

Et pourtant les mots pour le dire foisonnent ; l'auteur en cite une longue nomenclature et qui n'est pas exhaustive.

Qui réconcilie ce paradoxe ? Le Français, si volubile dans le dialogue amoureux, si prodigue de vocables hauts en couleur avec les bonnes histoires d'inspiration érotique, si empressé au cours d'une heure de liesse collective à gratifier sa partenaire de ces petits mots porteurs de tendresse, sera toujours à la recherche du mot adéquat quand il s'agit de présenter à haute voix et de sang-froid à la personne inconnue ou mal connue l'objet de ses amours. Alors c'est le sous-entendu, le flou, la périphrase, la circonlocution, qui prennent difficilement la parole.

« L'absence de code préétabli, écrit l'auteur, qui imposait l'utilisation d'une formule unique est finalement un gage de souplesse. »

Parlons plutôt d'un complexe.

Les deux partenaires d'un couple non marié sont acceptés aujourd'hui dans le monde et même la famille ; mais ils n'ignorent pas que, il y a à peine un siècle, le « faux ménage » était boudé — pour ne pas dire plus — par son entourage. Mais la mémoire collective, qui n'oublie pas que dans toutes les sociétés l'union de l'homme et de la femme fut toujours solennisée et même sacralisée, n'est pas une invention des psychologues. Les deux partenaires qui se proclament trop bruyamment affranchis sont toujours tributaires des vieux mythes. C'est bien d'un complexe qu'il s'agit. Pour un couple non marié, décliner sa véritable identité tient de l'affirmation à retardement, de l'aveu.

Au fil de l'article me revenaient en mémoire les propos échangés entre une vieille dame belge et une de ses jeunes voisines nouvellement mariées :

« Donnez-moi donc des nouvelles de votre amoureux. »

« Mais, c'est mon mari, fit la jeune femme, surprise. »

« Mais n'êtes-vous pas toujours amoureux ? »

La vieille dame jouait sur le substantif et l'épithète, lesquels

PARTI PRIS

Traîtres

Mon traître à moi s'appelait Petitjean. Encore ne m'appartenait-il pas vraiment. Il avait été à la Gestapo mon père et une bonne vingtaine de nos amis. Il en était revenu quatre.

J'avais retrouvé le nom de Petitjean dans une brochure consacrée au souvenir de Robert d'Arcourt. J'avais appelé l'auteur, un de ces résistants qui n'ont pas écrit leurs mémoires.

« Je l'ai bien connu votre traître. C'est moi qui l'ai appelé Petitjean pour ses papiers tournés », par la Gestapo. Le mien a été tué après la guerre par un policier qui a cru, après coup, me faire honneur d'une mort que je ne lui demandais pas. J'ignorais ce qu'était devenu le vôtre. Condamné par contumace, dites-vous ? »

Ainsi, au bout du fil, échangeons-nous nos traîtres. Et ces sombres histoires que des gens se racontent encore. Discrètement. Il y a eu tant de discours, tant de films, tant de réels, tant de romans. On s'efforce, rassuré, comme mort, contesté, qu'on ne parle de ces choses-là qu'entre soi, au téléphone, un soir. Pour ne gêner personne.

Et surtout pas les généraux d'après qui regrettaient quelquefois de n'avoir pas connu ce temps-là. Le temps où les circonstances ont amené des gens ordinaires, qui ne valaient pas mieux qu'elles, à plonger dans l'extraordinaire : la souffrance, la mort, l'aventure. Et la foi.

JEAN PLANCHAIS.

comportaient pour la jeune mariée plus qu'une nuance. Elle venait de quitter un état toujours incertain pour une situation stable ou espérée telle.

Et voici de quoi faire réfléchir le Français trop discret et trop pudique : la jeune fille belge vous parle volontiers, en propres termes, de son amoureux et vous le présente de même à l'occasion, quitte à l'interlocuteur de se demander si « cela finira par un mariage », si le jeune couple passe le meilleur de son temps à rêver au clair de lune ou à s'ébat-

tre ailleurs, ou si les jeunes gens vivent ensemble. Qu'importe, la jeune fille vient d'accomplir un élémentaire devoir de politesse.

Elle a trouvé, sans complexe, le mot adéquat. Qui dit mieux ?

MAURICE BAUDOUIN
(Paris.)

Famille en panne

J'entre dans le logement, mon agenda social à la main. C'est la mère de famille qui m'accueille, elle me fait asseoir.

Et j'écoute une histoire, celle que j'entends pratiquement chaque jour à quelques mots près : son mari sort d'une longue période de chômage, plus d'Assédic depuis juillet 1981. Il vient de retrouver du travail depuis le 1^{er} septembre, et la paye n'arrivera que vers le 10 du mois suivant (3 000 F).

Je me perds dans les calculs : charges, loyer, ressources, quotient familial. Je comprends certes les difficultés, mais elle ne m'a toujours pas dit où elle voulait en venir. C'est à ce moment précis que son dernier né lance son cri de guerre au fond de son landeau. La petite mère le lève, prend le gamin dans ses bras, attrape au passage une liasse de papiers qui s'étale sur la table : « Tenez, je n'ai rien à cacher, voyez par vous-même. »

Je trie les relevés d'Assédic pêle-mêle, la lettre du percepteur, le contrat de travail, les talons de la caisse d'allocation familiale et la lettre de la banque. Je reconstitue l'histoire et je comprends la genèse de ce triste fiasco.

Les chiffres sont là, bien réels : 3 500 F de découvert à la banque.

« Je ne sais pas comment c'est arrivé, pourtant je fais mes comptes. Bien sûr, il y a eu le baptême de la petite ! »

Je lis sur son visage l'angoisse, une interrogation : comment sortir de cette impasse ?

J'ai honte d'être là à poser des questions bêtes. Comment compte-t-elle s'en sortir ?

C'est son mari qui lui a suggéré de faire venir l'assistante sociale. C'est à moi de trouver des solutions.

Une aide financière est toujours possible me suggère-t-elle finalement.

Quel sale boulot ! Apprendre aux pauvres à gérer leur misère et à faire des miracles avec trois fois rien. Un faux pas et c'est la catastrophe. Je refuse, cette fois, le discours psychologisant et culpabilisateur qui insinue une défaillance de l'individu en occultant le contexte économique et ses conséquences bien concrètes et réelles sur un budget.

Pendant que je cogite, elle rêve qu'elle a reçu un énorme secours : c'est la fête, fin les dettes et les comptes qui vous triturent la cervelle.

Elle est quand même bien gentille, cette dame, elle m'émeut. Elle a besoin de parler et, tout en me raccompagnant, me raconte ses journées, ses loisirs. Je fais même un détour par le salon pour contempler l'ouvrage en cours : une magnifique couverture en patchwork, économique puisque réalisée avec des bouts de laine.

Vraiment elle fait tout ce qu'elle peut, on ne peut pas dire qu'elle jette l'argent par les fenêtres.

Drôle de boulot !

F.A.
(Caen).

■ PRÉCISION. — Dans l'article de Bernard Poirrette sur « Les médecins volants du grand désert australien » (Le Monde Dimanche, 7 mars 1982), il faut lire : « Un (avion) Piper Navajo ou un Beechcraft Baron valent dans les 2,5 millions de francs » (et non dans les 25 millions de francs).

■ PRIÈRE D'INSÉRER. — Suite à notre article « Mots nouveaux, en veux-tu, en voilà ! » paru dans notre numéro de dimanche 21 février 1982, la société LA CROISSANTERIE, 17, rue de La Rochefoucauld, 75009 Paris, nous précise que l'appellation « CROISSANTERIE » constitue une marque déposée et enregistrée à l'Institut national de la propriété industrielle, et dont elle a l'exclusivité. Seuls les établissements franchisés par la société LA CROISSANTERIE ont droit à arborer cette enseigne.

VOUS ET MOI

Le lapin

Dans la vitrine réfrigérée du supermarché, des petits corps sont alignés sur deux rangs. On les a amputés de leur tête. Une feuille de plastique translucide, tendue sur une barquette de polystyrène, les confine dans l'isolement et le froid. Ainsi conditionnés, le petit animal respecte la poésie rigide et bêtard du lieu. Au même instant, à la devanture du boucher, des corps lisses et mous, les pattes vêtues de fourrure, sont étalés de tout leur long, ouvrant à nos regards des ventres aux rognons bruns chargés de graisse blanche. Les têtes écorchées montrent des yeux glauques légèrement exorbités.

« Faire un lapin » est un rite culinaire aussi aimable et bienveillant que « faire le pot-au-feu ». Les amateurs connaissent les joies fines, discrètes, que le lapin réserve : faire glisser la chair le long d'un tibia, fouiller le repli mousteux d'une épaule, dégarnir la tendre joue, recueillir la cervelle dans sa cavité, croquer la langue. Mais la révélation du plaisir n'est que la phase ultime d'une initiation. Celle-ci comporte un préalable bouleversant : « tuer le lapin ». Acheter la victime déjà morte, c'est amputer le cérémoniel.

C'est la campagne. Une cabane à outils se dresse au fond du jardin. A l'intérieur, tout un muet est occupé par des petites cages en bois rigoureuses. Leurs portes grillagées sont tenues fermées par un loquet. Au fond de l'une d'elles, dans

l'ombre chaude, le géant des Flandres poursuit sa vie rongueuse. Un homme s'approche. Le lapin le regarde, immobile. La porte s'ouvre. Une main s'avance, le saisit au collet, empoignant l'ample fourrure. Il est traîné hors de la cage. Brutalement suspendu de tout son poids par le peau du cou, il ne bouge plus. Alors l'homme se penche et coince entre ses cuisses l'arrière-train de l'animal. Les plus terribles rudes vont se briser dans cet étau. La main gauche attrape les longues oreilles, tire le tête en arrière, découvre la gorge.

La volonté se concentre dans le couteau qui sera la main droite. La respiration s'arrête. A la moindre faiblesse, la lame glisserait sur la peau fourrée, cherchant la bête au lieu de la délivrer de la vie. Le couteau plonge, droit, franc, dans la pelasse. Un trou sanglant s'y ouvre. Il en surgit une langue de sang qui se précipite vers la terre. Les deux partenaires demeurent immobiles, tenant la pose. Enfin les dernières gouttes, comme en suspension, abandonnent le corps. Soudain l'homme se redresse. Il prend de la fiole et fait un nœud coulant au-dessus de l'articulation des pattes arrière. Il soulève le corps alourdi, le renverse, l'accroche à deux clous rouillés fixés à la cabane. Le lapin est pendu, la tête en bas, les pattes de derrière très écartées.

Le couteau découpe un cercle dans la fourrure, à la naissance du

jarret. Puis deux entailles longues et précises divisent la face interne des pattes et se rejoignent. La queue est tranchée. Les doigts écartent les bords de l'incision, arrachant peu à peu la peau fourrée. L'arrière-train est dénudé. On tire alors franchement et le robe se retourne d'un coup, avec un bruit de pansement qui se décolle. Elle pend vers le sol, s'enveloppant plus que la tête et les pattes de devant. Un corps nu a surgi, élastique et ferme, que la fourrure avait tenu longtemps caché. C'est lui qui rôti dans la casserole. Reste à le libérer entièrement. La peau se déroule lentement le long des pattes, aidée par la lame qui incise prudemment la membrane et n'entame pas la chair. La patient déshabillé gagne la tête. Il est alors compliqué par la présence des yeux : on découpe la peau autour de l'orbite.

L'homme tient enfin la molle dépouille. Il y plonge son bras comme dans un manchon, la bourre de paille, façonnant une poupée légère qui attendra, accrochée à un clou, la venue du chiffonnier. Mais le corps réclame encore des soins. Une écharcure est découpée à l'entre-cuisse. Deux doigts se glissent dans l'office, tendant la peau. Ainsi assistée, la lame ouvre le ventre jusqu'au sternum sans tailler dans les intestins, toujours prêts à déclencher une catastrophe. Leur masse molle et fuyante effectue enfin sa sortie, retenue à grand-peine par l'officier. Il manipule avec délicatesse la vésicule biliaire, originant son jus vert à l'émulsion terrible, et coupe proprement au niveau du foie. Le paquet s'écroule à ses pieds.

Couché sur le plat rond dont il épouse les courbes, le lapin repose au frais toute la nuit. Au matin la cuisine pourra commencer.

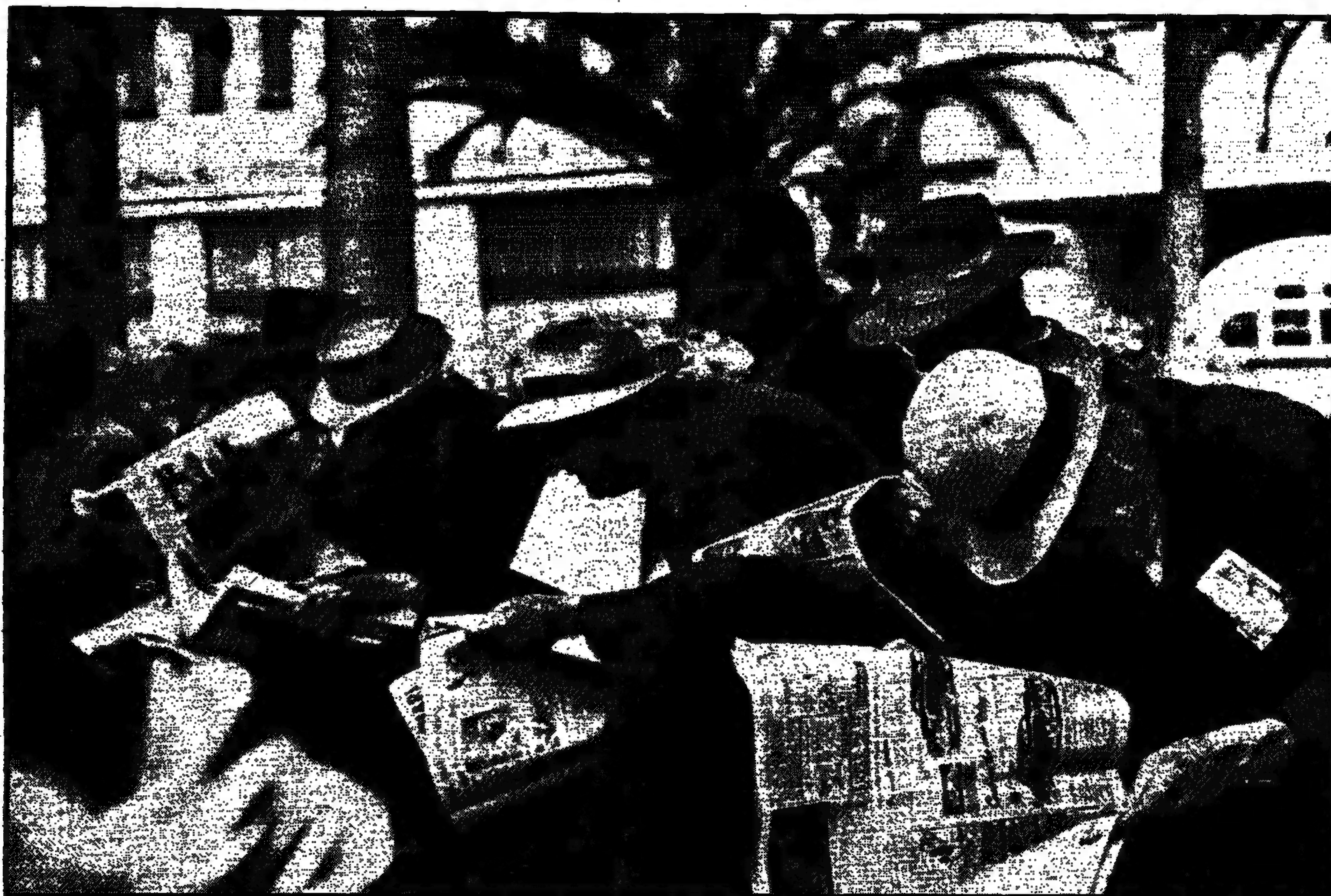
GILBERT REMY.

Mérodine
LE RESTAURANT "BUFFET"

21, rue Beaubourg
(angle centre Pompidou)
jusqu'à 22 h même le Dimanche

Un bon repas
pour moins de
30 F net

مكتبة الفجر



HENRI CARTIER-BRESSON/MAGNUM

Signes

Les seigneurs de l'information

par FRÉDÉRIC GAUSSEN

DE la petite aube au cœur de la nuit, ils nous disent ce qu'il faut savoir et penser de ce qui se passe dans le monde. Nous les lisons, les regardons, les écoutons à longueur de journée. Ce sont les seigneurs de la presse : patrons de chaîne ou de journaux, chroniqueurs, éditorialistes, rédacteurs en chef et chefs de service. Petit groupe de gens qui tiennent entre leurs mains l'outil le plus puissant des temps modernes : l'information.

Qui sont-ils ? D'où viennent-ils ? Comment vivent-ils ? A quoi pensent-ils ? Ce sont les questions que s'est posées un jeune sociologue, Rémy Rieffel, qui a interrogé cent vingt journalistes faisant partie de cette élite (1). Cette heureuse initiative nous permet d'apprécier comment sont perçus, par quelqu'un d'extérieur au milieu, ceux qui ont pour profession d'observer les autres.

Ce qui l'a le plus frappé est l'hétérogénéité de ce petit monde, pourtant composé de fortes personnalités, jalouses de leur originalité. Issus des mêmes milieux (cadres supérieurs, professions libérales, enseignants, gros commerçants...), touchant des salaires élevés (auxquels s'ajoutent souvent des droits d'auteur et des avantages divers), habitant les mêmes quartiers (banlieue ouest de Paris, seizième et arrondissements chics de la rive gauche), fréquentant les mêmes gens et ayant les mêmes loisirs, ils forment un milieu socialement très typé, fortement intégré à la haute bourgeoisie.

Leurs conditions de travail et leur mode de vie accentuent encore ce cloisonnement social. Soumis à un rythme de travail intensif, leurs contacts sont limités aux rencontres utiles avec des informateurs de haut niveau (responsables politiques ou économiques, intellectuels, ambassadeurs), selon des rites précis (déjeuners au restaurant, dîners en ville, cocktails). Plus le niveau de leur responsabilité augmente, plus celui de leurs relations s'élève. Hormis des occasions familiales ou de voisinage, les responsables de l'information ne fréquentent guère les gens ordinaires.

Ce rétrécissement — qui tient évidemment à l'extraordinaire centralisation de la vie française — serait de

peu d'importance si les responsables de l'information ne prétendaient précisément s'exprimer au nom de l'« homme de la rue », de la « France profonde ». Le mythe de l'« opinion », si solidement ancré chez les patrons de presse et quotidiennement brandi par les éditorialistes (« l'opinion ne comprendrait pas que... », « l'opinion exige que... »), prend une saveur particulière, lorsqu'on songe que ceux qui s'en prévalent sont les plus mal placés pour préjuger ses réactions.

Cette contradiction n'est pas la seule à laquelle sont confrontés les grands faiseurs d'opinions que sont précisément ces journalistes de haut vol. Rémy Rieffel montre bien qu'ils se trouvent soumis à quatre réseaux d'influence, dont les intérêts sont souvent contradictoires : les informateurs, le milieu professionnel, l'organe où ils travaillent et le public.

Les informateurs sont la source et la garantie de leur pouvoir. Celui-ci réside en grande partie dans le carnet d'adresses du journaliste, dans un réseau patiemment entretenu de relations personnelles, dont certaines peuvent remonter à l'enfance ou à l'adolescence et sont le fruit de situations familiales ou de compagnonnages divers. Pouvoir joindre à tout moment l'homme-clé qui fournira l'information décisive ou l'éclairage permettant d'en saisir la signification est une nécessité vitale. Mais cette connivence a des contreparties. Il y a des règles du jeu à observer, des silences à respecter. Le journaliste doit savoir jusqu'où il peut aller, pour ne pas se couper de ses sources.

Le rapport avec l'informateur est un jeu subtil où chacun a besoin de l'autre. S'il décline un pouvoir formidable, le journaliste sait aussi que son crédit — donc sa valeur marchande — repose sur la reconnaissance de sa compétence professionnelle par le milieu dans lequel il opère. En lui donnant une information exclusive, l'informateur confirme l'autorité du journaliste (et du journal...). Il le reconnaît comme digne de sa fonction. Redoutable dépendance...

Sur le terrain, le journaliste rencontre des confrères-concurrents. La

recherche du « scoop », la nécessité de faire un produit original, renforcent l'individualisme des hommes de presse. Mais les innombrables occasions de rencontre lors des voyages ou des réceptions, et les souvenirs communs qu'ils suscitent, les échanges de menus services, créent une solidarité. Et, devant les crises que connaît l'information écrite ou audiovisuelle, le journaliste sait que certaines amitiés pourront un jour lui être utiles. La mobilité qu'on observe, notamment dans l'audiovisuel ou entre les hebdomadaires, montre que les journalistes appartiennent à leur milieu professionnel plus qu'à un titre qui les emploie.

Faisant partie de la haute hiérarchie de leur journal ou de leur chaîne, ces journalistes sont directement associés à leur politique — et à leurs difficultés. Ils subissent de plein fouet la complexité bureaucratique croissante. Réunions, négociations, responsabilités financières, choix du

personnel... Les activités gestionnaires empiètent de plus en plus sur le temps à consacrer au travail rédactionnel. Les prises de décision sont le résultat d'arbitrages compliqués entre des catégories professionnelles, des services ou des intérêts divers. Contraints de composer entre des demandes contradictoires, les responsables de la rédaction voient leur liberté de manœuvre sérieusement réduite.

Enfin, les maîtres de l'information doivent affronter quotidiennement ce grand corps muet, mais arbitre suprême : le public. De lui, tout dépend. Aussi passe-t-on son temps à sonder ses pensées secrètes, à deviner ses évolutions possibles. Quête fiévreuse et toujours vaine. Les sondages donnent des indications riches et difficiles à exploiter. Le courrier n'est qu'un son de cloche, sans signification générale. Les chiffres de vente et les taux d'écoute gardent leur mystère. Mais les responsables de l'information sont conduits à se conformer à l'image qu'ils se font, plus ou moins intuitivement, de leurs lecteurs et de leurs auditeurs, à supputer ce qu'ils souhaitent entendre et ce qui risque de les faire fuir.

Les contraintes auxquelles sont confrontés les responsables de l'information ne signifient pas qu'ils soient ligotés. Mais ils font partie d'un système de relations et de pouvoirs, et ils doivent bien s'en accommoder. Cela influe-t-il sur la façon dont ils traitent l'information ? Rémy Rieffel le pense. Tout en faisant la part entre les personnalités et entre les supports, il estime qu'il existe une idéologie commune à cette élite journalistique, qui peut se caractériser par le désir de normaliser les relations sociales, d'apaiser les conflits, d'estomper les différences. Une idéologie de l'intégration, de la paix sociale, du consensus — qui s'explique, précisément, par la très forte intégration de l'élite journalistique à l'élite sociale.

Les responsables de l'information sont, par nature, du côté des pouvoirs. Ils redoutent — ou ils nient — ce qui dérange, ce qui brise l'harmonie, ce qui est apparemment irrationnel. D'où leur surprise devant les

mouvements spontanés ou violents, qui sont, souvent, mieux compris par les jeunes générations de journalistes ne faisant pas partie de l'establishment, ou par les organes de presse nouveaux qui ne sont pas encore admis dans le Cotha de la profession. D'où aussi la forme particulière de journalisme propre à la France, qui privilégie l'information commentée, au détriment de l'enquête approfondie ou de la violence polémique.

L'élite journalistique fait partie d'une tradition culturelle française, où la forme prime le fond et où l'impertinence est toujours mesurée. Vouloir éclairer le peuple sans l'assujettir, mêlant la lucidité au scepticisme, elle cherche à expliquer, à simplifier, à préparer les évolutions nécessaires, plutôt qu'à dénoncer, ou à bouleverser les situations acquises.

Chargée d'accompagner les mouvements et de préparer l'opinion aux mutations à venir, elle jouit, en contrepartie de son loyalisme idéologique, d'un pouvoir sans cesse croissant dans le champ intellectuel, envahissant les territoires naguère dévolus à l'université ou à l'édition. Les seigneurs de l'information deviennent auteurs, directeurs de collection, professeurs, et acquièrent ainsi la respectabilité culturelle que la pratique des médias — toujours hâtive et superficielle — ne leur assure pas.

L'importance prise par les moyens d'information, leur concentration et la personnalisation des messages renforcent la puissance des seigneurs de l'information. Mais aussi leur fragilité, comme le montrent les assauts subis aujourd'hui par les responsables de la télévision soumis aux attaques contradictoires du pouvoir politique, de l'opinion publique (supposée) et des autres moyens d'information. Cette nouvelle passe d'armes montre ce que notre société attend de ces trop puissants seigneurs : qu'ils se soumettent. Et les hochets ne manqueront pas, pour récompenser leur compréhension.

(1) « L'élite des journalistes : légitimité et conformisme », thèse de troisième cycle. Thèses d'études politiques de Paris. Les chaînes et les titres sur lesquels a porté cette investigation sont TF 1, Antenne 2, Europe 1, le Figaro, le Matin, le Monde, l'Express, le Nouvel Observateur, le Point, l'Expansion.

AUJOURD'HUI

L'air fait nuit. L'usine s'étire entre la route et le fleuve. Des nuages de vapeur blanche s'échappent des tuyaux qui reluent d'inquiétantes masses sombres. Des projecteurs illuminent des tours de béton et de métal qui jaillissent entre les bâtiments en ruine. Une odeur d'ammoniacque saisit à la gorge et rend ce décor encore plus inquiétant. Pendant que Toulouse dort, l'usine de l'A.P.C. (Azote et produits chimiques, groupe C.D.F.) produit en continu l'urée et l'ammoniacque qui serviront à fabriquer des engrais. A la même heure, le personnel du centre de tri des P.T.T. du douzième arrondissement de Paris manipule des sacs de jute remplis de courrier. Les « ambulants » sont déjà installés dans le train qui les conduit vers la province et classent les lettres qui seront distribuées le lendemain matin. Pendant que la grande majorité du pays dort ou s'amuse, près de trois millions de personnes passent ainsi leur nuit au travail.

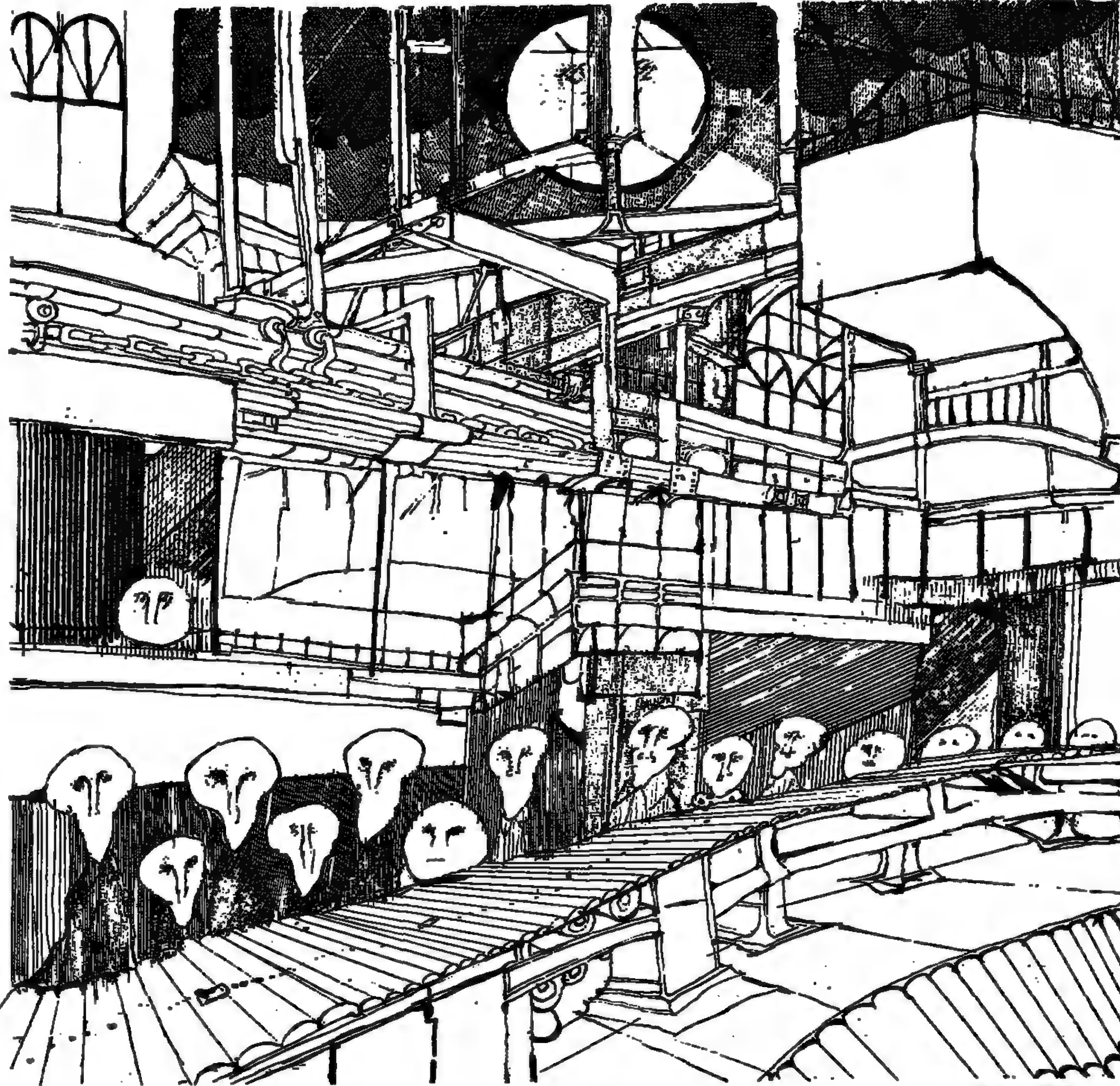
Plusieurs raisons ont été avancées pour expliquer le recours au travail de nuit. La première est d'ordre technologique : on n'arrête pas un haut fourneau, une raffinerie de pétrole, une unité de production de verre, une cimenterie, etc. Dans certains cas, cela entraînerait la mort de l'installation ou de nombreuses heures de travail pour la remettre en route. Ailleurs, c'est la notion de service (public ou privé) qui entre en jeu : les services médicaux et hospitaliers, les pompiers, la police, la poste, les transports, certains secteurs de l'alimentation, du commerce, de la presse, etc. fonctionnent en continu pour veiller sur notre santé, notre sécurité, assurer les communications, les approvisionnements, l'information.

L'évaluation du nombre de personnes qui travaillent la nuit n'est pas facile. La catégorie à laquelle on pense le plus facilement est celle des « postés ». En 1978 (statistiques les plus récentes dont on dispose), ils étaient plus de 1,5 million dans l'industrie et 1 million dans le tertiaire. En valeur absolue leur nombre a augmenté depuis 1957, malgré un léger fléchissement entre 1974 et 1977. Le pourcentage d'effectifs ouvriers travaillant en équipes dans les industries de transformation (hors bâtiment) est passé de 14,3 à 31,3 % entre 1959 et 1977. Travail posté ne signifie pas forcément travail de nuit (cas des 2x8 et réciproquement). Dans les statistiques du ministère du travail, la définition du terme « nuit » n'englobe que la plage 0 heure-5 heures, ce qui limite le nombre de personnes comptabilisées. D'autant plus que l'on ne tient compte que de l'heure du début du travail.

Les primes

Les catégories les plus soumises au travail de nuit, par ordre décroissant : les personnels de service, les ouvriers spécialisés, les manœuvres et les ouvriers qualifiés. Près de 15 % du personnel de service homme, contre moins de 4 % des ouvriers spécialisés travaillent au moins cent une nuits par an, soit plus de deux nuits par semaine (hors temps de congé). On estime que soixante-dix mille opérateurs en informatique travaillent en équipe, dont la moitié en équipes alternantes. Ces deux exemples illustrent l'importance du travail de nuit dans le tertiaire, phénomène encore très mal étudié.

Au delà de ces chiffres, la situation des personnes qui travaillent la nuit varie suivant leur environnement professionnel, le contenu des tâches qu'ils accomplissent, leurs possibilités de relations avec des collègues et leur vie hors travail dans toutes ses composantes (logement, trans-



GERD HUSCH

La vie déchirée des travailleurs postés

port, loisirs, etc.). Certains vivent leur nuit dans une solitude partielle ou totale, d'autres font partie d'équipes soudées et fraternelles.

Comment devient-on travailleur posté ? Paul Segara, cinquante-deux ans, ouvrier à l'A.P.C., s'explique : « J'ai commencé il y a vingt ans. A l'époque, je n'avais pas le choix, j'avais une famille à nourrir, et le seul moyen d'améliorer mon salaire c'était de devenir posté pour toucher la prime de nuit. Maintenant je peux vous dire que c'est une vie de parti à laquelle on ne s'habitue jamais. » Son collègue Joël Save fait partie des jeunes. D'abord intérimaire, il est embauché depuis trois ans. Lui a choisi. La formation à la conduite d'appareils qu'il a suivie le destinait au travail posté : « A seize ans, on ne se rend pas compte de ce que cela signifie, déclare Joël. Je pensais que je serais mieux payé, que j'aurais plus de temps libre. C'est vrai, mais aujourd'hui j'ai découvert l'autre côté de la médaille. »

Dans de nombreux cas, le travail posté est considéré comme une situation provisoire, un pis-aller. Mais ce provisoire dure parfois toute une vie, comme l'expliquent Henri Socco et Claude Lavie, agents du centre de tri des P.T.T. du douzième arrondissement de Paris et représentants de la C.G.T. : « Les jeunes ambulants arrivent ici en espérant repartir dans leur province au bout de quelques années. Mais le retour au pays n'est souvent qu'un mythe qui leur permet de tenir le coup lorsque les conditions de travail sont difficiles. »

2 500 000 travailleurs postés écartelés dans leur vie entre le travail et le reste. La disparition des 3x8 n'est pas pour demain. Bien au contraire.

RICHARD CLAVAUD

Tout se passe comme si les postés signaient un pacte avec leur employeur en échangeant leur force de travail pendant les heures de nuit contre quelques avantages immédiats, davantage de temps libre et surtout des primes (de panier et de nuit). Certes, la question de la qualité de la vie dans le travail prend de plus en plus d'importance dans les revendications des ouvriers et des employés, en particulier chez les jeunes, qui sont très réticents par rapport au travail posté. Mais les difficultés économiques font que ces primes aident à accepter l'insupportable. Leur montant peut aller de 300 à 1 000 F par mois. Un ambulant des P.T.T. touche environ 600 F par mois de prime de nuit, un ouvrier de l'A.P.C. 1 000 F. Dans certains cas exceptionnels, elles atteignent 2 000 à 3 000 F.

Les opérateurs en informatique de la Société générale parviennent presque à doubler leur mois en travaillant la nuit (sur un effectif total de trente-trois mille personnes, mille deux cent vingt-quatre employés sont postés). Cette forme d'organisation du travail est la conséquence de l'introduction du traitement informatisé au début des années 70. D'après Pierre Duseaux, délégué C.F.D.T. de cette

banque à Paris, la direction a dû proposer des primes élevées pour que le personnel accepte de travailler la nuit. Une grève a eu lieu parmi cette catégorie en janvier et en février pour demander notamment l'intégration totale des primes au salaire et un effort de formation pour permettre aux postés de se reconverter lorsqu'ils passeront en service de jour.

Double journée

« En 1985, explique Jean-Pierre Lenain, employé au service informatique, le travail de nuit sera supprimé grâce à du matériel plus performant. La direction ne veut pas intégrer toutes les primes dans le salaire pour nous reclasser dans trois ans aux indices les plus bas possibles. » L'existence de ces primes pousse souvent un salarié à ne pas demander son transfert en équipe de jour, quels que soient ses problèmes. Un travailleur âgé restera posté pour que la base qui sert au calcul de sa retraite soit la plus élevée possible. Un autre pour pouvoir payer un crédit.

Certains travailleurs postés considèrent que cette forme d'organisation du travail leur permet de disposer de davantage de temps libre que leurs collègues en horaires « normaux ». Glo-

balement, les chiffres ne permettent pas de l'affirmer. Près d'un travailleur posté sur 3 x 8 sur quatre travaillait quarante-cinq heures et plus en 1978.

Si l'impression d'avoir du temps libre est répandue chez de nombreux postés, c'est souvent parce qu'ils sacrifient une partie de leur temps de sommeil à d'autres activités : effectuer des démarches administratives, partager les repas avec sa famille, regarder la télévision, jouer avec ses enfants ou les surveiller pour économiser des frais de garde, plus rarement sortir ou faire du sport. De nombreuses femmes « choisissent » le travail de nuit pour s'occuper de leur famille pendant la journée. Au cours d'une enquête portant sur soixante-huit hôpitaux français, Charles Gadbois, sociologue à l'École pratique des hautes études, a constaté que 80 % des femmes travaillant la nuit étaient des volontaires. « Pourquoi ? Pour pouvoir, répondent-elles, faire face aux exigences de leur vie familiale », explique Charles Gadbois. Principale exigence : « Les contraintes de garde d'enfants, difficilement compatibles avec les effets physiologiques du travail de nuit (1) ».

Chez d'autres, le « temps libre » est l'occasion d'arrondir les fins de mois par un travail non déclaré. Ce problème est évoqué de manière à peine voilée dans l'accord signé récemment entre la direction de B.S.N. et certains syndicats à propos de la réduction du temps de travail pour les postés 4 x 8. On y lit : « Les signataires souhaitent que les mesures de réduction d'horaire ne

viennent pas dégrader l'emploi par l'exercice d'un deuxième travail rémunéré. » Certains postés prennent sur leur temps de sommeil pour « bricoler » chez des voisins, d'autres quittent l'usine pour monter sur leur tracteur et aller tailler leur vigne, ou terminer les travaux de la villa qu'ils ont construite à grand-peine, mais dans de nombreux cas le rêve de retraite confortable de ces forçats de la double journée s'achève sur un lit d'hôpital.

Pour certains jeunes, la grande métropole — en particulier Paris — n'est plus qu'un lieu de travail. Ils sont tentés de cumuler les postes de nuit afin de disposer de longues périodes de repos. Dans les P.T.T. par exemple, il n'est par rare de voir des ambulants doubler leur service de nuit pour pouvoir repartir plusieurs jours « au pays ». Ils passent du rythme deux nuits travaillées — deux nuits en repos — deux nuits travaillées au rythme de six nuits travaillées d'affilée.

Dans tous les cas, les travailleurs de nuit acceptent de supporter des nuisances dont les effets peuvent être immédiats (impact sur la vie familiale, risques d'accidents) ou lointains (maladies, vieillissement). Bien qu'il existe de nombreuses études sur les conséquences du travail de nuit sur la santé (essentiellement à propos du travail en équipes alternantes), certains chercheurs estiment que les données utilisées sont déjà anciennes, car il n'y a pas eu d'enquête de grande envergure sur ce sujet ces dernières années. D'autre part, on dispose de très peu d'éléments sur le secteur tertiaire, ainsi que sur les branches où l'automatisation entraîne un recours accru au travail de nuit. Enfin, le manque de suivi des populations concernées nuit à la connaissance des effets lointains de cette forme d'organisation du travail, en particulier sur le vieillissement prématuré. Quoi qu'il en soit, la nocivité du travail de nuit a été établie.

Hantise

Depuis quelques années un travail d'analyse et de réflexion est conduit par une équipe de chercheurs toulousains qui regroupent l'université de Toulouse-Le Mirail (U.E.R. des sciences du comportement et de l'éducation), l'université Paul-Sabatier (laboratoire de psychophysiologie) et le LAAS-C.N.R.S. (laboratoire d'automatique et d'analyse des systèmes). Dans un rapport établi à la demande de l'A.N.A.C.T. (Agence nationale pour l'amélioration de conditions de travail) (2) trois de ces chercheurs, Gilbert de Tersac, Jean-Claude Marquieu et Yvon Quéinnec, font le bilan des connaissances sur le sujet. D'après eux, « 20 % au moins des sujets en travail posté ont des difficultés graves à s'adapter à ce rythme de travail ».

Deux types de troubles ont été constatés. Tout d'abord les troubles digestifs : ulcères gastriques ou duodénaux confirmés radiologiquement (ils touchent jusqu'à 35 % des populations concernées), dyspepsies (digestion difficile et douloureuse), troubles intestinaux (qui touchent de 25 à 30 % des travailleurs postés). Les troubles nerveux sont multiples et touchent plus de la moitié des postés : céphalées, vertiges, asthénie matinale, angoisse, troubles du caractère, agressivité, irritabilité, hypersensibilité (notamment aux bruits), inattention, troubles du sommeil, de la pensée, perturbation des relations sociales, etc.

Des travaux récents basés sur l'étude des rythmes biologiques — la chronobiologie (3) — fournissent quelques explications à l'apparition de ces troubles. Ils ont établi que le fonctionnement des différents systèmes des êtres

Productivité et magie

La nuit, le travail est souvent considéré comme une magie. On se sent en dehors du monde, on a l'impression d'être dans un autre univers. C'est une hantise, une peur, une fascination. On se sent seul, on se sent perdu. On se sent en danger. On se sent en colère. On se sent en amour. On se sent en vie. On se sent en mort. On se sent en tout. On se sent en rien. On se sent en soi. On se sent en tous. On se sent en tous les lieux. On se sent en tous les temps. On se sent en tous les êtres. On se sent en tous les choses. On se sent en tous les lieux. On se sent en tous les temps. On se sent en tous les êtres. On se sent en tous les choses.

vivants, dont l'être humain, passe par des phases d'activation et de désactivation dont le rythme n'est pas modifiable. Le travailleur posté est perpétuellement déphasé par rapport à ces rythmes. Durant la période 3 heures-5 heures, qui correspond à la phase de désactivation la plus basse, il doit fournir un effort supplémentaire pour maintenir un bon niveau de vigilance et lutter contre le sommeil.

De même, se réveiller en pleine nuit demande un effort important. Un ouvrier de l'A.P.C. explique qu'il n'est pas facile de prendre son poste à 4 heures : « C'est une hantise toutes les nuits. Depuis plus de dix ans, je mets deux ou trois réveils, il me faut une bonne demi-heure pour retrouver mes esprits. Quand ça sonne, ça me fait un coup au cœur, et même après quinze ans de cette vie ça ne passe pas. »

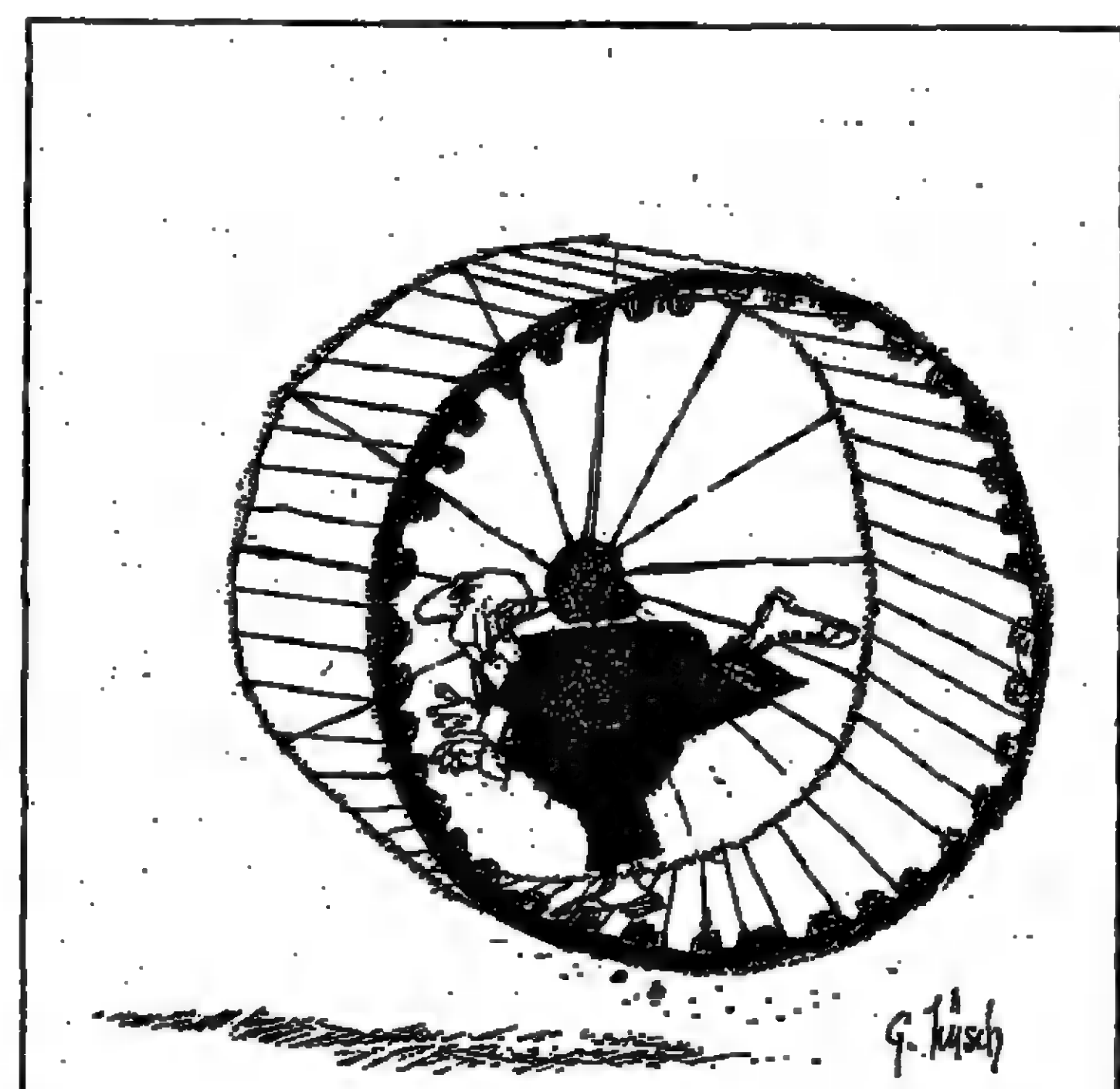
Les mauvaises conditions de logement contribuent au manque de sommeil des travailleurs postés. Les bruits des enfants ou des voisins qui vivent à des heures « normales » viennent s'ajouter à celui de la circulation. Le laisser-faire en matière d'urbanisme a causé bien des drames dans ce domaine. Aussi convient-il de mentionner certaines expériences visant à isoler phoniquement des appartements destinés à des travailleurs postés, comme l'a fait pendant quelques années l'A.P.C. à Toulouse dans une cité d'un étage d'I.L.M. dont elle était actionnaire. Ce genre d'initiative est encore trop limité alors qu'il devrait être une des propriétés d'une politique d'amélioration du cadre de vie des travailleurs de nuit.

Le problème du travail de nuit ne concerne pas uniquement les populations qui y sont soumises. Par les coûts financiers et l'isolement social d'une catégorie de personnel qu'elle entraîne cette forme d'organisation du travail questionne l'ensemble de la société. Des conditions de travail difficiles se traduisent en termes d'absentéisme, de taux de rotation de personnel élevés, d'augmentation du nombre des accidents, qui provoquent une baisse importante de la production et nuisent à la compétitivité des entreprises. Tout le monde en convient, le patron comme les syndicats. Mais ce discours reste bien théorique pour l'ouvrier posté qui quitte le lit conjugal à 3 heures du matin ou qui ne fait que croquer son épouse qui, elle aussi, travaille en équipe avec un roulement différent du sien. Pour ces couples postés, le seul moyen de communiquer est de laisser des « petits mots » sur la table de la cuisine. D'autre part, l'entreprise n'est pas seule à supporter le coût des accidents du travail. A travers le déficit de la Sécurité sociale, c'est toute la collectivité qui est concernée.

Productivité mot magique

Le principal avantage du recours au travail posté pour l'entreprise est qu'il permet de prolonger la durée d'utilisation hebdomadaire des équipements. D'après un rapport récent du Centre d'études industrielles, « une baisse de la durée hebdomadaire du travail doit entraîner, pour conserver (une) durée d'utilisation optimale, une intensification du recours au travail posté ». L'auteur de l'étude, Gilbert Cette, estime que notre industrie a traversé trois phases : de 1959 à 1963, la durée d'utilisation s'allonge grâce à l'augmentation de la durée hebdomadaire du travail et à celle du recours au travail posté ; de 1963 à 1974, elle stagne car la baisse de la durée du travail est juste compensée par le développement du travail posté ; de 1974 à 1977, elle fléchit de manière assez importante car le recours au travail posté se stabilise et la durée du travail baisse (4).

Où en est-on aujourd'hui ? Vaut-il s'orienter vers une augmentation du recours au travail en équipes successives, mouvement qui risque de se traduire par une extension du travail de nuit et par son apparition dans des branches où il était peu ou pas du tout pratiqué auparavant ? L'idée est dans l'air depuis la publication du rapport Giraudet sur l'aménagement du temps de travail (5). Les industriels du textile ont déjà



La mort sociale

Le déphasage que l'on a observé à propos des rythmes biologiques se retrouve dans les pratiques quotidiennes, tant dans le travail que dans la vie hors travail. Les personnes concernées ont beaucoup de mal à maintenir des rapports sociaux avec leur entourage. « Si on veut inviter quelqu'un chez soi il faut regarder la feuille de roulement », déclare Paul Ségers, de l'A.P.C., qui ajoute : « D'ailleurs elle est toujours affichée à la maison, pour la famille. » Famille qui est condamnée soit à se réunir sans le père ou la mère qui travaille en équipe, soit à suivre le rythme de ses roulements en adaptant des horaires décalés.

La situation est particulièrement délicate au moment des repas ou pour certaines fêtes familiales, comme Noël. Un ouvrier de l'A.P.C. évoque ce problème en ces termes : « L'année dernière les enfants m'ont téléphoné à l'usine pour demander le Père Noël... Eh bien, quand on raccroche, ça fait quelque chose... »

Les personnes qui travaillent la nuit n'existent souvent que par rapport à leur équipe de travail. Elles sont menacées de « mort sociale ». « Pour organiser une réunion syndicale avec des postés, il faut s'y prendre des semaines à l'avance », déplore Saïd Bessiah, responsable de la section C.F.D.T. à l'A.P.C. Pour les jeunes provinciaux des centres de tri des P.T.T. de Paris, la capitale n'existe que comme lieu de travail. Le refus de l'intégration culturelle s'ajoute aux difficultés matérielles (mauvaises conditions de logement, manque de loisirs accessibles) pour polariser leur vie sur le lieu de travail. Même pendant leur temps de repos, certains de ces jeunes viennent « faire un tour » au centre de tri où se retrouvent dans les bars avoisants.

Un phénomène identique se retrouve en milieu industriel. Pierre Bouvier, chercheur au Centre d'études sociologiques (C.N.R.S.), constate que « les travailleurs postés ont beaucoup de mal à se rencontrer, en particulier là où les effectifs sont très réduits et où il n'y a pas de chevauchement d'horaires entre équipes. Le brassage entre catégories de personnel est remplacé par un recensement des rapports interpersonnels sur l'équipe postée. L'éclatement des rapports sociaux est renforcé par la difficulté de participer aux activités des comités d'entreprise et par un habitat déseigné de la périphérie géographique et socio-professionnelle de l'entreprise » (1). Ce phénomène de « recensement » sur l'équipe est d'autant plus fort que les travailleurs postés tirent une certaine fierté du fait qu'ils assurent le fonctionnement d'équipement, sans la présence de « chefs ». Seuls dans l'usine, souvent dans un environnement dangereux, ils montrent qu'« ils sont des hommes ».

(1) Sur ce sujet voir Pierre Bouvier : Travail et expression ouvrière. Pouvoirs et contraintes des comités d'entreprise, 1980, 193 p., Editions Gallimard, 9, rue Littré, 75005 Paris.

demandé la suppression de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes dans leur secteur. S'ils n'ont pas été écoutés, la législation sur le travail de nuit des femmes (qui est en principe interdite) comporte tant d'exceptions qu'elle autoriserait, en 1978, trente-cinq mille femmes - dont douze mille cinq cents dans les services médicaux et sociaux - à subir le rythme des 3 x 8. Encore ne s'agit-il là que des chiffres officiels disponibles, datant de 1978. Cette législation vient d'être assouplie par l'ordonnance du 16 janvier dernier relative à la durée du travail.

Si le travail de nuit des femmes reste « interdit » entre 22 heures et 5 heures, cette période peut être remplacée par une autre période de sept heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures après accord entre les partenaires, consultation des délégués syndicaux et avis du comité d'entreprise. L'unanimité va-t-elle se faire sur le mot magique de productivité ? Pierre Mauroy vient de déclarer devant les chefs d'entreprise réunis par l'International Herald Tribune que l'effort de solidarité nationale signifiait pour les Français « accepter une évolution modérée des revenus et une organisation du travail qui permette d'augmenter la productivité globale de l'économie française. Pour que chaque travailleur puisse travailler moins, il faut que les machines tournent davantage et que les services pu-

bliques et les administrations soient ouverts plus longtemps aux usagers ».

Les pouvoirs publics semblent donc prêts à limiter la durée du travail pour les postes et à accorder des primes, pourvu qu'on puisse étendre cette forme d'organisation du travail. Le développement des techniques d'automatisation répond à cette préoccupation. Dans certains secteurs très automatisés (chimie, pétrole, verre, etc.), le niveau de production ne dépend pas directement de la présence du personnel sur le site.

Les conclusions du rapport Wisner-Carpentier sont déjà bien loin. En 1976, ce rapport, commandé par le ministre du travail de l'époque, estimait « indispensable de formuler et d'appliquer une politique pour réduire l'ampleur de la pratique du travail posté et pour atténuer les conséquences pour ceux qui y sont soumis, étant donné son caractère défavorable unanimement constaté par les experts ». Le rapport proposait trente-sept mesures regroupées en sept thèmes d'action : réduire systématiquement les besoins d'effectifs en travail de nuit spécialement entre 23 heures et 5 heures ; alléger la charge et les contraintes du travail posté ; favoriser la participation des travailleurs postés à la vie de l'entreprise ; améliorer leurs conditions de vie ; informer sur les conditions, les contraintes, les conséquences et les règles de vie du travail posté et en particulier du travail de nuit ; adapter la réglementation ; encourager les études intéressant l'amélioration des conditions du travail

posté. La plupart de ces recommandations ont vite été oubliées par les pouvoirs publics de l'époque.

En revanche, l'ordonnance du 16 janvier dernier marque un progrès. Elle prévoit que « la durée du travail des salariés travaillant de façon permanente en équipes successives selon un cycle continu ne devra pas être supérieure en moyenne, sur une année, à trente-cinq heures par semaine travaillée, au plus tard le 31 décembre 1983 ». Une autre avancée notable vient de l'accord signé le 20 janvier dernier entre la direction de B.S.N. Emballage et l'ensemble des syndicats représentés (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.C.). Cet accord qui limite la durée du travail à trente-trois heures et trente-six minutes pour les postés en continu (6) satisfait une revendication déjà ancienne de la C.G.T. et de la C.F.D.T. : la mise en place de la cinquième équipe (7). Des accords du même type sont en préparation dans d'autres entreprises.

Malgré l'étendue du débat actuel sur la réduction de la durée du travail et ces quelques avancées, la question du travail de nuit n'est guère abordée. La diversité des paramètres à étudier tant du point de vue social qu'économique la rend particulièrement complexe. Raison de plus pour multiplier les recherches, en particulier sur le lieu même du travail et non en laboratoire. Encore faut-il pouvoir accéder. Dans une thèse de doctorat de troisième cycle sur le travail posté, un chercheur de l'université d'Aix-Marseille écrit : « Lors de la recherche effective de terrains d'études, nous avons rencontré des difficultés très importantes pour obtenir un accord de participation éventuelle de la part des entreprises : certains responsables ont répondu ainsi à notre demande : « Votre étude nous intéresse beaucoup mais nous ne pouvons pas la faire chez nous ; par contre, lorsque vous aurez les résultats, pourriez-vous nous les communiquer ? » Parmi les entreprises contactées, 5 % seulement ont accepté de participer à cette recherche (8).

De telles réactions ne favorisent pas l'élaboration de cette « stratégie de sortie de crise » qui a été évoquée lors du récent colloque national sur la recherche et la technologie. Il faut pouvoir mesurer les conséquences d'une réorganisation de l'appareil productif sur tous les aspects de la vie. S'il faut « faire suer les machines », est-ce nécessairement au détriment d'une catégorie de personnel sans cesse marginalisée par rapport à la vie de l'usine, du bureau ou de la ville ?

(1) Cité dans De l'usine on peut voir la ville, p. 129. Actes des Journées d'études sur le thème « Les travailleurs et les effets de la production sur les milieux et les modes de vie » qui ont eu lieu les 9 et 10 mai 1980 à Paris, 397 pages. Publié en juin 1981 par Editions Sciences Sociales c/o Denis Doulier, 77, rue de Stalingrad, 94110 Arneville.

(2) Ce rapport ainsi qu'un ensemble de textes présentant le travail de ces chercheurs ont été publiés sous le titre Introduction à l'ergonomie. Fascicule 1 : travail posté et régulation des conduites. Texte polygraphié. Laboratoire de psychophysiologie, université Paul Sabatier, 118, route de Narbonne, 31062 Toulouse, Cedex, et LASS-C.N.R.S., 7, avenue du Colonel-Roché, 31400 Toulouse. ANACT, 16 à 20, rue Barbès, 93120 Montreuil, tél. 657-13-00, publie une « lettre d'information » dont plusieurs numéros ont été consacrés au travail posté. Voir lettre n° 9, février 1977, et lettre n° 32, juillet-août 1979.

(3) Voir notamment A. Reinberg Des rythmes biologiques à la chronobiologie (1979, Ed. Gauthier-Villars, Paris) et A. Reinberg et alii, L'Homme mesure le temps, 1979, Ed. Permay, Stock, Paris.

(4) Gilbert Cette : Durée d'utilisation des équipements et efficacité du capital fixe dans l'industrie, 1959-1977, juin 1981, Centre d'études industrielles, université de Paris I, Panthéon-Sorbonne, 90, rue de Tolbiac, 75634 Paris Cedex 13. Tél. 584-11-66, poste 419.

(5) Rapport de mission sur l'aménagement et la réduction du temps de travail, 1980, La Documentation Française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07, tél. 261-50-10.

(6) Le Monde du 22 janvier 1982.

(7) Voir C.F.D.T. aujourd'hui, n° 38, juillet-août 1979. Dossier « Travail posté », 5, rue Cadet, 75439 Paris Cedex 09. Tél. 247-71-26.

(8) Charles Bessière : Evaluation des systèmes de quart dans les industries à feu continu. Une approche individuelle et organisationnelle, novembre 1981, 396 p., université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille (Institut d'administration des entreprises).

VERRE

Les récupérateurs d'Eurêka

Elisabeth, éducatrice, et Jacques employé de banque, ont créé à Sarcelles (Val-d'Oise), une petite entreprise de récupération de verre. Et donné du travail à des jeunes « à problèmes ».

MARTINE CHARTIER

NOUS ne nous sommes pas improvisés récupérateurs. Ils le sont pourtant devenus à la fois pour échapper au salariat et « dépanner » des jeunes au chômage.

Jacques et Elisabeth, respectivement vingt-neuf ans et vingt et un ans, ont créé Eurêka, une association de récupération de verre. Elle emploie, en plus des deux permanents créateurs, cinq garçons et filles qui ont entre dix-sept et vingt-deux ans. Depuis janvier 1981, date de création de l'entreprise, vingt-deux adolescents s'y sont succédés.

Installée à Sarcelles (1), cette petite équipe procède à la collecte, au tri puis à la vente du verre recueilli sur la voie publique de onze communes environnantes. Elisabeth, éducatrice dans un club de prévention, s'est très vite trouvée devant « des problèmes économiques à résoudre plus qu'un temps de loisir à meubler. Les jeunes avaient besoin d'argent et d'une formation ». Jacques, délégué syndical dans un établissement bancaire, travaillait, parallèlement, avec d'anciens détenus. « Mon projet primitif s'adressait à des sortants de prison. Mais je ne suis aperçu, au regard d'associations déjà existantes, qu'il fallait être « solide » pour accueillir des types qui avaient fait dix ans de prison ».

Deux baraques de chantier encadrent l'entrée du terrain sur lequel ils se sont installés, en bordure de la nationale. L'une fait office de bureau, la seconde d'entrepôt. Au fond, deux aires bétonnées sont destinées à la réception du verre. Un camion flambant neuf, leur principal outil de travail, contraste avec le dénuement du lieu.

L'abbé Pierre

« Le verre, explique Jacques, était un marché à prendre dans le Val-d'Oise. Nous sommes arrivés au bon moment. » Persuadés de pouvoir tenir simultanément un emploi à mi-temps et assurer la bonne marche de leur association, ils ont très rapidement mesuré l'ampleur de la tâche à accomplir. Leur entreprise a pris forme et réalité après leur visite à l'abbé Pierre de la communauté d'Emmatts (2). « C'est lui qui nous a permis de démarrer en nous faisant un prêt d'honneur. Son aide nous a été particulièrement précieuse, car rassente comme caution morale par nos différents interlocuteurs ».

Deux municipalités leur ont donné leur accord pour l'enlèvement du verre sur leur territoire. Neuf autres ont attendu de voir les premiers résultats. Convaincues rapidement par le sérieux du travail, elles n'ont alors pas hésité à signer une convention avec Eurêka. Deux fois par mois, les bouteilles non consignées, les verres de toute nature, sont déposés sur les trottoirs et sont ramassés par les membres de l'association.

Ces précieuses trouvailles sont ensuite triées : verre cassé ou non, réutilisation finale des bouteilles. Celles-ci sont vendues en moyenne 30 centimes par unité à une entreprise qui en assure le réemploi. Leur principal acheteur est la société Saint-Gobain qui leur reprend le verre

105 francs la tonne. « Pour l'instant, constate Jacques, on couvre les trois quarts de nos frais : charges sociales, salaires et fonctionnement, soit près de 33 000 francs par mois. Nous devrions atteindre le seuil de rentabilité vers le mois de juin. » En attendant, ils ont dû prendre leur bâton de pèlerin et sonner à bien des portes.

Certaines se sont ouvertes. Le ministère du travail, particulièrement intéressé, leur a accordé six postes, soit quelque 2 000 francs par salaire, au titre des aides à la création d'emplois. Ils ont également consulté l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED). Cet organisme a consenti, après des hésitations, au financement d'un hangar et d'un tapis roulant pour le tri. Ce matériel devrait être disponible au mois de juin.

La réponse du conseil général du Val-d'Oise à la demande de prise en charge de leurs deux salaires est fébrilement attendue. Grâce à la procédure « innovation sociale », le ministère de la solidarité leur a promis une aide. Les subventions sont cependant longues à venir. Entrepreneurs, Jacques et Elisabeth le sont, sans conteste. Ils ne souhaitent cependant pas devenir des bénévoles. Depuis un an, ils perçoivent le même salaire que les jeunes qu'ils engagent, environ 2 700 francs, parfois moins « lorsqu'il n'y a pas assez pour tout le monde ».

L'évolution de leurs « protégés »

Hassan, Dominique et Gutenberg font actuellement partie de l'équipe. Tous les trois manient le verre et l'humour avec la même aisance. Ils n'ont pourtant pas choisi le travail de manutention qu'ils effectuent. Même si les rapports avec ceux qu'ils ne considèrent pas vraiment comme des patrons sont plutôt bons. C'est, pour eux, un moyen de trouver l'argent qui leur fait défaut. Selon Jacques, « c'est le premier boulot où ils tiennent assez longtemps, soit trois ou quatre mois ». Cette période constitue une limite approximative, car, explique Elisabeth, « nous voulons qu'ils fassent l'effort de chercher un stage de formation ou un emploi stable ». Ceci fait partie des conditions d'admission au même titre que le respect des horaires.

N'intervenant jamais hors du lieu de travail, Jacques et Elisabeth n'en continuent pas moins de suivre l'évolution de leurs « protégés » après leur départ. Les éducateurs et assistants sociaux par l'intermédiaire desquels ils les ont connus les tiennent informés de leur situation.

A mi-chemin entre l'économique et le social, Jacques et Elisabeth n'ont pas encore atteint l'objectif qu'ils se sont fixé. En premier lieu, il leur faut prouver que leur entreprise est viable. Mais, comme une idée ne vient jamais seule, d'autres projets se bousculent dans leurs têtes. Parmi eux, des ateliers de mécanique dans le cadre d'une coopérative ouvrière, la partie récupération restant du domaine du « dépannage ».

(1) Eurêka, 15, route de Groulay, 95200 Sarcelles. Tél. : (3) 419-51-68.

(2) Les communautés Emmatts effectuent la récupération et la vente de meubles et d'objets divers.

DEMAIN

Du soleil en conserve

La nature sait stocker le soleil. Depuis une vingtaine d'années, l'homme s'essaye enfin à l'imiter.

HUBERT D'ERCEVILLE

La recherche de stockages efficaces d'énergie, qu'elle soit solaire ou autre, est le dernier verrou à faire sauter avant d'étudier logiquement les parts respectives et les dimensions de notre gisement énergétique futur. Entre nucléaire, combustibles fossiles, hydraulique, solaire, biomasse, rejets thermiques, il faudra panacher ; certains se tailleront la part du lion, d'autres se disputeront les miettes.

Le soleil peut aisément nous apporter ce dont nous avons besoin, mais de manière intermittente dans le temps (nous sommes dépendants de l'alternance nuageuse, jour/nuit, été/hiver) et diluée dans l'espace, et son captage nécessitera une importante superficie (30 mètres carrés de capteurs pour l'alimentation en eau d'un habitat individuel). D'un côté, il y a surabondance, donc gaspillage, et de l'autre, insuffisance. Il s'agit de l'emmagasiner cette énergie quand elle est inutile pour pouvoir la réinjecter au moment opportun.

Paradoxalement, le développement actuel du solaire doit beaucoup à l'industrie nucléaire, en particulier dans le domaine du stockage. Contrairement au solaire, la nucléaire apporte une quantité d'énergie constante et dédiée à faire varier, par opposition à la consommation qui, elle, peut s'étager du simple au triple sur une année (en France, minimum et maximum, les 10 août et 22 décembre). Le surdimensionnement prévu des centrales nucléaires apportera théoriquement dès 1985 des excédents de production en heures creuses. Ainsi, en termes de planification économique, il sera plus intéressant de maintenir la production d'électricité à un niveau constant et de trouver des solutions pour stocker cette énergie inutile.

Dès lors, « l'énergie nucléaire est l'objet de tant d'études et de recherches depuis trente ans, et son stockage pose un problème si délicat que l'énergie solaire, dernière venue et pauvrement dotée, aura tendance à se servir des résultats et des conclusions des travaux d'une industrie nucléaire en plein développement », constate Roger Dumon, directeur des recherches et développements de la société Creusot-Loire.

Chauffagistes

Le principe le plus simple d'accumulation consiste à garder un corps chaud pour réutiliser sa chaleur dès que la demande s'en fait sentir : c'est le « stockage par chaleur sensible », comme le nomment les spécialistes. L'éventail d'application de ce principe est très varié, et c'est la solution la plus en vogue actuellement : son efficacité est bien maîtrisée à long terme, son coût et sa facilité de mise en œuvre le rendent séduisant et relativement simple.

On peut utiliser de l'eau stockée dans des réservoirs. Ainsi le Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.) et la société Géotherma (spécialistes en géothermie) s'intéressent aux stockages dans les

nappes aquifères à partir de gisements géothermiques avortés (c'est-à-dire n'apportant pas un débit ou une température suffisants pour une exploitation directe) : quelques projets — malheureusement rares — sont à l'étude, visant à faire chauffer de l'eau à 65-70 °C pour l'injecter à 600 mètres de profondeur. En revanche, les chercheurs du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), associés à la Société nationale Elf-Aquitaine (S.N.E.A.), planchent sur une étude plus audacieuse : ils envisagent d'injecter, à 500 mètres de profondeur, de l'eau chauffée à 160 ou 180 °C sous forme liquide pour pouvoir créer de l'électricité à la sortie du stock.

Quitte à le domaine de la recherche et à une échelle plus modeste, on trouve beaucoup d'exemples de maisons solaires fonctionnant sur le même principe. Les H.L.M. solaires de Blagnac (Haute-Garonne) et les immeubles de Bourgois-Jallieu disposent de réserves d'eau calorifugées et enterrées à faible profondeur. La première est alimentée par des capteurs à ruissellement d'une superficie de 240 mètres carrés ; la chaleur est répartie dans vingt-six appartements par l'intermédiaire d'air soufflé sur le stock, puis ventilé dans des gaines de circulation. La seconde est divisée en six cuves de 10 mètres cubes alimentées par 300 mètres carrés de capteurs ; elle peut fournir le chauffage de douze appartements et la base de leur eau chaude sanitaire.

Si, en France, on croit beaucoup aux stockages à eau nécessitant toute la technologie des

tuyaux et raccords à la mode chez nos chauffagistes, la solution dite du « lit de cailloux » est plus développée aux Etats-Unis (du fait de l'origine même de leur mode de chauffage par air pulsé), comme en témoignent les nombreuses maisons solaires construites par Lof, à Denver (Colorado). Néanmoins quelques stockages de ce type existent en France, comme celui de la maison solaire de Dourdan (Essonnes), mise au point par des architectes et l'équipe Ramsès du Comité national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) à Orsay : 70 mètres carrés de capteurs à air alimentent un stockage en lit de cailloux concassés de 40 cubes carrés ; seule une pompe à chaleur fait office de chauffage d'appoint.

L'élévation de température d'un sol peut également être utilisée en tant que procédé de stockage. La maison solaire construite sur le centre de recherches d'Elf-Solaize (Rhône) et l'expérimentation de l'Institut de mécanique associé au C.N.R.S. de Grenoble obéissent à ce concept, soit sous forme d'eau circulant dans des tuyaux de faible diamètre disposés sous l'habitation, soit grâce à des radiateurs-plans verticaux enterrés dans le sol.

Enfin, la plus simple et la plus ancienne solution apportée au thème de la chaleur sensible est le « mur Trombe », du nom de son inventeur, le professeur Félix Trombe. Un mur épais, conçu dans l'architecture même de la maison, et qui remplit deux fonctions : capteur solaire et stockage thermique dans la masse. On trouve des maisons de ce type à Odeillo (Pyrénées).

Sels liquéfiés

Un autre moyen, peu usité à l'heure actuelle, mais prometteur, est le stockage par chaleur latente. « La chaleur latente est la chaleur qu'il faut fournir, ou qui peut être libérée, pour obtenir la transformation physique d'un corps », explique Olivier Sidler, ingénieur-conseil thermicien, spécialiste en habitat solaire ; c'est le changement d'état de la matière en solide-liquide ou liquide-vapeur. La recherche actuelle s'oriente vers l'utilisation de sels, dont la mise en œuvre semble aujourd'hui bien maîtrisée, après beaucoup de tâtonnements. Plusieurs maisons solaires construites en France et aux Etats-Unis fonctionnent avec un tel procédé de stockage : la chaleur solaire liquéfie des sels qui restituent leur énergie en recristallisant dès que la température de l'habitat devient insuffisante.

On connaît des réalisations intéressantes sur ce thème, notamment la maison de Grimaud (Var) ou celle de Mougins (Alpes-Maritimes), étudiées par le groupe écothermique solaire du C.N.R.S. et dont le financement est entièrement privé.

Une habitation très originale est actuellement construite avec la collaboration des chercheurs du C.N.R.S. de Nice : ils ont mis au point à Cogolin, dans le Var, un « mur-diode » ne laissant passer le flux de chaleur que de l'extérieur vers l'intérieur. Ainsi, l'énergie transmise par le soleil au stockage salin ne sera restituée postérieurement qu'à l'intérieur de l'habitation. Les stocks obtenus par chaleur latente commencent à se multiplier *in vivo*, et, si les coûts actuels de réalisation restent encore élevés, on devrait arriver à une meilleure rentabilité dans un avenir proche.

En revanche, le principe de stockage de chaleur par voie chimique n'est pas encore sorti des laboratoires. L'homme cherche toujours des moyens rentables pour emmagasiner de la chaleur à partir des modifications chimiques d'un corps. C'est ce qui est fait quand on dissocie l'eau par électrolyse en hydrogène et en oxygène. L'hydrogène, quand il brûlera, récupérera son oxygène, en fournissant une quantité appréciable d'énergie. Ce type de stockage est évidemment très séduisant, mais il présente deux inconvénients : la seule méthode aujourd'hui abordable pour dissocier l'eau est l'électrolyse, il faut donc de l'électricité, et l'utilisation de l'hydrogène comme combustible pose des problèmes d'adaptation à notre industrie.

Les Australiens se sont lancés dans l'exploitation d'un système original : ils utilisent des miroirs solaires pour chauffer de l'ammoniac et la séparer en hydrogène et en azote. La chaleur pourra être récupérée dès que ces éléments seront remis en présence. Idée intéressante, encore faut-il supprimer les odeurs. Beaucoup d'autres procédés semblables à celui-ci sont développés expérimentalement dans le monde, spécialement par les Suédois, qui mettent actuellement au point une maison fonctionnant uniquement à partir d'un tel système.

Aux Etats-Unis, jusqu'à une période récente, on croyait aux piles électriques ; il faut vite déchanter en regard aux coûts et à la taille des équipements requis. On songe, aussi, à la production massive de biomasse pour stocker le bois ou les algues, au même titre qu'un carburant. C'est le stockage le plus simple que nous donne Dame Nature depuis des millénaires. On commence tout juste à s'en apercevoir.

Longue durée

D'autres procédés de stockage germent sans cesse dans l'imaginaire de leurs créateurs, et certains voient le jour de manière plus précise. Il en va ainsi du stockage par énergie mécanique. E.D.F. utilise actuellement l'électricité en heures creuses pour pomper de l'eau en amont d'une centrale hydraulique ; l'énergie potentielle ainsi accumulée pourra être convertie en électricité à partir de la même installation fonctionnant en sens inverse ; cela se fait depuis 1975 à la station expérimentale de Râvin, dans les Ardennes. En Suisse, cette méthode de turbinage-pompage est très développée.

Dérivé de la technique spatiale, le stockage par volants d'inertie ouvre également de riches perspectives. Il s'agit d'entretenir un mouvement rotatif avec un minimum de perte. L'énergie cinétique de ce mouvement (hélas ! presque) perpétuel peut être récupérée à tout instant.

Un système à air comprimé fonctionne à Brême, en Allemagne, à l'initiative de la Northwest Deutsche Kraftwerke. Il s'agit de comprimer de l'air dans des cavités, puis de contrôler son éruption afin de faire tourner une turbine électrique. D'autres procédés sont à l'étude, tel le stockage par aimants supraconducteurs de l'Aérospatiale.

D'autres, enfin, peuvent sembler carrément utopiques, affichant, après des années de travaux, des rendements qui peuvent atteindre... 0,1 %. Bien sûr, on peut tout faire en physique, comme le rappelle Olivier Sidler, mais il nous faut des stockages aux rendements élevés et aux coûts faibles, et non l'inverse.

Aujourd'hui, ils existent. Encore doivent-ils déboucher sur un cadre architectural et industriel approprié. L'utilisation principale de l'énergie solaire est le chauffage des locaux (le tiers de notre facture énergétique). Mais ce chauffage ne peut se développer qu'à deux conditions : l'architecture doit être adaptée à l'existence du stock, et la conception du chauffage doit comporter des planchers chauffants, des radiateurs à grande surface d'échange, des convecteurs à basse température ou à air pulsé, pour être utilisés avec les basses températures des stocks (40 à 60 °C).

En effet, avec les stockages basse température, on obtient des rendements appréciables : de 75 à 80 %, en comparaison des 30 à 40 % des centrales nucléaires et thermiques classiques. Mais l'efficacité d'un stockage solaire dépend largement de son délai d'utilisation. « Un stockage court de type journalier », note Yves Boileau, chargé de mission au dé-

partement technique solaire du Commissariat à l'énergie solaire (Comes), ne permettra pas une exploitation optimale des apports solaires. Surabondants en été, ceux-ci seront collectés en pure perte, tandis qu'en hiver la chaleur produite ne participera que faiblement à la couverture des besoins thermiques. En revanche, ajoute-t-il, l'efficacité énergétique de l'installation peut être fortement accrue si l'on vise un stockage de longue durée (quelques semaines à plusieurs mois) conçu pour accumuler la belle saison les calories solaires et à en décaler artificiellement l'utilisation.

Les techniques existent, qui ont fait la preuve de leur efficacité. Aux stratèges de les inclure dans le plan d'ensemble de notre confort à venir.

* Pour en savoir plus :

— Conférence internationale sur l'énergie solaire, 27-29 janvier 1977, Nice.

— Colloque national des 21-22 janvier 1981, « Le stockage de l'énergie solaire appliqué au bâtiment — nécessité et avenir pour le solaire », INSA de Lyon, Association lyonnaise et grenobloise pour l'étude et le développement de l'énergie solaire (ALEDES et AGEDES).

— Roger Dumon, *Energie solaire et stockage d'énergie*, éd. Masson.

— J. Parry, *Stockage par chaleur latente*, Eys éditeur.

— *Solaire 1*, n° 15 et suivants.

— *Sciences et Avenir*, n° 352.

— *Pour la science*, n° 28.

CRIBLE

par Annie Battlle

REPÈRES

Le nom du père

L'équipe de Mireille Segrétrai-Mauriel, conseillère technique au ministère des droits des femmes, étudie les moyens de mettre fin à l'exclusivité de la transmission du nom par le père. Deux solutions sont envisagées. La première offre aux parents la possibilité de donner à leur enfant le nom de l'un ou de l'autre ou des deux. La deuxième donne à l'enfant lui-même le choix du nom de l'un de ses parents ou des deux au moment où il devient majeur.

Dans le même ordre d'idée, le ministère entend permettre à la femme mariée de garder son nom de naissance afin d'éviter que l'usage qui consiste à emprunter le nom de son mari ne se transforme en obligation, comme c'est encore le cas très souvent dans l'ensemble des démarches et correspondances administratives.

L'usage discriminatoire de l'appellation « Mademoiselle » ou « Madame », qui définit la femme par son statut matrimonial, serait, également, supprimé comme les mentions « épouse », « divorcée » ou « veuve ».

Un projet de loi reprenant ces trois mesures pourrait être préparé d'ici la fin de l'année 1982 (Citoyennes à part entière, ministère des droits des femmes, 25, avenue Charles-Floquet, 75007 Paris).

Hémisphère gai

En cas de lésion de l'hémisphère gauche du cerveau et lorsque l'hémisphère droit assume les principales fonctions, un patient aura, le plus souvent, une vision pessimiste de la vie, et des sentiments, apparemment, injustifiés de colère, de culpabilité et de désespoir. On le verra parfois égaré en songes sans savoir pourquoi. Si, au contraire, à la suite d'un accident, d'une crise d'épilepsie, c'est le cerveau qui est lésé, le sujet sera, généralement, gai, exalté même et manifestera une indifférence étonnante dans un état aussi anormal (Psychologie, 8, rue de Choiseul, 75002 Paris. Tél. : 280-95-00).

A.D.N. et Europe

Le Comité économique et social des Communautés européennes a adopté sa position définitive concernant les travaux relatifs à l'acte de réconciliation (A.D.N.) récombinant.

Les risques associés aux travaux relatifs à l'A.D.N. récombinant sont, aujourd'hui, considérés comme faibles. Mais la C.E.S. estime qu'il est essentiel :

— de continuer à mettre l'accent sur les études d'évaluation des risques ;

— d'assurer une formation en matière de sécurité microbiologique ;

— de maintenir les normes de sécurité afin de rassurer l'opinion publique ;

BOITE A OUTILS

L'autogestion

« Les recherches sur l'autogestion en France ont toujours eu beaucoup de difficultés pour être acceptées et reconnues, surtout si elles sont conduites de manière indépendante, tant au point de vue intellectuel que financier, notamment par rapport aux groupes et organisations politiques ou syndicales. Or l'absence permanente de moyens véritables, le recours systématique au bénévolat, le mépris ou l'indifférence des milieux académiques, ne permettent pas de créer les conditions favorables au plein développement de ces recherches. La question est donc aujourd'hui de savoir dans quelle mesure le nouveau pouvoir saura reconnaître ce travail et lui attribuer les moyens institutionnels et financiers absolument nécessaires à sa poursuite et même à son élargissement, sans pour autant prétendre porter atteinte à ce qui en fait la valeur et la force : l'autonomie de la réflexion et de l'action, la pluralité des démarches. »

Ainsi s'ouvre la lettre n° 6 du CICRA (Centre international de coordination des recherches sur l'autogestion), élaborée par le groupe d'étude de l'autogestion de la Maison des sciences de l'homme. Elle fait le point des recherches dans le domaine en France et à l'étranger : enseignements, recherches, associations, congrès et séminaires, pour terminer par une bibliographie internationale. Lettre du CICRA, supplément à M.S.H. Informations, M.S.H., 54, boulevard Raspail, 75270 Paris Cedex 06. Tél. : 544-38-49, poste 289.)

BLOC-NOTES

Droit de l'informaticien

L'U.E.R. de sciences juridiques et l'Institut d'éducation permanente de l'université de Paris-X-Nanterre organisent, les 11 et 12 mai 1982, des journées sur « l'émergence du droit de l'informaticien ». Les thèmes abordés seront, notamment : droit civil et informatique ; droit des affaires et informatique ; droit pénal et informatique ; droit du travail et informatique ; le rôle de l'administration dans les transformations du droit de l'informaticien... Chaque thème sera abordé par deux spécialistes, un praticien et un universitaire. (Université de Paris-X, 2, rue de Rouen, 92001 Nanterre Cedex. Tél. : 725-92-34.)

Parents d'élèves de troisième avant de se décider pour le lycée A lire absolument

Le Monde DE L'EDUCATION
EXCLUSIF
L'EDUCATION / le point
REUSSIR LE BAC
Les résultats: province, Paris, public, privé
Les politiques des professeurs, leurs avis
A, B, C... les inconnues des séries
Lycées ou collèges libres?

Le combat culturel des juifs d'Union soviétique

Les visas pour Israël se font plus rares. Les juifs d'U.R.S.S. se tournent de plus en plus, pour conserver et affirmer leur identité, vers leur religion et leur culture.

GILLES FABRE-ROSANE

En Russie, les juifs naissent deux fois. Tout d'abord en tant qu'hommes, et cela ne dépend pas d'eux. Puis en tant que juifs, et c'est différent pour chacun, mais la culture juive qu'ils considèrent comme quelque chose d'absolu apparaît alors comme leur culture bien réelle. Alla Drugova a vécu cette seconde naissance, cette renaissance, avec son époux Iosif Begun. Lui a été condamné pour parasitisme parce qu'il donnait des cours privés d'hébreu. Elle a pu émigrer en Israël, possibilité de plus en plus limitée. N'y a-t-il donc pas d'autre option pour ceux qui s'affirment juifs en Union soviétique ? S'agissant de la question de la détermination de la déshérence, les juifs ne peuvent pas vivre en U.R.S.S. Les autorités valent que les juifs se soumettent à leur culture et veulent les obliger à s'assimiler. Mais elles ont régné un tel antisémitisme que les juifs ne pourront jamais assimiler vraiment. On ne les laisse ni émigrer comme juifs ni émigrer en U.R.S.S.

Eh oui, la révolution de 1917 accorda aux juifs les pleins droits de citoyens. Le yiddish fut déclaré langue nationale, la religion juive reconnue par la Constitution, qui garantissait « le droit de professer n'importe quelle religion », de « célébrer les fêtes religieuses » et de « suivre l'enseignement scolaire en langue maternelle ». Les juifs sont émus comme une nation — mention portée sur le passeport — mais qu'ils n'ont pas de territoire à moins de considérer comme tel le Birobidjan, qui compte une dizaine de milliers de juifs.

Ulrich, alors que la population juive soviétique s'élève, d'après le recensement de 1979, à 1 111 000 personnes (dont 700 400 en Russie et 410 600 en Ukraine). Soit 0,7 % de la population totale. Une proportion en diminution (elle était de 1,1 % en 1959 et de 0,9 % en 1970), surtout en rapport à l'empire russe, qui comptait 5 250 000 juifs à la fin du siècle dernier. Mais, comme tenu des difficultés auxquelles expose le fait de se déclarer juif, il est plausible d'estimer entre 2,7 et 3 millions le nombre des juifs soviétiques. Soit autant que la population juive de l'Etat d'Israël.

C'est la politique d'assimilation n'a été sans résultat. La proportion de juifs soviétiques considérant le yiddish comme leur langue maternelle est tombée de 73 % en 1926 à 14,2 % aujourd'hui (plus 5,4 % qui le considèrent comme leur seconde langue). Les mariages mixtes se sont multipliés et la pratique religieuse a diminué. Phénomène général, mais conséquence aussi d'une politique délibérée des autorités : après la dernière guerre, « évidemment les autorités soviétiques prirent des mesures di-

rectes, planifiées et radicales pour liquider toute la culture juive dans le pays (1) ».

Aujourd'hui, c'est précisément cette culture qui renaît, ou plutôt l'attachement à cette culture qui s'affirme, à travers les demandes d'émigration vers Israël en particulier : depuis la guerre de six jours, 630 000 juifs soviétiques ont reçu des visas, invitations de parents résidant en Israël — condition posée par les autorités soviétiques — mais seulement 251 000 ont obtenu des visas de sortie. Il reste donc potentiellement 380 000 candidats à l'émigration, et beaucoup plus en tenant compte de leurs familles. Mais cette issue se rétrécit : il y a près de 6 000 refusés (à qui le visa de sortie a été refusé), et le nombre d'autorisations ne cesse de baisser : 405, par exemple, en septembre dernier, contre 1 307 en septembre 1980.

Ne reste alors que l'espoir ? Le désespoir plutôt. Car, pour celui qui veut s'affirmer juif en U.R.S.S., la lutte est inégale. Menacé de perdre son emploi, menacé d'arrestation, de condamnation aux camps de travail ou de rélegation loin de sa famille, il n'a que sa volonté et ses certitudes. L'affirmation de l'identité juive devient alors une forme de résistance culturelle.

Résistance

Encore faut-il avoir les moyens de résister. Difficile quand le courrier ne parvient pas, quand le téléphone est écouté ou coupé sous prétexte que vous l'avez utilisé pour une « activité antisoviétique ». Quand on vous confisque votre carte d'identité — mesure grave en U.R.S.S. Quand vous êtes suivi, voire tabassé par d'étranges « voyous ». Quand on perquisitionne chez vous. Quand vous êtes brimé dans votre travail, tel Lev R., trente-huit ans, physicien dans un institut de recherche moscovite, qui, depuis sa demande de visa, s'est vu interdire de publier des articles et de participer à des colloques scientifiques : on pourra bientôt le renvoyer pour « mauvais travail ».

Clament-ils donc leur judéité sur les toits, ces savants maintenant livrés, ce mathématicien, Margoulis, qui a reçu la médaille Field, plus haute distinction en la matière, mais n'a jamais été autorisé à soutenir sa thèse de doctorat ? Comment le pourraient-ils ? Ceux qui voulaient commémorer le massacre des juifs de Babi-Yar (où le monument ne mentionne même pas qu'ils ont été fusillés en tant que juifs) ont été arrêtés. Dans la Grande Encyclopédie soviétique, la rubrique judaïsme est passée de cent soixante colonnes à seize lignes.

Comment, dans ces conditions, être juif ? On peut difficilement dissocier les éléments religieux et profanes de la tradition juive. De sorte que la synagogue est le centre de la vie communautaire.

Mais, sur les quelques milliers d'avant 1917, sur les 1 011 qui demeuraient en 1941, il ne reste plus aujourd'hui que 66 synagogues, dont la moitié dans des régions non européennes, habitées par moins de 10 % des juifs soviétiques. Sans organisme central, chaque temple doit se battre seul pour survivre. Avec seulement trois rabbins au sens strict pour toute la Russie. Et si un centre d'études supérieures religieuses a été ouvert en 1957, fermé, puis rouvert en 1974, il est d'une telle efficacité qu'on envoie de rares étudiants se former... à Budapest.

Aucune Bible en hébreu n'a été éditée depuis un demi-siècle. Le livre de prières Sidour Hachalom, édité à Moscou, fut photocopié il y a quatorze ans à dix mille exemplaires. Le calendrier hébraïque fut tiré à mille deux cent exemplaires à Leningrad. Alors, les juifs recopient des calendriers à la main. De toute manière, ces institutions officielles sont contrôlées par les autorités, qui placent le portrait de Brejnev dans les temples et nomment les rabbins.

Alors les juifs préfèrent organiser eux-mêmes des cérémonies religieuses privées, et clandestines. Tel ce couple qui vient de se marier religieusement en profitant du passage à Moscou d'un rabbin anglais. Quatre personnes en jean et en pull tenaient le dais : un simple chape de prières, sous lequel fut donnée la bénédiction.

Une vie parallèle

On peut se procurer par des touristes des mezzouzas, petits écus renfermant les tables de la loi qu'on accroche au chambrant droit de la porte d'entrée (et on les mettra plutôt sur les portes intérieures par précaution), des étoiles de David, que l'on portera sous les vêtements, tout comme on mettra la calotte sous la toque de fourrure. Mais comment obtenir des matzot, pain azyne pour la Pâque, dont la fabrication n'est plus interdite mais contingentée en quantité insuffisante et limitée à quelques grandes villes ? Comment se procurer de la viande casher ?

Antant être végétarien, comme le font plusieurs. Et comment se faire enterrer dans un cimetière juif alors que ceux qui existaient ont été profanés ou détruits ? Plus significative encore est la bataille menée autour de l'hébreu. Significative de ce renouveau culturel, mais aussi de l'attitude des autorités. Car, à la différence du yiddish, l'hébreu n'est pas reconnu comme langue des juifs. Différence formelle, si l'on constate que, de toute façon, il n'y a plus depuis longtemps une seule école yiddish, alors que l'Ukraine en a compté huit cents. Au printemps 1980 les autorités ont bien annoncé un projet d'enseignement du yiddish dans trois écoles du Birobidjan, mais cela vise surtout à répondre aux revendications sur l'enseignement de l'hébreu.

La situation à cet égard est ambiguë. L'enseignement de la langue hébraïque n'est pas interdit — il est même dispensé dans des instituts à Moscou, Leningrad, Tbilissi et Zagorsk... réservés aux diplomates et aux spécialistes du Proche-Orient, et d'ont les juifs sont tenus à l'écart. Mais l'hébreu n'est pas autorisé pour autant, de sorte que son enseignement est assimilé à du parasitisme, de l'antisovietisme, voire de l'espionnage. Créer un enseignement officiel ? Cela « ne correspond pas aux intérêts de l'Etat soviétique », a-t-il été répondu à Pavel Abramovich, qui donnait des cours privés et demandait à payer les impôts correspondants — ce qui aurait constitué une reconnaissance officielle indirecte. Mais les autorités préfèrent jouer de l'ambiguïté : puisque cet enseignement n'est pas prévu dans les programmes scolaires existants, l'enseignement privé de cette langue n'est pas autorisé. Même si l'enseignement privé des langues est permis, et même si, théoriquement, toute personne peut choisir un enseignement dans sa langue...

L'enseignement de l'hébreu est depuis quelques mois la cible du K.G.B. Begun et Abramovich ne sont pas les seuls harcelés. D'autres, qui ont formé à leur tour des maîtres, sont presque quotidiennement convoqués au K.G.B., quand ce dernier ne fait pas une descente chez eux, parfois en forçant la porte. Ce qui est vrai à Moscou l'est aussi à Leningrad ou à Kiev. Chaque fois le même scénario, comme pour les quinze maîtres d'hébreu qui viennent d'être convoqués au K.G.B. de Moscou : après un interrogatoire qu'on peut difficilement qualifier de « courtois », quand ils ne sont pas molestés, — on les somme de cesser d'arrêter immédiatement leur enseignement sous peine d'arrestation. Et, quel que soit le prétexte invoqué, la condamnation ne se réfère jamais à l'enseignement de l'hébreu. Comme dans le cas de Lokshin et de Tsukerman, de Khishinev, qui ont été éclopés de trois ans de camp de travail pour « trouble de l'ordre public ».

Malgré cela, les cours d'hébreu se multiplient. Les enseignants (une centaine, dont la moitié à Moscou) sont souvent des *refuzniks*. Leurs élèves — un millier actuellement — sont aussi bien des savants que des adolescents. Les cours ont lieu dans des appartements qui changent souvent, pour éviter la présence d'étudiants du K.G.B. Mais ce dernier se tient au courant et est souvent présent. Devant l'immeuble, pour relever les noms des participants ou leur barrer l'accès, comme pour le cours de Yacov Rabinovitch à Leningrad. Ou bien il fait irruption pendant le cours et relève l'identité des présents, qui seront menacés, par exemple, de perdre leur emploi. Ou, encore, il perquisitionne et emporte tout ce qui peut avoir trait au judaïsme : livres (il suffit que l'auteur soit juif comme Elie Wiesel ou Saul Bellow), dictionnaires (d'ailleurs rares, et le seul dictionnaire hébreu-russe édité en U.R.S.S., le Chapiro, est lui aussi confisqué), châles de prière...

Mais la chaîne continue. A leur tour, les étudiants donnent des cours d'hébreu. D'autres instruments de travail leur parviennent — y compris du matériel audiovisuel. Les lieux des cours sont modifiés. Et la résistance se poursuit autour de cette langue proscrite aux débuts de la révolution de 1917 comme « cléricale et réactionnaire ».

Underground

Cela s'explique. Le rapport à l'hébreu est bien un rapport au judaïsme. C'est pourquoi plusieurs séminaires ont élargi leur activité à la connaissance des réalités de l'Etat d'Israël — que les juifs soviétiques ne connaissent le plus souvent qu'à l'abstrait et idéalisé, ou bien à travers la propagande antisémite, — de l'histoire et de la civilisation juives, et, au-delà, de la vie juive. Le séminaire de Riga étudie ainsi l'histoire de son ghetto. Celui de Vilnius évoque Israël à l'époque contemporaine, avec des projections de diapositives sur Jérusalem.

Ces groupes d'étude jouent aussi deux autres rôles. Ils permettent à des personnes ayant perdu leur emploi à cause de leur activisme juif de maintenir une activité intellectuelle. Les séminaires scientifiques de Leningrad avaient ainsi pris des proportions considérables, avec plus de cent personnes dans un appartement. D'autre part, ils offrent à des jeunes juifs à qui les autorités refusent l'entrée à l'université la possibilité de suivre un enseignement. Comme dans le cas de l'université juive de Kharkov, destinée aux enfants de *refuzniks*, qui ne sont pas admis dans les instituts. Au programme : maths, physique, chimie, histoire et hébreu, enseignés par des bénévoles. Le 28 août dernier, deux jours avant l'ouverture du second degré, qui devait débiter sous le patronage de l'université de Jérusalem et d'une université américaine, des perquisitions ont eu lieu chez tous les enseignants, le matériel pédagogique a été confisqué, et l'animateur, Aleksander Paritsky, arrêté et condamné à trois ans de camp de travail.

Tel a été le cas avant lui du professeur Brailovsky, qui tenait un séminaire auquel rendaient visite des savants du monde entier, désireux de lui manifester ainsi leur soutien. Tel sera probablement le cas du dernier carré de physiciens et de mathématiciens « exclus de la science ».

Car, ces derniers temps, les autorités soviétiques interviennent

systématiquement pour empêcher la tenue de tels séminaires. Celui qui réunissait des biologistes et des physiciens chez les Bogomolny, à Moscou, a été interdit, par exemple. Mais, là aussi, la résistance se poursuit. Au risque de perdre son emploi et de voir son enfant refusé à l'université, ce qui implique son départ à l'armée (en Afghanistan, par exemple) et l'impossibilité pour lui d'émigrer pendant longtemps, sous prétexte qu'il détient, après le service, des « secrets militaires ». Alors, Vladimir K., vingt ans, refusé à l'université de mathématiques à l'issue d'une épreuve de culture générale permettant bien des approximations, reçoit des cours de ses parents mathématiciens, de leurs amis spécialistes dans ce domaine, de visiteurs étrangers, aussi.

De l'obstination ? De la conviction plutôt. Celle d'être juif. Une conviction expliquant seule que, en pleine répression, on traduise clandestinement l'écrivain israélien Samuel Agnon, prix Nobel de littérature : la traduction sera achevée en Israël pour être imprimée et le livre sera introduit en U.R.S.S. par divers moyens. Car, si 360 livres ont été publiés en yiddish en 1940, seulement 5 le furent en 1976. Et aucun livre en hébreu n'a été publié depuis des décennies. 171 revues et journaux juifs paraissaient en 1917 (dont 81 en yiddish et 10 en hébreu) : seuls subsistent le *Birobidjaner Stern* (10 000 exemplaires au Birobidjan) et le *Sovietische Heimland* (mensuel tiré à 25 000 exemplaires). Et ils ne traitent d'aucun sujet juif — sauf du « sionisme »... Alors on

édite des samizdats comme *Ikon Alef* (« Journal A ») à Riga, ou *Tarbut* (« Culture ») à Moscou.

Pas de musique juive à part un théâtre musical de chambre officiel. Des concerts sont organisés en appartement ou en forêt : le premier, il y a deux ans, réunit près de Moscou sept cents personnes, le second, mille deux cents, mais les autorités l'ont interdit. Alors, on enregistre sur cassettes les airs que viennent à domicile chanter des touristes juifs. Et on fait circuler les précieuses bandes. Pas de théâtre, à part les deux troupes officielles ? Ada Lazarnovskaya, artiste peintre, crée un théâtre juif pour enfants, qui vient jouer dans les appartements, et même devant la synagogue de Moscou. Benjamin Bogomolny, ingénieur en bâtiment, écrit et monte deux pièces de théâtre sur les *refuzniks*, jouées au domicile de ces derniers.

Les autorités soviétiques ont voulu faire des juifs un peuple sans histoire, sans identité et sans avenir en contrôlant sévèrement son émigration. Le renouveau actuel de la conscience juive dans ce pays — même s'il est nécessairement limité sur le plan quantitatif — illustre une tendance inverse. La présence de vingt mille juifs à la synagogue de Moscou lors de la récente fête de la Torah le confirme. Les juifs soviétiques se réapproprient. Une renaissance. Dans l'adversité. Comme souvent dans l'histoire du peuple juif.

(1) Yehoshua Gilboa, *The Black Years of Soviet Jewry*, Little, Brown and Company, 1971, p. 187.

REFLETS DU MONDE

JOURNAL DE GENÈVE

Puritanisme et prévention des accidents

« La police de Zurich a fait interdire une publicité pour blue-jeans montrant le derrière, nu, d'une femme parce qu'elle pouvait devenir source d'accidents de la circulation », rapporte le Journal de Genève.

« L'affiche qui montre un mannequin, de dos, portant

une veste de jeans et rien d'autre, a été placardée dans d'autres villes suisses, sans provoquer de réactions. « Cela va trop loin », a déclaré un responsable de la police zurichoise. Il est évident que les automobilistes jettent tous un œil. »

« Et un ordinateur, un ! »

On n'arrête décidément pas le progrès, y compris dans ses applications les plus humbles. Au traditionnel « Et deux choucroutes, deux ! » des sauteuses de restaurant pourrait bientôt succéder, si l'on en croit le Journal de Genève, un discret planotement sur un terminal d'ordinateur. La rapidité et l'efficacité y gagneront ce qu'y perd la folklore gergonier... Le quotidien suisse raconte :

« Un petit terminal portatif, de la taille d'une télécommande de poste TV et fonctionnant selon le même principe (émission infrarouge), permet désormais au garçon de café ou au chef de rang de passer ses commandes au bar ou à la cuisine, directement depuis la table du client.

« Un collecteur de données centralisé, situé dans un angle discret de la salle, retransmet les informations en

provenance des différentes stations mobiles et les consigne vers l'office ou la cuisine, où se trouve un terminal de vision et d'édition. Autre avantage présenté par ce système : la facture est constamment actualisée et peut immédiatement être émise par l'imprimante du système. Le constructeur affirme que les gains de temps ainsi réalisés dans la salle, à l'office et même à la comptabilité (qui peut être raccordée en ligne au système), feront que ces installations seront rapidement généralisées dans les établissements d'une certaine importance.

« Autre avantage : les commandes étant directement transmises, il n'y a pas de risque d'erreurs provenant d'une mauvaise interprétation de l'ordre, ce qui est souvent le cas, notamment, avec du personnel maîtrisant difficilement la langue du pays. »

AGENCE FRANCE-PRESSE

Un nom difficile à porter

Un juge de Bonn, rapporte l'Agence France-Presse, qui, récemment demandait son nom à une prévenue s'entend répondre : « Qu'est-ce que ça peut te faire ? » Surmontant son courroux et s'armant de patience, le juge réitère sa question plusieurs fois, et plusieurs fois obtient la même réponse. Il demande finalement à la jeune femme de produire une pièce d'identité. Il constate alors qu'elle s'appelle Waagtschdichan, soit en allemand « Qu'est-ce que ça peut te faire ? ». Un nom bien difficile à porter.

BRAS-DROIT

Les fourmis de l'Assemblée

Des travailleurs de l'ombre : les assistants des députés. A la fois chefs de cabinet, hommes (ou femmes) de dossiers, militants... Beaucoup d'entre eux se plaignent de la précarité de leur statut.

PHILIPPE COHEN

TÉLÉSPECTATEURS des mercredis de l'Assemblée (1), observateurs de la vie parlementaire, attention : un orateur peut en cacher un autre ! Et derrière les effets de manches de nos députés s'agit tout un peuple de travailleurs de l'ombre. Ils sont mille quatre cents assistants et secrétaires à travailler pour leur boss : le parlementaire. Alors que le corps des fonctionnaires du Palais Bourbon existe depuis 1789 (voir encadré), la fonction d'assistant parlementaire ne s'est formalisée qu'en 1976 à l'Assemblée et au Sénat.

C'est à cette date, en effet, que l'Assemblée nationale a donné à chacun de ses élus la possibilité d'embaucher un assistant en plus de la secrétaire qui travaillait pour lui. Le groupe parlementaire socialiste avait alors chaudement approuvé cette initiative qui s'inspirait du Bundestag allemand. L'innovation avait néanmoins inquiété certains députés : en Allemagne, plusieurs assistants avaient fini par si bien connaître les dossiers de leurs employeurs qu'ils s'étaient présentés contre eux — parfois avec succès — aux élections suivantes.

On retrouve d'ailleurs une trace de cette mésestimation dans la formulation du contrat-type que proposent les députés français à leurs assistants : « L'assistant ne sollicitera pas de fonction électorale dans la circonscription d'élection du député sans avoir obtenu son accord écrit ». Malgré ces réserves, on a finalement été plus loin et plus vite qu'en Allemagne : en 1978, le bureau de l'Assemblée décidait d'octroyer aux parlementaires français un deuxième assistant. Certes, on est encore loin du « staff » de cinquante salariés dont s'entourent la plupart des sénateurs américains (2). Mais chaque député se trouve à la tête d'une mini-P.M.E. de deux ou trois salariés.

Tondre le gazon

La fonction d'assistant parlementaire est peu définie. « Il faut suivre les sessions, prévenir le député pour qu'il ne rate pas le moment du vote, suivre les dossiers, etc. Par ailleurs, je passe la moitié de mon temps de travail à répondre au courrier, tenir les permanences. Enfin, j'ai aussi la responsabilité du journal que publie Florence d'Harcourt (député apparenté R.P.R.) ». Et M. Philippe Sassié ajoute que « de toute façon, c'est le député qui décide de tout ». « On fait... tout ce que le député ne fait pas », explique M. Gabriel Back, un vétéran de la profession. « On peut nous demander d'importe quoi : il n'y a pas de limite puisque nous n'avons aucune référence, aucun véritable statut », se plaint son voisin et collègue. Et de citer l'exemple d'un député devenu célèbre de cet assistant ayant traîné devant les prud'hommes son sénateur de patron qui voulait l'obliger régulièrement à tondre le gazon de sa propriété !

Une fonction nouvelle et mal définie engendre des abus en tout genre. Tel ce député — « ministériel » dit-on — pour lequel le premier devoir de l'assistant est de disposer une rose dans son bureau pour lui insuffler bonne humeur et ardeur au travail.

Aussi plaisants soient-ils, ces exemples restent exceptionnels. Dans la majorité des cas, l'assistant ne met que ses compétences intellectuelles au service de son employeur avec lequel il travaille en bonne intelligence. Mais en créant un cadre financier et juridique sans en préciser le contenu, le Parlement a laissé s'installer un certain flou autour de la fonction. C'est pourquoi, comme le fait remarquer l'un d'eux, « il y a autant d'assistants que de députés ».

Les « assistants de groupe » sont souvent considérés comme des privilégiés par leurs collègues. Affectés à un groupe parlementaire, ces militants chevronnés ont été choisis en fonction de leur fidélité au parti mais aussi de leur formation, souvent juridique. Ils sont, en effet, plus précisément chargés d'aider les parlementaires qui participent aux différentes commissions permanentes de l'Assemblée (3). Bien que rémunérés par celle-ci, leur statut s'apparente plutôt à celui de permanents d'un parti : ce paradoxe est un exemple des moyens détournés mais tolérés de financement public des formations politiques.

Un poste d'assistant de groupe peut devenir un tremplin vers une véritable carrière politique. M. Philippe Martin (P.S.) est ainsi devenu chef de cabinet au ministère de l'urbanisme et du logement, tandis que M. Jean Glavany (P.S. également) a été recruté par les services de l'Elysée. Au total, une dizaine environ d'anciens assistants du groupe socialiste travaillent aujourd'hui dans les cabinets ministériels.

Hierarchies

A l'opposé, la catégorie des assistants de députés provinciaux semble moins favorisée : chaque élu peut en effet décider de maintenir dans sa circonscription l'un ou même les deux assistants qui dépendent de lui. Sans y être vraiment préparés, ces hommes ou ces femmes — il y en a autant dans la profession — connaissent alors des joies plus proches de l'assistant social que du travail politique. Il leur faut, sourdre de circonstance à l'appui, rassurer une mère de famille sur la progression de son dossier en H.L.M. ou bien arracher une affectation militaire proche de son domicile au benjamin de la famille.

Aux moments chauds (avant les élections et à la Noël), le courrier devient leur bête noire : il n'est jamais fini, et comment répondre de façon personnalisée à des demandes de « services » toujours identiques et vis-à-vis desquels ils sont le plus souvent impuissants ? Bien entendu, le métier ne comporte pas que des

désavantages. L'assistant suit aussi des dossiers qui l'intéressent d'autant plus qu'il est souvent issu de la localité où il travaille. De plus, son poste de travail constitue un observatoire de choix et offre parfois des opportunités de carrière politique locale, si toutefois il obtient l'agrément de son élu.

Qui, mieux qu'un assistant, connaît dans le détail la circonscription, les électeurs, leurs préoccupations ? Il assiste aux réunions de son patron et serre la main des électeurs. Parfois le député va même jusqu'à faire de son lieutenant un capitaine en lui proposant d'être son suppléant aux élections. M. Bruno Bourg-Broc (R.P.R.), l'un des vainqueurs des dernières législatives partielles, est un ex-assistant parlementaire, alors qu'ils sont déjà six dans ce cas parmi les députés socialistes. Ces cas de figure sont cependant exceptionnels : « S'il y a bien une erreur à ne pas faire, c'est de se prendre pour un député », affirme un assistant de l'opposition.

Au sein même de la catégorie des assistants parlementaires, une subtile hiérarchie existe entre les provinciaux et les Parisiens. Un député-maire, appuyé par une équipe municipale, n'aura pas besoin de fixer à demeure ses deux assistants. Il aura intérêt, surtout s'il est peu au fait des subtilités de l'institution, à muter l'un d'entre eux à Paris. Il lui demandera alors des dossiers ou des notes sur les débats de la session, la préparation d'une intervention, voire d'un article dans la presse. Plus le menu fretin : courrier, téléphone, contacts divers. Tout comme son collègue du groupe, l'assistant parisien travaillera alors au rythme même des débats parlementaires.

Mais entre eux également la hiérarchie est organisée : les assistants de groupe touchent 1 000 F de plus, disposent toujours d'un bureau au sein du Palais Bourbon et circulent librement dans l'hémicycle. L'assistant d'un élu, en revanche, effectue quotidiennement l'humiliant détour par les sous-sols de l'Assemblée pour aller chercher le courrier. Quant à son collègue de province, il ne vient que rarement à Paris. Les collaborateurs de groupe considèrent d'ail-

Les fonctionnaires

Les personnels de l'Assemblée nationale se composent de mille trente et un salariés : le moitié d'entre eux s'occupent du maintien en état et de la surveillance des lieux, les huissiers-surveillants, les mécaniciens et les chauffeurs. L'autre moitié est affectée aux tâches administratives : secrétaires des débats, sténographes, administrateurs, etc. Recrutés sur concours ou embauchés par le Parlement, ces personnels ont, depuis 1958, un statut proche de celui des fonctionnaires de l'Etat. Ils jouissent d'ailleurs de la sécurité de l'emploi et bénéficient, selon leurs fonctions, de rémunérations équivalentes aux catégories A, B, C, D, de la fonction publique.

Les hors-statut

En plus de son indemnité mensuelle (22 000 F), chaque député reçoit chaque mois une enveloppe budgétaire destinée à financer l'ensemble des tâches de documentation et de secrétariat nécessaires à l'exercice de sa fonction. Avec la première partie de cette enveloppe, d'un montant de 14 300 F, chaque élu paye chaque mois les deux assistants qu'il a la possibilité d'embaucher. Il ne peut cependant utiliser cette subvention autrement. Ce qui fait que dans la plupart des cas chaque assistant est payé environ 6 000 F. La deuxième partie de l'enveloppe (13 600 F) est utilisée par l'élu pour financer les tâches de secrétariat. La plus souvent, il embauche une secrétaire, le restant de la somme allouée lui permettant de payer un local dans sa circonscription, un surcroît ponctuel de secrétariat ou même un contrat d'étude sur un sujet donné.

leurs qu'ils font de la politique et qu'ils confient volontiers avec un sourire indulgent que leurs collègues, les « pauvres », sont souvent les « boniches des députés ». Lorsque le groupe parlementaire socialiste se réunit le mercredi, la porte se ferme sur les assistants du rang, tandis que ceux du groupe sont invités.

« Faites-moi ce numéro »

La position du député joue également beaucoup dans le travail de son assistant. M. Alain Richard (P.S.), premier au classement du travail parlementaire, donne beaucoup de travail législatif à son collaborateur. A l'inverse, sa collègue au service d'un député qu'il « cherche » la mairie d'une grande ville de province, avoue franchement qu'elle s'ennuie un peu dans son bureau du 101, rue de l'Université. Enfin, si le style fait l'homme, celui du parlementaire façonne la vie quotidienne de son second. Certains assistants se plaignent ainsi d'être contraints d'abandonner leur bureau à leur employeur alors qu'ils sont seuls à y travailler 90 % du temps. D'autres se voient traités en secrétaire : « faites-moi ce numéro », ce qui a le don d'excéder la victime qui, le plus souvent, est titulaire d'un diplôme de 3^e cycle et se considère comme un intellectuel.

On l'aura compris, la couleur politique du député influe moins qu'on ne l'imagine sur le sort des assistants. Sauf en ce qui concerne le parti communiste qui, là comme ailleurs, a adopté des mœurs politiques particulières. Les collaborateurs du parti travaillent tous sur le terrain, dans la circonscription de leur élu. Le groupe parlementaire communiste s'entoure néanmoins d'une dizaine d'assistants de groupe, tous ravis d'une fonction qui leur permet de lier métier et idéal politique : « Nous sommes des militants avant tout », affirme M. Francis Currat. Nos relations avec les députés sont des relations de travail, mais au sens de travail politique, militant. Nous participons tous à des groupes de travail centrés sur des questions d'actualité ou des problèmes fondamentaux. Et chacun peut y intervenir sur la stratégie du parti ou proposer des idées : il n'y a aucune gêne entre nous. Les assistants communistes voient sans doute leur rôle bonifié par l'origine professionnelle des élus du P.C.F., qui manquent de juristes ou d'économistes de formation. Les collabo-

rateurs du P.C.F. se distinguent aussi de leurs collègues en se contentant de 4 500 F de salaire mensuel. La différence est réservée au parti.

Du côté de l'opposition, 50 % des assistants seulement sont membres du parti de leur employeur. Même M. Michel Veneau, pourtant assistant de M. Claude Labbé (président du groupe R.P.R.) et candidat de ce parti aux prochaines élections cantonales, n'y a jamais occupé de responsabilités importantes. Ils s'efforcent autant que leurs patrons de « tenir » leur circonscription. Tâche d'autant plus difficile qu'ils sont coupés des ministères dans lesquels ils avaient leurs entrées pour régler un problème ou obtenir une information. Beaucoup se plaignent aussi de l'« esprit de revanche » dans lequel s'est opéré le changement au Palais Bourbon : « On m'a foutu dehors de mon bureau comme un malpropre », assure l'un d'entre eux.

Camarade-patron

« Nous sommes des salariés comme les autres. La spécificité de notre fonction tient seulement à ce que nous avons deux employeurs : celui que nous appelons notre « camarade-patron » et qui nous a embauchés, et l'Assemblée qui, si elle ne nous paie pas chaque mois, nous paie chaque mois. Ce propos franchement syndical tranche avec le ton feutré qui était jusqu'alors celui de la masse des assistants. Il émane des représentants de l'intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T.-F.O., constituée en novembre dernier et regroupant essentiellement des assistants de parlementaires socialistes.

Les quelque cent nouveaux venus de la majorité ont en effet donné des ailes à l'ardeur revendicative de la corporation : la base sociale et culturelle des assistants s'est trouvée brusquement élargie et beaucoup de « bleus » se considèrent maintenant comme des salariés que comme des militants remplis d'abnégation pour la cause du parti. Dès lors, ils jugent leur statut à la lumière des acquis du mouvement syndical et mettent à nu sa réalité profondément contradictoire avec les principes généraux de droit du travail de la France socialiste.

A la lecture des clauses du contrat-type qu'ils ont été amenés à signer, on ne leur donne pas forcément tort. Droit à l'emploi ? Chaque assistant peut à tout moment être licencié. Sans parler du délicat problème de la reconversion, incontournable dans une profession où l'on ne fait que passer : avoir été des années durant le collaborateur d'un homme politique n'est pas forcément bien perçu dans les milieux professionnels. Dans sa reconversion comme dans son recrutement, l'assistant demeure donc totalement dépendant de l'élu. Durée du travail ? L'assistant « se soumettra aux directives de son député, compte tenu des obligations de celui-ci ». Amable formulation derrière laquelle se cachent parfois des week-ends entiers passés à suivre le parlementaire dans des réunions interminables.

Congés payés ? Ils sont fixés « compte tenu des nécessités de la collaboration ». Droit à l'ancienneté ? Il n'est pas prévu, sauf pour les assistants de groupe.

Bref, le statut des assistants comporte plus de devoirs que de droits et demeure sous le signe de la précarité. Ce n'est d'ailleurs pas celle-ci que contestent les syndicalistes. Comment le pourraient-ils puisque leur fonction est de toute façon remise en question à chaque élection ? Les assistants-syndicalistes veulent néanmoins mettre fin aux abus de pouvoir et tenter de limiter les effets de la précarité de leur fonction.

Comment apprécie-t-on au bureau de groupe socialiste cette flamme de syndicalisation ? Il est encore trop tôt pour en parler, mais les militants de l'intersyndicale dénoncent les obstacles posés sur leur chemin : « On nous a d'abord opposé l'association des assistants socialistes. Puis est arrivé le syndicat autonome, bientôt réabsorbé par l'association des assistants de la commission des conflits de la gauche socialiste ». Pour M. René Barré, l'un des assistants du groupe socialiste, plus proche semble-t-il des vœux de sa direction, le raisonnement de l'intersyndicale est quelque peu « simpliste » : « La fonction d'assistant parlementaire est très particulière : c'est un travail, mais qui demeure militant avant tout. Et s'il y a des problèmes, nous devons les régler à l'amiable. Car il serait grave de porter sur la place publique certains conflits entre députés et assistants que ne manqueraient pas d'exploiter l'opposition et la presse de droite et qui relèveraient plutôt à mon sens de la commission des conflits du parti socialiste ».

Quant à ceux de l'intersyndicale, ils ironisent : « Ce n'est pas un syndicat jaune, c'est un syndicat Joxe ! Et de signaler, au passage que l'affiliation aux confédérations ouvrières permet enfin de réconcilier l'assistant avec les statuts du P.S. dont l'article 12 prévoit l'obligation pour chaque militant d'adhérer à un syndicat ouvrier ».

Bref, entre l'intersyndicale et le syndicat non affilié, c'est la guerre, qui se limite pour l'instant à la course aux adhésions. L'intersyndicale envisage néanmoins de passer aux choses sérieuses (grèves, sit-in...) au cas où l'on ferait la sourde oreille à ses revendications. Au syndicat non affilié, on fournit les armes qui permettraient de désamorcer le mécontentement de la base et de dégonfler du même coup la bande d'extrême gauche. Contrairement à ce qui se passe ordinairement dans une entreprise, la division syndicale favorise ici les intérêts de la profession : nul doute que pour éviter un scandale revendicatif qui trancherait avec la traditionnelle discrétion entourant les personnels de l'Assemblée, on s'efforcera en haut lieu d'apaiser les inquiétudes des hors-statuts de l'Assemblée. Et de clarifier du même coup les droits et les devoirs de la fonction de ces fourmis de l'Assemblée nationale.

- (1) FR 3 retransmet chaque semaine la séance de l'Assemblée consacrée aux questions au gouvernement.
- (2) Les sénateurs américains se disposent cependant pas d'un corps de fonctionnaires comparable à celui des députés français qui prennent en charge les aspects techniques ou juridiques de la rédaction des projets de loi.
- (3) Il existe six commissions permanentes à l'Assemblée : finances et économie générale ; lois constitutionnelles ; affaires culturelles, familiales et sociales ; défense nationale ; production et échanges ; affaires étrangères.

CROQUIS

Embarquement immédiat

Déjà 6 h 14. Nous n'arrivons jamais à temps. Je te l'aveais pourtant bien dit de te lever plus tôt, mais toi tu traînes, tu traînes. Tu sais que tu dois être à l'aéroport avec un quart d'heure d'avance... Tiens, le brailleur maintenant ! Il ne manquait plus que lui... Tu as tes papiers et ton argent ? Ce serait drôle de s'apercevoir maintenant que tu es oublié ton billet... Attention, tu ne dois pas dépasser le 90 avec des pneus cloutés. Ce n'est pas le moment de se faire arrêter... Mais enfin, tu vois bien qu'il y a quelque chose en face, mets-toi en codes ! Heureusement que les gens dorment encore et qu'il n'y a personne sur les routes !

C'est vraiment grave si tu le retiens ? Hô ! ce n'est pas une raison pour prendre tes virages

à gauche, on n'arrive pas plus vite... Tu arrives à quelle heure ? Ah oui, il faudrait d'abord que tu décollas, mais tu peux me répondre sans hurler... Dis-moi, on peut faire 30 kilomètres en quinze minutes ? Et encore, notre horloge de voiture regarde un peu... Oh là là, tu ne t'as bien crispé ! Ce n'est pas une façon de conduire, ça : on dirait que tu t'agripes au volant... Attention le camion en face ! Il est arrêté ? Tu es sûr ? Il nous aura fait une belle peur !

On arrive, force ! Mademoiselle, pour le vol de 6 h 40, on a encore le temps ? Tout juste ? Allez, au revoir et surtout, je t'en prie, sois un peu moins nerveux ! Je ne serai pas toujours là pour t'aider.

CHANTAL SENAQUE.



ANDRÉ BONHOMME

CHRONOLOGIE

Février 1982 dans le monde

La chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Mesurel paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la date du numéro du « Monde » où est rapporté l'événement cité.

ÉTRANGER

- 1 - **SÉNÉGAMBIE** : La Conférence de Senegambia entre en vigueur (2).
- 2 - **BELGIQUE** : Les « pouvoirs spéciaux » sont accordés au gouvernement de M. Wilfried Martens pour engager sa politique d'austérité. La grève générale de protestation organisée le 8 est suivie en Wallonie qu'en Flandre (3, 9, 10 et 23).
- 2-6 - **EGYPTE-ETATS-UNIS** : Le président Mubarak, au cours de sa première visite aux dirigeants occidentaux, se rend à Washington, après Rome et Paris et avant Londres et Bonn. Aux Etats-Unis, il obtient la promesse d'une aide économique et militaire accrue (du 2 au 10).
- 3 - **FRANCE-ALGERIE** : Signature de l'accord franco-algérien prévoyant la fourniture de 9,15 milliards de mètres cubes de gaz par an. Le prix, légèrement supérieur au cours mondial, et la formule d'indexation sur le cours de différents pétroles répondent à la volonté des deux pays de « valoriser et de mieux commercialiser les produits de base du tiers-monde » (du 2 au 6).
- 3-24 - **SYRIE** : A Hama, de violents combats opposent les Frères musulmans aux forces gouvernementales. Le nombre des victimes atteindrait dix mille (du 12 au 26/II et 2/III).
- 5 - **GRANDE-BRETAGNE** : La Société de voyages aériens à bon marché, fondée par Sir Freddie Laker, est mise en faillite (du 6 au 13 et 26).
- 5 - **PROCHE-ORIENT** : L'Assemblée générale de l'ONU, réunie en session extraordinaire après l'annexion du Golan par Israël, demande l'« isolement total » de l'Etat juif (7, 8 et 9).

Les Etats-Unis et l'Amérique centrale

- Les 1^{er} et 2, des membres démocrates du Congrès américain demandent la suppression de l'aide militaire au Salvador pour protester contre les violations des droits de l'homme. M. Alexander Haig réplique que les Etats-Unis feront « tout de ce qui est nécessaire » pour empêcher le renversement de la junte militaire et démocrate-chrétienne au Salvador, alors que, sur le terrain, on constate une recrudescence de la guérilla à l'approche des élections du 28 mars, boycottées par l'opposition clandestine (3, 4 et 6).
- La 4, à New-York, le père Miguel d'Escoto, ministre des affaires étrangères du Nicaragua, réaffirme que son pays ne fournit pas d'armes aux insurgés salvadoriens et critique l'« attitude incroyablement hostile » de l'administration Reagan (7-8).
- Le 21, dans un discours prononcé à Managua, M. José López Portillo, président du Mexique, fait des propositions pour une « solution négociée » des crises d'Amérique centrale et des Caraïbes, en particulier en ce qui concerne le Salvador et les relations des Etats-Unis avec Cuba et le Nicaragua (23 et 27).
- Le 24, M. Ronald Reagan présente devant l'O.E.A., à New-York, un plan de développement et d'aide militaire de l'Amérique centrale et des Caraïbes qui compte sur la libre entreprise pour « sauver » cette région. Bien accueilli, selon Washington, par les gouvernements concernés, ce plan suscite de vives critiques tant à Moscou qu'à Pékin (16, 20, 26 et 27).

sahraoui démocratique, le Maroc et dix-huit autres pays protestent en se retirant du conseil des ministres de l'O.U.A. réuni à Addis-Abeba (à partir du 24).

23 - **DANEMARK** : 52 % des Danois demandent par référendum le retrait de la province autonome de la C.E.E. (23 et 25).

23-27 - **LIBYE-TUNISIE** : La visite officielle du colonel Kadhafi en Tunisie permet d'assainir les relations bilatérales (11, 25 et 26/II, 2/III).

24-25 - **FRANCE-R.F.A.** : Le trente-neuvième sommet franco-allemand, réuni à Paris, est l'occasion pour M. Mitterrand et Schmidt d'insister sur l'aspect politique et international de leur entente. Dans un entretien accordé au Monde, M. Schmidt déclare : « Tout dirigeant ouest-allemand garde toujours à l'esprit nos seize millions de compatriotes qui vivent de l'autre côté de la ligne de partage » (du 24 au 27).

25 - **R.F.A.** : Deux ministres et un secrétaire d'Etat du gouvernement du chancelier Schmidt sont impliqués dans le scandale du financement occulte des partis (27, 28/II, 1/III et 3/III).

26 - **MAROC** : Le roi Hassan II gracie M. Abderrahim Bouabid et deux autres dirigeants socialistes (28/II-1/III).

26-27 - **FRANCE-ITALIE** : M. Mitterrand, en « visite officielle de travail » à Rome, se déclare favorable à l'institution de consultations périodiques entre la France et l'Italie, afin de rééquilibrer la Communauté européenne vers le sud (à partir du 26).

27 - **CHYPRE** : M. Andreas Papandréou est le premier chef de gouvernement grec à se rendre en visite officielle à Nicosie depuis l'indépendance de l'île en 1960 (27/II, 2 et 3/III).

La Pologne

et l'« état de guerre »

1 - De fortes hausses de prix, de l'ordre de 300 % pour certaines denrées alimentaires, entrent en vigueur (2).

9 - Jean-Paul II apporte un soutien sans réserve à Solidarnosc, alors que Mgr Glemp, en visite à Rome, avait insisté, le 7, sur la nécessité de parvenir à un « accord » grâce au « dialogue » avec les autorités (5, 6, 9 et 11).

9 - Les ministres des affaires étrangères occidentaux, participant à la reprise des travaux de la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe, M. Haig lance une violente attaque contre les gouvernements soviétique et polonais avant que les débats soient interrompus par le président de séance polonais (du 9 au 15 et 19).

12-13 - A la suite d'opérations de police organisées deux mois après l'instauration de l'« état de guerre », des actions en justice sont ouvertes contre quatre mille personnes (du 14 au 19).

18 - Deux jeunes gens tuent d'une balle dans le ventre un milicien en uniforme dans un tramway à Varsovie (20 et 25).

22 - La presse lance une campagne contre M. Walesa, classé parmi les « extrémistes » (24).

24-25 - Le comité central du parti, convoqué pour la première fois depuis trois mois, donne son « plein appui » au conseil militaire de salut national (du 23/II au 28/II-1/III).

28 - Le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, indique que, à la date du 26 février, 2 552 personnes ont été libérées sur les 6 647 internées (2/III).

Un choix d'enquêtes et de reportages

EGYPTE : L'Egypte sans Sadat (21-1/II-2 et 3).

FRANCE : La « lutte des classes » à l'Assemblée nationale (2, 3, 4 et 5).

GUATEMALA : Témoignages sur la répression (3).

TCHAD : L'état des forces sur le terrain (5 et 10).

R.F.A. : Les limites du pacifisme allemand (10).

EL SALVADOR : Le vie « tranquille » d'un territoire libéré (6).

FRANCE-SENEGAL : Des paysans français en Casamance (9, 10 et 13).

FRANCE : Les dessous de carte des cercles de jeux (12 et 13).

ECONOMIE : La réduction de la durée du travail dans le monde (16).

TUNISIE : La Tunisie des incertitudes (17, 18 et 19).

IRAN : Témoignages d'un opposant (20 et 21-22).

FRANCE : L'écologie fait ses comptes (23, 24 et 25).

U.R.S.S. : Quand la Sibirie s'éveille (27 et 28/II-1/III).

FRANCE

La durée du travail



1 - M. Pierre Mauroy achève en Haute-Normandie le « tour de France » commencé le 26 octobre pour présenter la politique du gouvernement contre le chômage (3).

1-5 - La Fédération de l'éducation nationale (FEN), réunie en congrès à Avignon, adopte, sur la laïcité, la position modérée du courant majoritaire, proche des socialistes (du 2 au 8).

3-7 - Au vingt-quatrième congrès du P.C.F., M. Georges Marchais, réélu secrétaire général, demande à « chaque communiste de parler et d'agir en tant que membre d'un parti de gouvernement ». La délégation soviétique est dirigée par M. Tchernenko, membre important du bureau politique du P.C.U.S. La Chine est représentée pour la première fois depuis vingt ans. Sur l'invitation du P.C. chinois, le principe d'un voyage en Chine d'une délégation du P.C.F. est accepté (du 2 au 11).

5 - La session extraordinaire du Parlement s'achève par l'adoption définitive du projet de loi portant statut particulier de la Corse. Le Conseil constitutionnel, saisi par les députés et les sénateurs de l'opposition, avale ce texte le 25 (du 5 au 8 et 28/II-1/III).

6 - Mort du bachaga Benalissa Saïd Bonallem, ancien vice-président de l'Assemblée nationale (9).

9 - Mort de Marthe Richard (10).

11 - M. Jacques Chirac, maire de Paris, est reçu à l'Élysée où il approuve le programme de « grands travaux » décidé par M. Mitterrand (7-8, 9, 12 et 13).

11-12 - Le F.L.N.C. revendique vingt-cinq attentats en Corse et deux dans les Bouches-du-Rhône : un légionnaire est tué et deux autres grièvement blessés par balles. Le 19, après une « nuit bleue » à Paris, le 16, l'organisation autonomiste annonce une nouvelle « trêve militaire » (du 13 au 20).

14 - M. Jean Lecanuet, annonçant qu'il va quitter la présidence du C.D.S., précise que, à la tête de l'U.D.F., il va constituer « une grande équipe du centre » (13 et 16).

17 - M. Georges Valbon, président (P.C.) du conseil général de la Seine-Saint-Denis, est nommé à la présidence des Charbonnages de France (18).

17 - Au cours d'une rencontre au sommet, le P.S. et la C.G.T. envisagent une « coopération efficace ». M. Séguin relève les « défauts » de l'action gouvernementale qu'il lui faut « critiquer et même combattre » (18 et 19).

18 - M. Pierre Mauroy présente le programme de travail du gouvernement pour le premier semestre adopté le 10 au conseil des ministres (12, 19 et 20).

21 - M. Jean-Pierre Chevènement estime, au « Club de la presse » d'Europe 1, qu'« il y a place dans la majorité pour tous ceux qui veulent jouer le jeu » (23/II et 2/III).

24 - M. Valéry Giscard d'Estaing, qui a réuni pour la première fois, le 2, le Conseil pour l'avenir

de la France, qu'il a constitué, annonce sa candidature aux élections cantonales à Chamalières (Puy-de-Dôme).

24 - Naissance d'Amandine, premier bébé à voir le jour en France après fécondation in vitro (26).

25 - Le Conseil constitutionnel annule quelques « dispositions techniques » de la loi sur la décentralisation mais n'empêche pas sa promulgation qui a lieu le 3 mars (28/II, 1/III et 4/III).

27 - Ouverture officielle de la campagne électorale pour les élections cantonales des 14 et 21 mars. La polémique du scrutin et le pacte conclu entre l'U.D.F. et le R.P.R., qui a encouragé les candidatures uniques de l'opposition, ont pour conséquence une diminution du nombre moyen des candidats par canton. Grâce à un remaniement de la carte cantonale, cent soixante-cinq nouveaux cantons ont été créés en métropole (25 et 27).

28 - La Ligue des droits de l'homme, réunie en congrès à Lille en présence de M. Mauroy, l'indiquant des agissements de l'extrême droite (2/III).

Economie

4 - **AFAIRES** : Après la vente du groupe Drouot, septième groupe français d'assurances, à la société Bouygues, première entreprise française du bâtiment, les actionnaires majoritaires de Drouot tentent de s'opposer à la transaction organisée par les dirigeants du groupe (6, 7-8 et 11).

10 - **SOCIAL** : M. Mitterrand affirme que « pas un travailleur ne doit craindre pour son pouvoir d'achat à la suite de l'application des bruts-neuf heures » alors que l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, de l'ordonnance sur la réduction du temps de travail est à l'origine de nombreux conflits sociaux (du 2 au 13).

13 - **NATIONALISATIONS** : La loi sur les nationalisations est promulguée après que le Conseil

constitutionnel ait rejeté, le 11, le recours déposé par l'opposition contre le texte définitivement approuvé par l'Assemblée nationale, le 5 (du 3 au 8, 13 et 14-15).

17 - **NATIONALISATIONS** : Le conseil des ministres nomme les administrateurs généraux des cinq groupes industriels, des deux compagnies financières et des dix-huit banques nationalisées, ainsi que les commissaires du gouvernement des dix-huit banques non cotées et des trois banques mutualistes. M. Mitterrand souligne que « l'autonomie de décision et d'action » de ces personnalités « doit être totale » (du 17 au 20).

17 - **ÉNERGIE** : Une Agence nationale pour la maîtrise des énergies est créée. M. Michel Rolant, secrétaire national de la C.F.D.T., en est nommé président (18 et 19).

17 - **SYNDICATS** : M. Edmond Maire, estimant que, à propos de la durée du travail, M. Mitterrand a donné la priorité au pouvoir d'achat plutôt qu'à l'emploi et aux bas salaires, affirme qu'il s'agit d'un « sérieux faux pas » (19 et 20).

22 - **AFAIRES** : Un « accord de principe » est conclu entre le gouvernement français et le groupe chimique allemand Hoechst, qui contrôle Roussel-Uclaf : l'Etat acquerra, dans un premier temps, 34 % du capital de la société pharmaceutique (24, 26, 28/II-1/III).

23 - **CADRES** : Après la « table ronde » des cadres, organisée à Matignon, les syndicats se déclarent satisfaits des engagements du gouvernement (du 18 au 25).

24 - **SYNDICATS** : M. Edmond Maire déclare qu'« il n'y a rien de commun entre les conceptions de la C.F.D.T. et de la C.G.T. sur le type de société » (26).

25 - **AGRICULTURE** : M^{me} Edith Cresson participe à la dernière journée du congrès de la F.N.S.E.A., au Touquet, pour tenter, apparemment en vain, d'atténuer l'opposition du principal syndicat de paysans (du 24 au 27).

La télévision et le changement

Le 18, les trois présidents des chaînes de télévision se réunissent et annoncent un effort d'harmonisation des programmes et de mise en œuvre, au moment où s'expriment, au P.C. comme à la C.G.T., des critiques contre la « nouvelle télévision » et où les sondages révèlent un mécontentement des téléspectateurs. Le même jour, M. Pierre Mauroy précise que la réforme du statut de l'audiovisuel sera présentée au Parlement à la session de printemps et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1983.

Le 24, une grève est organisée à la radiotélévision par plusieurs syndicats qui protestent contre le manque de concertation avec les rédactions sur la prochaine loi sur l'audiovisuel. Cette grève est largement suivie.

Le 28, M. Jean-Marie Cavada quitte la direction de l'information de TF 1 ; il est chargé d'une mission « sur les télévisions étrangères et les technologies nouvelles ». M. Jean-Pierre Guérin est nommé rédacteur en chef de l'information (à partir du 4).

CULTURE

3 - Ouverture de l'exposition des *Chefs d'œuvre de Jackson Pollock* au Centre Georges Pompidou, qui a été fermé pendant trois semaines à la suite d'une grève (3 et 4).

6 - M. Jack Lang assiste, à New-York, au vernissage d'une série d'expositions d'artistes français contemporains (14-15).

6 - Mort de Ben Nicholson, peintre anglais (11).

8 - Création de *Tema*, œuvre du compositeur italien Franco Donatoni (10).

9 - Partition du premier des dix tomes du *Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse* (17).

10 - Constantin Costa-Gavras est élu président de la Cinéma-thèque française (12).

13 - La Maison de la culture de La Rochelle est inaugurée par M. Jack Lang (16).

17 - Mort de Thelonious Monk, pianiste et compositeur de jazz américain (19).

17 - Mort de Lee Strasberg, acteur américain, fondateur de l'Actor's Studio (19).

20 - Mort de Gershon Scholem, spécialiste de la mystique juive (23).

24 - *Veronika Voss*, film de Rainer Werner Fassbinder, remporte l'Or d'or du Festival de Berlin (21-22, 23 et 26).

26 - La compagnie américaine Columbia et la société française Gaumont signent un accord pour la diffusion du film étranger aux Etats-Unis (27).

26 - Mort de Teinosuke Kinogasa, cinéaste japonais (28/II-1-III).

Trois palmes de béton pour la guerre de libération

DANIEL JUNQUA

lébration du vingtième anniversaire de l'indépendance. S'il est alors terminé, les dirigeants des trois sociétés canadiennes qui se sont lancées dans cette aventure : Lavalin, Fitzpatrick Limitée et International Catering Service, pousseront sans doute un soupir de soulagement et pourront légitimement affirmer qu'ils ont accompli un tour de force.

circulaire dallée de marbre blanc brûlera une flamme perpétuelle. Sous la tour seront aménagés un musée de la guerre et une crypte. Du haut de la tourelle, à laquelle les visiteurs pourront accéder par des ascenseurs installés dans deux des palmiers, le regard pourra embrasser dans sa totalité la baie d'Alger et porter jusqu'aux montagnes de Kabylie, à l'est, sur toute la Mitidja, au sud et sur les vieux quartiers de la capitale, à l'ouest.

Exceptionnel, ce monument le sera aussi par les nouvelles techniques mises en œuvre pour sa construction. C'est ainsi que les palmes édifiées actuellement à la verticale prennent appui sur des rotules en alliage spéciaux qui permettront, lorsque les piliers auront 50 mètres de haut — à la mi-avril si tout va bien, — de les faire basculer pour qu'elles se rencontrent. Pour mouvoir les quelque 800 tonnes de béton alors coulées, il faudra utilisé des vérins qui seront fournis par l'entreprise française Frayssinet. Les

palmes sont construites de façon alvéolaires afin de réduire le poids de l'édifice et de permettre une meilleure réaction au vent souvent violent dans la baie d'Alger.

Pour mener à bien une réalisation dont le coût final est évalué à une centaine de millions de dollars (plus d'1 milliard de francs), les entreprises québécoises n'ont pas lésiné sur les moyens et ont organisé une véritable opération, de commando. La plupart des ouvriers et techniciens, tous Canadiens, participent à l'opération logent sur un ferry-boat finlandais, le *S.S. Borea*, commandé par un ancien cap-bornier et amarré en permanence à un quai du port d'Alger. Ils passent, en deux équipes, douze heures d'af-

niées sur le câblage, par tous les temps, sept jours sur sept, travaillant la nuit à la lumière de projecteurs. A ce rythme, les accidents sont nombreux, mais jusqu'à présent sans caractère dramatique. Au P.C. de la Fitzpatrick Limitée, une note affichée sur le tableau de service met en garde les « fétards » du S.S. *Borea* coupables d'avoir, un soir, un peu trop forcé sur la bière locale, seule boisson vendue à bord, et d'avoir troublé par leurs bruyantes libations le repos de leurs camarades.

Tout le matériel arrive directement du Canada, et notamment le ciment et les immenses coffrages de plusieurs mètres cubes, parfois préparés à l'avance. Ils sont transportés par une noria de quatre cargos puis amenés à pied d'œuvre par des semi-remorques de l'Armée nationale populaire. L'une des deux voies autoroutières qui passent à proximité du chantier, reliant la cité voisine de Diar-el-Mahgoul au ravin de la Femme sauvage, a été interdite à la circulation et sert de parking et d'entrepôt. C'est l'armée ésa-

lement qui a pris en charge tous les travaux de terrassement et de déblaiement.

Le projet, suivi de très près par la présidence, bénéficie d'une priorité absolue. L'inauguration du mémorial, le 5 juillet, doit être le « clou » d'un ensemble de festivités et de cérémonies.

Une commission, présidée par M. Allahoum, ministre du tourisme, supervise les préparatifs. Huit films sont tournés par l'Office national du cinéma (ONCIC).

La télévision n'est pas en reste, qui prépare entre autres un film historique à grand spectacle sur l'épopée du cheikh Bouamam, l'un des héros de la résistance à la colonisation française à la fin du dix-neuvième siècle (1).

Autour du mémorial, le site tout entier est réaménagé. Les cites d'urgence et les bidonvilles qui dévalent les pentes des collines avoisinantes vont être suprimés grâce à un programme de construction de mille cinq cents logements en préfabriqué confié à quatre sociétés étrangères, dont une française, Prisme, qui a participé à la réalisation d'un des quartiers d'El Asnam. Ce volet du projet est évalué par les spécialistes à environ 80 millions de dollars, soit presque autant que la tour elle-même. Enfin, est prévue la construction ultérieure d'une autoroute à quatre voies qui reliera le monument à la présidence de la République et aux ministères des affaires étrangères. Il faudra pour cela élargir le pittoresque et sinueux « chemin des crêtes » qui conduit de Diar-el-Mahpoul à El Mouradia, où déjà une immense place circulaire a été aménagée.

Tous ces projets n'ont fait l'objet d'aucune information officielle, mais ils sont désormais plus ou moins largement connus. Tout en se réjouissant de voir re-

loger de façon décente plusieurs milliers de personnes qui vivaient jusqu'à présent dans des conditions précaires, certains regrettent que les fonds ainsi mobilisés n'aient pas été utilisés, par exemple, pour la rénovation de la Casbah, où des immeubles s'écroulent chaque semaine et où de drames sont désormais à redouter, car l'habitat se dégrade rapidement. D'autres déplorent le côté grandiose de l'entreprise, qui regrettent qu'une réalisation plus modeste mais « plus significative » n'ait pas été confiée à un architecte algérien pour être exécutée par les jeunes du service national.

Il est certain, en tout cas, que la mise en œuvre d'un tel projet vient à contre-courant de toutes les directives officielles depuis trois ans, le gouvernement, et notamment le ministre du plan, M. Brahimi, critiquant volontiers le gigantisme des réalisations effectuées par l'équipe précédente, le recours excessif aux entreprises et aux bureaux d'études étrangers, la sous-utilisation des compétences nationales, l'utilisation de techniques ultrasophistiquées. Mais il s'agit, si est vrai, pour l'essentiel d'actions concernant le secteur industriel. En l'occurrence, la volonté d'édifier un monument qui soit à la hauteur des sacrifices consentis pour l'indépendance nationale a primé toute autre considération.

(1) L'Algérie a célébré, le 19 mai 1981, le centenaire de la bataille de Tazina, livrée par le cheikh Boussman aux troupes françaises et qui devait se terminer par la déroute de ces dernières. Le cheikh, qui entretenait la mémoire de la révolte dans le sud-ouest algérien les vingt dernières années du dix-neuvième siècle, est mort en 1906 à l'âge de soixante-treize ans, à Qasbi-Layoun, aux environs d'Orléans.

COLLECTION
Références

Presses de la Fondation nationale
des sciences politiques

histoire contemporaine

ANATOLE FRANCE
HISTOIRE
CONTEMPORAINE

L'homme seul
L'incantation d'acier
L'annuaire d'ambassade
M. Bernanos parle



GALIMARD 1977

L'ORNE DU MAIL
LE MANNEQUIN
D'OSIER
L'ANNEAU
D'AMETHYSTE
M. BERGERET
A PARIS

UN FILM DE MICHEL BOIRON SUR LE 3 AVEC CLAUDE PIERRE

CALMANN-LEVY

Adieu, fastueux congrès

PAUL YANKOVITCH

PENDANT trois décennies la direction yougoslave se préoccupa d'abord des événements internationaux. Pratiquant une politique étrangère tous azimuts, elle dépêchait de nombreux émissaires dans toutes les parties du monde et accueillait pour ainsi dire quotidiennement délégations et hommes d'Etat étran-

gers, dont le séjour donnait lieu à d'imposantes et coûteuses manifestations. Les successeurs de Tito sont restés fidèles à ces conceptions de non-alignement mais ont réduit ce va-et-vient perpétuel et lui ont donné une forme et un contenu modestes. C'est ainsi que la durée des visites officielles a été limitée à trois jours au maximum. Il n'y a plus dans les rues des mouvements de masse pour saluer le visiteur, et on a renoncé à une règle non écrite qui voulait qu'il fût promu gracieusement d'un bout à l'autre du pays, pour l'informer du système social ou simplement pour lui faire admirer les beautés naturelles.

Banquets, cocktails, réceptions ont été ramenés à un minimum. A l'heure de l'austérité imposée par une crise économique aiguë, la Yougoslavie a cessé d'être « un pays socialiste de type hospitalier ». Les avions spéciaux dont pouvaient se servir même des fonctionnaires subalternes ont disparu du ciel. Le fameux « train bleu » de Tito ne boue

plus d'une gare périphérique de la capitale et le *Galeb*, navire à bord duquel il entreprenait de célèbres périples, n'est plus qu'un navire-école de la marine nationale. L'utilisation des somptueuses Mercedes de la fédération est strictement réglementée, et les frais de représentation en général sont durement imposés par le fisc. Un décret stipule que congrès et autres réunions internationales, dont la Yougoslavie détenait probablement le record mondial, ne peuvent tenir leurs assises qu'après une autorisation du gouvernement qui doit être demandée un an à l'avance.

Pour économiser les devises convertibles, une vingtaine d'agences commerciales à l'étranger et plusieurs représen-

tions diplomatiques et consulaires ont été fermées. Les devises convertibles sont devenues d'ailleurs une obsession pour les Yougoslaves. On ne parle ici que de dollars, marks allemands, francs suisse et français. Comme ces monnaies font grandement défaut à l'Etat et à l'économie, la presse signale de temps à autre que telle entreprise a dû arrêter ou réduire sa production faute de devises nécessaires à l'importation de matières premières ou de produits semi-finis.

Des taux usuraires

La situation est d'autant plus difficile que les emprunts à l'étranger ou auprès des banques nationales, autrefois relativement aisés à obtenir, ont été soumis à

des conditions sévères. Certes, des entreprises exportatrices qui disposent d'un excédent de devises les cèdent à celles qui n'en ont pas, mais à des cours usuraire de 10 à 30 % supérieurs au cours officiel. De telles opérations sont interdites mais elles sont pratiquées couramment sans risque de voir les rigueurs de la loi s'abattre sur les contrevenants. Ceux qui n'exportent pas mais ont tout de même besoin de devises exigent de leurs clients exportateurs le paiement en devises étrangères d'une partie de leurs livraisons. Pas de produits agricoles pour les hôtels, pas d'acier pour les usines qui refusent de les régler en partie en devises. Dans certains cas le procédé ressemble au chantage.

Certains citoyens disposent, eux, de sommes considérables en devises. Elles ont obtenu des mandats des ouvriers yougoslaves travaillant dans les pays occidentaux, du tourisme, mais aussi de toutes sortes de transactions plus ou moins avouables. Leurs propriétaires les déposent dans les banques (ils ne sont pas tenus d'en justifier l'origine) et s'en servent pour des achats au rabais ou des déplacements à l'étranger. En dépit de la crise, certains passent encore leurs vacances en Autriche, en Italie, en Grèce, en Espagne ou font des voyages d'agrément au Canada, en Australie, en Chine ou aux États-Unis.

Sur 7 milliards de dollars qui en 1981 figuraient sur les comptes en banque des particuliers, 3 milliards ont été retirés. Dans quel but ? Pourquoi ne le

sait exactement. La plus grosse partie de cette somme assurément *était* dépensée à l'étranger, ce qui fait que les *Yugoslaves* exportent des devises *à l'Etat*, lui, à la plus grande peine à se procurer. Dans les régions à forte émigration politique les achats et ventes de maisons et de terres se font en monnaie forte. Dans les régions touristiques les particuliers font payer l'étranger en devises et non en dinars. Au regard de la loi c'est une infraction, mais on n'a jamais signalé qu'un propriétaire de restaurant ou de pension ait été condamné pour ce motif. La presse estime que 500 à 700 millions de dollars sont rentés de cette façon dans les poches des particuliers limités dernièrement. La richesse de certaines personnes est telle que trois cents possesseurs de devises se *sont* déclarés prêts récemment à acheter des terrains à bâtir en... *France*. Ces terrains étaient offerts *àilleurs* par un escroc dans la lapéridité d'un quotidien de Belgrade.

S'il y a donc encore des gens qui ne se privent de rien, une large couche de la population est en revanche à la limite du besoin. Elle n'a ni devises ni diamants. D'autre part, il suffit de consulter la presse pour constater que la fourchette des salaires s'élargit et que les inégalités sociales s'aggravent. Pour y remédier, un grand nombre de mesures ont été prises. Il s'agit en premier lieu d'accroître les pensions et les salaires les plus bas. Les décisions cependant ne sauraient être prises très vite; le système yougoslave exige des concertations préalables longues et compliquées. Pourtant le temps presse. En effet, le début de l'année a été marqué par une vague de hausses des prix, la plus importante que la Yougoslavie ait connue depuis la guerre. Elle a provoqué un mécontentement général et a accentué l'inhabituel écart entre les Républiques fédérées et le gouvernement central. Ce dernier est résolu à ramener en 1982 l'inflation à 15 % contre 40 % en 1981. Mais, en tout état de cause, 1982 sera une année bien difficile.

février 1982 dans

ÉTRANGER

[illegible]

les Etats-Unis
et l'Amérique
centrale

17 — **REDA**
Ours, mousses
pour incendie
vite, les plus
bons, les plus
bon marché
18 — **REDA**
Machines à
coudre à
pied moulin
ZANUSI
de toutes
appareilles
de 15 à 35
19 — **REDA**
LAMPE
Toujours à
l'usage, le plus
Facile à
utiliser
20 — **REDA**
Lampes à
candle
21 — **REDA**
Lampes à
candle
22 — **REDA**
Lampes à
candle
23 — **REDA**
Lampes à
candle
24 — **REDA**
Lampes à
candle
25 — **REDA**
Lampes à
candle
26 — **REDA**
Lampes à
candle
27 — **REDA**
Lampes à
candle
28 — **REDA**
Lampes à
candle
29 — **REDA**
Lampes à
candle
30 — **REDA**
Lampes à
candle
31 — **REDA**
Lampes à
candle
32 — **REDA**
Lampes à
candle
33 — **REDA**
Lampes à
candle
34 — **REDA**
Lampes à
candle
35 — **REDA**
Lampes à
candle
36 — **REDA**
Lampes à
candle
37 — **REDA**
Lampes à
candle
38 — **REDA**
Lampes à
candle
39 — **REDA**
Lampes à
candle
40 — **REDA**
Lampes à
candle
41 — **REDA**
Lampes à
candle
42 — **REDA**
Lampes à
candle
43 — **REDA**
Lampes à
candle
44 — **REDA**
Lampes à
candle
45 — **REDA**
Lampes à
candle
46 — **REDA**
Lampes à
candle
47 — **REDA**
Lampes à
candle
48 — **REDA**
Lampes à
candle
49 — **REDA**
Lampes à
candle
50 — **REDA**
Lampes à
candle
51 — **REDA**
Lampes à
candle
52 — **REDA**
Lampes à
candle
53 — **REDA**
Lampes à
candle
54 — **REDA**
Lampes à
candle
55 — **REDA**
Lampes à
candle
56 — **REDA**
Lampes à
candle
57 — **REDA**
Lampes à
candle
58 — **REDA**
Lampes à
candle
59 — **REDA**
Lampes à
candle
60 — **REDA**
Lampes à
candle
61 — **REDA**
Lampes à
candle
62 — **REDA**
Lampes à
candle
63 — **REDA**
Lampes à
candle
64 — **REDA**
Lampes à
candle
65 — **REDA**
Lampes à
candle
66 — **REDA**
Lampes à
candle
67 — **REDA**
Lampes à
candle
68 — **REDA**
Lampes à
candle
69 — **REDA**
Lampes à
candle
70 — **REDA**
Lampes à
candle
71 — **REDA**
Lampes à
candle
72 — **REDA**
Lampes à
candle
73 — **REDA**
Lampes à
candle
74 — **REDA**
Lampes à
candle
75 — **REDA**
Lampes à
candle
76 — **REDA**
Lampes à
candle
77 — **REDA**
Lampes à
candle
78 — **REDA**
Lampes à
candle
79 — **REDA**
Lampes à
candle
80 — **REDA**
Lampes à
candle
81 — **REDA**
Lampes à
candle
82 — **REDA**
Lampes à
candle
83 — **REDA**
Lampes à
candle
84 — **REDA**
Lampes à
candle
85 — **REDA**
Lampes à
candle
86 — **REDA**
Lampes à
candle
87 — **REDA**
Lampes à
candle
88 — **REDA**
Lampes à
candle
89 — **REDA**
Lampes à
candle
90 — **REDA**
Lampes à
candle
91 — **REDA**
Lampes à
candle
92 — **REDA**
Lampes à
candle
93 — **REDA**
Lampes à
candle
94 — **REDA**
Lampes à
candle
95 — **REDA**
Lampes à
candle
96 — **REDA**
Lampes à
candle
97 — **REDA**
Lampes à
candle
98 — **REDA**
Lampes à
candle
99 — **REDA**
Lampes à
candle
100 — **REDA**
Lampes à
candle

La civilisation de la colle

PIERRE AUDIBERT

A line drawing of a hand holding a pen. The hand is shown from the side, with the thumb and index finger gripping the pen. The pen is oriented diagonally. A string is wrapped around the pen in a figure-eight pattern. The string is tangled and ends hang down. The drawing is simple, using black lines on a white background. There is a small signature in the bottom left corner.

(1) Voir G. Meyer, « Situation et évolution de l'assemblage par collage », revue *Matériaux et techniques*, n° 6-juin 1980.

Moses I. Finley, qui avait dû quitter les États-Unis au moment du maccarthysme, enseigne depuis 1955 à l'université de Cambridge. Auteur d'un grand nombre d'ouvrages, il est l'un des plus célèbres spécialistes de l'histoire antique et a grandement contribué au renouvellement de cette discipline.

Sous le titre *Mythe, mémoire, histoire* (éditions Flammarion) est paru récemment un recueil de huit articles inédits en français, dans lesquels il analyse le rapport que les sociétés entretiennent avec leur passé, tente de faire le point sur le travail de l'historien, ses méthodes... et les difficultés de faire accepter dans ce domaine si particulier qu'est l'histoire ancienne une approche novatrice.

« Les titres de deux de vos livres — « Démocratie moderne et démocratie antique » et « Esclavage antique et idéologie moderne » — indiquent explicitement une confrontation du présent et du passé. Pourquoi cette insistance ? »

« Tout travail historique est un dialogue dans et avec le présent. Toutes nos habitudes de pensée, nos associations d'idées, nos valeurs, sont formées dans le présent : c'est une prétention — et une prétention dangereuse — que de croire que nous pouvons échapper au présent, partir d'une « table rase », examiner le passé avec une totale « objectivité », lire les auteurs grecs ou latins avec un équipement mental, une psychologie, une conscience, que n'auraient pas effleurés les livres que nous avons lus et qui ont été écrits depuis l'Antiquité... »

« Ce que nous pouvons faire, c'est abandonner cette prétention, amener à une pleine conscience nos propres valeurs et croyances, et mener un dialogue délibéré avec le passé. Je ne dis pas ceci en un sens simpliste : il ne s'agit pas que, à chaque page, l'historien récite son idéologie comme une litanie, ou tire les leçons pour ses lecteurs dans la forme la plus plate du didactisme. Deux de mes livres ont des titres qui soulignent en effet la confrontation ; mais il y avait à cela des raisons particulières. Dans le premier (*Démocratie moderne et démocratie antique*), je souhaitais déployer l'expérience de la démocratie athénienne comme une arme contre une idéologie contemporaine influente : la théorie élitiste de la démocratie. Et pour cela, j'étais contraint de contester ce que je croyais être la représentation communément admise de la démocratie athénienne. »

« Dans le second cas, j'es-sais de montrer que mon analyse de l'esclavage antique était plus convaincante que les analyses antérieures, en exposant les présupposés et les prémisses idéologiques de ces dernières. C'est une méthode heuristique que j'avais utilisée auparavant, mais jamais à une telle échelle. »

« On retrouve le problème plus général de ce que vous avez appelé, dans un petit livre paru en Angleterre, « l'Abus de l'histoire ». »

« Oui. Supprimer ou déformer des faits, proférer des contre-vérités, ce n'est pas un abus de l'histoire, c'est un abus du métier d'historien, et cela ne relève pas de l'historiographie, mais de l'étude de la propagande. Ce qui m'intéressait était quelque chose de beaucoup plus sophistiqué, par exemple des slogans familiers comme « il n'y a rien de nouveau sous le soleil » ou « la nature humaine ne change pas » (slogans dont on peut démontrer la fausseté), qui conduisent à réécrire le passé à l'image du présent, afin de justifier le présent, à tirer mécaniquement des leçons de l'histoire, à



CLEFS

Moses Finley : l'histoire au présent

Pour l'Américain Moses I. Finley, spécialiste de l'Antiquité, l'histoire est une confrontation entre le présent et le passé. Et chaque société reconstruit le passé à sa convenance.

DIDIER ERIBON

critiquer le présent en élaborant des modèles idéaux erronés de certaines périodes du passé.

« Le « passé », dans ces contextes, bien évidemment n'est pas limité à l'Antiquité gréco-romaine. Si j'ai largement limité mes commentaires à ce champ, c'est parce que c'est le domaine dans lequel je travaille. »

Par hasard

« Mais vous dénoncez souvent la spécialisation outrancière. Est-ce votre itinéraire intellectuel qui vous a conduit à ce refus ? »

« C'est par hasard que je suis venu à l'histoire ancienne. Quand j'étais étudiant à l'université Columbia, j'ai brusquement décidé d'abandonner l'étude du droit pour l'histoire. Je voulais me spécialiser dans la Renaissance. J'ai commencé à suivre des cours d'histoire de la Renaissance, d'histoire médiévale et d'histoire ancienne. Dans les deux premiers cours, les professeurs étaient très ennuyeux, tandis qu'en histoire ancienne le professeur était passionnant. Et ainsi, en quelques semaines, j'ai glissé vers l'histoire ancienne, pour laquelle je n'étais pas du tout préparé, ne connaissais pas un mot de grec ni de latin. »

« Je n'ai jamais regretté cette décision. Non que je croie en la « supériorité » du monde classique, mais parce que j'ai la ferme conviction qu'un domaine de l'histoire est aussi bon qu'un autre. Mon hostilité à la spécialisation étroite, qui caractérise une grande partie de l'enseignement et de l'étude universitaire, est très ancienne et résulte probablement de ma propre expérience d'étudiant et de professeur. »

« Avant votre arrivée en Grande-Bretagne ? »

« Quand j'ai commencé à faire de l'histoire, au début des années 30, j'avais étudié avec une certaine intensité les mathématiques, la littérature anglaise et française, la psychologie et la Constitution américaine. »

« Un certain nombre d'étudiants et moi-même, peu satisfaits de ce que nous considérons comme l'incompétence mandarinale de nos professeurs, nous sommes embarqués dans une auto-éducation par la lecture et la discussion. Nous lisons Henri Pirenne, Marc Bloch, Veblen et les freudiens, Mosca et Pareto, et, bien sûr, Marx et Weber. De 1937 à 1939, j'ai été employé comme factotum par l'Institut de l'École de Francfort, alors en exil à New-York. J'aidais aux séminaires, je préparais les traductions et écrivais à l'occasion des

comptes rendus de livres pour leur revue. »

« J'ai commencé à enseigner en 1934 ou 35, mais, jusqu'à mon arrivée à Cambridge en 1955, je n'ai jamais été capable de limiter mon enseignement à l'histoire antique. Bien sûr, mes recherches et mes écrits ont été exclusivement consacrés à ce domaine, l'histoire grecque ou romaine, même si, à l'occasion, j'ai fait des excursions dans d'autres domaines, notamment pour des recensions de livres. Mais ma non-spécialisation (je pourrais même dire mon antisécialisation) est évidente dans tous mes écrits. Puis-je ajouter que c'est là que réside ma force en tant qu'historien ? »

Avec les autres sciences

« Parce que vous utilisez abondamment les autres sciences humaines dans votre travail ? »

« Paradoxalement, l'histoire est peut-être la seule activité intellectuelle à ne pas avoir d'objet propre. C'est peut-être pourquoi Aristote refusait d'admettre l'histoire au rang d'une *epistémè* (nous dirons probablement aujourd'hui une « discipline »), dans un chapitre célèbre de sa *Poétique*, où il récusait l'histoire parce qu'elle ne peut rien nous dire d'autre que ce qu'a fait Alcibiade, ou ce qu'il a subi. »

« Par conséquent, l'historien doit constamment s'appuyer sur les autres sciences humaines : sociologie, économie, science politique, anthropologie, droit évidemment, mais aussi, le cas échéant, psychologie, philosophie, linguistique, histoire de l'art, critique littéraire... On ne conçoit pas que quelqu'un se lance dans l'histoire des mathématiques sans rien connaître des mathématiques. Pourtant c'est presque la règle que les historiens écrivent sur l'économie antique sans rien connaître à l'économie. Je trouve cela incompréhensible. Un manuel d'économie contemporaine ne peut pas fournir une clé suffisante pour l'économie antique. Le premier chapitre de mon *Économie antique* s'attache à démontrer le contraire. Mais l'historien de l'Antiquité doit savoir comment se comportent les prix, comment la productivité peut augmenter et pourquoi, quel est l'impact des taxes, quelles sont les formes de l'exploitation du travail ou des colonisés, dans diverses sociétés... avant de pouvoir comprendre et évaluer les prix, la productivité, les taxes, l'exploitation ou l'impérialisme, tels qu'ils sont révélés par les sources grecques ou romaines (littéraires, épigraphiques, archéologiques). »

« La confiance habituelle dans le sens commun comme guide suffisant comporte deux défauts : d'abord, les concepts et les catégories employés par l'historien sont de simples fragments de connaissances non professionnelles acquises à l'école ou dans des lectures décousues. Ensuite, les auteurs anciens sont pris à la lettre ; ils ne sont jamais questionnés en d'autres termes que les leurs. *Mutatis mutandis*, tout cela s'applique aussi à l'étude politique, à celle de la religion, du comportement social, de la production artistique... »

« On comprend mieux pourquoi vous insistez tellement sur ce qui devrait être une évidence, à savoir que le travail de l'historien ne consiste pas seulement à découvrir des faits. »

« Un historien qui croit que son métier consiste seulement à découvrir des faits pourrait aussi bien collectionner des papillons, des timbres ou des boîtes d'allumettes. Ce sont là des activités privées qui procurent un plaisir personnel (ce que je ne critique nullement), mais qui ne remplissent aucune fonction sociale. »

« En réalité, tout historien met des faits en relation les uns avec

les autres. Même les plus positivistes d'entre eux, ceux qui nient s'intéresser à autre chose que la simple découverte des faits, ne l'ont pas et ne peuvent pas se contenter de faire cela. Il faut mettre un terme à l'illusion qu'un historien part des faits (on, dans une erreur connexe, des sources). Je plaide pour une prise de conscience et un meilleur contrôle par l'historien des généralisations, relations, connexions qu'il emploie constamment. Pour une activité d'autocritique, en un mot. Qu'est-ce qui, au bout du compte, fait qu'un travail historique est meilleur qu'un autre (si l'on met de côté les aspects purement techniques tels que la connaissance plus complète ou plus précise des données et ce qui tient à l'« art », c'est-à-dire au talent de communication de l'auteur) ? Le seul critère que je connais est de savoir s'il établit des relations plus cohérentes, plus complètes, et par conséquent plus convaincantes. »

A chacun son passé

« Dans votre texte sur la *Constitution des ancêtres*, vous analysez les usages que les sociétés font du passé. « La réécriture de l'appel au passé », écrivez-vous, est un fait social, mais n'est pas nécessairement liée au conservatisme. » Pourquoi la référence au passé se modifie souvent. Qu'est-ce qui fait qu'une société abandonne son passé traditionnel pour un autre ? »

« Au cours du vingtième siècle, la profession d'historien donne l'impression d'une agitation constante. Dans ma jeunesse, nous étions tous des adeptes, aux États-Unis, de la « nouvelle histoire » de l'école de James Harvey Robinson, anthropologique, anti-obscurantiste, psychogénétique. Aujourd'hui nous avons la « nouvelle histoire économique », austère et lourdement mathématique (et, de là, parfois appelée cliométrique). De tous côtés surgissent des révisionnistes — dans l'interprétation des deux guerres mondiales, du New Deal américain, du Risorgimento, de la Révolution française, de Bismarck... »

« Une grande part de ce révisionnisme, de cette agitation, est tout simplement le cours de la recherche historique dans la corporation universitaire. Ce qui est tout à fait louable, mais à très peu ou pas du tout d'impact sur le monde extérieur. Il est inconcevable que le débat sur les années précédant la guerre civile en Angleterre puisse avoir le moindre effet sur l'image populaire de Charles I^{er} ou de Cromwell. »

« Mais il y a eu des situations, à la fois dans le passé et de nos jours, où le révisionnisme est né, non pas à l'intérieur de la profession historique, mais à l'extérieur, parce que telle période du passé semblait utile à des fins politiques. La révision de l'histoire du New Deal et, particulièrement, du rôle de l'Amérique dans la seconde guerre en est une parfaite illustration. Ou bien, à l'inverse, on peut avoir une résistance politique à ce qu'on peut appeler le révisionnisme historique conventionnel, comme dans le cas de la résistance aux nouvelles interprétations du Risorgimento en Italie. Il y a une autre sorte de changement de regard, imposé du dehors de la profession, dont les exemples-types sont le boom actuel des études sur l'histoire des femmes ou, aux États-Unis, celui sur l'histoire des Noirs. Mais la question de savoir quand et pourquoi cet aspect politique amène effectivement un changement permanent de référence au passé dans la société en général reste, pour autant que je sache, sans réponse. »

« Quel est alors le rôle social des historiens ? Est-ce qu'ils ont, disons, un pouvoir ? »

« Il faut envisager deux problèmes sous-jacents. D'abord le mandarinat qui domine encore la profession historique. Par mandarinat je n'entends pas simplement l'autorité du professeur sur ses collègues plus jeunes et ses étudiants, mais l'insistance avec laquelle on pense que la fonction réelle de l'historien est de conduire des recherches pour le seul bénéfice de ses collègues, pour le progrès de la science ; qu'une manière plus populaire de communiquer son travail est indigne, réservée aux journalistes, pas aux vrais historiens. »

« Il y a aussi, hélas ! de strictes limites à la possibilité de progrès. Il y a un fossé, désormais insurmontable, entre d'un côté une petite minorité de lecteurs avertis et de l'autre le « grand public ». Ce que signifie l'histoire pour celui-ci, on le voit bien à travers les milliers de revues historiques populaires vendues chaque mois en France et en Italie, ou à travers les programmes de télévision dans le Royaume-Uni : une histoire romantique et fondamentalement réactionnaire de rois et de guerres. Il y a, bien sûr, des articles ou des émissions de télévision exceptionnelles, mais ils sont une goutte d'eau dans l'océan ordinaire. »

« Ce fossé est inévitable dans le monde où nous vivons, et je n'ai aucune illusion quant au pouvoir des historiens professionnels d'apporter des changements significatifs. J'écrivais en 1965 dans un bref article : « C'est le monde qu'il nous faut changer, pas le passé. » »

ACTUELLES

C'est tout le monde

« Et pourquoi ces premiers jours, ces premiers mois d'enthousiasme, d'espérance, d'acclamations et d'acceptation unanimes se sont-ils changés, dans les départements, dans le fond du pays, depuis quelque temps, en incrédulité, en manque de foi, en défiance, en défaillances ? »

« Vous le savez comme moi, citoyens, les tristes agitations d'avril, de mai, de juin, la crise financière, les difficultés de la circulation, [...] cette agitation, ces inquiétudes, cette violence de mauvaises pensées, reprenant de la force à mesure que vous perdez de la confiance et de la sécurité, ont un moment aliéné, ébranlé les cœurs des faibles parmi une partie de la population du pays. »

« Eh bien ! Messieurs, est-ce que personne n'a concouru à cette désaffection, à cette indifférence des populations en France ? Tout le monde, permettez-moi de vous le dire, les uns par des excès de défiance et d'exigence envers le gouvernement encore embarrassé de la République, les autres par des excès d'impatience, par un système soi-disant ultraréppublicain, que ces populations mal éclairées pouvaient confondre non pas avec le progrès, mais avec la subversion de la société elle-même. »

Interrogations formulées dans le *Discours sur la présidence*, que prononçait à la tribune de l'Assemblée nationale, le 6 octobre 1948, Alphonse de Lamartine.

JEAN GUICHARD-MEILL

DÉROUTE

Anthony Eden

« l'homme de Suez »

Autant l'ascension d'Anthony Eden fut rapide, autant sa chute fut brutale. Son biographe, David Carlton, tente de cerner la personnalité de cet homme d'État séduisant et déconcertant.

MAURICE VASSE

La carrière d'Anthony Eden aurait pu inspirer un moraliste. C'est l'histoire d'une ascension impressionnante par sa rapidité et dont l'apogée est suivie par une chute brutale dont Eden ne s'est pas relevé. Né l'année du jubilé de diamant de la reine Victoria (1897), il a tout pour réussir : originaire d'une famille aristocratique, il passe par Eton et Oxford. A vingt-six ans, il devient député de la circonscription de Warwick et Leamington, qui le réélira jusqu'au bout. A trente-quatre ans, il est secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; à trente-sept ans, ministre des affaires étrangères.

Mais là, un premier accroc : il doit attendre cinquante-sept ans pour devenir premier ministre. Il le reste vingt mois, au bout desquels il est contraint à la démission : il n'a pas seulement perdu le pouvoir, mais aussi sa réputation.

Quel est le secret de cette extraordinaire carrière ? La biographie de David Carlton, ne nous le

livre pas, (1) mais c'est une étude claire et admirablement documentée sur la carrière de l'homme politique. L'auteur reste, en revanche, discret sur la formation de la personnalité, le caractère et la vie privée d'Eden. C'est tout juste si Carlton évoque l'enfance difficile aux côtés d'un père très autoritaire, schéma dont certains verront la reproduction dans les relations entre Eden et Churchill, un père dont Eden aura bien de la peine à se débarrasser. En fait, l'idée essentielle est le décalage entre la personnalité réelle d'Eden et sa personnalité officielle, artificiellement gonflée.

Eden se révèle à l'occasion des réunions de la Société des Nations à Genève. Son charme et sa jeunesse inspirent confiance. Et puis, il est le « captain » Eden. Il sait de quoi il parle : engagé en 1915, il a vu la guerre de près.

Il pratique une diplomatie itinérante et négocie directement avec Hitler, Mussolini, Staline. Dans ses Mémoires, il minimise l'impression favorable que lui

fait Hitler lors de sa première visite en 1934 : « calme, presque timide ». En revanche, il déteste carrément Mussolini. Cette antipathie le sert lors de l'affaire d'Abyssinie, car, décidé à éviter tout conflit avec l'Italie, il n'est, au fond, pas plus cohérent que ses deux rivaux au Foreign Office, Sir John Simon et Samuel Hoare, mais il devient le symbole de la résistance britannique à Mussolini.

Eden est « Foreign secretary » en 1935, non sur le principe de la négociation avec les dictateurs, mais sur la priorité à leur accorder. Eden veut privilégier la négociation avec l'Allemagne. Il démissionne le 20 février 1938, quelques jours avant l'Anschluss, quelques mois avant Munich. Face au pèlerin de la paix, Eden est devenu « l'anti-appeler » ; aux Communes, l'« Eden group » fait pression sur le cabinet britannique. Carlton lui attribue la fermeté finale de Chamberlain, qui déclare la guerre à l'Allemagne et fait entrer Churchill et Eden au gouvernement.

Avec Churchill

Première déception : comme ministre des Dominions, il ne fait pas partie du cabinet, et il est coiffé sur le poteau par Churchill, qui succède quelques mois plus tard à Chamberlain tout en concédant à Eden le Foreign Office et en l'assurant qu'il saura s'effacer une fois la paix revenue.

L'attente devait être longue ! La collaboration entre Winston Churchill et Anthony Eden ne devait pas être sans nuages. Jealous l'un de l'autre, ils jouent tour à tour les « prime donne ». Toutefois, les conservateurs reviennent au pouvoir en 1951, Churchill choisit de nouveau Eden. Seize ans après avoir accédé pour la première fois au poste, Eden redevient « Foreign secretary ». Sur ce plan

des affaires mondiales, les rapports de force ont changé. Contrairement à Churchill, soucieux de rester en contact avec les États-Unis, Eden n'est pas prêt d'accepter pour l'Angleterre la place de second rang, et il va rendre les Américains responsables des difficultés britanniques. Du coup, Eden se campe dans le rôle de médiateur, dans lequel il excelle. Il le pratique lors de la conférence de Genève de 1954 sur l'Indochine. Sur les ruines de la C.E.D., il met sur pied l'U.E.O. ; il négocie le retrait des troupes britanniques d'Égypte. Tous ces succès au cours de l'année 1954 ne convainquent pas Churchill de passer la main.

Le grand jour vient enfin le 6 avril 1955, mais Anthony Eden n'allait pas longtemps résider au 10 Downing Street. Vingt mois plus tard, il était balayé par la crise de Suez.

Rarement un homme politique aura été autant identifié à un seul événement, qui a discrédité à lui seul sa pourtant longue carrière. Dans un chapitre remarquable, enrichi par l'utilisation de documents inédits surtout américains, Carlton décrit l'agonie politique d'Eden. Depuis l'affaire Mossadegh, Eden est décidé à faire échec à l'immixtion soviétique au Proche-Orient. Malgré l'accord d'octobre 1954 sur le retrait des troupes britanniques d'Égypte, la rencontre Eden-Nasser de février 1955 n'est pas un succès : Nasser refuse d'adhérer au pacte de Bagdad. Mais les Anglais restent partisans du financement par les Occidentaux du barrage d'Assouan, qui doit amener la prospérité en Égypte.

Le 10 mars 1956, le général John Gubb, chef de la Légion arabe — symbole de l'influence britannique au Proche-Orient, — est renvoyé par le roi Hussein. Eden y décèle la main de l'Égypte et il craint que la prochaine cible du colonel Nasser soit la Libye pro-occidentale. Dé-

sormais, le cabinet britannique est décidé à isoler l'Égypte. Londres et Washington conviennent de refuser l'aide financière pour le barrage, mais ne se mettent pas d'accord sur une politique anti-nassérienne, tandis qu'entre Londres et Paris se nouent des complicités d'agacement à l'égard du nationalisme arabe qui veut chasser les Anglais du Proche-Orient et les Français d'Algérie (2).

Le 26 juillet 1956, l'annonce de la nationalisation du canal de Suez provoque aussitôt l'idée d'une action militaire contre l'Égypte. Eden consulte Français et Américains. Mais Foster Dulles estime que le recours à la force est inopportun, et fait clairement savoir l'opposition américaine. Pourquoi Eden, qui n'a le soutien ni des États-Unis, ni du Labour Party, ni de certains membres de son parti, ni du Commonwealth, s'engage-t-il ? C'est qu'il a le dos au mur. A l'intérieur de son cabinet, Harold Macmillan, hanceller de l'Échiquier, réclame plus de fermeté. Les Français s'impatientent et étudient la possibilité d'une action franco-israélienne séparée. Le 14 octobre, le général Challe vient à Londres renforcer un Eden qui hésite encore à la collusion avec Israël. Le scénario qu'il lui décrit : l'intervention franco-britannique aurait pour but de séparer les belligérants et de préserver la liberté du canal, plaie à Eden qui désormais va dissimuler une partie de la vérité à ses ministres, en particulier les accords ultra-secrets de Sèvres (22-24 octobre) avec Français et Israéliens.

Entre-temps, Eden est tombé malade. C'est un homme diminué qui se lance dans l'opération de Suez dont l'enjeu n'est pas clair : s'il s'agit d'abattre Nasser, a-t-on prévu une solution de remplacement ? Non ! Mis en question par certains de ses ministres, ébranlé par les critiques du Commonwealth et des États-Unis,

épuisé par le manque de sommeil et la fièvre, Eden perd toute assurance. Au général Challe venu à Londres le 4 novembre pour le décider à lancer l'attaque aérienne, il déclare : « Enfin, général, nous y sommes arrivés ! »

— Pourvu que ça dure », répond Challe. Cela ne devait pas durer plus de quarante-huit heures. Au matin du 6 novembre, la pression américaine atteint son point culminant. A 8 h. 30, après la menace soviétique de représailles sur Londres et Paris, Eden envisage encore d'occuper tout le canal. Après l'ultimatum d'Eisenhower, il annonce à 9 h. 45 le cessez-le-feu en conseil de cabinet sans consulter ses alliés français.

Mais la pire blessure d'Anthony Eden survient le lendemain lorsqu'il demande par trois fois à Eisenhower, qui vient d'être réélu président, de lui rendre visite à Washington avec Guy Mollet. Eisenhower refuse tout net de se compromettre, au moment même où l'Union soviétique réprime l'insurrection hongroise. Mais l'intervention américaine ne s'arrête pas là. Derrière le dos d'Eden, les Américains mènent des tractations avec ses successeurs présumés, Macmillan, Butler et Salisbury. En l'absence du premier ministre, parti le 23 novembre se reposer à la Jamaïque, les intrigues se multiplient et aboutissent à sa démission le 9 janvier 1957.

L'ouvrage de David Carlton se révèle une tentative réussie pour une appréciation plus complète de ce personnage, qui a toujours été un ami très sûr de la France (3).

(1) David Carlton : *Anthony Eden, a Biography*, London, Allen Lane, 1981, 528 pages.

(2) La plus récente mise au point se trouve dans *l'Espresso* n° 33.

(3) Cf. en particulier le témoignage de René Macmillan : *Une comédie des erreurs*, Paris, Plon, 1978.

Mes premiers pas chez les sauvages

(Suite de la première page.)

Premières questions : Ça vous plaît la Bolivie ? Vous connaissez La Paz ? Depuis combien de temps vous êtes en Amazonie ? Est-ce que vous « savez » manger le manioc ?... Il s'excuse de sa pauvreté et de l'inconfort de la maison. Sa femme s'active devant le four du coin-cuisine. La fumée envahit l'unique pièce où bientôt s'entasse la moitié du hameau... C'est alors qu'il pose la question-clé : pourquoi êtes-vous venu à Puerto-Moré ?

Inutile de se lancer dans une explication détaillée, il suffit de répondre « para conocer ! » pour connaître... C'est évasif et suffisant. Il n'a pas plus loin dans un premier temps. Les lois d'hospitalité sont aussi loix du silence. Imaginez que je sois un homme politique en cavale ou un criminel, un trafiquant de drogue ou un espion, le seul fait de partager mes confidences le rendrait complice. Les Amazoniens préfèrent ne pas savoir. Votre « para conocer » leur rend la politesse.

Celui qui m'accueille à une femme indienne très jeune. Elle me tend une assiette émaillée et une cuillère en bois d'acajou. Le motif ruilant de la vaisselle, un bouquet de roses rouges, disparaît sous une épaisse soupe de manioc où flottent des piments... Selon l'usage, je dis au maître du lieu : « Vous prendrez bien un peu de soupe avec moi ? »

C'est alors seulement qu'il sort la carte de visite qui est ainsi libellée : « Ami de tous, pourriez-vous procurer un cheval à l'estimé porteur de la présente qui se rend à Monte-Azul pour une semaine ? »

— Comment donc ! — « Ensausage-toi ! », « tribalise-toi ! ». Telles sont les expressions, hors de saison, que j'emploie pour marquer le pas du cheval.

Je me suis délesté du superflu. Seulement un sac éponge et un carabine 22 long rifle. Pas d'appareil photo. Dans les poches de la selle, des boîtes de lait concentré, du sel, du riz et une carotte de tabac...

Le cheval connaît la route de Monte-Azul. Il suffit de le laisser aller, rênes basses. Des milliers d'oiseaux se lèvent à notre approche. Pour éviter de tomber dans les clichés « paradis perdu » ou « matin du monde », j'adopte un adjectif entendu un jour à Buenos-Aires à propos d'un opéra : *orgasme*.

Après trois quarts d'heure de route... palmiers à l'horizon. L'extase devient déprime. L'exagère : mais c'est vrai, à part le cœur qui a un goût de noisette, j'ai une dent contre les palmiers. Le culte du palmier m'exaspère. Peut-on se défendre d'un préjugé aussi sot ?

Les palmiers sont des poésies. Photogénique symbole des Tropiques, ce sont des natures mortes. Des feux de Bengale, des fontaines pétrifiées. Ils me font l'effet d'un *cortus interruptus*. Les esthètes raffolent de leur beauté gratuite et languoureuse. Mélancolique. Eolienne. Sur les cartes postales, ils soulignent mollement la courbe des plages... L'Occident colonial les a pervers. Ils mettent en scène le réel pour cacher la réalité. Que ce soit le palmier-cocotier des Indes, le palmier royal des Caraïbes, le palmier Moriche du Haut-Orénoque ou le palmier-dattier de certaines parties de l'Orient, ils sont à la fibre d'origine que le sapin de Noël est à la pensée de Fidel Castro : une incongruité et un cliché sans doute poétique, mais tout à fait artificiel (1).

Football

D'être faux ne les empêche pas d'être utiles. Ils fournissent de l'ombre, de la nourriture, du bois de charpente, du combustible, des matériaux de construction, des fibres, du papier, de l'amidon, du sucre, de l'huile, de la cire, du tanin, du rotin, du marbre végétal, du vin...

Une autre voix s'entremet et me sort de mes ruminations botaniques : « Espèce de con, tu voyages sans chapeau par un temps pareil ! »

Je suis à Monte-Azul. Là où je pensais trouver une aldée sauvage, une cité lacustre ou une maison collective tressée

de palmes et de roseaux, il y a un terrain de football ! Pire : d'horribles baraquements, distribués en forme de U, encadrent une maison coloniale à deux étages. En haut du perron, sorte de mirador, trône une énorme cloche pour sonner les rassemblements. Don Salomon lui-même escorte désormais à dévotion dévouée : « Les Indiens ne sont plus des sauvages, tu sais... Ce sont des gens ». Ah, bon !

Un peu nain, chauve et très bancal, don Salomon parle par rafales. Il fut cordonnier et aujourd'hui il se prétend guérisseur et levreur de sorts. « Il n'y a personne à la colonie ? » Don Salomon rigole : « Non tu vois... Les Indiens préfèrent vivre à l'extérieur comme autrefois... »

« Tes antropologues ? », me demande don Salomon, qui en a déjà vu passer une demi-douzaine. Faussement distrait, je m'entends lui répondre : « Pas encore ! Et j'ajoute : « Je fais une excursion... » « Para conocer ? » « Para conocer... »

Nous flânon sous les arcades d'une forêt extrêmement propre. Nous nous arrêtons près d'une lagune. Après avoir frotté des piranhas (*palometa*) et des poissons chats (*bagre*), nous allons saluer les maisons voisines. Don Salomon me présente. Les Indiens se marrent : « Franchement, venir de Puerto-Moré à Monte-Azul, sans chapeau, à une heure pareille ! » Les poissons grillent sur le boucan. On boit de la bière de maïs dans une seule et même calabasse qui circule. Les effets de l'insolation se font sentir. Ça chauffe.

Les Indiens, je les entends à peine... Polis, emphatiques, mondains presque. Ils parlent l'espagnol mieux que moi. La pêche, la chasse, le fric et la météorologie sont leurs principaux sujets de conversation. Encore qu'ici, apparemment, il n'y ait pas de propos suivis et que tout

puisse se dire sur le mode de la plaisanterie, même les choses graves. Même les choses macabres.

Le mot « *cavazzi* » revient souvent. Don Salomon m'explique que, demain ou après-demain, nous allons changer d'année... Les Morés ont un truc infailliable pour le savoir, ils respirent profondément pour s'imprégner des « odeurs du temps », ils plissent les yeux et, après un bref silence, ils fixent la date du nouvel an. Il paraît que leur horloge olfactive ne se trompe jamais.

En rentrant, nous nous arrêtons dans une hutte bizarre et à moitié effondrée. Elle est occupée par un vieillard aveugle qui possède un igne semi-approprié. Pour faire parler l'ermite, don Salomon réclame l'histoire de « *tacura flecha* ». La moitié du mythe m'échappe : en gros, il s'agit d'un cannibale qui après avoir croqué ses femmes et ses enfants, se dévore lui-même. Il ne reste plus qu'une squelette qui, à son tour, devient une plante : une espèce de bambou qui sert à faire des flèches. C'est pourquoi aujourd'hui encore, quand le vent mugit dans les massifs de « *tacura flecha* », les femmes et les enfants ont peur et ils s'enfuient.

Le conteur souffle dans ses mains pour imiter le bruit. On fait semblant d'être effrayés et le vieux, malicieux, s'exclame : « *Metteurs !* ». Ensuite, il montre comment les Morés tendent leurs arcs et, en claquant des doigts, il décoche des flèches imaginaires. Fulgurance des gestes et des sons : flécher se dit *ffrauna*, en moré.

Le soir, à la lueur de la lampe à kérosène, j'essaie de me remémorer le détail des péripéties de la journée. Les phrases dansent un peu et je m'effondre dans le hamac qui, tout dit en passant, est un merveilleux berceau.

Nous jouons au football. Les Morés dribblent à la brésilienne et les buts s'additionnent. L'ex-cordonnier fait l'arbitre. Il claudique, il siffle, il gesticule. Sa tâche n'est pas des plus faciles... Par ici, en effet, le joueur qui marque change automatiquement d'équipe. Ainsi ceux qui gagnent se dégarment et ceux qui perdent se renforcent. Le score s'équilibre de lui-même.

Faut-il voir dans cette règle la transposition d'un jeu autochtone ? S'agit-il pour eux d'enrayer la moindre manifestation d'inégalité ? Ou n'est-ce qu'une astuce pour reconduire le plaisir de jouer ? Les jours passent. Je prends des notes au petit bonheur des rencontres. Les Indiens — qui maintenant m'appellent « *doctor* » — m'aident comme ils peuvent. Avec eux, j'apprends à lire la forêt.

Comme j'aimerais avoir leurs yeux ! Et cette faculté de donner au moindre événement des dimensions mythologiques... Une fois, ils surprennent un lézard palmé qui court à la surface de l'eau. On le dirait monté sur des skis nautiques. En fin de course, l'animal perd l'équilibre et se répand dans un buisson. Ils commentent l'affaire en espagnol : le lézard, ils le surnomment « *Jésus-Christ* » et l'arabiste dont les feuilles s'ouvrent et se rétractent, ils l'appellent entre eux, « *ferme-toi putain* ». Ce qui donne aussitôt : « *Jésus-Christ est tombé dans les bras de ferme-toi putain* ». Les jeunes gloussent et les vieux jubilent. Experts des scatologie, rhétoriciens nés, ils explorent toutes les possibilités de la figure... C'est à celui qui sera le plus graveleux. N'empêche, après vingt ans de catéchisme, les Indiens Morés sont de drôles de paroissiens !

Désaccordée

J'ai fait provision de mythes et d'arbres généalogiques. J'ai recueilli des confidences inédites sur leur endocannibalisme et, sans conviction, j'ai dressé la topographie de leur village fantôme. A quoi tout cela peut-il servir ? D'autant que je trouve dans les milliers de pages de mes prédécesseurs plus d'informations que les Morés — à qui l'on a enseigné la haine de leur passé — ne peuvent en fournir.

Frappée d'atonie, cette société harmonique est aujourd'hui désaccordée. Comme amnésique. Elle n'a pas pu conserver son équilibre ethnique et n'a pas encore su trouver une réplique politique. Même s'ils rient pour donner le change, même s'ils se souviennent du temps où l'humour et le sacré ne faisaient

qu'un, le monde, pour eux, n'est plus qu'une kermesse sans joie et la scène, très dépeuplée, d'un désespoir collectif. Un créve-cœur.

Ils tenteront bien, geste désespéré, de sceller une alliance durable, avec l'étranger de passage. Une femme — aux yeux de mica — recevra la consigne de l'aguicheur, de le retenir, mais le « *hamac à deux* » ne peut rien quand le goût de vivre n'y est plus... Et que peut un simple curieux venu d'Europe pour empêcher ce qui, pour les Morés, ressemble à la fin du monde ? Je pars. La femme aux yeux de mica presse ses lèvres fermées contre ma pommette gauche. Elle respire profondément. Ultime échange de ce qu'il y a de plus intime et de moins falsifiable : l'odeur, qui est l'empreinte invisible des hommes. L'odeur, qui signale aux chasseurs la présence des esprits néfastes. L'odeur grâce à laquelle ils repèrent, inamovablement, les changements de saison...

Trop tard, comme d'habitude, j'entrevois trop tard le parti que j'aurais pu tirer de ce misérable rituel : un baiser. Me voilà plongé dans une rêverie inutile maintenant, et j'égare les titres des communications qui auraient pu faire de moi un voyageur reconnu et subventionné.

L'univers parfumé des derniers Morés... La notion du temps dans les civilisations lentes... La situation de solitude dans les sociétés tribales... Mais peu à peu, tout cela perd de son sens, s'oublie et s'efface. L'encre s'efface en écrivant. Me voilà incapable de dire quoi que ce soit du petit tas de secrets que j'ai surpris là-bas : le « *maître des odeurs* », malin comme un singe de haute futaie, a mélangé tous les flacons ! Le traître.

* Ce texte va paraître en guise de postface dans un livre d'Alfred Métraux, « *Les Indiens de l'Amérique du Sud* », à paraître aux éditions A.-M. Métailié.

(1) Dans un discours, resté célèbre, Fidel Castro a estimé qu'à Cuba la tradition du sapin de Noël était déplacée. C'était bien le mot.

GÉNÉALOGIE

Saut d'obstacles

PIERRE CALLERY

SAUTER les obstacles ou les contourner est le lot quotidien et aussi le piment de la recherche généalogique. Nous avons vu que le mariage de Jean Robin avec Marie Morin n'ayant pas été retrouvé dans la commune (Coulon - rattaché maintenant à Gracay - dans le Cher), où naquit le 23 novembre 1772 leur fille Marie, il n'était pas possible non plus d'admettre sans vérification qu'ils s'étaient mariés à Luçay-le-Caput (devenu Luçay-le-Libre à la Révolution), dans l'Indre, à quelques kilomètres (1). En effet, le mariage d'un certain Jean Robin avec une certaine Marie Morin y a bien été célébré le 15 février 1768, mais la naissance de leur fils Jean Robin, le 6 décembre 1772 à Luçay, apporte le démenti absolu : deux enfants ne peuvent naître de la même mère à deux semaines d'intervalle !

Que faire ? Découvrir un autre mariage filial vers la même date et dans la même région ou - au moins dans un premier temps - la filiation certaine des Jean Robin et Marie Morin qui nous intéressent.

Plusieurs possibilités s'offrent à nous. A cette époque, la plupart des gens faisaient un contrat de mariage soit sous « signature privée », soit devant un notaire. Dans les deux cas, le contrat des actes l'a enregistré. A partir de la deuxième moitié du dix-huitième siècle, disons vers 1760-1770 suivant les bureaux, une liste alphabétique de la première lettre des patronymes en a été réalisée. Trois bureaux peuvent entrer ici en li-

gne de compte : celui de Gracay (Cher), en premier lieu, ou encore ceux de Vatan (Indre) et de Romorantin (Loir-et-Cher), qui administraient des régions très voisines.

Deux bureaux assuraient le contrôle des actes à Gracay, l'un dépendait de Bourges (2). Sa table des contrats de mariage ne commence qu'en 1772, donc trop tard. L'autre, relevant de la généralité d'Orléans, n'a pas constitué de table, ou du moins celle-ci n'a pas été conservée. Il en va de même pour le bureau de Romorantin. Quant à celui de Vatan, sa table des contrats de mariage (3) commence en 1754, mais ne contient pas l'indication de l'acte cherché.

La première recherche aurait été trop facile ! Bien sûr, le contrôle lui-même existe dans tous les bureaux en question pour la période qui nous intéresse. Toutefois, l'examen, acte après acte, se révèle toujours très long et d'autres recherches peuvent être tentées.

Les minutes de catholicité des paroisses limitrophes les plus pro-

CONTE FROID

L'économie

Comme il ne disposait que de 5 000 F pour faire son premier long métrage, il filma en gros plan un homme qui rentrait fatigué dans sa chambre d'hôtel, allumait la télé et passait deux heures à regarder un film américain qui avait coûté 5 millions de dollars.

JACQUES STERNBERG.

tables sont dépourvues avec soin. Aveyr (paroisse rattachée maintenant, tout comme Coulon, à la petite ville de Gracay) (4) contient le 13 février 1765 le mariage d'une Marie Morin ; correspond-il à un premier mariage ? Nous le notons à tout hasard. Nous verrons par la suite qu'il n'a aucun rapport. L'examen attentif des minutes de 1764 à 1771 ne permet pas de découvrir le mariage recherché. De même, la paroisse de Nohant-en-Gracay (5) a célébré le 1^{er} février 1774 le mariage d'un certain Jean Robin. Nous le notons également. Nous verrons par la suite que cet acte ne correspond pas à un remariage de celui dont il s'agit. Là non plus le mariage recherché ne se trouve pas, pas plus que dans les autres paroisses étudiées. Le mur à sauter, contourner ou détruire se montre inébranlable.

Les décès

Pour savoir d'où viennent les deux époux et pour les mieux situer, nous recherchons alors leurs décès. Les minutes de la paroisse de Coulon indiquent très vite, le 12 mars 1784, le décès de Marie Morin, épouse de Jean Robin, âgée d'environ trente ans. Malgré l'orthographe, cela correspond. Un peu après, le 17 novembre 1789, nous trouvons le premier mariage de Marie Robin, dont nous cherchions l'ascendance au début de cette chronique. Parmi les présents à la cérémonie, aucun frère, aucune sœur ne figure (nous n'en avions d'ailleurs pas trouvé), mais l'indication d'un grand-oncle de l'épouse, Pierre Gatessou, permet (à l'aide d'autres documents) de justifier absolument qu'elle est fille de François Morin, précédemment veuf de deux épouses successivement, Marie Dupray et Marie Guesnard, et de Marguerite Gatte-sou, elle-même veuve de Silvain Rousseau. Etant donné qu'à l'époque les actes de mariage des veufs n'indiquaient pas le nom des parents, mais seulement celui du conjoint précédent, les noms des grands-parents de Marie Morin ont nécessité pour leur découverte une série de sauts d'obstacles dignes des plus grands steeple-chases !

Quant à l'acte de décès de Jean Robin, le 17 décembre 1808, toujours à Coulon, il indique bien le nom de ses parents, mais rien ne prouve *a priori* qu'il s'agit du personnage recherché : il est donné époux de Geneviève Jolet ! Et l'obstacle à nouveau sauté, une nouvelle barrière se profile déjà à l'horizon : sa mère était veuve à son mariage et ses parents ne sont pas indiqués dans l'acte...

- (1) Voir le Monde Dimanche du 7 décembre 1980, page XVIII : « Noter les collatéraux ».
- (2) Archives du Cher, cote 2 C 709.
- (3) Archives de l'Indre, série C, trousseau 308, liasse 779.
- (4) Archives du Cher, cote 3 E 173 et 174.
- (5) Archives du Cher, cote 3 E 260.

CULTIVEZ VOTRE VIN

Vous rêvez de mieux connaître les vins ? Étirez simplement dans le nouveau monde de la dégustation de Hobby-Vins. Pour éprouver vos propres talents de dégustateur et pour savoir exprimer votre plaisir du vin. Dans l'ambiance chaleureuse et confortable d'un salon de l'Hôtel de Clitot vous cultiverez en trois rendez-vous hebdomadaires, venant en main, au cours de tests de qualité originaux, uniques à Paris, les motifs, adaptés et utiles pour savoir parler du vin avec plaisir et compétence. Un nouvel art du vin... Une idée élégante pour passer avec des « découvreurs » passionnés du vin des moments conviviaux de détente et de formation culturelles.

hobby-vins
Il est plus agréable de s'offrir un vin excellent.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérants : Jacques Fournier, directeur de la publication, Claude Julien.

Imprimerie du Monde
5, r. des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437

MODE

Le temple, les marchands et l'applaudimètre

MOHAND MESTIRI

LA mode, dans six mois, dans un an, ce sera quoi ? Pour le savoir, des milliers de professionnels, deux fois par an, en mars et en octobre, se pressent à Paris, à l'occasion du Salon du prêt-à-porter féminin, porte de Versailles.

Du monde entier, outre les quelques trois mille journalistes et photographes, affluent des armées d'acheteurs professionnels accompagnés de conseillers de mode, de directeurs techniques, commerciaux, artistiques, des bataillons de filateurs, de tisseurs, des cohortes de présidents-directeurs généraux, non seulement de grands magasins, mais de toutes sortes d'industries concernées par les fluctuations de la mode (chimie, cosmétiques, chaussures, bagages, accessoires...). Ils viennent acheter, voir, apprécier, s'inspirer ; d'autres, tout simplement copier les propositions d'un millier de créateurs, de stylistes, d'industriels, eux aussi venus des quatre coins du monde pour vendre, être vus, reconnus.

Dans six mois, dans un an, la mode, ce sera quoi ? La question ne se pose pas avec la même acuité pour l'amateur-spectateur-consommateur ou pour le professionnel créateur-industriel commerçant (1).

Planétaire

Pour l'amateur, la mode est essentiellement l'expression de l'actualité. C'est, souligne Alain dans le *Système de beaux-arts*, « la merveilleuse sensation d'être soi, en intimité avec soi-même que procure un vêtement à propos ».

Pour le professionnel, la mode est une prospective difficile à maîtriser, car elle évolue non pas selon une simple finalité logique, mais dans une succession constante d'aspects, de formes, de volumes, de proportions, d'équilibres et de rupture d'équilibre à remplacer sans cesse dans un contexte concret.

Phénomène culturel, programmation de la société marchande et industrielle, puissance des mass-media, en ce début des années 80, la mode, nous dit l'industriel Luciano Benetton, est devenue universelle, uniformément occidentale avec un marché unique. Il y a seulement dix ans, la mode de Rome n'était pas celle de Milan !

Une mode planétaire, un marché unique, identique avec trois pôles rayonnants : Paris, Milan, New-York. Mais Nonnie Mor, rédactrice en chef de *Harper's Bazaar*, est catégorique : « Toutes les idées de mode viennent de Paris, les autres pays ne font que copier. » Paris garde une suprématie certaine.

Quelle sera la mode ? Il faudra toute son attention, sa vigilance pour discerner pendant les défilés entre le trop signifiant, dont on se méfie, et l'insignifiant, auquel on ne prend pas garde sur le moment, mais qui... sait-on jamais, dans six mois, dans un an ! Il faudra, porte de Versailles, trancher, décider au moment de passer commande, entre le prétendu commercial, facile à porter et à vendre, mais qui risque de ne plus l'être d'ici là, et le marginal, l'inhabituel de l'instant, qui sera

peut-être le best-seller. Il faudra aussi ne pas perdre de vue la rue, le réel quand on sera au spectacle.

Des fêtes ou des messes

Pour les collections d'automne et d'hiver 82-83, le spectacle se déroulera du 24 au 30 mars, principalement sous les chapiteaux dressés spécialement à cet effet dans la Cour carrée du Louvre. Sous l'égide de la Fédération du prêt-à-porter féminin et de la Chambre syndicale du prêt-à-porter des couturiers et des créateurs de mode, environ soixante-dix collections défilent, parfois au rythme d'une toute les heures, de 9 heures du matin à 21 heures.

Soixante-dix collections pour un millier de participants, c'est peu. Il faut dire que ces défilés « de presse » (mais aussi destinés aux acheteurs et quelques V.I.P.) sont devenus des exercices de plus en plus périlleux, de plus en plus coûteux. En un temps très court (trente à cinquante minutes, presque un instant) est risqué le résultat de cinq mois de recherches, de travail, est hasardé l'avenir économique et social d'ateliers, d'usines. Seuls les créateurs sûrs d'eux et bien sponsorisés et quelques inconscients s'y risquent. Fin des années 60, Kenzo avait fait de ces défilés des fêtes. Fin des années 70, avec Claude Montana, Thierry Mugler, Anne-Marie Beretta, ces présentations sont devenues de véritables spectacles, de véritables messes. Pour présenter correctement une collection, il en coûte maintenant une bonne quarantaine de millions de centimes, sans compter le prix de la réalisation des prototypes, leurs répétitions et les kilomètres de tissus nécessaires.

Une collection, bien qu'elle soit indispensable, ne suffit plus pour qu'une présentation soit réussie. Le choix des mannequins, leur maquillage, leur coiffure, leur façon de marcher, de sourire, ou pas, les éclairages, la musique, les accessoires, rien ne doit être laissé au hasard. Tout

doit converger pour donner à la collection un halo magnétique. Une présentation maladroite peut couler une bonne collection. Le créateur dispose de très peu de temps pour convaincre, on attend de lui une affirmation plutôt qu'une démonstration. Le défilé, par sa mise en scène, sa magie, a pour dessein de nous faire rêver, afin que nous ne jugions pas. A l'extrême, on peut parler de charisme hypnotique, de technologie du charme.

Claude Montana est le maître en la matière. Une journaliste de la très professionnelle *Dépêche Mode* écrit à propos d'un « show Montana » : « Un grand spectacle, une mise en scène impeccable, du grand théâtre, fastueux, somptueux, décadent... C'est un des très rares créateurs pour lequel on accepte encore de se battre à l'entrée pour le voir... Et on a envie de le revoir. A la fin du spectacle, mille personnes debout d'enthousiasme applaudissent à tout rompre. Ces créations sont sublimes, là-bas sur le podium, sous les feux des projecteurs et des flashes qui crépitent, sur ces filles immenses surgies d'on ne sait quel ailleurs. Mais sur la femme d'ici-bas ces vêtements sont difficiles à porter. Ils sont à l'image de l'albatros de Baudelaire, roi de l'azur mais maladroit sur la terre ferme. Les proportions pour la diffusion sont d'ailleurs souvent atténuées.

Politesse

Aux antipodes, Yves Saint-Laurent tourne le dos à ce théâtre. Pas de spectacle, sa création jamais ne s'égare, ne s'enfle. Le vêtement n'est pas en conflit, avec le corps réel de la femme, il le respecte, ne le contraint jamais. Il n'est pas le prétexte, mais le centre de sa création. Ici aussi, on applaudit avec ferveur, pas seulement le caban, le duflac, la sabarienne, le tailleur, le spencer, pas seulement ce mélange de suprême simplicité apparente et de technique savante inapparente, mais aussi une poésie, une tendresse qui est celle d'un quotidien sacré et ce même temps d'une rupture imperceptible, avec ce quotidien. Nous sentons alors que cette suprême simplicité est là comme une molette chose, une politesse, un regard pour mieux imposer à la réalité toutes les incessantes métamorphoses des tonalités, des nuances de l'âme. Une ruse de guerre pour faire plier la réalité à la musique savante de notre désir.

Claude Montana, c'était un peu Nietzsche ; Yves Saint-Laurent, c'est Proust.

- (1) Il faut savoir que l'industrie textile, sur laquelle la mode est suspendue comme une épée de Damoclès, est le deuxième employeur mondial de main-d'œuvre.

LE JOURNAL
Un exemplaire authentique d'un journal français,
DU JOUR
parmi plusieurs millions en stock, de 1880 à
DE VOTRE
nos jours. Un cadeau original, pour souhaiter bon
NAISSANCE
anniversaire, bonne fête à vos parents, à vos amis.

Christian Bailly vous propose un exemplaire authentique d'un journal français de la date de votre choix (de 1880 à nos jours). Un cadeau rare, un stock unique de journaux de collections.

Bon de commande
A envoyer, accompagné d'un chèque bancaire, CCP ou mandat, du montant de votre commande à la Galcanet, 43, rue de l'Arbre Sec 75001 Paris.

Dates des journaux demandés			Nom
Jour	Mois	Année	Prénom
			Adresse
			Codé postal
			Ville
Prix : 45 F un journal, 40 F chacun des suivants (frais de recherches et d'expédition compris).			
Ci-joint un paiement de			F 3

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

LISTRAC
Vente directe France et étranger.
Tarif sur demande. CAVÉ DE VINIFICATION DES GRANDS VINS.
T.: (56) 58-23-19 - 33480 Listrac-Médoc.

Grands vins de **BOURCOGNE CIVRY** rouge 79, médaille d'or à Paris. Civry blanc 80, médaille d'or au concours des vins de France.
Dir. propr. récolt. Tarif sur demande.
Gérard Parize, Poncey, 71640 CIVRY.
Tél.: (85) 44-36-60.

MERCUREY vente directe propriété 12 bout. 1980, 327 F L.L.C. franco dom. Tarif sur demande. Tél.: (85) 47-13-94. Modrin viticulteur, 71560 Mercurey.

Santé

GELÉE ROYALE PURE et POLLEN « MUSCLA »
Demandez donc mon tarif gratuit
LA PELLEGERIE HENRI
Ferme de Champegaud
23000 GUÉRET

ON NE CHOISIT PAS SEUL UN PIANO.
Chez Hamm, 24 grandes marques, plus de 280 modèles. Un seul vous convient.
Piano d'étude ou de concert ? Droit ou à queue ? Acheter ou location ? Nos vendeurs-conseils vous guideront.

hamm
La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité.

25 MARQUES. PLUS DE 200 MODELES.
Chez Hamm, vous trouverez probablement le plus grand choix de pianos de Paris.
Droit ou à queue, quel que soit votre budget, un vendeur-conseil vous aidera à faire le meilleur choix.

hamm
La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité.

Jazz

CARL BLEY

Tournée Française du 16 au 23 Mars

en concert à Paris le 16 Mars

Maison de la Radio

14 mars 1982

J'ÉTAIS un garçon de cinq ans lorsque papa a acheté à crédit une forme abandonnée, sans eau ni électricité. Ingénieur, il bossait toute la semaine. Douze ans plus tard, en jean percé et chemise à carreaux, il se transforme encore en plombier, encastrant lui-même la baignoire qu'il vient de découvrir chez un ferrailleur, quand il ne creuse pas des tranchées pour fil électrique, les cheveux poudrés de plâtre. J'ai toujours connu cette atmosphère de ruée car maman partage malheureusement cette passion du travail. A Paris, elle dirige le département stylistique pour hommes d'un grand magasin. A la campagne, tantôt elle badigeonne ses tomettes à l'huile de lin ou frotte des volets au papier de verre avant d'arracher le chiendent des plates-bandes.

Lorsqu'il m'arrive d'ouvrir un livre dans un transat, papa remarque en passant : « Surtout, ne te fatigue pas ! La pelouse a besoin d'être tondue. » Le bague.

Je rêve de palmiers au long d'une plage de sable blanc semblable à celle où court une fille poitrine nue, bronzée, à la lisière des vagues, sur les affiches du métro. Où la rencontrer en réalité ? Avant de m'endormir, je la prends dans mes bras. Nous avançons sans nous presser sur une terre incognite dont je n'aurais jamais imaginé la splendeur.

Les sœurs de mes copains ne lui ressemblent pas. Elles appartiennent au genre affairé, futures femmes de carrière. Si on leur demande un service, elles répondent : « Débrouille-toi ! ». Finalement, on n'ose plus les déranger et on se tire tout seul d'affaire.

A Pâques, maman m'a proposé de l'accompagner à Londres. Elle allait examiner les nouveaux modèles de cravates et de chemises de Jermyn Street. Sous prétexte d'améliorer mon anglais, peut-être aurais-je une chance d'y croiser l'ange qui foule, cheveux au vent, le sable ?

Papa, on se demande pourquoi, m'a fait des recommandations : « Ne sors pas trop tard. Méfie-toi des propositions saugrenues. L'Angleterre est bourrée de drogues. »

Je l'ai remis à sa place. Il oublie que j'ai dix-sept ans. Je pige vaguement les maths, ce qui me permet d'être en C. Mais le bac n'est pas tout dans la vie. Mes parents, correctement branchés en général, se font débiles en ce qui me concerne. Ils ignorent que, dès la cinquième, on m'a proposé des clothes aux alentours du lycée, quand ce n'était pas en cour de récréation. Fumer un joint ne m'a pas tenté, sinon je l'aurais fait depuis des années.

J'ai demandé à papa à quel âge il avait couché avec une fille pour la première fois. Il s'est troublé.

— Heu... A vingt ans. Ne pense pas à ça. Passe ton bac !

— A vingt ans ? Seulement ? Je te croyais plus brillant, papa. Ça doit être chouette ?

Il a eu si peur qu'il m'a aussitôt enveloppé comme une momie de bandelettes de conseils et d'avertissements. J'ai fait machine arrière en le rassurant hypocritement — ce qu'il souhaitait. L'essentiel consistait à ce qu'il ne me prive pas de ce séjour à Londres, où j'aurais pendant une dizaine de jours la possibilité de chercher la beauté à laquelle je songe.

Quand maman part pour l'Angleterre, son patron lui offre — standing oblige — le Ritz. Comme elle est d'un naturel gai, d'une année sur l'autre, les employés se souviennent d'elle. Elle m'avait parlé de Victor qui



SERGE BIHANNIC

Philip of Paris

par Thérèse de Saint Phalle

régnait au desk avec sa mémoire d'encyclopédie sur les clients, le courrier et les messages téléphoniques. Je le salue. Il m'ignore.

— Voici vos lettres, madame. Vous avez retenu la chambre 210, je crois ?

Maman ramassait la liasse qu'il lui tendait.

— Vous connaissez mon fils Philippe ?

Victor joignit ses mains couvertes de taches de rousseur.

— Oh no ! Ce n'est pas possible. Ce jeune homme n'est pas à vous.

— Eh si, Victor. Un crime a été commis sur moi à la sortie de l'école.

Devant son expression, elle éclata de rire.

— Rassurez-vous : nous avons vingt ans de différence, mon fils et moi.

Elle me confia le plan de Londres, souligna l'intérêt des Tours de la Tate Gallery, la rareté du mobilier dix-huitième de la Wallace collection, évoqua la Tour et le parc Saint James. Ses déjeuners étaient retenus d'avance mais lorsqu'elle annonçait à certains clients sympas que je l'accompagnais, probablement serions-nous invités ensemble à dîner.

Elle partit avec son attaché-case conquérir le marché londonien tandis que je mijotais la première étape de mon plan. Elle passait par le département

papeterie chez Harrods. Je rassemblai mon anglais pour demander au chef de rayon s'il avait besoin d'un commis en juillet. Si je parvenais à décrocher un petit boulot d'été, j'aurais droit à une trentaine de jours sans parents. Le luxe ! Je me mettais alors en quête de la merveille qui courait les soins nous sous les cocottes.

Au seuil de ce paradis se tenait un gardien qu'il fallait convaincre de me faire travailler un mois, même « au noir » ou à tarif réduit.

Les refus se multiplièrent. Boutique après boutique, je proposai mon énergie et ma bonne volonté. En fin d'après-midi, je me retrouvai chez Fortnum & Mason. Miracle ! Le rayon des conserves ne formulait pas d'objection à engager un jeune Français pour juillet. Il me suffirait de trimballer des caisses de sur-de-chaussée à la cave. Après une quinzaine de jours, une promotion m'attendrait. Si je donnais satisfaction, je serais chargé d'une mission de confiance : effectuer les livraisons à domicile. Ouf, l'épicerie de la reine pouvait compter sur moi ! D'ici à trois mois, je me présenterai le premier juillet, devant lui, à sept heures trente.

Maman approuva mon initiative. Elle m'épargna un couplet sur les difficultés de l'existence et déclara que papa me choisirait une chambre chez des amis à eux. Je gardai le silence. Elle saurait bien assez tôt que je

n'accepterais en aucun cas de loger chez des gens qui risqueraient d'intervenir dans ma vie privée. Ravi de ses rendez-vous d'affaires, maman se brossait les cheveux devant la coiffeuse d'acajou.

— M. McGuire nous invite demain au théâtre. Il est très content de faire la connaissance.

Il s'agissait d'un des premiers stylistes de Londres qui l'avait épaulée dix ans plus tôt. Alors qu'elle ne connaissait pas le marché anglais, il lui avait indiqué ses concurrents de talent, susceptibles de vendre en France leur production.

Lorsque Reginald McGuire entendit le résumé de mes occupations à Londres, il sourit.

— Vous n'avez pas encore été dans une discothèque ?

Maman lui fit signe de ne pas continuer. Il s'en aperçut.

— De quoi avez-vous peur, Victor ? Il est normal que votre fils s'amuse un peu. Avez-vous l'intention de le transformer en chien savant ? Ne vous occupez pas de votre mère, mon garçon, et notez l'adresse que je vous donne.

Le lendemain soir, maman renouvela les recommandations paternelles : « Ne rentre pas trop tard, etc. », que j'enregistrai sans émotion en me disant : « Cause toujours ! »

La discothèque était installée dans les sous-sols de l'ancienne écurie d'un relais de poste. Je

descendis quelques marches. McGuire avait raison : la sono était terrible. J'étais déjà presque en train de danser. Du regard, je fis le tour de la salle. Des couples « jerkaient » sur le rectangle central. Au long des murs, garçons et filles se groupaient par tables de quatre ou cinq. Tout à coup, je l'aperçus. Elle ! La fille qui courait sur l'écluse. Allure saine, décontractée, un mètre soixante-dix, jean blanc, pull émeraude, cheveux châtain cuivrés sur les épaules, nez droit, regard assorti au pull. Au changement de bande, je l'invitai sans faire attention à son partenaire. A quoi bon parler ? Elle me conduisit finalement à sa table, où elle me présenta : « Philip of Paris. »

Vers deux heures du matin, je proposai à Jenny de la raccompagner. Ses copains avaient admis le fait accompli. Voulait-elle que je la dépose chez elle en taxi ? Culpabilisée de s'occuper si peu de moi, ma mère s'était montrée généreuse. Dans le « cab », je saisis Jenny dans mes bras et l'embrassai comme du bon pain. J'avais l'impression d'être devenu électromagnétique : mon corps s'anima à sens propre du terme, se chargeait d'âme. Chacune de mes cellules vibrât de désir.

Sous le porche à colonnes de la villa dont ses parents occupaient la moitié, elle se serra contre moi.

— Où habites-tu, Philip ?
— Au Ritz.
— On se voit demain ?
— Bien sûr !

Elle me rendit un baiser qui ressemblait à une plongée sous-marine. J'avais la bouche meurtrie.

La semaine, s'achevait. Au lieu de rendre visite à Madame Tussaud ou au bijou de la Couronne, nous explorâmes les coins les plus déserts du jardin zoologique ou des jardins botaniques de Kew Gardens. A plusieurs reprises, j'essayai de l'embrasser dans ma navette spatiale pour expérimenter avec elle le grand voyage, mais elle refusa toute tentative d'embarquement. Il me semblait tellement miraculeux de l'avoir rencontrée que je n'osais trop insister. Avril, mai, juin, l'été serait vite là. Je ne craignais plus la séparation. Jenny m'avait prévenu qu'elle détestait écrire. Comme elle était dactylo chez Guinness, rédiger du courrier l'exaspérait. Elle prit mon départ avec philosophie alors que j'étais prêt à m'engager sur-le-champ comme débardeur pour ne pas avoir à la quitter. Ma mère n'avait rien remarqué. Elle commentait les résultats de son voyage sans se douter des émotions qui m'habitaient.

A aucune de mes lettres, je ne reçus de réponse. Au téléphone, le père de Jenny me parut à la limite de la politesse. Sans insister, je me concentrerai sur les révisions du bac.

En juin, alors que je comptais les jours qui me séparaient de mon retour, mes parents me firent miroiter la perspective d'une chambre « chez des amis charmants », à Londres. Ils prenaient Soho pour Babylone. Je refusai. Voyant qu'ils ne viendraient pas à bout de mon entêtement, ils me proposèrent l'Y.M.C.A. — Young Men Christian Association, — où logeaient, paraît-il, des étudiants. J'acceptai, heureux d'échapper à l'inquisition d'hôtes indiscrets. J'avais bien l'intention de mener Jenny où je désirais la conduire.

Avoir obtenu mon bac Cayce mention m'importait peu. Seule Jenny hantait mon imagination. J'avais vécu une cinquantaine de fois par anticipation l'instant de nos retrouvailles en brochant différentes variations. Elle était tantôt vivante et aimante sans pudeur, tantôt réservée et mystérieuse. Nous ne pouvions échapper à la force qui nous

guidait. Tout était lumineux, simple. Qu'y a-t-il au-dessus de l'amour ?

Je n'aurais jamais cru que l'Y.M.C.A. était aussi moche. J'avais droit à une cellule grise, peinture écaillée, de dix mètres carrés, bardée de tuyauterie, qui contenait un lit de fer, une commode bancale et une chaise de bois. Une carpelette dont on devinait la trame traînant sur le parquet lustré. Une vraie tôle. De plus, le règlement interdisait d'y introduire la moindre jeune fille.

Le lendemain, je me présentais chez Fortnum & Mason pour descendre toute la journée — pauses thé exceptées — des caisses du rez-de-chaussée à la cave. J'avais si mal aux reins que je m'allongeais le soir sur ma couchette, incapable de remuer. Téléphoner à Jenny ? Non. Mon corps n'avait qu'une envie : rester étendu à la manière d'un chien, le museau entre les pattes. Cinq jours après mon arrivée, j'appelai Jenny. Elle me donna rendez-vous le lendemain à la discothèque. Je cachai ma déception. Ce n'est pas ainsi que j'avais imaginé notre première rencontre.

Éclatante en robe rose, plaissant avec quatre ou cinq garçons et filles, Jenny m'embrassa sur les joues. Elle évoquait plus que jamais la malade de l'affiche, poitrine et cheveux au vent. Je me rassurai : il me restait vingt-quatre jours pour récupérer les choses et aller au-delà. Je l'invitai à danser et lui racontai ma vie chez Fortnum.

— Tu n'as rien trouvé de mieux comme boulot ?
— Ce n'est pas si mal. Me voici avec toi et libre !

Je lui parlai à l'oreille. J'avais tant attendu cet instant qu'il existait un décalage entre les séquences dont elle avait été le personnage principal dans mon esprit et la grande fille qui suivait le rythme du rock. La situation me parut absurde.

— Viens, sortons !

Elle hésitait. Je la pressai. J'avais passé quatre-vingt-trois jours sans elle ! Elle annonça à ses amis qu'elle avait envie de prendre l'air, et me rejoignit. J'écartai des suppositions (qu'avait-elle fait durant mon absence ?) pour prendre conscience de chaque atome de bonheur. Sa bouche retrouvée, ses paupières, son cou, ses bras. Notre monde était à nous ; tous les autres se trouvaient à l'extérieur. Jenny s'était déglacée. Je la ramenaient chez moi.

— Tu es toujours au Ritz ?

J'avais si soif d'elle. Pourquoi cette conversation ?

— Au Ritz ? Non. Cette fois-ci, je loge à l'Y.M.C.A.

— A l'Y.M.C.A. !

Stupéfaite, incrédule, elle refusait de me croire.

J'essayai de l'apaiser.

— My love, où est le problème ?

Toute tendresse avait disparu en elle. Son visage s'était fermé.

— Tes parents sont fauchés à ce point ?

Je comprenais de moins en moins sa réaction.

— Tu es à l'Armée du salut ! A l'asile des pous ! Tu m'as bluffée à Pâques. Tu m'as menti. Et tu voudrais que je sorte avec toi !

Les yeux étroits, la bouche dure, elle secouait ses cheveux. Je tentai de la reprendre, mais elle me repoussa.

— Ah non ! C'est trop comode.

— Voyons, Jenny... Ne sois pas sott. Parle-moi plutôt du prochain week-end. Où veux-tu que nous allions ?

Mon père m'avait donné une allocation plutôt juste, mais je pouvais économiser des repas en grignotant des biscuits Fortnum.

— Je pars pour Brighton.

(Lire la suite page VIII.)